OCTOBRE 1975 Nº 259

Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix:5F ents: voir tarif paga 19.

> Publication mensuelle (vingt-denxième année) éditée par

> > Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX

Directeur: Jacques Fauvet

Lire page 9 à 13:

L'AUTOMOBILE **EST MALADE**

Progrès industriel et archaisme social

Fragilité

Par CLAUDE JULIEN

Proche-Orient, M. Henry Kissinger n paru soucieux de fournir un habilloge ressurant un fragile accord conclu paur le Sina I. Aurait-il l'illusiou de consolider, par une caution internationale qui ne saurait en changer le seture, un urrangement loissant intactes les plus graves causes de conflit ? Vundrait-il faire endosser par d'autres une partie des laurdes responsabilités qu'il u assumées en solitaire ?

qu'il u assumées en solitaire ?

Le secrétaire d'État a pourtant obtenu un résultat : il u fait monter la tension entre l'Egypte et la Syrie, le méfiance entre l'Egypte et l'U.R.S.S. Les réserves des Soviétiques, soulignées par leur absence lors du la cérémoule de signature, ont incité la président Sadate à accuser Moscou de « semer le disparde entre les pares applies » l'est de sa vieite à Paris. la vice-président de signature, ont incité la président Sadate à accuser Moscou de « semer la discorde entre les pays arabée ». Lors de sa visite à Paris, la vice-président irakien, M. Saddam Hussein, u critiqué l'Egypte uussi nettement qu'il pauvait le faire : les solutions qui ignorent les problèmes du fond, et particulièrement le problème palestinien, « ne méritent pas d'être approuvées ».

Le rapprochement américono-égyptien resserrant les liens entre la Syrie et l'U.R.S.S., le président Assad a foit savoir, uprès l'uccord sur le Sinaï, que rien de samblable n'étoit envisagé pour la Golan. M. Shimou Pèrès, ministre israélien de la défense, s'est empressé da confirmer, ulors quu M. Robin ullait plus laim : paur des raisons de sécurité, un dégagement sur le front syrien est « protiquement impossible ».

INCE bilan, inversement proportionnel au flot de commentaires flatteurs qui accompagnent l'actiou de secrétaire d'Etat. Au lendemain de la guerre d'octobre 1973, on a pu, sans risque de se tromper, rappeler que M. Kissinger obtiendrait avec une relative facilité la réouverture du canalde Suez, puisqu'elle correspondait aux vœux des parties concernées, dont l'U.R.S.S., mais qu'ensuite les difficultés iraient crescendo. Sinoï, Golan, problème na lectinion.

A ces obstacles naturels s'ajoutent tous ceux qu'une certaine diplomatie o'u pas manqué de foire surgir. Car enfin la politique dite « des petits pas » u'u de sens que si chaque « pas » crée, selon le formule de M. Kissinger, a une nouvelle occasion de progresser ». Or les réactions de Domas et de Moscou montrent déjà que la méthode utilisée dans les discussions sur le Sinaï rend plus uléatoire, probablement plus urdu, le « pas » qui devroit ensuite

C'ETTE méthode est en cause nou seulement parce que M. Kissinger s'est compla dons son one man show, en ecuitant des partenaires pourtant compla dans son one man show, en écuitant des partenaires pourtant indispensables, mais unsai parce qu'il garde une « mentalité du dix-neuvième siècle devant les offaires internationales », parce qu'il a un caractère « tortueux » et parce que ses interlocuteurs « ne sont plus disposés à croire ce qu'il dit ». Ca jugement sévère, porté par M. J. Robert Schaetzel, anchen umbassadeur des Etats-Uois auprès de le C.E.E., est confirmé par les clouses secrétes de l'accord sur le Sinaï, qui limitent encore davantage, paur l'avanir, la crédibilité du secrétaire d'État.

la crédibilité du secrétaire d'Etat.

Il existe à un domaine de la diplomatie qu'aucun pays n'e jamais révélé publiquement », déclare M. Kissinger des qn'il perçoit l'hostilité du Congrès à ce sujet. 'Méins de trois sensaines plus tôt, il se disait prêt à « faire tous les efforts possibles pour consulter le Congrès, l'informer et collaborer avec lui ». Les élus n'ant pas eu besoin d'attendre lengtemps pour messure le valeur de cette promesse. Mais les difficultés du M. Kissinger ne se limitent par à sur calations nanc le limitait » l'éventuelle livrigen de fundage selent Pershing à Israël darcit l'attitude de Moscou et des capitales arobes. Alors, M. Kissinger bat en retraite : il dit n'avoir pas pris d'engagement ferme sur ce point, mais Israël fait savoir qu'il s'abstiendrait d'équiper ces fusées de atif : l'éventuelle livraison de fusées sol-sol

A douter des chances de la paix, à entretenir à son égard un scepticisme raisonné, on court le risque de faire apparaître la guerre comme inéluctable et douc de la rendre, en foit, moins improbable. Mais il existe un autre moyen, beaucoup plus sur, du préparer un climat favorable à une vaste conflugration : c'est de créer une illusion de progrès vers la paix tout en aggravant la méfigace internationale. Rien a'est plus daugereux que de porter un double langage, de tenir uux parties concernées des propos contradictoires, d'encourager ui de tenir une parties concernes ses prapos continuictoires, a cucourager uinsi les suspicions entre peuples légitimement inquiets de leur avenir. Nol no peut considerer comme une bubileté diplomatique le recours à d'assez grossières finasseries lorsque seul le leagage de la vérité paut frayer la voin à des

Angola: guerre civile et ingérences étrangères

E combat des Portugais d'Angola? jaire des caisses. 2 Cette boutade d'un employé d'hôtel se vérifie à tous les coins de rue, devant tous les immethles, dans les jardins de toutes les villas de la « ville de l'asphalte », la ville blanche de Iuanda. Sauf si les volets sont déjà fermés, les portes closes, les grilles cadenassées. Et pourtant, quelques mois plus tôt, l'hymne des Portugais d'Angola proclamait triomphalement : « L'Angola est à nous! »

Les premieus rôles de la répression et de l'exploitatiou coloniales ont donné le signal de la débandade : les agents de la PIDE, les petits commerçants du monopolisalent, en réalisant des bénéfices outranciers, tout le commerce de détail en ville comme dans les coins les plus reculés de la brousse, ont, dès le 25 avril, compris qu'ils devalent partir. Mais, surtout, ceux qui s'étaient distingués dans la répression féroce de la grande révolte de 1961 out vu leurs voisins uoirs venir calmement leur rappeler que, quatorze ans après, ils se souvenaient toujours, un véritable climat de panique s'est alors propagé dans toute la communauté blanche.

L'Angola est le seul pays d'Afrique où vivait un prolétariat et même un

nanté blanche.

L'Angola, est le seul pays d'Afrique du Vivait un prolétariat et même un sous-prolétariat blanc. Les « petiits Blancs » ont été persuadés que, dès le départ de l'armée portugaise, les Noirs les massacreraient tous. En fait, profondément racistes, ils étaient incapables dans leur majorité d'imaginer survivre dans un pays dirigé-par des Noirs.

Survivre dans-un pays dirigé-par des Noirs.

Les accords d'Alvor, s'ils avaient été appliqués, auraient peut-être enrayé momentanément cet exode. Mais le gouvernement de transition est resté paralysé par ses dissensions internes.

Les « forces armées intégrées », qui devaient être peu à peu constituées par des contingents du Mouvement

Par RENE LEFORT

pour la libération de l'Angola (M.P.I.A.), de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (U.N.T.A.), du Front national de libération de l'Angola (F.N.I.A.) et de l'armée portugaise, n'ont, de fait, pas vu le jour. Dès le début des combats, les fonctionnaires portugais se sont réfugiés dans quelques centres urbains: trois ou quatre mois après la signature des accords d'Alvor, la nation angolaise u'avait plus de gouvernement, plus d'administration, plus de forces de l'ordre. On ne voit pas comment l'économie moderne de l'Angola — les plantations, les industries d'extraction ou de transformation légère, le secteur tertiaire — aurait pu survivre dans l'absence totale d'un pouvoir constitué et sans les agents qui la faisaient tourner. D'autant plus qu'à l'exode des Blancs s'ajoutait le retour, dans leur région d'origine, de centaines de milliers de Noirs victimes du caractère tribal que l'UNITA et le F.N.I.A. surtout donnaient à la guerre civile. Tout le processus politique prévu pour que l'Angola accède à l'indépendance dans l'errie et par paliers s'effondrait.

Les raisons internes de cet échec tiennent d'about à l'aventiement de

dans l'erdire et par pallers s'effondrait.

Les raisons internes de cet échec tiennent d'abord à l'aveuglement de la politique coloniale de Salazar et Caetano. Pendant cinquante ans, le mouvement nationaliste angolais a été étouffé. Lorsqu'il a explosé, en 1961, la rémecsion s'est conjuguée avec une polifique systématique de division des forces nationalistes. Quelle pouvait être la solidité des accords d'Aivor quand l'UNITA ne siégeait à la table des négociations que par la seule volonté du Portugal, quand le F.N.L. A savait qu'il n'avait aucune chance de sortir vainqueur des élections à l'Assemblée constituante?

de l'UNITA. Mais l'arme tribale est à double tranchant: facteur de cohésion et de mobilisation immédiate, elle interdit toute extension du mouvement qui l'utilise au-delà de sa zone ethnique en ressuscitant les anciennes querelles et oppositions tribales.

De ce fait, ni l'UNITA, seule ni le FNILA. seul ne sout capables de dominer tout l'Angola. Au mois de juillet dernier, M. Jonas Savimbi, surestimant la capacité militaire du FNILA. de M. Holden Roberto, conclusit avec lui un accord secret pour délimiter leurs zones d'influence en Angola et, à terme, proclamer l'indépendance de deux Etats distincts. Ce projet de balkanisation ne pouvait que convenir aux puissances occidentales qui, directement ou par l'intermédiaire des pays voisins, accentuèrent leur appui eu FNILA, et découvrirent l'importance de l'UNITA. Le Zaîre se serait ainsi assuré de fait le contrôle de tout le uord de l'Angola, Le Zamble se voyait garantir par son alliance avec l'UNITA un débouché vers l'océan Atlantique, L'Afrique du Sud écartait de la Namible la menace de l'organisation nationaliste SWAPO (South West Africa People's Organisation).

Mais la réussite de ce plan passait par l'écrasement militaire du M.P.I.A. Les forces du F.N.LA. furent arrêtées aux portes de Luanda, L'UNITA, qui avait cru avoir à son tour la capacité de louer la carte militaire, perdait pourtant cette première bataille et devait se replier sur les provinces de Huambo et Bié, sans ancune voie de communication avec l'extérieur.

(Lire la suite page 7.)

Dans ce numéro:

Le Portugal sans mythologie (pages 4 à 7)

Les gauches américaines (pages 14 et 15)

CINEMA POLITIQUE: Expressions régionales

(page 23)

Tribalisme et anticommunisme

M. HOLDEN ROBERTO, le président M. du FNI.A., connaissait bien les atouts de son mouvement. A l'origine, au nom d'une africanité comprise dans un sens réactionnaire, le FNI.A. confondait déjà la lutte contre le colonialisme avec l'élimination des Blancs et même des mêtis. Déjà, il combattait le M.P.L.A. puis, très vite, l'anticommunisme ou, bien souvent, le fascisme le plus primaire ont formé l'essentiel de sa ligne politique. Le Zaire soutient totalement ce mouvement. Les grands groupes financiers portugais et les milieux coloniaux espéraient, quant à eux, que sa vic-

toire leur permettrait de maintenir leurs positions en Angola, ce qui coln-cide avec l'attitude des puissances occidentales qui veulent empêcher le M.P.L.A. progressiste d'accèder au nomoir. pouvoir.

M. Holden Roberto avait donc la certitude de disposer d'armes, servies par un uoyau de soldats courageux, da moyens financiers, et d'une très de moyens financiers, et d'une très longue frontière ouverte avec le Zafre. Toutefois, l'idéologie du mouvement et le despotisme de son président avaient écarté les cadres intellectuels, et, surtout, la base sociale du FNLA. restait strictement limitée à l'ethnie bakongo; le recrutement, plus ou moins forcé, contenait prioritairement les cinq cent mille réfugiés bakongos au Zafre qui avalent fui les massacres d'Angola quatorze ans plus tôt. M. Holden Roberto estimait alors que la seule chance d'asseoir le pouvoir du FNLA sur tout l'Angola était une victoire rapide par les armes et, s'il la fallait, par la terreur.

De son côté, le 25 avril 1974 l'UNITA

De son côté, le 25 avril 1974, l'UNITA ne pouvait s'appuyer que sur des forces insignifiantes : quelques centaines d'hommes qui, avec la complicité de l'armée coloniale, avaient surtout combattu le MPLA, ce qui lui valut les faveurs de la grande majorité de la communauté bianche qui n'avait pas réussi à se faire reconnaître comme un interlocuteur de droit dans les négociations d'Alvor. recondaître comme un interlocuteur de droit dans les négociations d'Alvor. Bifrayés par le racisme du F.N.I.A. abhorrant le M.P.I.A. « communiste », les « petits Blancs » furent séduits par le nouveau discours de M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, et lui assurèrent une audience inespérée.

Jusqu'au 25 avril, l'UNITA se pré-sentait comme une force d'extrême gauche qui défendait les « masses sentati comme une force d'extrême gauche qui défendait les « massés africaines opprimées » et condamnait la « petite bourgeoisle révisionniste », fer de lance du M.P.L.A. Changeant de langage du tout au tout, le mouvement se proclamait ensuite le seul garant de l'ordre, de la paix et de la sécurité en Angola face à l'extrémisme du M.P.L.A. que la guerre civile devrait mutuellemeut affaiblir. Du même coup l'UNITA gagnait du temps pour se faire connaître an-delà des confins de l'Est angolais.

angolais. M. Jonas Savimbi est umbundu, comme plus de 40 % de la population angolaise. Il en connaît la langue, les traditions et les aspirations immédiates. Utilisant ce levier tribal et la faiblesse de l'implantation politique du M.P.I.A. dans cette région, l'UNITA réussissait à gagner eu quelques mois l'adhésion de la majorité de la population umbundu au chef messianique Jonas Savimbi. Le personnage de Savimbi constitue l'essence de l'existence M. Jonas Savimbi est umbundu,

LA GRANDE MAROQUINERIE

vachette souple 7 coloris 295 F 156, rue de Rivoli.

La fascisation de l'Université chilienne

ment assurés.

Par 30 voiz contre 0 et 7 abstentions, le conseil exécutif de l'UNESCO a estimé en septembra que la situation au Chili est a extrêmement préoccupante ». Il a voté une resolution regrettant que les envoyes de la Commission des droits de l'homme de l'ONU se soient ou refuser l'accès du territoire chilien. Le même texte demande aux autorités chiliennes de prendre toutes mesures pour que les droits

Par ROBERT MERLE

dans le plus pure tradition hittérienne. Si l'Instituteur chillen est puni, c'est qu'il est consideré par la Junts comme ayant joué un role important dans la propagation des

La suite de cette masure ne se fit pas uttendre : un certain nombre d'ensei-gnants, écœurés de cette e démotion ». préférent aller chercher à l'étranger des eituetione plus en rapport evec leurs

Le caractère ubuesque de le politique éducative de le Junte éclate lci dans toute son aveugle stupidité : par ses meaures répressives, elle organise ellemême la fuits des cerveaux chillens.

En fait, l'excde des scientifiques prend des proportions très alarmantes pour l'avenir de la science eu Chill : les départements de biologie, de mathématiques et de physique de l'Université du Chili se vident chaque mois un peu plus de leurs professeurs, et seront blentôt hurs d'état

D'autre part, certaines disciplines sont a priori si mai vues par le Junte que les départements où on les enseignait ont

été, dans certains cas, tout bonnement supprimés. Il s'agit des sciences polisupprimes. Il sagir ues sciences pointiques et économiques, des écoles de journalisme, de la pédagogiu, et ourtout — bête nuira de le Junte — de la sociologie. Les cours de sociologie ont été partout supprimés en masse, saut à l'uni-versité catholique de Santiago, uù ils

Si nul na s'est encore avisé de mettre les manuele de géologie en accord avec les enseignements de le Genèse, on s'est beaucoup inquiété, par contre, de l'ensei-gnement de l'histoire, considéré comme dangereux et explosif par un régime qui craint les comparaisons.

Dans le programme de ce qui corres-pond su Chili à notre baccalauréat, de prudents ciseaux ont découpé toute le période qui va de 1891 eu 11 septembre 1973, soit quatre-vingt deux and de l'histoire chilianne que les jeunes lycéens de Santiago et d'ailleurs n'ent absolument plus le droit de conneître. Même » bien ensaignée », Dieu sait quelles pensées cette période de l'avant-Junte pourrait faire naître en eux i Mieux vaut donc, la comme ailleurs, la sainte eimplicité de

(Lire la suite page 15.)

beaucoup plus énergiques, pour que l'éducation, la science et la culture retrouveut leurs droits au Chili Le général Pinochet et ses amis ont bien compris que leur pouvoir brutal et fragile exigeatt un strict contrôle de toutes les activités, même les plus secrètes, de l'esprit humain.

et le fonctionnement de l'enseignement soient normale-

Doit-on préciser que cet appel na sera évidemment pas entendu par la Junte? Il faudra d'autres mesures,

uffraient à le bonne pensée toutes les

de l'homme soient respectés et pour que la vie culturelle U lendemain de l'assassinat de Salvador Aliende, de nombreux ensei-gnants et étudiants, portés de longue date eur les listes noires de la future Junie, furent arrêtés, torturés, fueillés ou tout simplement - disparurent -, sans qu'on puisse malheureusement avoir le moindre doute sur leur sort. D'autres, qui échappèrent aux exécutions sommaires, sont toujours emprisonnés. D'autres, encore, purent fuir à temps et e'expatrier. D'autres, enfin, furent chass

Cette épuration massive toucha 40 % des enseignants dans le primeira et le cecondaire ; dans les universités selun certaines sources, 25 %, et, selon d'autres, qu'aux trois niveaux de l'enseignement ces pourcentages sont appelés à croître. Car l'épuration n'e pas cessé : elle est, au contraire, devenue une Institution per-

préavis de l'enseignement ou bannis à via

se poursuivait, la Junte décideit de remener le traitements des enseignants à l'échelon le plus bas des salaires payés aux fonctionnaires. Il e'agit là, on l'e deviné, d'un châtiment collectif administra

L'"AUTORÉDUCTION" DES TARIFS EN ITALIE

Une riposte populaire à l'inflation

Les contrats de travail de plus de trois millions et demi d'Italiens seront renouvelés cet automne. Il n'est pas certam que par rapport à l'an dernier et le a plan de relance » élabore à Rome (3 500 milliards de lires d'investissementa publica) suffisent à apaiser les crainles concerproduction industrielle et les dif-ficultés sur les marchès extérieurs incitent les patrons italiens à prévoir des compressions de per-

Depuis le succès électoral des communistes, le 15 juin dernter, el le recul de la démocratie chrétienne, la Péninsule a passé négociations de couloire, de marchandage municipal autour de vellement des contrats de travail, s'il s'accompagne d'une nouveile montée du chômage, pourrait a réchaujjer » l'automne et remettre en couse la relative trêve sociale observée depuis l'hiver dernier et depuis la fin de la a désobéissance civile ».

A UTOREDUCTION, désobéissance civile, désobéissance incivile; un an après se naissance, les italiens ne l'oni pas ancore beptisée Pour l'histoire, le mouvement populaire de l'eutomne 1974 contre le hausse des prix et le vie chère n'e pas de nom qui fasse l'unanimité. Il y a pourtant plusieurs moie que les usegers se sont remie à payer

Quand les usagers refusent les hausses des loyers, des transports, de l'électricité

Par JEAN-FRANÇOIS DOUMIC

ou bon grain : manifestation anerchique et individualiste, ou gesta politique conscient action directe de l'homme sur son milieu ?

Comme ses nome l'indiquent, le mouve-ment est tout é la fole collectif et individuel, Illégal et organisé. Pour protester contre l'accélération de la hausse des prix, les milliere d'Italiens qui pretiquent l'autoréduction ne règient qu'une partie des sommes qui leur sont réclamées pour les trensports, la consommetion électrique, le chauffage ou le loyer. Dans le plupart des cas, ile egissent avec le soutien de leur syndicat ou de leur « comité de quartier - Ceux-ci manifestent leur perticipation en taisant acquitter les tectures autorédultes evec des mandets marqués de leur tampon. Parti du Piémont à la fin du mole d'ecot 1974. le mouvement s de proche en proche, touché à peu près tautes les régione de le Péninsula. Après Turin et Milan, Ancône, Vanise, Bologne et Rome, pule Neples, Palerme et d'autres centres de moindre importance. A le fin de l'année. l'eutoréduction disperaît à peu près complètement en tant que phêno-mène de masse. Elle ne subsiste que dans

ltalle, sièges des prentières occupations o'usines enimées par Gramaci dans l'êté 1920, hauts lieux du syndicalisme Italien, où la tradition de solidarité ouvrière leisse toute sa piece à le recherche de nouvelles formes de lutte : occupations, réduction des cadences, grèves sauvages et, l'an demier, autoréduction des tarits publics.

Mais, cette fois, le mouvement naît et se développe en dehors de l'entreprise (2). Plue que d'une innovation. Il s'agit d'une extension et d'une réponse extension des luttes é tout ce qui touche le vie quotidienne, réponse eux capitaux spéculetile qui cherchent le profit hore de l'usine dane les transports ou dans l'immobilier.

L'ordinateur complice du banlieusard

Ce n'est pas l'italian « moyen » qui agit ainsi. Cari-catures de l'opprimé, les pandolari sont les premiers é refuser l'augmentation des tickets d'autobus. Banileusards, île pretiquent matin et soir cette transhumance qui en tait les clients torcés des compagnies de transport. Ils sont les premiers « désobéissants » de ce mole d'août 1974. Ile sont encore les premiers é agir é le nénéralisation de la hause des tarifs de bus, le 1º septembre è Turin. Soutenus dans le Plémont par le Fédération des métalice, la F L.M. (3), ils élisent dans chaque volture un délégué chargé de distribuer, é l'ancien taril, les titres de transport. Les sommes ainsi collectées sont réservées aux compagnies par les syndicets. Caux-

ci disposent einsi d'un moyen de pression inespéré. A Milan, ce sont encore les banileusarde qui prennent l'initiative du mouvement Dès le 22 septembre, ils « désobélssant » dans le quartier de Semplone. Il en va de même é Vanise, où la première décision d'autoréduction est prise par le comité des délégués ouvriers de Porto-Marghera, le 28 septembre.

Dans con extension hore de ces trois villes. l'eutoréduction du prix des transports n'est plus le fail exclusif des pendolari Etudiants, employés, usagers quels qu'ils solent y ont recours. L'organiestion varie peu d'un centre à l'autre. Certains avatars apparaissent ici ou là, dont le eignification politique est moins évidente : le refus pur et elmple de payer, ou encore le « solidarité civile » pretiquée é Palerme (celul qui descend de l'autobus cède gratultement son billet encore valable é celui

Ceux qui, dès septembre 1974, rédui-

sent d'eux-mêmes leur fecture d'électricité ont également une particularité : (la habitent des grande ensembles et se concertent eu sein de leur comité de quartier ou comité de zone avant d'envoyer leur mandat. Mala l'information passe encore le plus equivent par l'entreprise. Quand, le 12 esptembre, le F.L.M. de Turin (encore elle) veut inviter tous les trayallleure de la province é ne payer que 50 % de leur note d'électricilé, elle l'annonce par un communique plecarde dans toutes les usines. Procédure analogue le 19 sep-

zano, le 27 à Varèse, le 28 é Novare... L'envoi des tectures d'électricité aux usagere établies par ordinateur, s'étale, taine période Pendant tout le dernier trimestre de 1974, le machine contribue ainsi, par l'étalement de ses envois, à maintenir la pression. D'octobre à décembre, sur le chemin des planniers plémon-tals, des centaines de militers d'Italiens eutoréduisent, à leur tour, leure factures (4) A Herculanum, par exemple, près de Nacies, les premiers mandets autorédults ne partent quo ic 12 novembre.

« Rispondiamo al attaco al salario oberario. Autoreduciane al 50% la bolletta del luce = (5). Un peu détruite par les intempéries, mais absolument pes lacérée, une banderole en papter, collée sur un è la Megliana. Aujourd'hui, ce quartier périphérique de Rome est un peu comme la citadelle de la désobéissance civile. ici tout est autoréduit : lumière, chauffage, loyers. Souvent, le refue de payer a même été total. Qualques années euparavant, municipalité et promoteure avalent, à leur façon, « eutoréduit » l'ectivité urbaine : peu ou pas de esrvices publics (écoles, établissements hospitaliers, mar-chés), des constructions édifiées en dehors de toutes les normes, des rues qui n'en ont que le nom (6). Dans cette villedortoir de quarante-cinq mille habitants, le mouvement tourne principalement autour des loyers.

(1) Voir à ce sujet t'étude de Jean-Marie Flonneu, dans Mouvement social, n° 72, septembre 1970, Paris, Editions ouvrières.

1972. Septembre 1970. Paris, Sintains outrières.

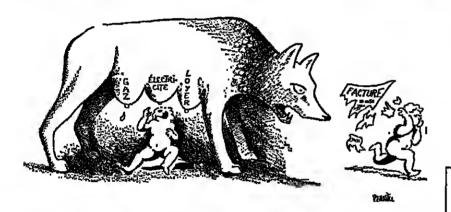
(2) Sur les lignes d'autobus de banlieue, dans tes sppartaments loués des LA.C.P. (Instituto Autonomo Caré Popolari, équivalents italiens des ELLM.) ou
des promoteurs privés.

(3) La Federasione del Lavoratori Métalmeccanici (P.L.M.) regroupe dans toute
la Péninsule tes ouvriers métallurgiques
des trois principales centrales.

14) Il reste très difficile os chiffier avec
précision l'ampleur du mouvement pour
touts la Péninsule, mais on peut dire qu'à
Turin le hombre de familles ayant sutoréduit leur note se situe entre cent cinquante mille et deux cent mille.

(5) «Répondons à l'artique du salaire
ouvrier. Autoréduisons la note de lumière
de 60 %."

(6) La Magliana est construite 7 métres
su-dessous du niveao du Tibre at les
deux premiers étages de ces immeubles.
contrairement aux angagement loués
ou vendus.



l'intégralité de leur tacture d'électricité olein terif dans les eutobus. Mais cette pratique reste la mascotte des gauchistes, pomme de discorde de la gauche et le bêle noire du pouvoir Dans le paysage politique italien, l'eutoréduction epoareit comme une jeune pousse dont on ne esuun seul secteur : les loyers, et surtout dans une ville, le quartier de la Magliana, é d'hui un phénomène trop peu expliqué, mai analysé Ce n'est encore ni un mythe ni une recette, mais déjé une forme de lutte que certains ont rangée parmi les

Révolte contre les "affameurs" et les "accapareurs"

L'autoréduction Rallenne est, é notre connaissance, une manifestation sans précédent. On ne trouve pas, dana l'après-guerre el dans les pays Industrialisés, de contre le vie chère qui alt pris cette torme, brutala dans son principe et raifinée dans son application. Ce mouvement n'est pas sans analogie avec certaines luttes nationalistes : en inde, avant l'indéndence, at plus récemment en Ulster, entre 1969 et 1971, le • désobéissance civile • consistait aussi à ne pes payer son di aux autorités. Meis le s'arrête le ressemblance : ces mouvement étalent menés pour des motils tout é tait dittérente, où l'infletion n'avait rien é voir, lis impitquaient un non-palement absolu et non une réduction des charges (loyers oo impôts). Its

étalent dirigés par des associations politiques et non par des syndicats. La - désobéissance - des italiens n'e guère plus de rapports avec une qualc délense des consommateure : pas d'attaque contre telle ou telle marque, pas d'arbitrage entre différents produits.

Arrière-petite-couelne de la lutte contre les • effameurs • et les • accapareurs • de grein de la Révolution, elle n'est pas sans parente evec un autre mouvement : calui, du début du stècle (1). Lorsque, pendent l'été 1911, ces lemmes, confrontées à une hausse brutale inhabituelle, imposent aux commerçants de Tourcoing des prix maxime, elles ouvrent, eans le sevoir, une voie : celle où le refue individual et violent de l'érosion monétaire se justifie simplement par le nécessité de vivre ou de

En Italie, le principe d'une action ane-logue est énoncé pour le première lois é Milen. le 18 juillet 1974, lorsque dix-huit

GROSPIRON RAOULT GROSPIRON SUC DEMENAGEMENTS. EMBALLAGE GARDE-MEUBLES EXPEDITIONS: 49, Rue de la Fédération XY 734-02-66

conselle d'entreprise et plusieure comités de quartier proposent de ne pse payer l'eugmentation des tarifs électriques. Mela le véritable acte de naissance de l'autoréduction date du 28 eoût 1974. Ce jour-là, é 5 h, 30 du metin. dans la banlieue de Turin, deux cents ouvriers venant de Pinsrolo et aliant aux établiss de Rivalte refusent la dernière augmen-tetion du ticket d'autobus. Ile pelent à l'ancien tarif et versent l'argent à un délègué syndical. Cela se passe quelques semelnes après l'annonce par la gouverement d'un important trein de l et moine d'un moie après les révélations annuelle de 25 % sur le prix des œufs, de 27 % sur le pain, de 49 % sur l'hulle, de 61 % eur l'essence, de 148 % sur le ges-oil. Cele se passe également alors que, pour la troisième fois consécutive, cet Institut annonce eux Italiens une eccélération de la hausse mensuelle des prix : 1,2 % en evril, 1,4 % en mai, 1,9 % en juin, 24% en Julilet.

Ces écarts cont-ils suffisants pour être ressentis, mois après mols, par le consom-mateur ? La - désobéissance civila - prend trute son ampleur précisément pendant les trole mais (octobre, novembre, décembre) où le variation des prix à la consommetion sur douze mois est le plue forte.

L'exemen plus prècie du mouvement en trace encore mieux les contours. Ainsi, son lleu de naissance tient à le fole de le tradition et du modernisme : Turin et Milan, capitales des luttes sociales en

A tous ceux qui trouvent que louer une voiture en Europe, c'est trop cher.

tembre à Naples et é Asti, le 21 é Boi-

Bientôt, vous allez passer vos vacances en Europe. Et naturellement vous avez besoin d'une voiture des votre arrivée, afin de profiter pleinement de votre séjour. Alors, plutôt que de louer un véhicule, achetez-le. Oui, vous avez bien lu:achetez-le.

En effet, Locasim, filiale de Chrysler France a mis au point pour certains modèles de la gamme un système original de vente à crédit d'une voiture neuve avec garantie de reprise, qui tout compte fait est bien plus avantageux que la location.

Pour en bénéficier, rien de plus simple: allez voir

l'agent Simca-Chrysler de votre ville. Choisissez le modèle Simca-Chrysler 1975 qui vous convient et précisez la durée de votre séjour.

Vous serez surpris: disposer d'une voiture neuve avec garantie du constructeur et assurance tous risques sans franchise pour les vacances, ce n'est pas aussi cher qu'on le croit. En plus votre véhicule vous sera livré, là où vous arrivez.

A Paris comme à Toulon, à Roissy comme à Marseille, à Barcelone comme à Athènes.

N'importe où. Locasim vous souhaite un bon séjour.



Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France . Tel. 553.31.89

 \mathbf{P}^i

Contre la spéculation immobilière

« La casa si prende. l'effito no se lo paga » (le maison ze prend, le loyer ne se pale pas...). Tel seralt, selon le président de l'I.A.C.P. de Milen, M. Luigi Venegoni, le siogan de ces « aquatters » Indélicets, à l'œuvre en Halle depuis 1989. La lutte contre le recouvrement des loyers est, en effet, blen antérieure à l'autoréduction propre-ment dits. Elle est également plus vivece, se poursuivant aujourd hul encore sous je torme d'occupellon d'epparte-ments. Male le neutralité, voire l'hostlité des syndicats, e

ces dernières années, la quartier de San-Bazillo, près de Rome ; près de Venise, Porto-Marghere ; près de Milan,

Gellaraiese... D'autres villes, comme Naples ou Potenza, onl également connu cette contestation. Mais il s'agissait, chaque fois, de queiques centaines ou de queiques miliers da families amputant leur layer.

On est loin des chiffres atteints dans l'autoréduction des transports ou de le lumière. D'autre part, la réticence des syndicats à s'engager aur ce terrain provoque un vide stratégique difficilement comblé par la pauche extra-parlem

Ainsi donc, privé de perspectives et de directives, partiellement désarmà par la blocage de certains loyers, le mouvement résiste mai eux attaques des pouvoirs publics, autant qu'aux appréhensions des locataires, qui héeitent à mettre en

Lorsqu'elle ne se transforme pas en occupation gratuite, l'eutoréduction des lovers termine souvent sa carrière en ee retranchant derrière le paravent apolitique de l'insolvabilité provisoire. Le cas de le Magliane est, à cet égard, l'exception qui confirme la règle. Avec ses ablées générales et ses - délégués d'escaliers », ce Sarcelles - sous - Tibre semble s'enfoncer jour eprès jour dans l'illegalité. Illégalité dene laquelle l'ont construite et la maintiennent ses promoteurs et l'administration romaine.

A · l'heure des comptes, le mouvement n'est pas pour autant, passé inepercu. En 1974, 27 % des loyers sont impayés. contre 4 à 5 % seulement avant 1969, pour les appartements loués per l'LA.C.P. de Milan. En bon gestionnaire, M. Venegoni ience une folla formule : « De physiologique, le retard du palement est devenu palhologique. » En fonctionnaire zélé d'un organisme public, il réprouve catte atteque » contre l'un des trop reres secteurs de l'Intervention étatique. En serviteur convaincu de la démocratie, il oonclut : « Ce n'est pez de le désobélssance civite, mais Incivile. -

Ceux gul militent pour une stabilisation du prix des loyers repoussent l'accusation. Dalfino Ferrari, membre de l'Union des locataires à Milan, explique que la maintien da prix modérés dans le secteur public contribueralt à limiter l'ascension des lovers imposée par les promoteurs privés. Avec une démarche différente mais dans une même optique, Glor-Benvenuto, secrétaire général de l'U.L.L.-M., sa déclare hostile à une alde publique sous forme de prêt pour l'accession de la propriété. «Un tel système ne terait qu'entretenir la spéculation immobilière. - Les occupants de la Magliana, en prise directe avec les propriétaires privés,

limità son extension.

Outre la Magliana, le non-palement des loyers a touché,

sont misux placés encore pour les désivoulons pes que le commune pale le dif-térence entre le loyer eutoréduit à 10 % du salaire et celul réclamà par les

Autoreduire les loyere à 10 % du salaire (7) ou lutter indirectement contre le spéculation immobilière ast encore trop peu pour assouvir l'appatit de ces mili tents. Ils réclament en même temps ls réquisition des appartements privés inocoupés, de plus en plus nombreux (voli l'encadré), la relance da la construction populeire (en baisse régulière depuis des nées) et le garantie de l'empioi dans la bâtiment. Depuia dix ans, la magut, l'elde-maçon, souvent origineire du Bud, fait les frais de la régression des chantiers. Quatre cent mille appartements terminés en 1964 et deux cent soixante mille esulement en 1974. Or, l'armée demière quetre cent douze mille couples se juraien fidélité devant M. le maire et M. le curé l

La même volonté de porter le problàma devant l'opinion se retrouve, au moins au niveau des déciaratione, dans les daux eutres grandes luttes de l'autoréduction : exigence d'un véritable sarvice public pour les transports, refus des politiques finan-cières de facilité pour l'électricité, où la hausse des tarife ne correspondait à eucune amélioration des prestations mais à une volontà de répercuter sur l'usager domestique le rencharissement de l'éner-

TAUX D'OCCUPATION DES APPARTEMENTS

	Occupés	Vides		
1951	94,3 %	5,7 %		
1961	91,7 %	8,3 %		
1971	87,8 %	12,2 %		

Source : ISTAT, cité dans La Casa in

sont divisés

dui trouvent

ture en Lim

no cher.

Le 21 saptembre 1974, les syndicats de Varèse Invitent les ouvriers à ne pas acheter pour leurs enfants les livres de classe dont le prix est releve de 30 %. Le 19 octobre, deux supermarchés de Milan sont investia per das militants, qui suggérent aux clients de ne pas payer ou de ne payer que la moitié de ce qu'ile echèmobilistes menacent individuellement de ne pas payer l'intégrallé de leur consommation d'essence. L'une des autoréductions les plus inattandues et les plus marginales est, sans nul doute, celle de cet antiquaire de Turin, révolté par le salaire de misère de sa femma enseignante : il lui impose de . « sécher » ses cours une fois par semaine. Brei, le comportement des pendolari

du Piément fail école. Mais eucun de ces avarars n'aura vàriteblament de euccès. Il feur bien constater que la « désobélissance civile » ne s'en ast pas prise à des per-

Pas de lutte contre l'artisan, le com-merçant ou l'industriel, véhicules de l'inflation pourtant tout aussi efficaces que ces institutions anonymes face auxquelles l'autoreduction a vecu de beaux joure.

S'il y avait là un choix délibéré, celuilà s'est très vite révélé étra une arme à ocuble tranchant. Attaquer une institution plutot qu'un individu permet sans doute de mieux souligner la part de responsabilità der eutorités. C'est aussi courrir le risque da donner un coup de poing inutile dans le ventre mou des pouvoirs publics. M. Venagoni est le premier à la déplorer : « Différents règlements ou décrets, pris dapuis 1971, rendent pratiquement impossible toute expuleion des

Là où les entreprises victimes de l'autoréduction manifestent certaines velléités de résistance, les syndicats montrent les dents. Dane les trensports ils menacent, si les voitures restent eu dépôt, de ne pas reverser aux compegnias les sommes déjà dalégués d'autobus ». Dans l'électricité, Giorgio Benvenulo explique : - Les meneces de coupures de courant sont rendues vaines grace au soutien des ouvriers de l'ENEL - Ceux-ci expriment. le 13 novembre à Rome, leur solidarité evec les « désobélssants civils ». Allieura, è Milan pour les hausses de transports, à le Magliana pour les constructione, l'iné-gularité das positions attaquées paralyse les tenents de l'ordre. En dafinitive, les réactions des pouvoirs se limiteront à beaucoup de phrases et à peu d'actione :

mauvais payaurs. » quelques arrestations à Milen, Venies Ancône, qui provoquent immenquablement GRAVEUR - MAROQUINIER



des manifestations de rue. Pour parfaire cette incapacité de réplique, le crise gouvemementale vient comme un fait exprès. Entre la démission du gouvernement Rumor, début octobre (8), et l'installetion de l'équipe Moro, mi-novembre est atteinte d'acaphelite algué.

Longtemps privée d'Interlocuteurs, l'autoréduction a par allieure souffert de la division de ses alilés potentiele : la pauche et les syndicats « Les travailleurs de Turin om pris un coup de soleil », commente un communiste milanais à propos de l'autoréduction des billets d'autobus. A Ro Gianni Betti, militant du P.C.I. à la agliana, condamne les occupations: « Occuper ces maisons fait le jeu des spéculateurs qui veulent, précisément, que le commune rachète leurs immeubles » (9).

A propos des quittances d'élactricité lista, rencontré é Rome, M. Via del Corso. au eiègle du P.S.I., déclare : « Il n'est pas juste de réduire de taçon autonome. Une batalile démocratique doit être menée tarifs préférentiels; les intérêts, de la

Au niveau nationel, Glorgio Amendola un des dirigeants communistes les plus favorables au - compromis historique » avec la démocratie chrétienne, porte une condemnation sans appel, eu nom de la stratégie de con parti : « Cette forme de lutte réduit le front de classe, rejette à droite d'importantes couches da le population et sert les groupes qui prépare una nouvalla aventure tasciste » (10). Moins hostile, mais cependant réticant, le P.S.I. redoute que le mouvement ne déchire les syndicets. Non eans raison d'ellieure. pulsque, dans le mouvement ouvrier, le adversaires de l'autoréduction passe eu sein de chaque confédération.

Cele est surtout vrai pour la C.I.S.L. et le C.G.I.L., moins exact pour l'U.I.L., où

Une sorte

de "provocation

contre l'État"

les militants communistes sont très peu nombreux. Dans sa majorité, la C.L.S.L. (2,5 millions d'adhèrents), syndicat chrètien é l'origine, est favorable é l'euto-réduction. Position inverse é le C.G.I.L. (4 millions d'edhérents), conlédération dominée par des membres du P.C.I. et du

Meis, dans chacune da ces conlècèrations, un courant important, quolque mino-ritaire, conteste les prises de position de l'apperell syndical. Les cas les plus epec taculeires sont ceux de Milan et de Turin. Dans la captiele lombarde, la fédération regroupant les trois syndicate invite les travailleurs, le 23 novembre 1974, « é rejeter toutes les initietives qui déchirent le mouvement ». Les fédérations de Turin et de Naples, entre eutres, edoptent une stitude opposae. A Rome même, des la 27 septembre, le secrétaire générel edjoin de le C.G.I.L., Piero Boni, se déclere épalement favorable à l'autoréduction Piero Boni est socialista, mals Bruno Trentin (C.G.I.L.-F.L.M.), qui adopte la même attitude, est un membre important du parti communiste.

A Turin, explique M. Ayolo, membre de la C.I.S.L., des militants communiste adhérents da la C.G.I.L. ont participé à la distribution des mandata autoréduita, notamment dans le quartlar du Corso-Francia. » Explication politique de ce syndicaliste proche du groupe extra-parle mentaire P.D.U.P,-Manifesto ; » Ici, le P.C.I. doll tanti compte des exigences de masse evant les exigences da parti. » Interrogé à Rome dans un des bureaux du Parlement, M. Spagnoll, dàputé communiste, n'en concédere pas tant. A le question : Que lariez-voue face à un mouvemen: d'eutoréduction, si vous étiez au pouvoir ? Il répond : « Nous nous efforcerions de laire disparaître les problèmes qui euralant provoquà cetta réaction des

Ces diffarences de comportement ou de ton ont syndicale (C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L.), très poussèe en italie, e pour l'instant le don paradoxel de renforcer les disparités régionales d'une fédération à l'eutre. Male elle e aussi pour effet de donner une nouvella torca aux tormes de lutte plus « treditionnelles » de le C.G.I.L. majoriteire. Malheureux historiens qui devroni dire, plus tard, qui a la plus lavorisà la conclusion des eccorde très bénéliques pour les travaillaurs, signés à le lin de 1974 | Retour presque intégral aux anciens tarila de transport, réduction importante de le hausse des prix de l'électricité : ces deux aéries d'accords, régioneux ou nationaux, ont, an effet, été également précédées de

pétitiona, de eamelnes de lutte, de grèves localas... Actions treditionnelles considérées comme peu mobilisatrices par les militants da Lotte Continua qui n'ont pour les qualifler qu'un eeul mol : « récupération ».

L'autoréduction « pura et dure » ne continue donc que dans de rares secteurs dont la Magliane - animés par le gauche extra-parlementaire. Butte témoin d'un ent qui s'est dissout avec son propre succès, ou abcès de fixetion, base de départ d'une nouvella eutoréduction plus forte et: mleux structurée ? Pour Giorgio Benvenuto (U.I.L.-F.L.M.), « ceite jutte n'a pu. être ralancée eu début de 1975 car elle aurait menacé l'unité syndicale, mala, à l'eutomne, après les négofaudra tout faire pour que les eugmentetions de salaires oblenves ne se répercutent pes sur les tarte publics ---

Libéraux, républicains, socieux-démocrates, démocrates-chrétiens ont lour à tour parle de . provocation contre l'Elet ., de « lutte inconcillable avec le ayslème Incompréhensible des décisions prises par les forces constitutionnelles ». En d'eutres temps et en d'eutres liaux, le grève n'evalt pas meilleurs presse.

En revenche, à l'écart du P.C.I. el du P.S.I. - embarrassés par des préoccu-- les partisane colnvalneus de l'autoréduction poursuivent le débat, tani sur les méthodes que sur l'opportunità du choix du terrein. C'est encore Giorgio Benvenuto, syndicalista socialiste, qui explique: « Ce type d'action directe est mieux que la grève, car il porte en lui une proposition. - Ce que le revue Citta-Classe tradult par catte formule : « L'eutoréduction est un mouvement de messe qui concrétise en une seule manifesiellon la lutte el is réalisation da l'objectif de le futte. ». Quant à mettre en doute la légitimité d'un lei mouvement, la même revue balale l'argumeni d'une phrase : « Lea accords intervenus (favorables aux travalliaurs) légiliment cette vole. . Voilà pour la mélhode. Reste le terrain. L'autoréduction est un nouveau pas dans

liste. Tel est le fondement de la discussion à laquelle se livrent les partisans du de rechercher dans cette - désobéissance civile » une signification aut dépasse son saul déroulement historique, il leut adhérer à la série des posiulats ou des conclusions qui étayant leur conviction. Ainsi, à l'évidence, le choix des terrains sur lesquele l'eutoréduction s'est développée ne iradult pas le saule volonté d' exposer un problème - devant l'opinion publique. il e'egit d'ebord, comme le dil M. F. Bantivogil dens son repport présenté au conseil géneral de la F.L.M. le 5 décembre 1974, de provoquer » une révision des critères utiliees pour justiller les haussas de taril -. Il s'agit également de montres la piaco du mouvement syndical dans la lutia pour les réformas de structures et les progremmes d'investissement, « surtout sì ces réformes doivent passer par

des changements dans les systèmes tari-

En outre, le mouvement e permis, de consolider une expérience de lutte qui ve de l'usine eu lieu de résidence. Piero Boni (C.G.I.L.) prevoit l'extension de l'eutoréduction è tous les problèmes de le qualità et du coût de la vie dans les quertiers populaires. La revue Citta-Classe la - sédimentation - de le conscienca polltique de ces demières ennées. Allusion à l'impact de l'intense scrivité militante des syndicats. En même temps, la présence da ces organisations dens un mouvement largement ouvert eux aufres classes sociales exprime ce que Citte-Classe appelle « une hégémonie ouvrière ».

Enfin, le refus de prendre en compte les erguments des gestionnaires pour justi-fiar les hausses aboutit à le résurgence d'une notion que l'on rencontre chez les utopistes du dix-neuvième siècle : le - justa prix social - qui prend la piece du juste prix Industrial », « Ainai, la souveraineté des consommateurs, concept mystitiant qui tend à justiller idàologique ment les choix de le production cepitaliste, commence à aire remplacée par une sorte de souvergineté du prolétaire qui en vient à imposer la propre objectivité des conditione metérielles de la classe ouvrière. Cette objectivité devient le centre de l'organisation sociale, l'atelon pour apprécier ses choix concrets du système » (11). A ca stade, le légitlmità d'une telle mutation des comportements socieux est contestão par la gauche rélormiate.

Pour retrouver un terrain d'eccord, Il faut revenir aux cerectéristiques des secteurs où l'eutoréduction s'est développée : énergia, transports, maisons. Des secteurs monàtarieés -. gagnés par une économie merchande qui se sent à l'étroit. en libertà trop surveillée dans l'entreprise Italienne. Comme si le contestation sociale se livrait à une course-poursuite evec le profit : «Je l'effeque, lu l'en vas, je ta suis... ». Ainsi, Gludo Martinotti explique (12) que les prétendus - maux de le cité - résultent non pas de phénomènes pathologiques mais des màcanismes d'une expansion financière epéculative. Ce que M. Jacques Attall ne démentirait pas. L'économie merchende, déclarait-il récemment (13), a besoin de créer des occasions de dapenses. Pour cela, Il taut que le plus grand nombre da rapporta entre les hommes passe par la merchandise. Par exemple, de manière simpliste, eu lisu de prendre le temps d'avoir des relations amoureuses, les gens vont au cineme voir un ilim d'amour. -

L'éclairage, la location d'un appartement ou le transports urbains n'ayant pas de succédené aussi aimable que le film d'emoure d'Attali, les Italiens les ont « autoréduits »,

JEAN-FRANCOIS DOUMIC.

(7) Selon les régions, le loyer autoréduit était fixé à 10 % du salaire ou à un niveau aliant de 2500 à 5000 lires par

(8) A quelques beures près, la démission de M. Rumor e coincidé avec la réception par l'ENEL des cinq premiers mandats amputés de 50 %. 19) Déclaration faite é A.B.C., nº 12,

(10) Déclaration rapportée dans Classe, nº 1. (11) Citta-Classe, janvier-fevrier 1975, nº t, page 23.

(12) Dans son introduction au livre de Nella Ginatempo, la Casa in Italia, Maz-zota éditeur, Milan, 1975. (13) Le Quotidien de Paris, 29 svrll 1875.

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Bouillabaisse.
Poissons beurre bland, Gibiers Ouvert to les jours. Terrasse chauffer 26, rue Garan (Parc Montsouris) 588-38-52

Salle pour bacquets, 10 à 40 couverts.



au carrefour des nouveaux échanges.

/ انتفوت انوية انزائية AIR ALGERIE





LE PORTUGAL SANS MYTHOLOGIE

Jeu de massacre et conflit de légitimités

A révolution portugaise est vic-time de sa mythologie, des intérêts qui sont investis en elle et de la sollicitude de ses parrains. Soumise an feu roulant des critiques, des conseils, des avertissements, som-mée de répondre à tout, y compris aux problèmes de ceux qui l'observent de l'extérieur, elle nous est arrivée sous forme de caricature. C'est de ce portrait déformé qu'il faut se défaire pour examiner en face les forces en présence, leurs conflits, leur stratégie. Le MFA d'abord: qu'on le veuille ou non, l'armée portugaise reste une ou non, l'armée portugaise reste une armée de type colonial. Nombre d'offi-clers, et Otelo de Carvalho en est le meilleur exemple, sont nés au Mozam-bique, en Guinée, en Angola, où ils ont fait leurs classes et appris la politique. Ne connaissant de Lisbonne

c'est lui qu'il s'agit de contrôler, et c'est l'hégémonie en son sein qu'il est question justement d'obtenir... Cela signifie encore qu'il est vain de périodiser son histoire en distinguant les époques où il avait un rôle moteur, et celles où, affaibli, il se contente d'un rôle d'arbitre; vain de se demander jusqu'à quand il va fonctionner comme avant-garde et de mesurer à cette aune les recuis de la révolution; car l'armés n'a jamais été que l'hôte muet, le corps noir du processus; la plaque sensible où se déchiffre le jeu subtil et ambigu de la lutte pour le pouvoir, l'objet d'une lutte sans mercientre partis politiques rivaux.

Dernière remarque : cette lutte pour le contrôle du MFA. y induit des effets qui, quoique mleux compis.

Par GILLES HERTZOG et BERNARD-HENRI LEVY *

recomposer: unité nécessaire, logique incontournable, plus forts que les clivages ldéologiques, tant que le MFA. occupera le vide de l'Etat, C'est ainsi que peuvent s'expliquer un certain nombre de mystères qui n'ont pas manqué depuis qualques mois de dérouter les observateurs. Pourquoi les gençalvistes par exemple sont-ils mis en minorité début septembre par une marine réputée progressiste? Pourquoi sont-ils désavoués par l'assemblée de l'armée de terre que les modérés, pourtant, avaient choisi de boycotter? D'où vient que le Conseil de la révolution,

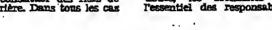
naguère à son programme tout en lachant du lest en direction des employés de banque. S'agit-ii de statuer sur la compétence des commissions administratives dans la fonction publique? Il se montre plus conditant que dans le cas du contrôle ouvrier.

Le P.R.P. (B.R.), groupe d'extrême gauche aux tendances guévaristes, n'a pent-être pas tort de reprocher au P.C. de donner priorité à ses alliés sur ses mandants et, en fait de bolchévisme, de se contenter d'exercer en faveur de la classe ouvrière la trop classique fonction tribunicienne. On s'est longtemps demandé, par exemple, pourquoi Cunhal a choisi, contre la fraction dure de son parti, d'accepter de courir le risque d'élections qu'il savait d'avance perdues : c'est, bien str., qu'il savait que la Constituante élue ne le génerait pas outre mesure, mais c'est aussi qu'il voniait donner des gages à la petite bourgeoiste. On a fait grand cas de la vague de nationalisations qui a suivi le 11 mars : outre qu'elle permettait de prendre de vitesse les débordements auto-gestionnaires, elle allait au devant des vœux d'une classe d'entrepreneurs et de vitesse les débordements auto-gestion-naires, elle allait au devant des voeux d'une classe d'entrepreneurs et de technocrates, brillant de reconstruire l'Etat et de le doter d'un secteur public de base, type 1945, jusque-là quasi inexistant. Quant au syndicat unique entin, où on a vouln voir la preuve d'un activisme diabolique, il était surtout destiné à faire barrage à l'extrême ganche, à l'empêcher de profiter de l'atomisation héritée du fascisme pour constituer des fiefs de démocratie ouvrière. Dans tous les cas

une politique prudente, aux ambitions modèrées.

D'autre part, on sait que la campagne anticommunisté dans le Nord s'est développée sur le thème de la résistance à la main-mise du P.C.P. et de ses alliés (M.D.P.-C.D.E. et M.R.S.) sur les pouvoirs locaux. Que cette O.P.A. sur les municipalites, cette ruée sur les organes des coopératives, des associations, des commissions administratives, la manipulation des assemblées. le parachutage de militants à des postes de direction, leur ont été fatales. Mais ce qu'on voit moins, c'est que cette colonisation du pays était à l'opposé de l'esprit du léninisme ; qu'en prenant d'assaut les pouvoirs locaux. Cunhal dimait son parti au lieu de le renforcer ; au lieu de concentrer son avant-garde, il la dispersait aux quatre coins du pays, l'abimant dans la gestion administrative au détriment des tâches militantes. Un hoichévik aurait durci le noyau, lui choisissait de l'atomiser. Qu'est-ce donc que le léninisme sinon une certaine idée de la prise du pouvoir défini comme pouvoir d'Etat central? Au lieu de quoi le P.C. est allé s'embourber dans le marais des micro-pouvoirs périphériques. Ironie du sort : c'est sur un défaut de bol-chévisme que les communistes sont tombés. C'est faute de rigueur léniniste qu'ils ont perdu la partie.

A dire vrai, ce n'est pas la seule ni surtout la principale, en raison de leur échec historique, et ce sont, saus doute, les socialistes qui portent l'essentiel des responsabilités.



Le pari et l'hypothèque des socialistes Le part et l'hypote partiguis? C'est un parti qui a cette particularité de n'avoir point d'histoire, point de passé, point de racines; qui n'a cessé, du coup, depuis le 25 avril, d'aller chercher ailleurs, c'est-à-dire à l'étranger, l'investiture qui, toujours, semble lui manquer; un parti quéteur qui ne quête pas seulement des capitaux mais aussi de la légitimité, et dont le leader fait souvent moins figure de secrétaire général d'un grand parti national que de chargé d'affaires local de la social-démocratie europenne. Mario Soares voyage, comme si le pouvoir à Lisbonne se prenaît à Bonn ou à Paris, Mario Soares rend des comptes comme s'il fallait toujours à ce pouvoir l'onction d'un nouveau baptème — toujours recommencé, jamais tenu pour acquis.

C'est surtout un parti qui, depuis

mence, jamais tenu pour acquis.

C'est surtout un parti qui, depuis son dernier congrès, a vu doubler le nombre de ses militants, ralliés du 26 avril, aux origines douteuses. Un parti qui, à la remorque de leurs arrière-pensées, risque d'être déporté à droite par l'effet d'une pesanteur qu'il ne peut pas contrôler, ou qu'il se refuse à contrôler pour des raisons d'ordre électoral : e Je suis leur chef, il faut donc que je les suipe...» chef, il faut donc que je les suive. » On raconte, à Porto, que le clergé du

Nord, idéologiquement proche du C.D.S., invitant par prudence à voter P.P.D., a fini par grossir les suifrages du parti socialiste. Mario Soares, de son côté, ne perd pas une occasion de s'opposer à l' a anarchie s des commissions de travailleurs et de dénoncer les « pouvoirs parallèles » qui naissent spontanément à la base : c'est que son projet se résume à la reconstruction de l'Estat et qu'il s'oppose à tout ce qui, micropouvoir et contre-pouvoir, est susceptible de l'entraver ; reconstruire l'Estat, donc abatire ce qui en tient lieu ; Mario Soares est d'abord un civil qui ne s'est jamais résigné à l'entrée en scène des militaires et qui, pour les contraindre à s'effacer, a mis au point une stratégie à triple détente dont il requelle aujourd'uni les fruits.

il recueille aujourd'inii les fruits.

Premier temps, celui de l'offensive anticommuniste qui, paradoxalement, nistes eux-mêmes que les sacrosaints militaires, encore inattaquables à l'époque. Il est probable que, dans l'affaire, les communistes aient payé leurs erreurs, mais ansai celles des autres. Que, de tuteurs qu'ils étaient, ils soient devenus boucs émissaires et que, faute de pouvoir attaquer de front l'idole du 25 avril, on s'en soit pris à ses vestales, plus vulnérables. Il est probable, par vulnérables. Il est probable, par



DES GAUCHISTES MANIFESTENT CONTRE LE LICENCIEMENT DE JOURNALISTES DU DIARIO DE NOTICIAS Le M.F.A. n'est pas l'acteur privilégié de la lutte des classes.

que son académie militaire, ils ont découvert leur pays le jour où ils y ont pris le pouvoir. Leur idéologie, leur conception du monde, doit souvent plus à L'artéguy, à ses soldats perdus, à sa morale de centurion, qu'à Marx ou L'enine, — ou meme Alvaro Cunhal. On sait tout cela, mais il faut en tirer les conséquences. Cette idéologie coloniale, ces méthodes apprises en Afrique, ils les ont dans une large mesure rapatriées. Et tout se passe au fond comme s'ils s'acharnt depuis dix-huit mois a gas au Portugal une guerre perdue aux colonies. L'ennemi a change, bien sur : mais la démarche reste analogue: les militaires portugais se comportent dans leur propre pays comme en pays conquis.

Un exemple? Ou s'est souvent étonné des erreurs et des bavures de la politique dite de « dynamisation culturelle ». Des officiers fringants qui débarquent en hélicoptère. On décroche le crucifix et on réunit en hâte che le crucifix et on réunit en hâte les paysans. On dit la bonne parole et on promet la fin de la barbarie. On parle d'eau, de routes, d'électricité, d'écoles, de cette e civilisation » qu'on apporte aux bonnes gens arrièrées comme autretois aux tribus du fond de l'Afrique... Ce ne sont pas des maladresses, mais la trace d'un passé qui pèse lourd. Le M.F.A. ne convainc pas : il catéchise. Il ne fait pas la révolution : il la parachute. Quoi d'étonnant à ce qu'au lieu de radicaliser le Nord, il l'ait pour longtemps ailèné à la cause du socialisme ? Quoi d'étonnant à ce qu'on entende souvent les paysans accuser les militaires vent les paysans accuser les militaires de vivre sur l'habitant et de se com-porter en parasites ? C'est faux, bien entendu, mais l'important c'est qu'on le dise. La dynamisation culturelle a prétendn coloniser le Nord; derrière le mot d'ordre « peuple-M.F.A. », c'est la politique du mépris qui est blen souvent à l'œuvre.

On présente le M.F.A. tantôt comme un parti, tantôt comme le substitut d'un parti. Débats interminables sur u un paru. Debats interminables sur sa position d'arbitrage ou ses tentations « partisanes ». On le traite comme une force politique, nouant des alliances, provoquant des conflits, sur le même plan que les autres, alors qu'en vérité il tient son originalité de ce que, depuis le 25 avril. il n'y a qu'en vérité il tient son originalité de ce que, depuis le 25 avril, il n'y a plus d'État an Portugal et que c'est lui qui, de ce fait, en occupe la place. Sa spécificité, il la doit an fait que l'Etat s'est démembré et que c'est lui qui comble le vide qu'il a laissé en s'effondrant: il y a une administration, bien sur, mais qui joue à guichets fermés devant un public restreint Lisbonne et ses environs: il v treint, Lisbonne et ses environs ; il y a encore une police, mais divisée, mal épurée, et dont on se méfie ; de sorte que c'est bel et bien l'armée qui, an sens strict, tient lieu d'Etat révolu-tionnaire.

Si cette analyse est juste, cela change tout quant à son rôle réel dans le drame portugais. Les marxis-tes le savent; un Etat, c'est l'enjen de la lutte pour le pouvoir, ce pourquoi on se bat, et non ce qui se bat. Cela signifie que le M.F.A. n'est pas l'acteur privilégié de la lutte des classes au Portugal, mais simplement l'arène de la lutte de la où se déploie cette lutte, le théâtre, la ilce où s'inscrivent ses épisodes ; il ne prend pas rang comme le P.C., il n'intrigue comme le P.S. dans une course à l'hegémonie ou à la direction politique: c'est lui qui fait courir,

Les partis ont beau faire, l'esprit de corps, dit-on, 'finit toujoura par l'emporter sur les manœuvres de division. Ou encore: les militaires s'affrontent, mais toujours sur le papier, en d'interminables débats, de longues seances nocturnes, où on s'arrache des régiments, où ou deplace des officiers, mais toujours jusqu'à présent à blanc... Ce qui veut dire effectivement que l'unité demeure la règle et qu'on la maintient à tout prix, que les forces de cohésion pèsent au bout du compte plus lourd que celles de l'éclatement. Mais moins, comme on l'a dit, en vertu d'un esprit de caste qui survivrait an 25 avril que pour des raisons de fond qui tiennent au statut din M.F.A. : dire qu'il tient lieu d'Etat, c'est dire que, comme un Etat, sa fonction est de gérer les forces de déséquilibre et de combler inlassablement les brèches du corps social : c'est dire surtout et par contrecoup qu'il a ceci de parti-culier que son unité ne cesse de se défaire, et que lui ne cesse de la

qui jusque-là leur était acquis, les ait brusquement chassés pour se railier au major Antunes? Et d'où venait — plus étrange encore — que le même Antunes ait été exclu en juillet alors qu'il avait les suffrages de 80 % des officiers? Le mystère se dissipe pour peu qu'on note qu'une majorité an M.F.A., c'est un pôle militant où se raille le marais, une minorité majorisante qui rassemble la majorité autour d'elle; qu'un autre pôle apparaisse, s'offre comme point de railliement et accule donc le prede rannement et accine cond le pre-mier à faire figure de diviseur, le marais s'y déporte et laisse à décou-vert celui autour duquel il se tenait soudé. Le M.F.A. désavoue les «neuls» lors même qu'ils sont numériquement dominante parce qu'ils ne sont para-dominante pas en mesure de réaliser l'unité du mouvement. Le M.F.A. se rallie aux «neuf» quand c'est leurs adversaires qui menacent de diviser et que ce sont eux désormais le recours contre les risques d'éclatement.

Une stratégie très peu léniniste

RESTE à analyser l'affrontement décisif, celui qui a dans une large mesure déterminé tous les autres, le conflit des partis pour le contrôle de l'armée. Et d'abord la stratégie du de l'armée. Et d'abord la stratégie du P.C. et qui a été presque toujours défigurée. On s'est acharné à le décrire comme un parti préhistorique, atteint de myopie, déphasé par cinquante ans d'exil et qui, se réveillant an 25 avril d'une longue nuit clandestine, se crut en Russie 1917, à Prague 1948, ou à Lisbonne 1925. On a voulu voir en Alvaro Cunhal un vieux stalinien qui congelé dans ses schémas nien qui congelé dans ses schémus bolcheviques, n'aurait rien appris et rien oublié; un utopiste incorrigible confondant Lisbonne et Pétrograd, le MFA. et l'Armée rouge, Soares et Kerensky, Spinola et le prince Lvov. On a lu sa stratègie comme une stra-tégie léniniste classique de conquête de l'Etat par une avant-garde décide, s'engouffrant an pas de charge dans les brèches d'un Etat démembré.

Il est probable que Cunhal se mo-quait de l'orthodoxie et qu'il était en quait de l'orthodoxie et qu'il était en train d'inventer, sans qu'on y prit hien garde, une stratégie nouvelle qui ne devait pas plus à Lénine qu'à Marchais ou Berlinguer. Dont le fer de lance n'était plus la conquête des administrations où le P.C. n'a jamais eu tout compte fait que des positions marginales, mais le contrôle d'une armée qui on l'a dit plus haut, tenait lieu de l'Etat classique. Ce contrôle de l'armée, contrairement, là encore à lieu de l'Etat classique. Ce contrôle de l'armée, contrairement, là encore, à un poncif tenace, ne reposalt pas sur un noyautage de type bolchevik puisqu'à l'opposé des gauchistes — entrés en nombre dans l'appareil quand, pour les besoins de la guerre, Caetano recruta dans l'université, — les communistes avaient finalement asser peu de e sons-metrins a dans le assez peu de e sous-marins » dans le assez peu de e sous-marins » dans le corps des officiers. La démarche était plus subtile ; elle reposait sur une fine analyse de la situation concrète et du rapport des forces, c'était la seule surtout à prendre acte de cette double contrainte qu'était la toute-puissance du M.F.A. d'une part et le discrédit des civils, l'inculture relative des puitteners de l'autre et leur virdes militaires de l'autre, et leur vir-ginité poiltique.

Les militaires sont tout-puissants : les communistes décident de leur emboiter le pas et de s'en faire un rempart, de gouverner par procuration, quitte à jouer les seconds rôles
— et, plus royalistes que le roi, de
proposer par exemple, en février dernier, que le M.F.A. siège comms tal à
l'Assemblée constituante. L'inculture
des officiers: le coup de génie de
Cunhai fut d'être le premier à se
porter candidat au poste de tuteur.
Tuteur idéologique moniteur politique. Tuteur idéologique, moniteur politique, moins soucieux d'ailleurs d'endoctriner que d'accoucher son patient; préférant les leçons de choses aux cours ex-cathedra; ainsi l'affaire Republica qui fut pour le P.C. avant tout l'occaqui rut pour le P.C. avant tout l'occa-sion de forcer la main aux militaires et, tel le maître d'école, de proposer un exercice pratique à leur applica-tion. Affaire de pédagogie et non d'entrisme. Où est le léninisme dans tout cela? Le P.C.P. était ni plus ni moire l'intellectuel culterié du M.P.A. moins l'intellectuel collectif du M.F.A.

moins l'intellectuel collectif du M.F.A.

Dira-t-on que ses positions de classes, vont, elles, dans le sens du léninisme? C'est oublier cette fois que le P.C.F. a analysé le 25 avril comme le résultat d'une contradiction entre deux fractions de la bourgeoisie; que, conscient de la fabliesse du proléta-riat, il a choisi de l'adosser et de le placer sous la direction de la moyenne bourgeoisie industrielle, celle qui s'opposait à Saiazar, l'homme de la grande bourgeoisie financière, din capital étranger, et de l'aventure coloniale; qu'obsédé enfin par la crainte d'un Chili portugais, hanté à l'idée de voir la petite bourgeoisie passer à la réaction, il n'a cessé de fui prodiguer, dans un contexte d'agitation ouvrière, apaisements et garauties. Stratégie frontiste donc, politique de compromis, quelque chose comme 1789 plus-1936. Le P.C. montre à l'occasion sa force, mais il se garde bleo de s'en servir. Quand ses troupes séquestrent ou épurent, ce n'est pas pour y avoir été invité, et Cunhal cautionne les mesures d'encadrement (création du COPCON, restriction du droit de grève) qui y répondent immédiatement. S'agit-il de revendications sala-riales ouvrières? Il s'oppose au mini-mum de 6 000 escudos qu'il inscrivait mum de 6 000 escudos qu'il inscrivalt

Gilles Hertzog prépare un livre sur le Portugal; Bernard-Henri Lévy est chargé d'enseignement à l'Ecols normale supérieure.

MORTS AU PETIT MATIN

A série d'attentats, destinés pré-« L cisément à déciencher l'escalade de la violence, qui se sont produits dans nobre pays ne doit pas altérer la séré-nité des gouvernants (espagnols) dans lour tentative de résoudre les grands problèmes politiques auxquels il faut faire face d'urgance. >

Ces lignes du comte de Motrico, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, ont été publiées à l'heure même (1) on, nallement troublés par les atten-tats, rassérénés par une parodie de justice, les gouvernants de Madrid falsatent froidement exécuter cind jeunes hommes dont nul n'occrait affirmer qu'ils sont les auteurs des attentats qui ont coûté la vie à un policier et à un licutement de la garde policier et à un lieutenant de la garde civile. Le voen du comte de Motrice et de ses amis de la Fédération des études indépendantes, dont M. Frage Libarne, ancien ministre de Franco, a donc été entendn : la « sérénité des gunvarnants > n's pas été caltérée >...

Du moins jusqu'à ce moment-là. Car

u en est auc différenment devant
l' ccudace intolérable > dont out fait
preuve non pas M. Giscard d'Estaing mais le pape et plusieurs gonverne-ments soit en demandant la grâce des condamnés, soit en protestant confre leur exécution. Parialtement calme pour faire assassiner des jeunes hommes qu'un simulaere de procès doit faire tenir pour coupables, le chef du gonvernement espagnol, M. Carlos Arias Nevarro, est alors sorti de ses gonds. Le mardi 30 septembre, Il n'a pas trouvé de termes assez insolents pour dénoncer les « ignobles agressions » de ceux qui, avec une incroychie e hypourisie » et une « indignation pha-risalque », ont osé, dans une « farce répugnante », blamer les entorités de

Ainsi apparaît tont ce que peut avoir de dérisoire l'attitude de ceux qui, avec le comte de Motrico, veulent blen critiquer la «dictature», mais uniquement parce qu'elle ne donne par « le loisir an centre et à la droite de n'organiser ». La démocratie, selon cette fallaciouse opposition, réserverait-elle à ce centre et à cette droite le privia ce cantre et a cette utilité le privi-lège de se manifester? Le véritable opposition an franquisme, qu'ils ont fidèlement servi avant que le Cauditle a'entre dans son inferminable agonje, n'est pourtant pas là. Elle se tronve dans d'antres secteurs, authentique-ment démocratiques, plus actifs, ré-camment présentés ici sous les rignatures de ses principaux responsaLe contexte dans lequel agit cette opposition démocratique n'a pas fon-damentalement changé : les exécutions du 27 septembre 1975 s'inscrivent dans la droite ligne de celles de l'anarchiste Salvador Palg Antich, le 2 mars 1974, et de Joaquim Delgado, Francisco Granados et Julian Griman en 1963. Le problème est toujours le même : en refusant les libertés élémentaires, le gouvernement espagnol provoque ini-même les actes de violence, comme celui qui coûta la vie à l'amirai Cartero Bianco en décembre 1974 (3). L'immense émotion soulevée par les cinq exécutions ne peut faire perdre de vue le fait essentiel : le scandale dure depuis quarante ans, et chaque jour qui passe rend plus difficile une éventuelle transition pacifique à la démocratie (4).

(1) Dans le Figaro du samedi
27 septembre 1975.

(2) « L« junte démocratique prépare une transition pacifique », le Monde déplomatique, mai 1975 : De l'immobilisme à la rupture (Santiago Carrillo, secrétaire général du particommuniste espagnol) ; L'alternative démocratique (Raquel Calvo Sever, ancian conseiller privé de don Juan) ; La fin des contradictions (Enrique Tierno Galvan, evocat, ex-professeur de l'université de Salamanque) ; L'Assembiée de Catalogne et les revendications des minorités (Karl Michael, sociologue).

(3) voir dans le Honde âtplomatique de février 1974, » Les soubrescuts du franquisme » : Expansion économique et démocratie (Ramon Tamames); Le développement des conflits sociaux (Wilebuido Solano); La nouvelle stratégie des commissions ouvrières (E.A. Lopes Campillo); Les grèves révolutionnaires (Jaims Hartis); Le développement des particularismes nationaux contre la persécution (E. de la Souchère); L'éclipse de l'Opus Del (Jean Bearud); Espoirs et craintes de l'Egièse (R.P. Jose-Maria Disz-Alegria); La Phalange hante les rêves des nostalgiques (Ch. Radel), La censure impose la devoir de révoite (Juan Goytisolo); Après l'assessinat de Carrero Bianco : mobilisation nationais au service du régime (Gus Hermet).

(4) « Les chances et les périls de l'entreprise de Juan Carlos », par Christian Budel, dans noire numéro d'soèt 1874. Consulter sussi les numéros de février 1975 (« Cinéma politique : combats pour la vérité en Espagne ») et de mara 1975 (« Politique et littérature : poéde et chansen d'urgence en Espagne »).

Tise reconomiqu

P'préte "iin s n i STUD c ment Pare

faira

exemple, que les principaux slogans anticommunistes pouvaient s'entendre à double sens; quand on reprochait à Cunhai la colonisation des campagnes, c'est aussi aux militaires qu'on reprochait leur dynamisation culturelle; quand on l'accusait d'avoir fait à Lisbonne la politique qu'il aurait à Lisbonne la politique qu'il aurait reile; quand on l'accusait d'avoir fait à Lisbonne la politique qu'il aurait faite à Prague, c'était une façon de soupçonner le MFA. d'avoir, comme on l'a dit, prolongé au Portugal sa politique du Mozambique. Et il était par ailleurs inévitable que tes régiments gonçaivistes et le COPCON, soutenant les communistes, défendant leurs permanences assiégées, finissent bar se componentre et par parder par se comprometire et par perdre leur aura d'armée au-dessus des partia... Le parti socialiste, autrement dit. s'est subtilement servi de l'anti-communisme ambiant pour sever l'immunité ambiante des militaires et briser le tabou quasi-moral qui, jus-que-là, ses préservait. que-là, ses préservait.

Deuxième temps : cette armée désacralisée, il fallait aussi, tout de même,
s'occuper d'en prendre le contrôle et
de l'arracher, pour ce faire, à l'hégémonie des révolutionnaires. Ce sera

la fonction du « document des Neuf » et l'eojeu de cette étrange course de vitesse entre les deux minorités aspirantes à la direction, les gonçalvistes et les amis du roejor Antunes. Il semble que la ruse de Costa Gomes et le poids d'Otelo de Carvalho n'alent pas été pour rien dans la décision finale; et que, plus précisement, la nomination de Vasco Gonçalves au poste de chef d'état-major des etmées, promotion en forme de provocation, pronotion en forme de provocation, ait été, en partie, destinée à convaince Ctelo de choisir enfin son camp et de voler au secours de la victoire. Il n'est pas sûr qu'Antones et ses amis alent été conscients du rôle objectif qu'ils s'apprétaient à jouer; leur insistance à dénoncer jes écueils syméinsistance à dénoncer les écueils symétriques de la social-démocratie et du stalinisme permet, en tout cas, de le supposer. Mais le résultat est là : é l'Assemblée générale du M.F.A. de Tancos, une majorité jusque-là gonçalviste vote très togiquement pour la minorité triomphante : lea communistes ont perdu ce qui falsait leur pouvoir : la bienveillance de l'armée. Dernier temps de l'opération, menée Dernier temps de l'opération, menée

cette fois tambour battant, sur une voie désormais libre d'obstacles : Mario Soares et Costa Gomes remercient les exécutants; le gouvernement avorté du général Fabiao, en août, faisatt ta part trop belle aux Neuf; le cabinet Pinheiro de Azevedo ne comporte pratiquement plus de militaires, c'est un cabinet Soares sans Soares... L'armée, dans son ensemble, est vigoureusement reprise en main. On parle à nouveau de discipline, vigoureusement reprise en main.
On parle à nouveau de discipline, de hierarchie, de devoir, de silence. Le turbuleot Otelo, doot on vient d'utiliser les services. voit eon COPCON, déib bien dégarni, doublé d'une « brigade d'intervention » dépendant du chef de l'Etat et chargée, notamment, de la discipline interne au sein des forces armées. Mario Soares a, pour le rooment, gagné, sans même avoir à en passer par ce sans même avoir à en passer par ce rôle, qui lui aurait répugné, de pédagogue discret du M.F.A. Il a epparemment gegné puisqu'il a, provisoirement eu moins, pris le pouvoir à ceux qui, à ses yeux, n'auraient jamais dû

Il e gagne, mais c'est au prix d'une redoutable bypothèque. La manœuvre a eu, en effet, pour résuftat d'accélérer la ruine de ces trois légitimités qui se disputaient le Portugal depuis le 25 avril. La fégitimité idéotogique qu'incarnatt le P.C.P., il l'e discréditée. La légitimité révolutionnaire du M.F.A., it l'e contrainte à céder, pour le première fois, devant la légitimité politique qui était jusque-là sa vassale. Quant à cette légitimité politique, la Quant à cette légitimité politique, la stenne propre, celle dont le parti so-cialiste s'est fait le héraut, on fa voit cialiste s'est falt le héraut, on fa voit mai sortir indemme et innoceote d'un tel jeu de massacre, et tout indique qu'elle a perdu, elte eussi, de son crédit et de son poids. Au point que Mario Soares pourrait être un jour acculé, faut de l'égitimité progressiste, à prendre eppui sur ce dernier poovoir, fait d'attacheroent à la terre et de fidélité eu passé, celui des effrois paysans et de la haine du communisme : cette l'égitimité populaire du Nord qui incarne pour l'instant le droite.

GILLES EERTZOG. BERNARD-HENEI LEVY.

Crise économique et transition au socialisme

Par YVES BARON *

ES débats et réflexions sur le Portugal, force est de constater un ebsent de merque ; la composante économique des difficultés rencontrées pourtant Importante dans l'évolution politique ectuelle. Le gauche frençaise aemble, à cet égerd, se cantonner dans des débats idéologiques. Pourtant, les faits sont là : après evoir progresse d'environ 4 % en 1974, la produit netional brut devrail en 1975, recular d'environ 5 %; le nombre de chômeurs e tripié en deux ans, dépescant maintenant quatre cent mille ; l'inflation reste élevée pulsque, de mai 1974 à mai 1975, le coût de la vie e augmenté de 25 %; pour l'ansemble de l'année 1975, le déficit de la balance des peiements risque d'atteindre 1 milliard de

Toutelois, ces quelques chiffres n'ont pas grende signification si on ne les resitue pas dans une vision globale, Il feut erticuler l'économique et le politique, laute de quol, tirant deux leçons, l'une tachnocretique (il faut préparer des meintenant un plen intérimaire) et l'eutre populiste (il faut tenir compte de l'initietive des masses), en se gerdant bien de les relier l'une à l'eutre, on en errive é pronostiquer « l'epproche de l'effondrement économique - (t). Peut-on parler einei du processus révolutionneire portugeis comme d'une entreprise qui, mel gérée, irail droit à le felllite ? Cette argumentation, qui justifieit à l'avance le virege à droite qui vient de se réeliser eu Portugal, est inexecte, et cele pour su moins trois raisons :

- C'est d'abord oublier qu'une bonne par; des difficultés actuelles sont apparues avant avril 1974 : l'accélération de l'inflation date de le mi-1973, la dégradation de l'emploi er du solde commercial du tout début de 1974 ; ces difficultés, tout comme la montée des luttes ouvrières (entre janvier et avril 1974, on comptait plus de conquante grêves par semaine d'eprès les slatistiques du minisière de l'industrie), ont d'ailleurs joué un grand rôle dans renversement du fescisme :

- If faut, ensuite, resituer ces difficultés dans le contexte de le crise internationale du capitalisme : peut-on parier d'effondrement au Portugal au moment méme où les prévisions officielles smé-ricaines — dalibérément optimistes ent un recul du P.N.B. eux Etats-Unis de 3,6 % en 1975, après un premier recul de 2,2 % en 1974, eu moment où les gouvernementa européens e'attendent, dans le meilleur des cas, é une etabilisation, en 1976, du chômage à un niveau

- Enfin, ce n'est pas en - gestionnaire - qu'il convient d'analyser le eituetion portugeise elors même que c'est la construction du socialisme qui y est en ceuse : l'approche économique de le conjoncture portugaiae ne peul être dissociée de l'enalyse politique

Les rejets d'une conception gestionnaire, économiste et finalement a-historique, doit inciter é lire dans les difficuttés économiques les problèmes de le transition eu socielleme. En effet, après les visées néocoloniellates de Spinola et eu-delà du programme économique el eocial de Melo Antunes (février 1975) qui prévoyail une simple démocralisation, un peu à la manière du - progremme commun français, le processus révolutionnaire s'est accèléré en mars. Des ruptures importantes se son! produites ; nellonalisation de la majorité de l'industrie et des banques, réforme egraire dans le Sud, développement des organisations populaires. Les vreis problémes ont alors été posés : qualle allience de clesses, quel pouvoir d'Etat pour le transition ?... Ils la resteront quelles que soient l'ampleur et la réussile du treinage du processus révo-lutionnaire que tante d'imposer la direction droltière du P.S.P.

Les quelques réflexions qui sulvent visent à écleirer, par des felts économigues, ces problèmes de fond, et cela à troia niveaux : le déficit de le balance mique, les difficultés de l'apparition et de le coordination da nouveaux centres de décision, la réorientation de l'appareil de production el d'échance

L'encerclement économique

DEPOURVU de matières premières comme de biens qui nécessitent une tachnologie avancée, le Portugel dépend de l'exterieur et d'ebord de l'Europe, evec laquelle il réalise les trois quarts de ses echanges. A un blocus trop voyant qui aurait suscité des remous dans l'opinion publique, les gouvernements auropéens on prétère un blocus discret meia important, particuliérement efficace dans le secteur des biens elimentaires : einsi, l'Allemegne fédérale boycotte activement les vins de Porto, en arguant qu'il y est mélé de l'elcool synthétique, pratique utilisés depuis plusieurs années déjà at, de surcroit, à la demande des Importateure etrangers desireux d'ebeisser leurs prix d'achat pour augmenter leurs profita. Le résultet est grava : les exportations ont chuté de 40 % et les stocks etteigneient. tin eoût, à la veille de le récolte, 2 millions d'hectolitres ; or, troie cent mille personnes vivent directement ou indirectement de cette activité.

Egalement importante, la chute des ventes extérieures de conserves et concentré de tometes, production essentielle pour le sud du Portugal et que le C.E.E. e. cette année, dédainnée eu profit des productions merocaine, grecque

ou italienne. De plus, egissant sur les Importations, en raccourcissant par exemple les délaie de paiement exigés ou en retardant les envois de pièces détechées (ce que fait la firme allemande Bosch), le boycottage vise également à provequer des pénunes, en perticulier en ce qui concerne les céréales, pour lesquelles le dépendance est grande : en 1973-1974, alore que te production de blé était de 468 000 tonn les importations représentaient 343 000 tonnes, dont 206 000 en provenence des Etats-Unis. Ces demiers utilisent maximum t'arme que constitue le bié. clorsonnant les marchés, contrôlant prix et quantités. Les menaces de pénurle, moindres dans l'immédiat pulsque le récolte de cette année e été excellente (12 % de plus que l'année précédente), existent pourtant, les Etats-Unis eyent déjà ratusé de vendre du maie en prétextant une beisse de production.

Viennent e'ajouter à ces difficultés le beisse des recettes du tourisme (1 million d'escudos de moins en 1975) el des envois de fonds des émigrés, le

reius de certaines sociétés multinetioneles telles que I.T.T. de payer les saleires et, surtout, l'Importante fuite des Capitaux ; celle-ci e été ineutfisamment combattue puisque des mesures n'ont été prises à aon encontre qu'en eoût 1975, et cela maigré les tentatives de contrôle antérieurement faites per les employés des ban-

Une partia Importante se joue enfin en Angola : la Poriugel ne se contentelt pae d'y être un simple gendanne intermédiaire antre les colonies et les pays Impérialistes, mals il y étalt lià par les structures financières, industrielles et commerciales. En cas de rupture brutale, catte forte interdépendance économique créerait eu Portugal de grosses difficultés.

Tout cela se répercute aur le baience des palements, dont le déficit s'est établi à 655 millions de dollars (soit 17 millions d'escudoe) en 1974 et à un montant enaloque pour les six premiers mois de 1975 ; les réserves sont passées de 89,2 millierde d'escudos fin 1973 à 53.6 milliarde fin 1974, ce qui permei au P.S.P. de déclerer, mi-1975, qua la siluation est dramatiqua puisque les réserves ne permettent plue de couvrir qu'une ennée de déficit. Affirmation d'une évidente mauvalse foi, puisque ce chiffre évalue le stock d'or au prix officiel de 35 dollars l'once, elors qu'il pourrait être vendu beeucoup plus cher (eu prix du merchė) et donner alnsi à l'économ répit de plusieurs années. Au total, les manœuvres du P.S.P. sont clatres : accorde evec l'extérieur (en perticulier evec la R.F.A. et le Royaume-Unl) pour le boycottage, opposition interne, bruite alarmants sur tes réserves ; le virage é droite souhaité étent obtenu. M. Mario Soaree peut déclarer que : « Les conditions pour une side économique de l'Europe sont meintenent réunies. » (14 eeptembra.)

Il faut cependent souligner l'absence d'une politique étrangère réelle ; une clerification eurait pourtant été nécessaire pour trouver de nouveaux partenaires merciaux et régrienter l'économie. Il est évidamment possible de transformer te modèle de consommation, d'importer moins, ce qu'ont tenté de provoquer fes eurtaxes é l'importetion introduites en juillat (+ 20 ou 30 % sur près de la moltié des produits), mais l'autarcie totala est ment impossible. Pour ceux qui

veulent diminuer la dépendance à l'égard de l'Europe et songent à terme à une rèorientation vers les pays méditerranéens, se pose le problème de la transition, transltion que les peye de l'Europe de l'Est ne semblent pse dieposés à faciliter. Privilé gient la détente an Europa, l'U.R.S.S. n'a effectué que peu d'achats eu Portugel. Saule exception importante, la commende passéa par la Pologne aux chentiere navals portugale qui pourraiant être ainsi eppelés é construire soixante nevires.

Compter sur ses propres forces, diversifier les dépendances ; la voie est

Les nellonalisations se sont multipliées après le t1 mere 1975 : banques et assurances, électricité, raffinerie du pétrole, aldérurgie, mécanique, construction navale, cimenteries, tabecs, certaines Industries elimenteires... L'Etat, de plus, a été conduit, pour gerantir l'emploi, à prendre des participations minoritaires et accorder des prêts à de nombreuses entreprises; que ce soit pour contrôler un secteur stratégique, éviter une fellite ou remplacer un patron en tufte, le gouvernement e dù - sous la pression constante des commissions de travailleurs - Intervenir et nommer des administra teurs que ces commissione contrôlent Dans le Sud, les ouvriers agricoles ont, en occupant les terres, forcé le gouvernement à légiférer : celul-cl a adopté, en Juillet, un début de réforme egreire organisant des coopérelles dans le Sud. Cette radicalisation e brisé les mécanismes de l'accumulation capitaliste : aussi est-il vain de déplorer le manque (temporaire) d'investissements ou le sabolaga local, conséquences nécessaires du cours révolutionnaire qui, exproprient bourgeoleie, brise les mécaniames d'exploitation et de concurrence. Le vrai problème est de créer d'eutres contres de décision, d'autres mécenismes de cohérance qui soieni, cette fois, sous le contrôle des travailleurs.

Localement. Il est vrei, les organisations populeires prennent des initietives : dens le textila, à le Sogental en particuller, les travailteurs se sont organisés collective-ment pour éviter le chomage et produire en autogestion ; ils ont même proposé eu ministère de l'industrie un plan de restructuration du eecteur. A Setubel, lee hult cent cinquante trevallieurs d'une usine de

Bataille de la production et indépendance nationale

D ANS une telle situation de vacance du pouvoir économique, les difficultés financières des entreprises ont provoqué la haisse de le production et l'eggrevetion du chômage ; la réglementation sévère sur les licenclements semble toutelois avoir été efficece dans le mésure où dix-hult mille travailleurs saulement ont été touchés par des licenciements cotlectits entre juin 1974 et avril 1975.

En mal demier, 18 % des entreprises déclerelent se trouver dans une aituation de faillite; le gouvernement e dû leur accorder massivement des crédits et donc augmanter la masse monétaire (de millarde d'escudos à G1); cette Injection de monnale n'a toutefoie pas deségullibré, pour la moment les circulta intérieurs cer elle e été épongée par la fulte des capitaux et la thésaurisation. Au totel, ce sont les retoure des immlarés solt des anciennes colonies, soit des pays européens touchés par la crise - et surtout le coup d'arrêt donné à l'immigration dene ces demiars pays, - qui expliquent, pour une large pert, l'accroissement du chômage.

Malgré la création d'une attocation chômege eur trois moia, qui représente les deux tiers du SMIC (environ 2 500 escudos, solt 500 F), un tel chômage constitue un problème politique important, d'eutant qu'il va encore sugmenter dane les mois à venir, du fait de le poursuite de le crise mondiale, de l'arrivée de jeunes sur la merché du travall, de la politique de frain à l'immigration et surtout du retour de troie cent mille rapatriés d'Angola.

Les difficultés sont perticulièrement graves dans certeine secteurs, notamment ceux qui dépendent de l'extérieur, comme le taxtile, l'egro-ellmentaire ou la construction navele. Les matériaux de construction et le bâtiment sont également grevement touchés ; bien que le problème du logement soit loin d'être résotu (te déficit dépasse eu)ourd'hui cinq cent mille togements), l'Etat ne a'est pse substitué à la construction privée loreque celle-ci e'est effondrée

Dane ce contexte, le quetriàme gou-

montaga d'automobiles, souhaitant reconvertir l'entreprise pour mettre son potentiel eu service de besains plus essentiels (an l'occurrence des réfrigérateura) at modifier tas relations de travail, ont imposé, an juin dernier, une eide de l'Etet. Ailleurs, les traveilleure exercent des contrôles sur les prix (entreprise da margarine).

Male le gouvernement n'a pas su, durent les demiere moie, intégrer ces volontés de transformation dens un plan cohérent ; contradictions, retarda et Incoherences se aont multipliès; ainai, dans le Sud, la réorientation de la production vers le blé ou les hericots, eu détriment des chèneslièges ou des tomates, a été inauffisante, les coopératives ne faisant pas systèmatiquement des choix correspondant aux priorités nationales ; les banques nationalisées se sonl trouvées perelysées en l'absence de nouveeux critéres d'octroi des crédita, ou encora la défense dea Intérèts d'une entreprise particulière n'e ou être évitée dans certains secteurs. Une gestion capitaliste n'est plus ni possible ni souhaltable lorsque les cepitalistes sont expropriés; mais comment erticuler planification centrale et merché ? En cas de risque de pénurle, faut-il recourir au rationnament ou intervenir eur les prix ? Le flou politique et la non-transformation de l'appareil d'Etal sont à l'origine de le carence des réponses du pouvoir central é un moment où une politique active et cohérente atait nécessaire.

Ce qui est en cause, en définilive, c'est la nature du pouvoir d'Elat dans le plan de transition. A un moment où la democratie parlementaire est déjà déphasée par rapport à le réalité, meia où les organisations que se donnent les iravailleurs sont encore nelssanies, la question d'un pouvoir d'Elei capable de contribuer au développement du pouvoir populeire se pose à toutes les forces du mouvement ouvrier. On ne peut, en effet, ignorer ni la nécesslié d'un pouvoir central ni le fail qu'il ne peut mener à bien ees tâchee sans mobiliser les travailleurs. L'une des megence est de créer des structures sectorielles, analysant lee besoins, planifiant la production et assurant la distribution : c'est à pertir d'une confédération de ces pouvoirs naissants que peuveni être élaborées de nouvelles structures d'Étet Indispensables à la poursulte de la lutte. Au Portugel, l'ebsence d'une épurelion et d'une transformation redicale de l'eppereil d'Etat a pesé lourd dans l'accumulation des difficultés.

vernement a lancé l'idée de la batalile de la production : pourtant, ce slogen popu-laire, male insuffisamment expliqué par le P.C.P., a été ressenti comme un mot d'ordre plequé et volontariate. - Retrousaez vos manches », peul-èire, mala au service de qui, contre qui ? Ne pae répondre, ne pas inlègrer cel effort dans une politique de renforcement du pou-voir des trevellleurs, leisse piener de

nombreuses emblguités, y compris de très réactionneirae idées aur l'ordra et la dis-

cipline. Certains, pourtant, tel la ministre da t'industrie, Joso Crevinho, tentalent d'apporter cette explication politique (2) :

< La batallia de la produciion na peut pas être artiticiellement détachée de la situation générale du cays ; elle ne doit pas êtra réduite à une simple question morala. Ella esi beeucoup plus que cele. Avant tout, le betailte de la production est une baleilla politique, una betallle de ciessa, insérée dans un projet plobal da marcha vers la socialisme, rettétan) les lansions entre les institutions telles qu'ellee eont constituées et la dynamique du pouvoir dea treveilleurs... Il s'agit avant tout de libérer l'énergie créatrice des trevailleurs, les conduisant à surmonter une crise indissociable du proceseus de transition au socialisme. L'amimonopolisme à ful seul ne sulfire lamais à assurer le démairaga de la phase de iransition eu me. Ce démarrage devre résulter simultenémant du démantélement du pouvolt des monopoles et da la reconstruction da l'économia netionale dans le cadre d'une profonde modification des rapports de production en tonction des conditions particulières du Portugal. »

C'est dire qu'una telle batailla impliqua à la fois la restructuration et le réorientation des ectivités productrices. Or, nécessaires mais non suttieantes, las nationalisationa n'ont pas étà suivies de le mise en place d'une politique cohérente organieant le contrôle des trevailleurs sur le production et sur la réorgenisation de l'économie. La situation du sacteur banceire est, à cet égard, significative, les vingl-hult benques portugaises continuant. eprèe leur nationelisation, à fonctionner comma per le passé : Il eurait tallu structurer immédiatament ce secteur pour doter l'Etat d'outils efficaces (banque du commerce extérieur, banque de l'agri-culture, benque de le construction, etc.). On mesure mieux encore l'enjeu lorsque l'on seit que ce secteur hyperdéveloppé au Portugei emploie près de cinquante mille personnee et qu'il joue un rôle primordial dans la répartition de l'épargne les crédits accordés au commarce ételent. reletivement à la veleur ajoutée de ce eecteur, six fois plus éleves que ceux consentie à l'agriculture (3).

Une etructure commerciala en grande partie parasiteire (ella ebsorbe près du quart du P.N.B.), de deux cent mille unités, oul fait écran entre producteurs et consommateurs et rend la plenification difficile, lait per ailleurs problème. On ne peut Ignorer non plus que les conditions de trevait doivent être transformées, notamment par une réduction de la durée hebdomedalre du travall, qui reste de querente-quetra heures en moyanne. Le processua de transformation no doit pas. evidemment, e'effectuer de manière volonteriste, sans tanir comple des conditions localas : c'est pourtent l'erreur qui e été commise dans le Nord, où les militaires proches du P.C.P. ont voulu décréter le regroupement des lopins de terre pour créer des coopérsilves, rendant inévitable une réaction de rejet de le part des petits propriétaires, alors qu'il n'était pas impossible de valoriser certaines traditions de cultures collectivas que le fascisme avail détruites en reboisant mas-

Quent à le réorientation de la production, elle a suscilé des débats qui, faute voulu n'ont pu étre encore tranchés. Pour M. Mario Murtelra (4), ex-ministre de la planification et de la coordination économique, il faut choiair entre une stratégie privilégiant la luite contra le chômage, quitta à accepter una laible productivité, et une stratégie da réduction du déficit exiérieur fondée sur une croissence rapide. Cette alternative elmpliete est erronée : d'une part, ella laissa entendre que la lutte contre le chômage serait nécesseirement coûteuse en termes de productivité ou d'efficacité; d'autre part, elle conduit implicitement à la conclusion que seule l'ouverture vers la C.E.E. constitue une solution rationnelle Or ne plus dépendra de l'extérieur pour les produits essentiels, diversifiar les marchés et les parlenairas commerciaux, ne plus étra contraint à l'émigration d'une partie de le population active, na pes donner une grende place é l'Investisement étranger. sont des objectife euxquels doit répondre une strategie de développement qui aureit, de toute façon, et rapidement, à feire une large place à la création d'emplois dans l'agriculture.

Les difficultés de l'unité populaire

TOUTES ces difficultés, caa erreura, cee raterda, compréhensibles après des années da fescisme, ont au et euront da graves conséquences politiques; le problème n'est pag celui d'un hypothétique effondrement économique, cer ca n'est pas au niveeu économique que se joua principalement la révolution portugaise : c'est celui de l'effrttemant de l'allianca de classes entre ouvriera, paysana at petite bourgeoisia : potentialle eprès evrit 1974. cette unité populaira n'e pas pu être solidement construite.

Les eugmentations de salaires obtenues per te classe ouvrière ont été importente meie elles ont été rongées par l'infletion ; elles ont eurtout permis un fort relèvement des bas salaires et un net mouvemant de rediatribution entre les différents secteurs. Mele les rivalités entre secteure et antreprises, d'ailleurs attisées par les pretiques discriminetoires du P.C.P., n'ont pes été entièrement surmontées, d'autent que les difficultés économiques taissent plener des menaces d'eustérile et de démantèlement des grandes concentratione ouvrtéres. Y e-t-il pour eutant coupure au sein de la classe ouvrière, comme pourraient le telsser croire les menifestations enticommunistes du Nord, telle celte de Saint-Juen-de-Madeira ? Pas vraiment, puisque t'essentlei des manifestanta élaient des petits patrone du commerce et de l'industrie : cele pose cependent le oroblême des travailleurs des toutes pelites

entreprises qui, sane organisations syndicales, sont une proie tacile pour la réac-

Les principaux oubliée ont été les petits paysans du Centre et du Nord ; coin-ces entre les eugmentations du prix dea engrais et du coût de la via d'una part, l'absence da crédits d'autre pert, leur situation économique s'est détériorée. De te mêma manière, la mécontentemant des employés et des fonctionnaires a grandi devent une politique qu'ila considérale comme trop exclusivement ouvrière. En définitive, le tossé entre les concentrationa Industrielles de Lisbonne et des grandes villea et le reste du pave s'est crousé. permettant un retour en lorce du P.S.P., qui attendelt eon heura en ettisant le

(Lire la suite page 6.)

itt C'est ce que fait Gilles Martinet dans son article : « Et si le Portugal etatt la Prance r, le Nouvel Observateur, n° 564.

(2) Jono Cravinho, ex-ministre de l'in-dustrie et de la technologie, discours aux travailleurs de la Sorefeme, 15 mai 1975. (3) Conjonctura, mai-juin 1975, Banco Fortuges de Atlantico.

(4) Mario Murteira, « La cohérence des stratégies économiques dépend de l'option politique », article du journal Expresso, 25 juillet 1975.

d'une conception jacobine dans la solution des problèmes concrets. Contrairement à une opinion trop répandue, le processus n'a pas été trop rapide : il a, au contraire, été trop lent.

Les questions évoquées plus haut eur la

transition au eocialisme restent posées au gouvernement de l'amiral Pinheiro de Azavedo. Son attitude à l'égard de l'Europe capitaliste comme à l'égard du pouvoir populaire neissant permettront d'y voir plus clair : transition au socialisme ou,

comme on peut le craindre, remise en cause des acquis au profit d'une solution capitaliste? Cette seconde solution conduitait alors à des affrontaments polltiques décisifs avec les commissions popu-

Les sanglants incidents de Timor servent les visées de l'Indonésie

Par MAXIME DOUBLET *

A PRES quatre siècles de sommell colonial, la partie orientale de Timor s'est réveillée brutalement. En moins d'un mois, deux mouvements favorables à l'indépendance ont successivement pris le pouvoir : le 10 août, l'Union démocratique de Timor (U.D.T.) et, le 7 septembre, le parti adverse, le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor oriental (FRETILIN). Entre temps, les autorités portugaises et les trois cents soldats chargés de maintenir l'ordre avaient abandonné l'île. Une guerre civile sans merci éclatait sous la surveillance attentive des deus grands pays voisins, l'Indonésie et l'Australie. Les gouvernements de Canberra et de vements favorables à l'indépendance pays voisins, l'indonesse et l'Austrane. Les gouvernements de Canberra et de Djakarta sont en effet inquiets : ce petit territoire peuplé de six cent mille habitants risque de remettre en cause le statu quo établi dans cette région de l'Asie du Sud-Est.

Jusqu'au 25 avril 1974, Timor oriental n'avait posè aucun problème sérieux ni aux Australiens, ni aux Indonésiens, ni même aux Portugais, Les nationalistes timorais d'û me u t repérés et fichés par la PIDE, la police de Salszar, étalent exilés en Angola ou au Mozambique. Il n'était pas question de procéder à des investissements importants à Timor. Résultat de cette politique : dès que l'ou quitte Dill, la petite capitale de trente mille habitants où résidaient la plus grande partie des deux mille Portugais de l'île, on chercherait en

Trois forces en présence

L changement de régime au Por-tugal a fait naître à Timor une véritable vie politique, Trois mouve-ments vont se constituer. Leurs diri-geants appartiennent à la petite élite geants appartiennent à la petité elité culturelle de Dill; ils sont d'ailleurs souvent apparentés. Les options poli-tiques des trois formations sont marquées par cette origine citadine. S'il est question d'indépendance ou de rattachement à l'Indonésie, il est peu fait état d'une réforme agraire possible. possible.
L'idée force de l'Association pour

une démocratie populaire à Timor (APODETI) est simple : elle demande

Journaliste, collaborateur d'Eurasio-

vain une ecole, un hôpital ou même une route. vair une ecole, un nopusal ou meme une route.

Depuis quelques années les services agricoles se sout efforcés de déveloper une agriculture moderne dans certaines régions côtières pour paller le déficit de la halance commerciale du territoire. Malgré l'absence de statistiques officielles, des experts australiens sont parvenus à estimer que les exportations de café, de copra, de miel et de caoutchouc avaient en 1973 rapporté 2,6 millions de dollars à Timor oriental, alors que les importations de riz, de viande, d'engrais et de petites machines s'étaient élevées à 7 millions, Les Portugais, pour leur part, ont toujours déclaré que la colonie leur cottait de 7 à 10 millions de dollars par an

colonie leur coluair de 7 a 10 millions de dollars par an.
C'est la colonie chinoise, forte jusqu'aux récents événements d'environ vingt mille personnes, qui disposait d'un quasi-monopole du commerce extérieur. En 1969, dix-huit des vingt disposait d'imposait commerce extérieur. firmes d'import-export étalent chi-noises. Quant au commerce intérieur, il était également entre les mains des Chinois. Cette situation n'était pas sans provoquer un conflit racial latent. Maigré une certaine propagande lais-sant entendre que l'influence de Pékin n'était pas végligeable, les Chinois de Timor sont en fait très ilés à Talwan dont ils ont la nationalité. Plus de la moitlé d'entre eux habitent la capi-tale.

l'intégration de la partie orientale de Timor à l'Indonésie. Chaque numéro de son journal contient une leçon d'indonésien, langue parfaitement in-counue des Timoriens. L'APODETI, dont le financement semble assuré par Djakarta, dispose d'appuis dans quelques chefferies situées près de la frontière indonésienne et parmi les milieux très restreints qui ont colla-

milieux très restreints qui ont colla-boré avec l'occupant japonais durant la seconde guerre mondiale. Son influence est limitée. L'Union démocratique de Timor (U.D.T.) a été fondée par Joao Car-rascalao. Barbu et corpulent, ce bour-geois affectionne de porter le battle-dress. Son parti représente les intérêts de la colonie chinoise qui, depuis plus

d'un an, s'est sentie menacée, des fonctionnaires inchangés depuis l'épo-que de Salazar, des colons portugais et de la bourgeoisie locale. Jusqu'au 10 août, l'U.D.T. demandait une indé-

10 août, IUD.T. demandait une indé-pendance progressive et le maintien de liens étroits avec Lisbonne. Il était prévu que Timor criental continuerait à dépendre d'une aide économique extérieure, celle du Portugal. Quant au FRETULIN, il avait tou-jours, jusqu'à ces dernières semaines, exigé une indépendance immédiate. Par son radicalisme, « l'indépendance ou la mort a, son chef, M. Rames Horta, s'est taillé à vingt-six ans une légende révolutionnaire. Métis, il se présente comme un « noir en colère ». légande révolutionnaire. Métis, il se présente comme un « noir en colère ». Expulsé en 1970 de Timor, puis du Mozambique, pour ses attaques contre le colonialisme, il s'est attiré les sympathies du FRELIMO et de la gauche du M.F.A. Le FRETILIN est un front qui regroupe des marxistes, des catholiques et des socialistes. Comma les autres mouvements, il s'appuie sur quelques chefferies. En revanche il a un semblant de programme politique, propose une alphabétisation généralisée et une politique de la santé, nécessaire dans une région où la malaria et la tuberculose progressent.

ou la maistra et la superculose pro-gressent.

En outre, selon le FRETILIN, un système d'économie mirte pourrait convenir à Timor : le propriété privée de la terre serait maintenue, mais le commerce (extérieur et intérieur) devrait être assuré par des coopéra-tives contrôlées par le nouvel Etat. Le mise en œuvre d'un tel programme signifierait évidemment la fin de la puissance économique chinoise. L'alle signifierati évidenment la fin de la puissance économique chinoise. L'aile gauche du Labour australien et sa presse ne ménagent pas leur soutien au FRETILIN. Quelques journaux font valoir que Timor oriental indépendant est aussi viable économiquement que Tonga ou la Guinée-Rissau. ment que Tonga ou la Guinée-Bissau. Ils rappellent que la société australlemne Timor Oil poursuit ses recherches et qu'une autre firme australienne Broken Hill Proprietary a obtenu des concessions pour le fer, le manganèse et le chrome. Si de telles recherches aboutissaient, l'existence de Timor oriental serait assurée et le pari de l'indépendance, fait par le FRETTAIN, pourrait être gagné.

En raison des divergences de vues des différents partis. Lisbonne avait entamé un processus de décolonisation entamé un processus de décolonisation particulièrement laborieux. Il fut mis en route par le colonel Lemos Pires qui prit ses fonctions de gouverneur le 18 novembre 1874. Il proposa l'établissement d'un conseil consultatif gouvernemental où seraient représentés les trois partis et un référendum permettant à la population de choisir entre l'indépendance à plus ou moins long terme et l'intégration à l'Indonésie. Le gouverneur se heurta à l'hostilité des trois monvements. Ceux-cf cherchèrent à développer leur implantation dans certaines zones; ce qui ne tarda pas à provoquer des implantation dans certaines zones; ce qui ne tarda pas à provoquer des affrontements armés. Pour débloquer le situation, les autorités portugaises proposent une conférence. Elle se tient à Maczo le 26 juin. Les représentants de l'APODETI et de l'U.D.T. s'y rendent, alors que le FRETILIN boycotte ces entretiens. Il aurait préféré que la conférence se déroule à Lisbonne où il bénéficie de certains appuis au sein du M.F.A. A l'issue des entretiens de Maczo, le conseil de la révolution portugaise s'engage à promulguer une loi constitutionnelle: promulguer une loi constitutionnelle : un gouvernement provisoire sera rapidement désigné par Lisbonne et l'indé-pendance est prévue pour 1978.

pendance est prévue poir 1978.

A partir du début du mois de juillet, la situation évolue très rapidement. L'U.D.T., rompt avec le Portugal quand elle estime ne plus pouvoir compter sur l'ancienne métropole. La montée du parti communiste portugais l'inquiète, et elle préfére couper les liens, quitte à s'appuyer par la suite sur l'Indonésie. Les deux signataires des accords de Macao se rapprochent. Une délégation de l'APO-DETI visite Taiwan pour lui demander DETI visite Taiwan pour lui demander de faire pression sur la colonie chi-noise de Timor en faveur de Djakarta. Quant au secrétaire général de l'U.D.T., Quant au secrétaire général de l'U.D.T., il se rend dans la capitale indonésienne où il obtient la promesse d'une certaine forme de soutien à son action. C'était la une carte maîtresse. A plusieurs reprises, l'Indonésie a déclaré qu'elle n'avait aucune intention d'envahir Timor oriental, mais elle reste préoccupée par les mouvements qui agitent le territoire. Le général Suharto redoute que Timor puisse un jour devenir une base de départ pour des actions de guérilla sur l'ensemble de l'archipel indonésien.

Par ailleurs, la Nouvelle-Guinée-Papoussie voisine est devenue indépendante, et Bougainville fait sécession. On assiste donc à un éveil des natio-On assiste donc a un even des natio-nalités dans cette région qui pourrait remettre en cause l'unité de l'Indo-nésie. Déjà quelques nationalistes de l'Irian-Occidental, réfugiés à Dakar, preunent prétexte de ces événements pour contester de nouveau l'annexion de leur patrie par Djakarta.

Si elle désire l'intégration de Timor oriental, l'Indonésis ne veut cependant pas, malgré certaines démonstrations navales et quelques déclarations belli-queuses, qu'elle se fasse par la force. A la différence du président Sukarno qui cherchait la e confrontation » avec les Hollandais en Irian-Occidental et avec les Britanniques à Bornéo, le président Suharto se veut rassurant. président Sunario se veut rassurant.
Une aventure militaire pourrait ternir
son image sur la scène internationale
et inquiéter les investisseurs étrangers.
Le rattachement de Timor doit se
faire e en douceur a. L'Indonésie sait
qu'après quelques hésitations l'Australie est aujourd'hui favorable à une
talle est aujourd'hui favorable à une lie est aujourd'hui favorable à une telle solution. Devant le Parlement de Canbetra, M. Whitlam, premier ministre australien, déclarait en effet récemment : e Nous comprenons les préoccupations indonésiennes de ne pas permetire que ce territoire devienne une source d'instabilité aux frontières de l'Indonésie. » Diakarta peut également compter sur le soutien des Etats-Unis, soucieux de protèger le passage de leur flotte entre le Pacifique et l'océan Indien, et sur le Portugal qui aimerait se dégager le plus rapidement possible de cette règion.

region.

Le 10 août, lorsqu'elle prend le pouvoir à Dili, l'U.D.T. pense avoir tous les atouts en main : un soutien international, une armée forte de mille trois cents hommes, dont trois cents policiers et l'aide des militaires portugais restés dans la colonie. Ceux-ci sont en effet partisans du putsch. L'U.D.T. demande au Portugal l'ouverture de négociations immé-diates en vue de l'indépendance et l'arrestation de tous les chefs do FRETILIN. Tout se passe alors comme

FRETILIN. Tout se passe alors comme si l'U.D.T. parlait le langage de son adversaire.

Le FRETILIN réagit très vite. Les troupes autochtones désertent et rejoignent ses rangs. Les combats sont violents et, d'après les réfugiés, très meurtriers, provoquant un exo de massif non seulement de Portugais, mais d'une partie de la colonie chinoise. Le FRETILIN parvient à occuper Dilli et se proclame vainqueur occuper Dill et se proclame valnqueur le 7 septembre. En même temps, il adopte une attitude modérée. Il de-mande aux Portugais de mettre en place un gouvernement provisoire. Le rêve d'une indépendance immédiate semble abandonné.

semble abandonné.
Aucune tentative sérieuse, sur le plan international, ne fut envisagée pour mettre fin à cette guerre civile.
L'Indonésie se déclara prête à intervenir, mais seulement à la demande expresse de Lisbonne, ce qui lul fut refusé. Le ministre portugais des territoires d'outre-mer. M. Almeida Santos, se rendit à Djakarta et à Canberra, mais il ne parvint pas à

BILAN DE L'EFFORT MILITAIRE DES GRANDES PUISSANCES

La paix surarmée —

OLONTES de puissance nationales, réponses légitimes en renforcement de l'edversaire, calculs à court terme des Etats pourreyeurs d'armes soucieux de rééquili-brer lour balance des paiements... Le rapport annuel de l'Institut d'études stratégiques de Londres confirme la militarisation croissante de netre planète (1).

Entre les Super-Grands, se poursuit cette course qualitative aux armements que codifiaient, dés 1972, les premiers accords SALT : l'article 7 dn traité sur les systèmes défensiés, comme l'article 4 de la couvention provisoire sur les armements stratégiques effensiés, contenzient en effet des clauses de modernisation : ils inci-taient ainsi à ce perfectionnisme militaire que devait dénencer le physicien américain Herbert York, l'un des e pères » de la première bombe H : c Ou proclame très baut qu'eu diminue la quentité des armes, mais ce qu'ou ne dit pas c'est qu'ou en augmente sans cesse la qualité... Nous assistons aujourd'hui, derrière une façade pacifiste illusoire, à une course cachés et redoutable pour accroître l'efficacité de l'armement nucléaire, c Sans dente l'accord conein à Vizdivostok, le 23 novembre 1974, par Gerald Ford et Leonid Brejnev, ne limite-t-il pas seulement le gembre des missiles, mais aussi leur équipement en têtes multiples ; un certain coutrôle de l'amélioratieu qualilative des pano-pues getionales est dene institué. Mais les plafeuds fixés sont si élevés qu'ils eusciteut une relance de la conrse sur armements.

 $\mathbf{P}^{!}$

1515

cr:

prise

ie me

STEEL Y ment Pons.

directe

*2::2:

Leurs engins stratégiques limités à deux mille onetre cents exemplaires. Etats-Unis et Union anatre cents exemplaires, atta-unis et union soviétique poursuivant le remplacement des missies à une seule tête uucléaire par des fusées à têtes muitiples; ils e'emploient, eu ontre, à la mise au point de nouveaux types de bombardiers et de missiles. La puissance uevale de l'Union soviétique se développe encore : la construction de deux nonveaux porte-avions faci-litera non seniement les opérations en mer, mais anssi les interventions sur terre. Seule surprise : la « nucléarisation » de la Chine semble être freinée. Le genvernement de Pékin n'a pro-cédé, depuis juin 1974, à aucun essai atomique ; son potentiel nucléaire se monte toujours à deux cents eu trola cents engins. Ou pourra veir la preuve des ambitions simplement e régionales c de la Chine dans le fait qu'elle ue se dote pas de missiles qui lui permettralent d'atteindre les Etats-Unis : les dirigeants chineis no disposent toujours que des engins à courte et moyenne partée qui leur suffirment pour en découdre avec l'U.R.S.S., le Japou en l'Inde; simplement, la portée des derniers prototypes a été élevée de manière à menacer Moscou.

A l'ombre des Super-Grands, le Proche-Orient reste la scène privilégiée de la course aux armements. Egypte, Syrie, Israël, eprès leurs énormes pertes de la guerre d'octobre, ont pu reconstituer leur potentiel grâce aux fournitures américaines et soviétiques. Mais, «u-delà du théâtre sraélo-arabe, les nonveaux riches du pétrole sout saisis par le vertige du surarmement. En 1974, Iran et Arabie Saoudite ont triplé leurs dépenses

qui attelement désormais militaires -10,4 milliards de dellars pour le premier, 6,3 milliards pour la seconde. Les Etats pétroliers consacrent, en moyenne, 12,4 % de leur produit national brut à leur défense — contre 6 % pour les Etats-Unis et 3,5 % pour les Etats européens

de l'OTAN.
Si les préoccupations commerciales, à court terme, des Etats feurnisseurs — Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, — désireux d'équilibres eurs importations de pétrole, sont compréhensibles, leur irresponsabilité politique est manifeste. « Personne ne peut ignorer le nombre de utiges poteutiels qui menacent le Proche-Orient et l'instabilité de ces régimes, écrivait récemment voisines de la France, sout du même niveau .

volsines de la France, sout du même niveau de développement et du même type de société : leurs problèmes sont comparables aux nôtres, même si leurs solutions différent.

Ces quatre cas, Paul-Marie de la Gorce les passe au crible. Il ue se contente pas de mener, avec une patience de bénédictin, la revue des budgets militaires des quatre puissances. Il entend aussi répondre à la question décisive : quel sera l'affort de défense de chacun des Quatre dans les années à venir ? Pour y répoudre, il analyse les facteurs politiques, économiques, sociaux qui feudent la politique de défense de ces Etats et devraient permettre d'en discerner l'évolutien. Neus retiendrons ini les

Par CHARLES ZORGBIBE

Curt Gasteyger dans le Jeurnal de Genève. Parsonne ne parait, pourtant, dépasser la réflexion purement comptable pour songer aux consé-quences, à longue échéance, que le processus ainsi engagé — une course aux armements accélérée — peut avoir sur la sécurité et la stabilité, non seulement du Proche-Orient, mais de toute non sculament du Proche-Orient, mais de tout la région environnante, c Il est vrai que les puis sances occidentales n'ont pas le menopole de l'irresponsabilité. L'institut d'études straté-giques coufirme les très importants envois d'armes soviétiques vers la Somalie et vers l'Ouganda du maréchal idi Amin Duda.

L'HEURE où la France doit fixer l'avenir A L'HEURE où la France doit liver l'avenir de sa ferce nucléaire stratégique, adapter les structures de ses forces classiques, répenser la signification du estvice national, aucun effort ment et accepté par le pays sant tenir compte de ce que font les antres : l'hypothèse de base de la Fondatieu pour les études de défense natio-nale sara peut-être coutestée par des auteurs tels que lan Smart on Dieter Senghass, selon lesqueis la politique d'armement demoure rela-tivement indépendante de la conjeucture internationale et n'est que le produit de la suren-chère entre clans nationaux, résultant de la conjenction des doctrines stratégiques, des Intérêts du complexe scientifique-industriel-mili-taire-stratégique, des impuisiens technologiques et des impératifs en matière d'organisation (2)... De toote façon, elle aura en le mérite de sus-citer l'excellent rapport de Paul-Marie de la Gerce sur e L'effort de défense de quelques

grandes puissances (3) a.

Pour la France, qui sout e les entres p? Les Etats-Unis et l'Union soviétique d'abord, dont les choix stratégiques, le volume des dépenses milltaires, l'orientation de l'effort d'armement. déterminent l'équilibre des forces dans le monde et cadre à l'intérieur duquel les deux Super-Grands creent, entretienment on laissent se développer des conflits limités. La Grands-Bretagne et l'Allemagne fédérale ensuite, qui,

développements qu'il consacre aux deux Gr L'évaluation de la part consacrée à l'effort de défense dans l'ensemble de l'économie soviétique est difficile. L'auteur récuse in méthode naive qui consisterait à rapporter purement et simplement le budget efficiel de la défense soviétique, mais aussi l'approche de l'Institut d'études stratégiques de Londres, dont les experts partent du coût des personnels de l'aumée américaine, qu'ils reportent, corrigé des différences counnes, an budget militaire soviétique, ainsi que celle de deux économistes soviétiques du e Saminiat c, qui retirent de l'ensemble du budget les dépenses affectées à des programmes publics, les crédits d'aide à l'étrangur et une partie des investissements de l'industrie lourde; ils aboutissent ainsi à un budget de la défense d'envirou 30 milliards de roubles pour une protique est difficile. L'auteur récute la méthode d'envirou 50 milliards de ronbles pour une pro-ductieu intérieure nette ramenés à moins de 200 milliards. Pour la majorité des experts occidentaux, les deux tiers des dépenses de recherche et de développement sont, an réalité, consacrés à la dérense de l'URSS: : on les joindra done an budget officiel de la défense, et les chiffres obtenus, de 1978 à 1973, permettront de conclare à une certaine stabilité de l'effort financier de défense de l'U.S.S. Une ultime méthode, plus simple et plus approximative, a l'avantage de partir de réalités mieux connues : elle prend en considération, d'une part, le volume effectif de l'elfort de défense soviétique, qui est à peu près équivalent à l'effert américain — supérieur en effectifs, blen moindre en coût des personneis, supérieur en armement terrestre mais moindre en aviation stratégique et en certaines catégories de ferces auvules, équivalent pour les missies mais peut-être moindre pour la recherche— et, d'autre part, le produit national brut de l'Union soviétique, qui est sensiblement la moitié de celui des Etats-Unis. L'effort soviétique de défense serait donc, proportionnellement, deux fois plus important que l'effort américain, et se situerait, suivant les années, entre 12 et 15 % du produit national

Paul-Marie de La Gorce u'envisage guêre de défense soviétique. Tout confère aux responsables des forces armées une très grande autorité politique et la possibilité de faire prévaloir leurs vues quant au nécessaire dévelop-pement de la puissance militaire de l'U.S.S.: la permanence probable du régime politique actuel, l'ebligation pour chaque groupe de se référer aux mêmes principes, la fragilité relative du système politique établi par l'U.B.S.5. dans l'est de l'Europe, les étapes futuras du conflit idéologique, politique et peut-être stratégique avec la Chine, l'importance mondiale des crises qui secouent la région méditerranéenne et le Proche-Orient à proximité immédiate du territoire soviétique, et, plus généralement, le caractère impératif que revêt la parité uncléaire entre les deux Grands.

Bien entendu, le maintien de cette même parité restera, en toute hypothèse, l'axe principal des préoccupations américaines. Ce qui implique, pour les Stats-Unis, la poursuite inlassable d'un effort scientifique, technologique et industriel qui évite tonte rupture d'équilibre. Au-deià, e la muitiplication des risques de criste et des zones de conflit dans l'ensemble du monde... déterminera probable-ment toute l'orientation de l'affort de défense américain durant les prochaines années s. La stratégie de la réponse flexible, la préparation d'une gamme d'interventious de Cature à peser sur le déroulement et l'issue des crises, impliquent, pour le gouvernement de Washington, un effort c considérable et probablament croissunt » en faveur de ses ferces conventionnelles, qu'il s'agisse d'une actiou directe en de la four-niture massive et rapide de matériel et d'approvisiennements à un allié — qui nous semble plus conferme à la dectrine Elssinger.

plus conferme à la dectrine Kissinger.

Mais que penser des réticences internes, de l'évolutien de l'esprit publie américain après le traumatisme vietnamien, du désarroi de l'epinion publique et des cadres en prole à des difficultés économiques nouvelles? Paul-Marie de la Gorce ne croft pas en un éventuel e retrait a américain : un consensus fondamental subsiste et embrésien un la robitique de tal subsiste et subsisters sur la politique de défense et sur les orientations principales de la diplomatie américaine; et s'il no conteste pas les difficultés nées de l'inflation, il ralève que l'effort de défense sera probablement favo-risé-dans une période de intre coutre la réces-zion... Finalement, quelles que solent les tensions ent, quelles que solent les tensions sociales internes, doit prévaloir la logique de la puissance — c alors même que les respon-sables américains tendeut à voir, dans les changements internationaux qui sont en cours; autant saces pour leur suprématie ou pour leurs

(1) The Military Bolance 1974-1975, Londres, 1975.
(2) On pourra également se reporter au récent numéro de la revue Doctatus sur l' « Arms Control e, Boston, été 1975.
(3) Les Sept Epées, Cahiers de la Fondation pour les études de la -défense nationale, Paris, LEMAGNE FEDE

made. gueri

les mesures prises con

 $(r-rH)=(1,\ldots,r_{\rm max})_{\rm max}$

....

 $(\alpha_{ij} \in V_{ij}, \alpha_{ij}) = (\alpha_{ij} \in P_{ij}, \alpha_{ij}) \in \mathcal{P}_{ij}$

Anna Carlos Anna La

and the second

the permanent of the second

William State of Dig.

 $\alpha = \{ (x,y) \mid x,\alpha \in \mathcal{A}_{\alpha} \}$

the and energy and

Programme and the second

and the state of the

Single Parkers NAME OF STREET

and the state of the same

19 (1995) 44 (PE)

The House Service

The second second

and the second

** 50 1.25 the second second Charles to the first than the second states and the second second

**** ***

the state

A CHARLES TO SERVE

convaincre ses interiocuteurs de créer une force internationale — compre-nant des Australiens, des Indonésiens, des Malaisiens et des Portugais. — qui eurait mis fin eux combats fratricides. Les trois pays concernés, l'Australie,

l'Indonésie et le Portugal, ont préféré laisser « pourrir la situation ». Les porte-parole officiels n'ont cessé de dénoncer le chaos qui régnait à Timor. L'Australie a trouvé ainsi la justifi-cation de sa politique de non-inter-

vention. Le Portugal s'est lavé les mains de celte affaire, se contentant de proclamer qu'il n'était plus capable de maintenir l'ordre dans ce territoire. Quant à l'Indonésie, elle ne peut que se féliciter des événements passès:

ces désordres pourraient lui être fevo-rables à moyen terme. Moins que jamais, Djakarts a abandonné l'idée

d'occuper la partie orientale de Timor. MAXIME DOUBLET.

En Angola, guerre civile et ingérences étrangères

(Suite de la première page.)

Apparemment, les atouts du M.P.I.A. eu lendemain du 25 avril étaient minces. La scission du groupe Chipenda, qui rejoindra quelques mois plus tard le F.N.I.A. et l'UNITA, réduisait pratiquement à des escarmouches la guerilla sur le front est et aggravait les tensions avec la Zambie. Une partie des cadres du mouvement fondaient la « révolte active » pour combattre le manque de démocratie an sein du M.P.I.A. et trouvaient une oreille complaisante dans la République populaire du Congo et en Tanzanie, les plus fidèles alliés du M.P.I.A. Dans l'enclave de Cabinda, la lutte armée piétinait. Le Portugal, où les positions du général Spinola prédominaient encore, cherchait à précipiter la disparition du M.P.I.A. Même les alliés du hloc de l'Est rechignaient à poursuivre leur aide matérielle.

Mais l'effondrement du système

aide matérielle.

Mais l'effondrement du système colonial après le 25 avril libéra en Angola même ume force insoupconnée: les quinze années de lutte politico-militaire ouverte ou clandestine avaient porté leurs fruits. La dynamique de ce « M.P.L.A. de l'intérieur a ressoudait le mouvement autour d'une plate-forme d'action élaborée durant les premiers mois de l'année 1975, « Résistance populaire généralisée »:

es premiers mois de l'année 1975.

« Résistance populatre penéralisée » :
le M.P.L.A. veut opposer à l'armée
régulière du F.N.L.A. et de l'UNITA,
e u o a d rée e par d'anciens officiers
portugais ou par des mercenaires
blancs, les masses angolaises mobitisées à la base dans des milies d'autodéfense, et au sommet dans montes et autodéfense, et au sommet dans une armée populaire de combattants qui s'engagent volontairement pour défendre un idéal politique. D'anciens guérilleros du M.P.L.A. et des transfuges de l'armée coloniale assurent l'encadrement politico-militaire.

« Produire pour résister » : les comi-tés de travallleurs, les coopératives de production et de distribution doivent enrayer la décomposition du secteur moderne de l'économie et, dans la mesure du possible, combler le vide du pouvoir, soit en prenant directe-ment en charge le fonctionnement des entreprises fermées ou paralysées, soit en trouvant des solutions aux conflits souvent anarchiques qui éclatent avec

les anciens patrons.

a Poutoir populaire »: par l'intermédiaire des organisations de femmes, de jeunesse, d'étudiants, par la constitution de comités de quartier, de dis-trict, d'entreprise, le M.P.I.A. veut mettre eu place une nouvelle forme de pouvoir qui puisse répondre aux aspirations de la population. L'ensemble de cette stratégie est conforme à l'évolution politique du MPLA depuis sa fondation : l'étite intellectuelle angolaise, souvent blanche ou métisse, canalise et structure la tradition de résistence populaire et l'émergence d'une conscience nationale pour s'opposer à la division ethnique du pays et à toute forme de domination étrangère.

Aujourd'hui, dans la guerre civile en Angola, e'alfrontent donc un front de libération nationale, le MPLA, et une coalition de deux mouvements ethniques soutenus par les puissances occidentales, leurs alliés locaux et l'Afrique du Sud.

Dans l'immédiat, le principal danger

Dans l'immédiat, le principal danger

militaire pour le M.P.L.A. vient du Nord où le F.N.L.A. peut attaquer à partir de positions qu'il choisire tout au long des 2000 kilomètres de froc-tières avec le Zaire. L'UNITA est isolée eu centre du pays: sans force militaire notoire, elle doit rompre le blocus économique de la région qu'elle contrôle et auronte res divisions. coutrôle et surmonter ses divisions internes. Elle pose pourant ao MPI.A. un problème politique difficile dans la mesure où elle peut se présenter comme une force uniquement angolaise dont les liens avec l'étranger sont moins visibles que ceux du PNI.A. Or le 11 novembre, le dernier coldet portures autre autre des liens avec de l'étranger sont moins visibles que ceux du PNI.A. Or le 11 novembre, le dernier coldet portures autre autre autre coldet per celles au presente au le contra de la contra de la contra autre au le contra de la contra de la contra autre au le contra de la contra del contra de la contra de dernier soldat portugais eura quitté l'Angola Institutionnellement, il facdra qu'une force unique ou une coalition assume le pouvoir.

Le MPLA, peut-il déclarer unila-térale meut l'indépendance? Le FNLA reste trop ouvertement un paravent du Zaire. Que l'UNITA ait été militairement défaite ou nom, le 11 uovembre, la décision du MPLA, de proclamer sa légitimité nationale, objectif évident de toute son activité politique et militaire demis le 25 avril objectif évident de toute son activité politique et militaire depuis le 25 avril, dépend d'abord de la situation internationals. Le Portugal, qui veut de toute façon se débarrasser du fardeau angolais, brandit la menace d'une intervention des « casques bleus »: l'Union soviétique devrait y opposer

sou vato. Mais si, à l'indépendance du Mozambique, à la fin probable de la sécession rivodésienne, s'ajoute la naissance d'un Angola progressiste, la ionction des expansionnismes sud-africain vers le nord et rairois vers le sud deviendra pratiquement impossible. Le MPLA, craint donc la riposte des puissances impérialistes : une escalade des moyens militaires en hommes et en matériel pour intensifier la guerre. Le mouvement aura-t-il les impens d'y faire face? Ne risquet-il pas d'être coblié par ses alliés socialistes, soucieux avant tout de préserver leur politique de détente avec les Etats-Unis? Pour le moment, s'il rejette tout compromis avec le FNLA, le MPLA, n'e pas décide de fermer le futur gouvernement angolais F.N.L.A., le M.P.L.A. n'e pas décidé de fermer le futur gouvernement angolais à certaines personnslités de l'UNITA. De toute façon, il se prépare à une intervention étrangère massive. Fort de son expérience, de la valeur et de la détermination de ses cadres politiques et militaires, de la profondeur de son implantation populaire, il est plus que jamais décidé à atteindre son but, quitte à retrouver une forme de combat qu'il maîtrise bien : la guerre populaire prolongée.

RENE LEFORT.

UN FILM TOURNÉ CET ÉTÉ

« Angola, guérilla du peuple »

OUS coux qui attaquant noire ((peuple nous accusent d'armer le peuple. - Par son aspect esga, calma, conhant, M. Agostinho Neto farce la respect, inspire un indiscutable attachement. Se voix eer chaude, le ton serein, posé, avec toutefole une nuence de lassituda : le lasder du M.P.L.A. connaît bien l'origine de ces accusations, il aait que ses edversaires ont tout à craindre, an effet, d'un peuple ermé.

Las armes, pourtant, qual dur chemin pour en posséder i Deux vétérans des FAPLA, an lutte depuis 1981, racontant leurs premières embuscades à la mechetta ; lie exhibent les minas artisaneles d'alore, en bois, aussi balles qu'une mechina d'ert populaire, emplies de poudre récupérée sur les obus portugaie non écletés; terriblement meurtrières. Depuie, les circonstances ont basucoup évolué; leurs armes d'eujourd'hul, eoviétiques. tchèques, sont parmi les plus modemes ; le colonialisme e été vaincu, la guerre qui se prolonge, disent-lle, les oppose frontalement é l'impérialisme ; elle s'annonce longua,

Ce moyen métrage, réalisé par Marcel Trillat, Bruno Muel et Antoine Bonfanti durant leur séjour cet élé en Angola, exprime précisément leur

inquiétuda de voir les interventions àtrangères se multiplier, la conflit e'internationaliser, eux dépens des varitables forces populeires. Les auteurs adoptent franchement, at dé-fandant (Il s'aght d'un tilm militant) las thasee du M.P.L.A. La ligne du plus important mouvement rival, le F.N.L.A., est particulièrement denoncés : una séquence d'archivee rappelle un délilé de l'armée de M. Holden Roberto à Kinshesa (Zaire) et le commentaire noue apprend qu' - elle est constitués de mercenaires, équipée par les Etats-Unis et entraînée per Israel et la Chine », Quant à l'UNITA, organiestion dà M. Sevimbl, personnage cha-rismetique », elle eeralt eérieusement » soutenue par l'Angleterre, l'Allamagne fédérala el le France ».

Tournà qualque tamps après les durs affrontements de juitlat dernier é Luanda, qui se terminèrent par l'exputeion des membres du F.N.L.A., le film révéle les pratiques répressives da cette organisation « purement militaire, entiarement coupée du peupla »; des photos, commentées par un officier portugais, montrent charnier dans le benlieve de Luande. où las cadevres mulilés de lammes, hommes el enfants sont empilés pêle-mêla. » Cinquente-huit morts et

cinq blessés, c'est l'œuvr F.N.L.A. », contia le mititaire.

Dans l'immeuble qui tut le siège du front, la caméra noue introduit dans la sinistre pièce réservés eus tortures : una partie du matérial est encore en place, minable at horritiqua : des cordes, des tifs matalliques, un tauteuil Voltaire aux ressorte apparents, agressite, noircis de fumée, des teches da sang sur les murs et, dens l'air, aous une himièra blaiarde, comme la treca des cris. Un homme-momia, /a léta et la corps iolalament entourés da bandages, raconte ses souffrances aux mains - des bourreaux du F.N.L.A. - ; enfevé, roué de coups, il a ensuite élé arrosé é l'acide chiorydriqua.

Essayent de s'Imposar par le terraw, le F.N.L.A. bombardait eu mortier lae muceques (bidonvilles) de Luande, liala Indiscutas de M. Neto. Des entratione effectués dans la rue rávělení les Luandais effectivement etfreyés de leur insécurité, leur pro-pre vulnérabilité; les indécis euxmêmea ont alors choisi de prandra las armes aux côtés du M.P.L.A. pour garantir le aécurité du peuple et imposer le départ des hommes du

Le paralysie économique est l'eutre

le mouvement de M. Neto ; la départ précipité des techniclens portugaie et le aabotege daa grandes socialés an sont la ceuse. Un syndicaliste engolais analysa avec lucidité le situation et propose des solutions politiques, parmi lesquellae la ramiea eux ouvriera dee principales entreprises : . Sane pouvoir ouvrier, pas de victoire pos-

Les chosee vont vite en Angola, et ce film, dens la longua guerra civila qui commence, risque tôt d'être recouvert per dae avanements plue récente; pour sas euleurs, touteloia, l'essantiel ne peut verier ; ile ont choisi leur camp : lece » aux forces de le réaction », le M.P.L.A. feur pareit détendre les intàrêts euthentiques du peuple commun, » parce qu'il est l'hérilier da le lutte populaire et de la tradilion intellectuelle progressiste .; i/s le considèreni comma la agui facteur antiraciste el antitriballete » d'unificelion de la nation angolaise.

IGNACIO RAMONET.

a Pour des projections débats : Angola, puérita du peuple /1975), 51 minutes, coulaurs, 16 millimétres, Réalisation : M. Trillat, B. Muel, A. Banfarit Diffusion: UNICITE, 50, r. Edouard-Vallant, 93 Bagnolet, Tel.: 856-82-00.

Le procès des membres du groupe (Fraction Armée Rouge)

Les mesures prises contre les avocats violent des droits essentiels dans une démocratie

E 23 juin demier, à Stuttgart et à Berlin. des agents du Bundeskriminalamt (police criminelle fédérele de le R.F.A.) arrêtalent Me Croissant et Siroebele, avocats suspendus d'Andreas Baader dans le procès intenté par le procureur 'édéral é quetre membres du groupe Fraction Armée Rouge (Andreae Baader, Gudrun Enslin, Jan Carl Raspe et Ulrike Meinhoff, qui s'est ouvert le 22 mai 1975 dans un bătiment en béton armé epécialement construit à l'intérieur de la prison de Stuttgart-Stammhelm. Ces arreetations taissient suita à toute une série de mesures el à une campagne de presse contre les

Depuis 1972, plueieurs membres da ce groupe révolutionnaire enti-impérieliste et pertisan de la quérilla urbaine, émanetion du mouvement éludiant des années 60, ont élé arrêtés. Ils font l'objet d'une datention spéciale visant à la destruclion de leur identité politique. Plusieurs d'antre aux ont àtà internés pendant plusieurs mole dans des sections ellencieuses (1), et tous (environ une cinquantaine) sont dans l'isolement total, privés de contacts evec les autres prieonnière; les visites sont interdites, sauf pour les avocate, qui doivent cubir de multiples fouilles et sont constamment filés. Les vialtes des plus proches perants se darquient en préqui stànographient le contenu des entre-

Par plusieurs grèves de la faim, collectives et prolongées (plusieurs mois), les prisonniera ont essayà d'obtanir le suppression de ca régime spécial. Les avocats qui foni l'objet de pour-

suites ont àté les seuls à pouvoir communiquer sans surveillance apparents avec les prisonnlers; les premiers à dénoncer una détention basée sur la volonté de détrufre la parsonnalité des prisonniers politiques, ils ont créé des comités contre la torture des prisonniers polltiques en R.F.A. (2).

Partisans d'une dalense collectiva, étant donné la caractère collectif des actes reprochés aux détenus (qui appartiennant à un mêma groupe politique). Ils ont été cousés de « permettre la continu en prison d'une association de criminela » an assurant le tonctionnament d'un système d'information antre les prisonniars, qui sont isolés entre eux, isolés da l'extérieur et isolès des eutres détenus. Les cabinets des avocats ont àté maintes fola perquisitionnès, leurs dossiers salsie; leur correspondance evec les détenus, tout comme récemment les notes préparatoires sur le etratégie de le défense. eu cours du procès de Stuttgart, ont été confisquées. L'accusation est donc au courant des Intentions des détanseurs. M° Kurt Groanewold, evocat à Hambourg, falt l'objet d'une mesure d'interdiction d'exercar se profession depuis la 12 luin 1975. Comme sea collègues Croissant et Stroebele, il est accusé d'evoir soutenu une - apposintion de malfalteure -

En svril 1975, Me Haag, eutre avocat de A. Baader, était arrêté à son cabinet de Heidelberg. Prétexte Invoqué: Il aurali transporté des ermes. Reléché quelques jours après, faute de preuves, il déclerait que, dans ces conditions, il n'était plus en meaure d'assurer la défense de son client et que, à l'avenir, il choleirait d'eutres tormes da lutte contre l' » Impérialisme ». Depuis, Il est recharchà par la police.

La procedure d'exclusion de M° Croiscant es déroula à huia clos dans la bâtiment spécial où plus tard allait s'ouvrir la propès de son client.

Depuis le 1ª janviar 1975, une loi d'exception, spacialement imaginée pour les défenseurs des prisonniers politiques, permet d'exclure un avocat d'une procédure si, entre autres, « Il est parmis de euppo-ser que se participation è la délense pourrait constituer un danger pour le suraté da la République fédérale d'Alle-

'OPINION publique démocratique a réagl en dénonçant, souvent éévèrement, ces mesures qui ont frappà les evocats et qui aont destinées, en feit, à rantorcar l'isolement des prisonniers et à empêchar le public de connaître les traients spéciaux qu'ila sublasent. Aux Etats-Unia, où daux cents evocats ont dénoncé ces traitaments spéciaux, en Suèda, en Grande-Bretagne, en Italia, aux Pays-Bas at en France, nombreuses onl àtà lea personnsiltés é se joindra à ces

Le 10 juillet, à Paris, sous le patronege de la Ligue des droite de l'homme et sous la présidence de M. Henri Noguères, deux avocats, Me Groenewold et Schilty, ont été invités par plualeure organisations da juristes, parmi lesquelles le Syndicat des evocats de France, le Fédération Internationale des droits de l'homma, le Mouvement d'ection judiciaire, l'Associatio française de li juristes démocrates. Droit et Démocratie, l'Association Internationale des juristes cetholiques, Justice et Socia-

hame, l'Union des jeunes avocats el le Syndicet de le megietrature. Amnesty International élait également représenté. Plusieurs de ces organisations evalent déjà envoyé ou procès de Stuttgart dea observateurs, parmi lesquela M** De Felice, Terrel, Koekas, Ziwié, Lucienne Didnar-Sergent. Domboy, qui oni exprimé leur inquiétude devant les conditions dans lasquelles se déroule ce procès, en particulier eo ce qui concerne les droits de

Par FRED MOHR

la défense. Le barreau da Paris devait d'ellieurs, lui aussi, en juillel demier. manifester son - /ngulétude » à propoe des mesures » prises contre les evocats ». Le procureur fédéral Buback et les ser-vices de sécurité oni réagi-en emplifiant campagne contre les avocats. Toute critique émise à ce eujet par la presse allemande est vivement dénoncés. Le procureur fédéral Buback déclarait d'aillaura à le télévision allemande, au cours de l'émission « Kennzelchen D » : « Nous ne serone couronnés de succès que si les d'union antre police, accusation at popu-

gique est fournie par l'information lances par les services de soreté et selon laquelle, dans l'Hérault une terme louée par l'avocat Haag sarvirsit de « repaire à des terroristes », information reprise per le presse non seulement an Allemagne tédérale, male aussi en France. Prauve apportée : une carte qui aurait été trouvés chez MF Croissant, Celui-ci declarali dana une lettre à l'habdomadaire Der Spiegel, qui avait étà le premier à diffuser cette information, qua le farme en question ne figuralt pas sur la carte trouvée, mals recommandé per un ami et altuà à plueleura dizalnes de kijométres de là La terms an question avait d'ailleura étà achelée par M° Heag II y e quelques années, alors qu'il na laisait pas encors l'objat de pouraulles judiciaires, et elle était connus de la police. Blan que Mme Haag y passat palaibiamani ses vacances avec ses enfants, on n'hésite pes à faire l'amalgame : Croissant, Hesg et, blan sor_ la mystérieux Carlos I...

En feil, les evocats des détanus politiques sont un élèmen! perturbateur cane un système clos construit per les services da eûreté al l'eccusation, el qui comprend les sections ellencieuses, le procés é grand spectacle de Stuttgart, el una prasse qui reprend le plupari du lemps lea accusations des autorités.

A ce suiet la mandal d'arrêt contre Mº Croissant est eignificatif: Mº Croissant e coutenu une association de criminels en « assayant d'àveltier l'intérêt International pour lae membras de l'essociation de criminel, et leurs prétendue buts politiques, par de nombreuses prisee da positions publiques, des communiqués de presse et dee ectione semblebles lent en R.F.A. qu'à l'étrangar -. ES autorités ne lui perdonnent pas

d'avoir parié d' « assessinel » à propos de la mon de Holger Meins décédé après une greva da la falm de plus da deux mole à la prison de Wittlich, qui ne dispossit pas des installations néce la nutrition artificielle. Un luge evalt ordonnà de le transporter dans une priservices da sûreté da l'Elat oni ampéché ce Iransfert. La vellie du décès, la médealors que H. Mains était dans la coma fi mourelt eans soins le 9 novembre 1974. Mª Klaus Croissant portait plainte pour le - meurite - du prisonnier Sieglried Heussnar, membro du commando Holgar Mains da Blockholm, biessé eprès son arrestation par des policiers auédols. Diagnostic : plusieurs fractures du crâns. Contre l'avis des mèdecins, qui le déclaraient intransportable, le gouvernement ellemend ordonne le transfert à la section médicale da le prison da Siuttgart, non équipée pour le trailement de traumatis crâniens at dirigée per un psychietre. Il moursit quelquaa jours après son arrivée. Mª Croiesan' recevalt la tendemain de le mort une lettre du procureur lédéral. datée de cinq jours superavent, l'informant que Haussner avait demandé par écrif de recevoir la visite de M° Croissant, qui ignorait sa présence à Stuttgart. C'est donc bien an raison da leur effort pour intormer le public que des mesures ont été prises contra les avocata. comme la prouva le mandat d'arrêt de M° Croissant. Celul-ci et M° Siroebele ont étà libérés sous caution après qualques semaines de détention. Ils se eont vu retirer laur passeport et doivent se pré

senter plusieurs lois par semaine à la

Le procès de Sluttgart e élé suspandu jusqu'à fin seplembre (3). Les eccusés n'avaient pas la possibilité de feire de déclarationa politiques sans être constammeni interrompus par la juge (4) (qui, d'eilleurs, ne s'est pes privé de déclarer é la télévision qu'il na considérali pas les eccusés comme des prisonniers poli-tiques). En écertant les délenseurs choisia per les eccusés, les services de súreté de l'Etat et l'eccusetion veulent organiser un procès où les accusés n'ont pes la possibilité d'exposer les motile de laur ection contre un système qui, d'eprés eux, veul controlar toule opposition.

En tout ces, les eutorilés portent de graves atteintes aux droits de la défense el oni entrepris contre les accusés une guerre menée eclentifiquement, qui utilise les résultats des recherches du Pentagone et de toutes les armées Impérialistes pour leolar les révolutionnaires du reste du peuple. Car. Il ne leut pas l'oubliar, cas neteur du grand quartier génàral américain pour l'Europe, à Heidelberg, se plaçani résolument du côté das - lerrorietes vietnamiens contre la plus grenda force da - Decification - du monde : l'armée américalne. A ceux qui voudralant faire croire que feurs actions peuvent menacer le populetion, ils décleralent, après un attentat à le gare de Brême, attribuà à fa Fraction Armée Rouge : » Cetta action n'est pas da nous, jamais nos actiona na sont dirigéea contra la peuple. - Quol qua l'on puisse panser de ce type d'action, leur mission sont, en lait, les défenseura d'una certaine idée da la justice et des drolla de l'homme, auxquela on a loulours tori de préférer la raison d'Etel.

(1) Voir A propos du procès Buader, Meinhol - Fraction Armée Rouge, mai 1975, éditions Ch. Bourgeois, Paris.
(2) A Paris, Comité contre la torture des prisonniers politiques, c/o les Temps Moderaes, 26, rue de Condé, Paris-é-, Permanence: mardi et vendredi, da 17 à 19 heures. Tél.: 238-47-81 (l'après-midi).
(3) Des médecins commis par le tribunal ont, en effet, estimé que les accusés n'étaient pas en état de comparaitre. Le président de la deuxième chambre de la cour d'appel de Stuttgart a annoce le 30 septembre que le procès se poursulvrait en l'accence des accusés.
(4) Une brochure contenant les déclarations des prisonniers dévant le tribunal de Stuttgart panult début octobre : s'adresser au Comité contre la torture des prisonniers politiques, adresse cl-deasus.

A famine frappe plus d'un demimillion de personnes dans le nord-ouest et le nord de Halti. Pour un pays qui compte cinq millions d'habitants, cela fait plus d'une perd'habitants, cela fait plus d'une per-sonne sur dix. La nouvelle a pourtant suscité peu de commentaires. On comaît trop bien les raisons qui poussent certains milieux à minimiser cette catastrophe pour ménager le gouvernemeut de « Baby Doc ». Celui-ci veut à tout prix faire croire que le régime se libéralise et favorise l'essor économique. Il tente de masquer les véritables causes de la famine et d'en rendre exclusivement responsable la rendre exclusivement responsable la fatalité naturelle : la sécheresse. Or cette famine révèle la crise qui affecte l'ensemble de la société haltienne.

La famine n'est point un phénomène exceptionnel en Halti. Elle est chronique. Le pays en a connu une ving-taine depuis le début du siècle. Elles sont souvent déclenchées à la suite des cycloues ou des sécheresses pro-longées. Depuis l'avènement des Duva-lier en 1957, le sud du pays a été six fois frappé par la disette après les cyclones de 1958, 1959, 1963, 1964, 1965. 1966; le nord et le nord-ouest out été 1966; le nord et le nord-ouest out ete quatre fois atteints après les séche-resses de 1968, 1970, 1974, 1975. Des zones limitées souffrent fréquemment des conséquences de la sécheresse hi-vernale (novembre-mars), notamment les régions sous le vent, qui peuvent recevoir moins de 100 mm de pluies

dans le mois.

Cette chronicité résuite de l'insuffisance permanente de la production et du fait que l'habitude de constituer des réserves de sécurité est peu répandue dans les campagnes. Les récoites n'augmentent pas au rythme de la croissance démographique, car les rendements restent faibles et les surfaces cultivées stagnent. Charme année, la cultivées stagnent. Chaque année, la soudure est à peine garantie. Le paysan vit au jour le jour, faute de

Les dégâts sont souvent amplifiés en raison de l'insuffisance des commu-nications permettant aux régions excé-dentaires de compenser le déficit des autres. Ces calamités lézardeut chaque autres. Ces calamités lézardeut chaque fois l'édifice vermoulu de l'agriculture haitienne et rompent l'équilibre fragile de l'économie globale. Elles mettent à nu un monde rural organisé selon un modèle néo-colonial, enfermé dans un réseau d'exploitation bloquant toute évolution.

L A production agricole se partage tion, un secteur tourné vers le marché tion, un secteur tourné vers le marché intérieur et un secteur d'exportation. La part de chacun est difficile à évaluer. On ne peut que proposer des pourcentages très approximatifs: 70 %, 20%, 10 %. L'un n'évolue pas sans les autres. Le troisième secteur, malgré sa faiblesse relative, constitue le « moteur » de l'économie.

La primauté d'une production des-tinée exclusivement à la consommation familiale peut être interprétée comme une réponse du monde rural à l'insé-curité qui a toujours plané sur la propriété foncière par absence de cadastre et à l'incertitude des marchés dans le cadre de jardins de poly-culture avec des instruments rudimen-taires. Sur 2,3 millions de paysans recensés en 1969 (1), 1,5 million (63 %) travaillent sur des exploitations de moins de l'hectare, représentant 21 % des surfaces cultivées. Ce sont ces mêmes paysans quí, en général sont contraints, durant une partie de l'an-née, à se muer en artisans pour trou-ver une source de revenus ou à vendre saisonnièrement leur force de travail à des paysans moyens ou à de gros planteurs.

planteurs.

Ceux qui produisent pour la marché intérieur souffrent de l'anarchie des marchés et des importantes redevances versées aux propriétaires par les fermiers ou les « deux-moitlés » (métayers). Environ neuf cent mille paysans (32 %) sur des exploitations de 1 à 3 hectares pratiquent cette production marchande qui couvre près de 41 % des surfaces cutivées. Le bénéfice net qu'ils en tirent suffit à peine aux hesoins de leur famille. Condamnés à la médiocrité, ils sont obligés parfois, comme les précédents, d'offrir leur travail ailleurs ou de « placer » leurs enfants comme domestiques dans les familles citadines ou villageoises.

villageoises.

Le secteur d'exportation, très composite, associe piantation capitaliste, a habitatiou s féodale exploitée selon la formule « deux-moitiés » et enfin l'exploitatiou familiale. Les deux premiers types sont les plus répandus. Approximativement, 38 % des terres cultivées y sont consacrées pour produire principalement café, caczo, sisal, canne à sucre, par 15 % des paysans. Ce secteur est relativement mieux doté que les deux autres. Il absorbe l'essenque les deux autres. Il absorbe l'essen-tiel des investissements et des crédits affectés à l'agriculture, occupent les meilleures terres, bénéficient en prio-rité des efforts techniques en mécanisation, utilisation des engrais, recher-ches variétales, réglementation des marches. Les fluctuations des prix internationaux, les prélèvements opé-rés par l'Etat et les « grands dons » (2), les profits d'une cascade d'intermé-diaires et des experts annihilent les efforts des paysans, même ouverts à une certaine modernisation.

Principale source de revenus de l'Etat, ce secteur représente 31 % des exportations totales entre 1960 et 1970. Le café à lui seul en assure 45 % pour la même période. Ou ne dénoncera jamais assez les effets pernicieux et la dépendance destructive qu'induit es secteur dans les économies réginhé. et la dépendance destructive qu'induit ce secteur dans les économies périphériques. Pour Haïtl, la stagnation économique se mesure à travers la détérioration du prix du café. Par exemple, la vente d'un kilo de café lui a rapporté en moyenne 5,6 gourdes (3) eutre 1950 et 1954, 4,6 entre 1956 et 1959 pour tomber à 3,5 entre 1959 et 1973. Cette évolution traduit bien la vulnérabilité de l'économie haltienne aux perturbations engendrées par l'échange inégal.

LLETTRES, démunis techniquement I LLETTRES, demuns techniques and et financièrement, les paysans haltiens restent enfermés dans leurs routines culturales et sont impuissants naturales. Tout

est ordonné pour les maintenir dans cst état.

Il y a sept mois, le gouvernement a été obligé, en raison de la famine, de supprimer les timbres fiscaux que payaient jusqu'alors les paysans sur les marchés urbains et ruraux pour les produits offerts et les animaux de transport. La valeur du timbre était laissée à l'appréciation du préposé qui l'établissait au vu de la marchandise. Il arrivait souvent au paysan de payer

Par W. CADET*

plusieurs fois sur le même lot, car c'est l'entrée au marché qui était taxée. La suppression de ce timbre a certes soulagé les paysans mais alle a contribué à mettre en difficulté toutes les communes, qui perdent l'une de leurs principales sources de revenus, l'Etat n'ayant pris aucune mesure de compensation. Cependant, celui-ci a augmenté ses prélèvements sur les produits d'exportation au niveau des a spéculateurs en dentes » (4) et des exportateurs qui répercutent le supplément de leurs charges sur les producteurs.

exportateurs qui répercutent le supplément de leurs charges sur les producteurs.

Les paysans sont pris en outre dans un réseau de spéculation et d'usure. Dans le prolongement du commerce urbain et villageois dont le secteur de gros est largement contrôlé par des maisons étrangères, les intermédiaires ont proliféré. Ils enserrent la monde rural dans les trames de menues transactions. Les personnages-clés portent des noms évocateurs, spéculateurs en denrées, secrétaires (5), madan sarah (6). Dépendants eux-mêmes des grossistes ou des gros détaillants, ils sont tantêt vendeurs, acheteurs, usuriers. Souvent ils ne possèdent pas le capital nécessaire à l'achat des produits qu'ils revendent. Ils empruntent à des taux de 10 à 20 % par mois, parfois à 50 % ou plus. Ces opérations sont appelées « coups de poignard ». Commerçants et petits opérateurs font des prêts aux paysans à ces taux usuraires. Il en résulte un gonfiement anormal d'un secteur improductif qui dans sa quasi-totalité vit aux dépens des paysans.

dans sa quasi-totalité vit aux dépens des paysans.

Les relations entre travallleurs agri-coles (paysans sans terre, petits pro-priétaires) et les propriétaires (sou-vent absentéistes) sont complexes. Ceux-ei font tont pour les garder à leur service. Ils concedent ou louent une partie de leur domaine aux tra-veilleurs qui perpent cultiver les provailleurs, qui penvent cultiver les pro-duits dont ils ont besoin pour leur subsistance. Ils leur permettent égalesubsistance. Its leur permettent égale-ment d'installer leur maison et d'y vivre en famille, de cueillir les fruits sur le domaine, de faire paltre les animaux sur les terres en jachère. En retour, le travailleur est à la dispo-sition du « grand-don » pour les travaux des champs, et sa famille hi prête main-forte pour les semailles, les récoltes et le transport des deurées les récoltes et le transport des denrées vers les centres d'achat. A ceux qui

* Chargé de cours à l'université de Paris VIII.

ne résident pas sur le domaine, le propriétaire ou le gérant accorde un salaire de misère dont une partie en nature. A l'occasion, il fait des distri-

salatre de misère dont une partie en nature. A l'occasion, il fait des distributions de « clairin » (?) pour montrer sa générosité. Il joue parfois le rôle de conseiller. Quand il exerce les fonctions de notaire, avocat, militaire, employé de l'Etat, etc., il en profite pour renforcer, par la moindre faveur, sa domination sur le paysan.

Enfin, les paysans sont exclus de la vie politique active. Pour les élections, ils sont amenés manu militari aux urnes par les « chefs de boukman » (8) des candidats (généralement officiels) après force distribution de tafle. Administrativement, les campagnes sont divisées en sections rurales sans ancune organisation définie, relevant d'un militaire tout-puissant dénomné « chef de section ».

L'apparente passivité de la grande majorité des paysans ne doit pas faire illusion. De hrusques accès de colère dans certaines régions monirent blem qu'une minorité tout au moins n'accepte pas le fait accompil. La jacquerie du 22 mars dernier à Bo c o zel le (commune de Saint-Mare), non loin de la capitale, en est une preuve.

DEPUIS l'avénement des Duvalier, la situation économique générale ne cesse de se détériorer, plus particulièrement dans les campagnes. Les rares statistiques publiées placent Halti au has de l'échelle des pays sous-développés.

Les sols fertiles diminnent dangereusement, le désert s'étend, le système hydrographique est perturbé. Tout cela en raison du déboisement inconsidéré des montagnes à des fins d'exportation on de consommation domestique. Aucun projet sérieux n'a été lancé pour combattre l'érosion, considérée comme le fléau permanent de l'agriculture. La passivité gouvernementale laisse l'érosion du Morne l'Hôpital mettre en péril chaque année tout le système d'alimentaire s'aggrave. Déjà en 1965, les experts de l'Organisation mondiale de la santé (9) signalaient un déficit global de 25 % par rapport à ce qui était prévu théoriquement pour une alimentation équilibrée. Rien qu'à constater la généralisation, ces dix dernières années, de la mainutation infantile, des maladies de carence et de la mendicité, on peut dire que le définit s'est amplifié. Les statistiques officialles indiquent d'ailleurs une relative stagnation de la production des céréales et du cheptel pour la période 1965-1972 alors que la population a un taux de croissance de 24 % par an. Chaque année, il y a plus de cent vingt mille bouches nouvelles à nourrir (10).

A cela s'ajonte l'inflation. Les prix des produits comme les hariorts rouges, le mais, le riz, la banane plantain ont augmenté de l'ordre de 100 à 150 % pour les cinq dernières années. Ce déficit n'a pas pour autant incité le gouvernement à changer de politique. Les importations alimentaires (céréales, produits lattiers, poissons séchés en particulier) grèvent la balance des paiements. Elles repré-

sentent 30 % environ des importations totales. Pourtant, à peine la moitié des terres cultivables sont exploitées (et dans quelles conditions de rendement!). La pêche est peu pratiquée. Un kilo sculement de poisson est mis à la disposition de chaque habitant par an, soit cinq à dix fois moins que dans les pays caraîbes voisins. L'élévage est négligé. Le cheptel (bovins, porcins, ovins) est évalué à deux millions de têtes en 1972. Paradoxalement, Haiti exporte de la viande bovine aux Etats-Unis par l'intermédiaire de la société américaine HAMPCO qui bénéficie d'un monopole. Les exportations en la course de la viande de la course de la viande de la contra de la

Stats-Unis par l'intermediaire de la société américaine HAMPCO qui bénéficie d'un monopole. Les exportations s'élèvent à mille trois cents tonnes en 1973 (11). Ce commerce a rapporté entre 1969 et 1973 0,99 dollar au kilo. Pour la même période, le prix moyen mondiai est de 1.15 dollar.

L'orientation des dépenses du gouvernement ne laisse point augurer de changement. De 1969 à 1973, 26 % des affectations budgétaires ont été consacrées à la défense, c'est-à-dire à l'appareil répressif, contre 13,5 % à la santé, 10 % à l'enseignement et 9 % à l'agriculture, sur un budget moyen de 28,7 millions de dollars. En outre, la liste des dépenses somptuaires s'allonge : 2 millions de dollars pour la construction d'un mausolée à la mémoire de « Papa Doc », 2 millions également pour la retransmission tèlévisée du championnat mondial de football.

fcotball.

Les autorités ont fait appel à l'aide internationale pour combler le déficit alimentaire. Mais les produits sont souvent détournés. Ils font l'objet d'un commerce lucratif sur les marchés alimentés par les tontons-macoutes. Le 22 mai dernier, les ménagères de Portau-Prince voulaient défiler pour protester contre la cherté des produits alimentaires. Le gouvernement a rapitester contre la cherté des produits alimentaires. Le gouvernement à rapidement interdit toute manifestation et, pour donner le change, a procédé deux semaines plus tard à l'arrestation de quelques commerçants accusés de faire du marché noir avec les produits provenant de l'aide étrangère. Is ont vite été relàchés.

La crise alimentaire place le gouvernement devant ses responsabilités. Si sécheresse et cyclones continuent de metire en danger une partie croissante de la population haltienne, c'est qu'il n'y a pas encore une politique

sante de la population halitenne, c'est qu'il n'y a pas encore une politique agricole cohèrente. Telle qu'elle est orientée, structurée, équipée, l'agricul-ture n'est pas en mesure de répondre aux besoins d'une population en crois-sance. On peut craindre de nouvelles famines.

(1) Institut baltieu de statistique, Guide économique 1971.

(2) Grands propriétaires terriens.
(3) La gourde vant 0,20 dollar, soit moins de 1 P.
(4) Achetrus-expéditeurs des produits d'exportation.
(5) Tout intermédiaire non patenté.
(5) Femme pratiquant le commerce dedétail sur les marchés.
(7) Rhum de qualité médicere.
(8) Eccruteurs de partisons pour les candidats aux élections.
(6) Beginn et eutres, L'alimentation et le nutrition en Heitt, Paris, POF, 1970.
(10) Annuaire statistique de l'ONU, 1973.
(11) Annuaire du commerce, F.A.O.

4000000000

. . .

M. Kissinger et l'insécurité économique mondiale

ES prix des produits de base connaissent mainteuant des fluctuations sauvages, selou les variations de l'offre et de la demande. Au grand boom des prix des matières premières de 1973-1974, qui provoque une augmentation de 100 % pour les denrées primaires (autres que le pétrole) exportées par les pays pauvres. devait succèder la grande baisse de le fin 1974 et de 1975 : à le fin du mois de juin, les prix de ces mêmes denrées avaient chaté de 37 % par rapport aux sommets atteints précédemment (1)

 \mathbf{P}^{\dagger}

٠::2

price

ರವಣ: ನ'ತ

7.0m :

e 114

5243 :

men. Park

dirette

Mais, dira-t-on- -- et à juste titre. -les prix du pétrole evaient augmenté de 400 % et ils n'ont point baisse. C'est qu'ils dépendent essentiellement de facteurs politiques et de la puis-sance du cartel des producteurs de pétrole. Il y a très peu de chances que des cartels analogues puissent être formés pour d'eutres matières premières ou qu'ils soient suffisamment forts pour influer sur les prix. Toutes es recherches ont montre que seuls quelques métaux secondaires vaient offrir une possibilité sem-

Donc, pour toutes les grandes matières premières entres que le pétrole, ce sont les à-coups des marchés mondiaux qui continueront de régir les prix. Et cette situation n'a jamais été favorable aux pays panvres, même ces derméres années. Car en eux-mêmes les prix ne veulent pas dire grand-chose. Le pouvoir d'achat de l'argent décline rapidement. Même en tenant compte de la hausse de 1973-1974. le pouvoir d'achat moyen que représentent les exportations de produits primaires des pays en voie de développement (pétrole exclu) s'est accru. depuis 1960, au rythme ridicule de 0.5 % l'an (3).

Ces chiffres prouvent la nécessité d'une action urgente pour protéger le pouvoir d'achat des revenus que les pays panyres firent de leurs produits se. Un moyen d'y parvenir serait de réclementer les marchés des produits de base par des accords sur les produits comprenant des stocks régulateurs, des quotas d'exportation on des mesures de contrôle de la production. Un programme de ce genre est actuellement en discussion à le

Par I. DUSSEX *

commerce et le développement (CNUCED). Un autre moyen serait d'indexer les prix des produits de base sur ceux des produits manufacturés. Mais, comme l'a montré une importante étude réalisée par le secrétariat de la CNUCED, une telle indexation serait impossible à obtenir sans domination réelle du marché c'est-à-dire sans une cartellisation efficace (4). Ce qui n'est pas pour

MAIS il y a une autre solution, qui ne devrait pas suscitar les accu-sations de « dirigisme » que les Américains et les Allemands de l'Ouest ont opposées au programme de la CNUCED pour les produits de hase. Ce sarait une sorte de système international de compensation des déficits, qui ne serait pas sant similitude avec la politione agricole commune de la CEE. Un objectif serait fixé pour les exportations d'un produit donné et pour chaque peys et au cas où cet objectif ne serait pes atteint, le pays en question recevrait un paiement égal an déficit (on à une traction de ce déficit). Cette solution a le mérite de ne pas remettre en cause les opérations de marché et de ne pas fixer de prix : l'offre et la demande peuvent s'équilibrer par le jeu du mécanisme du marché, taudis que le consommaieur n'a pas à subir les effets du système

Un mecanisme de ce genre, mais très limité (et en fonction des exportations totales, pas seulement pour les produits de base), existe depuis plus de dix ans au Fouds monétaire international (F.M.L). Mais il est pen utilisé, car les palements pour combler les déficits ne sont faits que sous forme de prêts à court terme, qui doivent être remboursés en trois ou cinq

* Docteur és sciences économiques,

ans, avec un intérêt de 6 %, Peu de pays panvres peuvent y recourir. Le mois dernier, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur les problèmes économigues. M. Daniel Patrick Moynihan, l'ambassadour des Etats-Unis, a lu un discours eu uom du secrétaire d'Etat. M. Kissinger. proposant la création d'un « mécanisme de sécurité pour le développement » en sein du F.M.I. M. Henry Kissinger prétendit que ce nouveau mécanisme « four-nirait une protection sans précédent contre les déséquilibres provoqués par les baisses de revenus » des pays pauvres. Mais la proposition doit être

prise pour ce qu'elle vant En réalité, le « nouveau » méca-nisme du D' Kissinger ne se distingue qu'en un seul point de celui qui existe défà an Fonds monétaire - et que le secrétaire d'Etat avait jugé luimême trop limité. La différence est que le système de M. Kissinger prévoirait de convertir, dans certaines conditions non encore spécifiées (mais sans doute rigoureuses?), les prêts en dons purs et simples dans le cas de pays très panvres qui n'auraient pas la possibilité de rembourser les prêts

en cinq ans, M. Kissinger ne modifierait les conditions du mécanisme actuel du F.M.L. que sur ce point. Et à supposer que des dons soient attribués, ile ne seraient pas financés par la généresité des pays les plus riches, mais par un « fouds fiduciaire » dont le F.M.I. discute depuis un an et qui serait créé è l'aide du produit de le vente d'une fraction des réserves d'or que le FML défient, sans nécessité, sux prix actuels d'inflation.

M. KISSINGER présente son projet evant, mais son propos sonne creux. Il offre un petit rafistolage technique du mecanisme qui existe dejà au Fouds monétaire, mais la question des dons mise à part, rien ne changerait la substance d'un système boiteux. Où est, dans tout cala, l'amélioration qui assurerait une - sécurité économique

fondamentale pour sauvegarder l'économie mondiale, en particulier celle des pays en voie de développement, contre les cycles cruels qui sapent leurs revenus d'exportation », comme le promettait M. Kissinger?

La rhéforique et l'emphase ne remplaceront pas les actions concretes. Il faut espérer que cette tentative évidente de donner le change n'abusera. pas ceux qui souhaitent une restructuration complète de l'ordre économique mondial, sans laquelle l'opposition entre le Nord et le Sud risque d'atteindre des dimensions encore plus redoutables. A tout le moins, que les pays riches consentent à modifier le anisme da Fonds monetaire selon le schéma suivant :

- Elimination des limites imposées actuellement eux tirages d'un pays quel qu'il soit :

- Réduction de l'intérêt en niveau du taux perçu par l'Association internationale de développement (0.75 %) : - Remboursement à cinq ans seulement après l'obtention du prêt, et pour un montant représentant soulement la moifié du surplus annuel d'exportation par rapport à l'objectif fixé annuellement :

- Attribution de dons purs et simples aux pays les plus pauvres;

- Calcul de toutes les recettes d'exportation - actuelles et prévues en termes « réels » (c'est-à-dire en termes de pouvoir d'echat par rapport an cont des importations).

Voilà qui contribuerait certainement à améliozer la « sécurité économique fondamentale des pays pauvres ..

(1) Cf. la Bulletin mensuel de la CNUCED, sur les prix des produits de base, numeros de janvier et juillet 1975. (2) GL par exemple, Commonwealth Secretarist: Terms of Trade Policy for Primary Commodities, Londres, 1975, pages 28-33.

(3) CL tableau 2 du Bulletin mensuel sur les priz des produits de base, numero de juillet 1975 (supplément spécial). (4) Cf. CNUCED : L'Inderation des prix, document TD/B/503.

L'AVENIR DU PARLEMENT EUROPÉEN

LORS que les pouvoirs du A Parlement européen ont tendence à s'élargir et qu'una décision doit être prise, dans quelques mois, sur le problème de son élection au suffrage universel, l'Institul d'études juridiques européennes (laculté de droit de l'université de Liège la choisi de consagrer son VIIIº colloque sur les Communautés européennes au thème : La Parlement européen : pouvoirs, élection, rôle futur. Les iravaux se dérouleront au Palais des congrès da Liège les 24. 25 ei 26 mars 1976. Ouverts par une allocution de M. Fernand Dehousse, les trevaux du colloque com-

porteront, notamment, des communications et rapports présentés par : MM. Christoph Sasse, professeur & l'université de Hambourg : Charles-Albert Morand, professeur à l'université da Genève : Schelto Petijn, membre de la aeconde Chambre des états généraux des Pays-Bas; S. L. Mansholt, ancien président de la Commission des Communautés européennes; P.-Ch. Goossens, professeur à l'université de Liège; Jean Ray, ancien président de la Commission des Communeutés, et W.J. Ganshoi Van der Meersch, professeur honoraire à l'université libre de



YMBOLE des économies développées, l'automobile a été pendant un quart de siècle le moteur d'une croissance aujourd'hui doublement remise en question : d'abord, en tant que telle, comme modèle général d'expansion, à tel point que le président de la République lui-même s'est cru tenu à annoncer une « nouvelle » croissance ; ensuite, plus précisément, dans son application au secteur automobile, l'accroissement du prix de l'énergie rendant le transport individuel particulièrement vulnérable. Dans ses deux fonctions de symbole et de moteur d'un certain type d'expansion, le cas de l'industrie automobile offre un moyen privilégie d'examiner, comme à travers un verre grossissant, la nature de la crise économique mondiale et les moyens qui permettraient d'en sortir.

Ce n'est pas par hasard que l'automobile a joué et joue encore un rôle éminent dans les économies occidentales : constituant un progrès considérable sur les moyens de transport individuels pré-existants, elle répondait à un besoin réel, et les possibilités technologiques et industrielles de son développement étaient disponibles. Mais le rôle qui lui a été assigné a été artificiellement gonflé : comme symbole, par la publicité qui a fait d'elle, souvent au détriment de besoins plus urgents, un signe de promotion indiviquelle; comme moteur de l'expansion, par une politique délibérée qui lui a sacrifié les transports en commun: par la fiscalité, la collectivité nationale finance la construction et l'entretien de l'infrastructure routière, dont le coût ne figure jamais dans le bilan de l'industrie automobile, alors que, par

exemple, l'entretien des voies ferrées figure bel et bien dans le bilan de la S.N.C.F., dont les déficits ne manquent jamais d'être dénoncés...

Promue à une fonction privilégiée, l'automobile dément au moins sur deux plans le caractère scientifique et rationnel de la société industrielle, dont elle veut être l'image de prestige : d'une part, l'innovation technologique dans ce secteur est très modeste, surtout par comporaison avec l'aéronautique; d'autre part, le transport autamobile offre le plus parfait exemple de développement anarchique, antiscientifique. l'extension du réseau routier et des possibilités de stationnement n'ayant suivi que de très loin la multiplication des véhicules, à tel point que ce moyen de transport fait pour la vitesse a, en cinquante ans, ralenti l'allure des déplacements urbains.

Sur ce point comme sur d'autres, l'image de la société industrielle étant fort éloignée de la réalité, l'automobile illustre la schizophrénie d'un monde qui se veut moderne mais qui utilise maladroitement les possibilités industrielles dont il dispose. Ce qui est en cause, ce n'est évidemment ni la technique ni son produit, mais l'usage aberrant qu'en fait une économie de profit. Et, pour atteindre ses fins tout en débouchant sur une crise, cette économie de profit a inventé, au nom d'une prétendue « rationalisation » de la production, une organisation dite « scientifique » du travail qui, sacrifiant l'homme à la production, a suscité la révolte des ouvriers spécialisés.

Ainsi, dans ses méthodes de construction comme dans son utilisation, l'automobile, signe de modernité, comporte bien des aspects archoiques. A gros traits, elle est devenue une fidèle caricature de la société industrielle qui, dans d'autres secteurs, pour des raisons analogues, souffre des mêmes maux.

Crise d'une industrie crise générale et impérialisme

Un nouveau type de relations dans la production consommation et les échanges avec le tiers-monde

même époque, le Salon de même èpoque, le Saion de l'automobile a ouvert ses portes. Avec lui se met en mouvement toute une liturgie traditionnelle à la gioire de l'automobile. Le président de la République vient l'inaugurer et gisse à chacun des
constructeurs un petit mot d'encouragement; dans les momeuts difficiles, uni doute que cels réconforte,
surfout «'il v. a. comme l'an dernier surtout s'il y.a, comme l'an dernier pour le mariage Citroën-Peugeot, un petit chèque à la clé.

La plupart des moyens d'informa-tion s'emparent du sujet pendant queiques temps pour faire partager à l'opinion publique les joies que procurent les nouveaux modèles, pour vanter l'utilité des « gadgete» les plus modernes, promus au titre ronflant de perfectionnements, pour amener le consommateur à, si ce n'est changer de réhiquies tout au n'est changer de véhicules, tout au moins adopter de nouveaux acces-

Et puis on relance les débats sur Et puis, on relance les débats sur la limitation des vitesses, les encombrements, le stationnement payant, la pauvreté de notre pays en autoroutes, en glissières de sécurité, en bretelles de dégagement, etc. Cette année on y aura ajouté un débat sur la femme et l'automobile. On s'interroge aussi sur la nécessité de rendre obligatoire l'outo-radio qui permet de snivre les auto-guidages... et de relancer la consommation dans le secteur èlectrique et électronique. Nouveaux modèles, nouveaux gadgets, nouveaux perfectionnements... tout est nouveaux même les prix bien entendu.

entendu.

Bref, la fête, la fête annnelle de l'automobile. Mais cette année, comme l'an passé, la fête est triste, Triste, parce que le secteur automobile traverse dans tous les pays do monde une crise grave.

Comme le montrent les articles de ce dossier, la production a baissé par suite d'un ralentissement important de la consommation automobile.

La hausse du prix des véhicules a

M AIS ce n'est pes un hasard si le touché que d'autres par la crise économique. Cela tient à la nature et à la place qu'occupe le secteur dans le type de croissance que connaît le monde occidental depuis 1945. Si, à bien des égards, au niveau global la crise économique s'apparente à une crise traditionnelle de suraccumulation du capital avec surproduction et sous-consonmation, elle revêt certains aspects bien partieuliers qui touchent directement l'automobile:

atteint 35 % d'octobre 1973 à octo-bre 1975 en France. Le prix d'utili-sation a subi des chocs encore plus importants avec l'augmentation du carburant, des autoroutes, des par-kings, des assurances, etc. L'inflation et le ralentissement du pouvoir d'achat touchent directement l'auto-mobile.

Aux Etats-Unis, où l'automobile Aux Etats-Unis, où l'automoble emploie environ un septième de la population active, la situation est encore plus critique. On sura vendu 10 % de moins de véhicules en 1976 qu'en 1974, année qui avait connu des résultats catastrophiques. En janvier 1975, on comptait dans le janvier 1975, on comptait dans le secteur trois cent quatorze mille travailleurs en chémage; pour 40 %, la force horaire de travail était inemployée. Aujourd'hui, malgré une légère reprise, on compte encore deux cent mille chômeurs. Cette situation s'accompagne d'une hausse des veutes de voitures étrangères, plus adaptées, parce que moins gaspilleuses; et les nouveaux modèles américains ne accont pas urêts avant plus adaptees, parce que moins galpilleuses; et les nouveaux modèles
américains ne seront pas prêts avant
1977. Dès lors, il faut une sérieuse
dose d'optimisme pour affirmer
comme le faisait Thomas Murphy,
président de General Motors, dans
Business Week du 28 juillet 1975,
que tout va repartir comme avant,
car tout cela u'est dû qu'à une crise
inflationniste et récessioniste passagère. « Les gens, affirme Thomas
Murphy, ont besoin du transport
automobile. Tous, maigré l'embargo
pétrolier, ont continué à utiliter leur
véhicule. C'est notre mode de vie.
C'est ce que veulent les gens. Je
pense qu'une large population continuera à acheter deux ou trois voitures par famille. Il peut y avoir un
ralentissement à cause de l'inflation.
Ce n'est pas une raison pour tempérer nos prévisions de vente à long
terme. »

Autrement dit, tout doit être fait pour que l'aotomobile reste ce qu'elle est: l'objet de consommation qui forge un mode de vie, un type de croissance et de développement.

— la remise en question de l'échange inégal au niveau de l'énergie et des matières premières frappe plus durament une industrie qui se nourrit essentiellement de produits importés à bon marché sur le dos de paya sous-développés;

— l'inflation mondiale, consécutive au dérèglement généralisé du système monétaire international, atteint fortement un bien de grande consommation dont le cott relativement èlevé arige l'épargne et dont l'utilisation alle-même est cofreuse;

— les luttes ouvrières pour ramet-

L'homme et la logique du capitalisme.

Par BERNARD MOREL

tre en cause l'organisation du travail dans les usines et le procès de production sont apparues dans le secteur automobile, que ce soit chez Piat en Italie où l'un des siogans de l'aautomne chaud» était : de l'autonne chaud à était :
« Agnelli, l'Indochine tu l'as dans
ton usine », ou chez Renault, au
Mans comme à Billancourt. Elles
conduisent le patronat à discourir
sur un nouveau type de rapports de
production, dout il mesure l'utopie
dans le système capitaliste, car il
remettrait en question le partage
salaires/profit et l'équilibre général
de l'aconomie: de l'économie :

— la prise de conscience de la part d'une opinion publique de plus en plus sensibilisée de l'incohérence que peut représenter une croissance économique destructrice de l'envi-ronnement naturel, incapable de prévoir l'avenir de l'humanité et souleuse uniquement de la perpésoutetes uniquement de la perpe-tuation des profits, est aussi un facteur réel de remise en question de la manière, particulièrement polluante de l'espace et de l'air, d'utiliser cet objet;

- l'exigence de plus en plus pro-noncée en faveur de la prise en charge par les employeurs des dépla-cements domicile-travail, la demande en transports publics efficaces et bon marché, contribuent aussi à armatine en ceue l'ustre du miniremettre en cause l'usage du véhi-cule automobile.

cule automobile.

IA crise de l'automobile s'insère donc parfaitement dans la crise générale que connaît le capitalisme, et elle en illustre la gravité. Bien des arguments des partisans de l'automobile tombent lorsqu'on eramine avec précision la situation. C'est vrai que l'automobile est indispensable à beaocoup de gens aujourd'hui. Mais n'est-ce pas parce qu'il n'existe pas de transports en commun adaptés, parce que les logements ont été construits sans se sounier des déplacements, en fouction de l'utilisation forcée du vénicule ments ont ete constraits sans se sounier des déplacements, en fonction de l'utilisation forcée du vénicule automobile? C'est vrai que les équipements collectifs coûtent cher, mais n'est-ce pas scandaleux, lorsqu'ou calcule les prix comparés au kilomètre de l'automobile et du fer, d'intègrer seulement pour l'automobile les coûts individuels et de ne pas intégrer pour elle les coûts routiers, d'assurance, hospitaliers même, etc.? Si on le faisait, on serait sans donte surpris de voir que les déficits les plus importants ne sont pas toujours où l'on croît. C'est vrai que l'allongement de la durée de vie des vénicules, le ralentissement de la production automobile

* Laboratoire de conjoncture et pros-

hômage, mais n'est-ce pas à l'Etat d'envisager une reconversion de ce secteur dans des domaines pour lesquels il y a beancoup d'efforts à faire (machines-outils par exemple), et serait-il si scandaleux d'envisager

Mais, à dire vrai, le seul argument qui permette de justifier la conti-nuation de la logique de l'automobile nuation de la logique de l'automobile est d'une soire nature: le système capitaliste en a besoin pour vivre ao jourd'hui parce qu'elle répond totalement à sa propre logique — logique de la consommation de masse, logique du procès de production, logique de l'individualisation et de l'appropriation des objets. A cet ésert il pa feut per perser de cet égard, il ne faut pas perdre de

bien matériel, l'automobile — est un moyen de résoudre temporairement la contradiction entre la socialisala contradiction entre la socialisa-tion croissante de la vie urbaine et la uécessité du développement de la consommation individuelle. L'auto-mobile est exemplaire parce qu'elle entraîne ao plan de l'accumulation du capital, de la production et de l'exploitation de la force de travail, de la division internationale du tra-vail, l'ensemble du système écono-mico-social. mico-social.

Et c'est pourquoi les solotions qu'eovisagent les constructeurs s'in-sèrent uon pas dans une remise eu question de l'objet, oo de son utili-sation, mais dans un renforcement de la logique capitaliste par l'exten-sion du mode à l'échelle mondiale.

Fuite en avant et impasse

A VANT octobre 1973, en Europe, l'objectif des constructeurs était d'étendre la vente de véhicules en généralisant la multimotorisation des familles. Cet objectif reste, bien sûr, familles. Cet objectif reste, bien sûr, mals n'est plus tellement de mise aujourd'hui. La stratégie des constructeurs s'oriente dans une tout autre direction. Elle vise à gagner de nooveaux marchés, en particulier ceux des pays du tiers-monde et des pays de l'Est. Elle comporte trois aspects inséparables dans leur cohèreuce: l'aspect consommation, l'aspect prodoction, l'aspect internationalisation du capital.

● CONSOMMATION. — Il faut vendre, vendre toujours plus de vénicules pour rentabiliser les inves-tissements et maintenir les profits. Puisque les marches occidentaux sont plus ou moins satures, on sont plus ou moins saturés, on exportera dans les pays de l'Est et dans le tiers-monde en voie de développement rapide. Par ce hiais, non seulemeut on maintiendra la production des firmes, mais encore on pourra étendre un modèle de consommation, de style de vie et, par conséquent, un modèle de croissance qui permettra une intégration plus facile de ces pays au système occidental. Et cela est aussi vrai pour les pays du tiers-moode que pour les pays de l'Est. A la limite, on peut dire que l'automobile—comme toute production matérielle dans le cadre do mode de production capitaliste, mais plus particulièrement celle-ci—est un instrument apte à faire apparaître ou à « révéler » une bourgeoisie.

● PRODUCTION. — L'industrie automobile a besoin de matières premières, d'énergie et de main-d'œuvre bon marché. Si elle ne peut plus trouver ces trois facteurs de

développés, elle délocalisera la pro-duction dans des zones où ils sout meilleur marché. Certes, on veillera à ce que les pays assurent la sécu-rité des investissements. Cela se trouve. Mais ce n'est pas seulement des chaînes de montage qu'on délo-calisera, c'est aussi des usines de production générale, en contrôlant toutefois quelques sous-traitants, au cas où cette production ne serait pas cas ou cette production ne serait pas destinée aux seuls marchés locaux mais aussi à tous les marchés occidentsux. C'est là le problème d'une nouvelle division technique du travail à l'échelle internationale dans laquelle les ceutres économiques se réserveront tout ce qui est technologiquement « à la poiute » et localiserout dans les pays dominés la production de masse bapalisée.

(Lure in suite page 10.)

LIRE PAGES 10 à 13;

production de masse baoalisée.

P. 10-11. - Trois éléments de stratègie des constructeurs, Juliette Nicolas. - Luttes ouvrières contre l'organisation scientifique » du travail, Jean Robert. - Fluctuations de l'histoire: la noissance, l'essar et la remise en question, J.-J. Chand-ron et P. Fridenson. — Innovation technologique et fonction sociole, B.M.

P. 12-13. - Une ploce nouvelle dans une nouvelle forme de craissance, Christian Lemaître. L'ovenir : une nècessaire mais difficile restructuration, P.

que mondic

(Suite de la page 9.)

Et, d'un coup, on résout en partie le problème des O.S. et des travail-leurs émigres. Certes, ces derniers feront toujours le même « sale houlot »... mais « chez eux ». Derrière les intentions que manifestent les dirigeants occidentaux d'aider les pays du tiers-monde à s'industriali-ser se profile un projet beaucoup moins philanthropique : soumettre ces pays à la logique de leur système et exploiter d'une nouvelle manière main-d'œuvre et matières premières. La aussi, l'automobile joue un rôle

 INTERNATIONALISATION DU CAPITAL — En fait, l'aspect délo-calisation s'intègre à une opération plus vaste d'internationalisation

accrue du capital, qui permet aux entreprises de profiter au maximum des melleures conditions de production, aptes à dégager les plus-values les plus fortes. Ainsi se crée une nouvelle division internationale du travail, donc un nouvel equilibre/ desequilibre politique, dout ou espere qu'il contribuera à resoudre la crise actuelle du capitalisme. Cette internationalisation du capital suppose que, dans un certain nombre de pays, se dégage une alliance de classes qui repose sur des bourgeolsies locales pretes, pour participer aux profits, à collaborer avec les firmes multinationales (1). Dans cette hypothèse, le développement, la généralisation de l'automobile peuvent jouer un grand rôle comme instrument de diffusion d'une idéologie. D'eutant plus qu'une telle

division internationale laisse toute possibilité pour développer au centre du système de nouveaux produits de transports individuels, fondés sur ume technologie renouvelée (véhicule

à traction électrique, etc.).
Un tel projet est sans doute la seule possibilité réelle pour l'industrie automobile de sortir de la crise qu'elle traverse. Mais il conduit, en cas de réussite — c'est-à-dire s'il n'est pas refuse économiquement et politiquement, — les peuples du tiers-monde à accepter une solution qui renforcerait l'emprise de l'impé-rialisme et du capitalisme sur eux. L'extension du « système automobile » (production, consommation, idéologie) correspond à une extension du mode de production capitaliste. A cet égard, en mettaut l'accent sur la construction de véhicules

utilitaires, en refusant l'appropria-tion privée du véhicule automobile tion privée du veniche automonte pour des raisons de principe (et non seulement pour des raisons de stade de développement), la Chine indique une voie. A l'opposé, celle à laquelle le monde économique dominant aspire est une voie sans issue que condanne la crise que l'on connaît actuellement en Occident.

Mais le refus de cette solution comporte un corollaire exigeant. La solution à la crise de l'automobile ne se trouvers pas eu sein du sys-tème. La crise de l'automobile, c'est certes le procès de l'automobile et de son utilisation, mais c'est aussi le procès du système économique et politique, et d'un certain type de croissance, Rompre avec la logique actuelle de l'automobile, c'est, par

conséquent, dans le même temps, rompre avec une certaine logique rompre avec une certaine logique économique, c'est appeler à la cons-truction d'un nouveau type de rela-tions dans la manière de consommer, de produire, d'envisager les rapports internationaux.

La tristesse d'un Salon de l'auto-

mobile, conçu uniquement comme un instrument mercantile au service un instrument mercantule au service du profit, est à cet égard à la fois un constat et une provocation qui appellent, en Occident et dans les pays dominés, à l'établissement d'un nouveau type de relations humaines. La fête est ailleurs | ETENARD MOREL

(1) Voir Gustave Massiah, e Division internationale du travail et alliances de chasses >, in la Crise de l'impérialisme, de Amin, Fatre, Hussein et Massiah, Ed. de Minuit, 1975.

Comment s'effectuera le déclin et quel en sera le prix?

ES difficultés que connaît l'Indusd'une crise conjoncturelle et d'une arise structurelle. Certes, il est normali qua l'aspect conjoncturel de le « crise » apparaisse en premier, car il a jouà un rôle de révélateur.

Les problèmes énergètiques et lout ce qui les sous-tend (crise monàtaire et financière Internetionala, crise des rapports avec le tiers-monde, etc.) touchent eturellement très directement l'industrie eutomobile tant è cause de le consommetion d'anergie nécessaire à mation de carburent, qui eugmentait senelblement. Male il y a aussi le composante, non moins réelle, de le crise qui concerne la pouvoir d'achet : dans une période de baisse du pouvoir d'echet et de mise en epplication de mesures dites enti-Inflationnistes qu' limitent au premier chef le crédit à la consommetion, la hausse du prix des voltures n'est pas falte pour eugmenter

Mals le crise de l'automobile n'est-elle pas plus prolonde que cele ? Pour e'en tenir eux espects striclement industriels (qui ne aont pas les seuls, loin de là), les facteurs de crise sont multiples et déjà anciens, et ne sont pas epécifiques

Fondamentalement, l'Industrie eutomobile sa trouve face à une crise de la productivité, au sens lerge, dans une eltuation de concurrence - oligopolistique = qui e'exacerbe, chacun des constructeurs, pour conserver ses cepecliés de développement, voulant gerder une part maximale de la masse de profit gul diminue.

La « crise de le productività » est. en fait, ceusée par le composition organique du capital et par le limite que rencontre le belsse du temps de travail social global nécessaire pour produire la même quantità de merchandises, maigré l'augmentation continue du taux d'exploitetion.

Dans le plupart des pays cepitalistes développés, et principalament en Europe occidentale, les tentatives visant à accroître l'exploitation du travail se heurtant è une résiatanca très vive des trevailleurs. A bien des égarde, les ouvriere de l'industria automobile constiluent l'un des bastiona des organisadens ouvrières. La tendance à l'augmentatior, du nombre d'ouvriers non quelifiés et eu recoure de plue en plus important eux treveilleurs Immigrés rend le eltuelion sociale perticulièrement instable dans la branche automobile.

Ces phénomènes, qui se conjuguant avec la baisse de la valeur d'usege de

La restructuration de l'appareil industriel

A concurrence a'execerbe et, el l'enjeu pour les constructeure européene est bien de savoir qui supplentera les eutres, la vraie question n'est pas de eavoir comblen il y sure de constructeurs en Europe mele pluiòl comment va se modifier l'apparell industriel pour feire lece à cette crise.

La construction d'eutomobiles comporte des phases de production qui peuvent àire dissociées. L'intégration verticale de le production de lonte ou d'acier à l'assemblege, en passant per le fabrication du verre, des plasiques, des tissus, des équipements et des moteurs, n'est pas réalisée. L'eppareil industriel est centrà sur les moteurs et l'assemblege, ce qui parmet de domi-ner la conception d'ansemble des véhicules, et echète à des entreprises, le

Par JULIETTE NICOLAS

l'automobile elors que ses coûts d'usage eugmantent, ont pris récemment une ampleur qui permet de parier da crise structurelle de l'automobile. La heusse du coût de l'énergle et des matières premières vient s'v elouter. Ainsi n'est-il pas eurprenant de consta-

1. Modifient les conditions de la concurrence en charchant à dàlimiter des pieges de valorisation du capital ; 2. Délocalisent les unités de produc-

tion de feçon à trouver de mellleures conditions à le mise en valeur du capital ; 3. Diversifient leurs activités, en particulier pour élergir leur base de

eutomobiles, les matières premières, les équipements divers et sous-traite certaines productions.

Ce echéme classique, mais non universel (l'industrie automobile britannique fait surtout de l'assemblege), est sujet à révision sous la pression de le crise. En effet, les constructeure eont amenés à sélectionner entre les différents pointa de production en Isolant ceux qui sont plus rentables que les autres. Cela revient à Isoler des pleges où le capital privé pourra se mettre en valeur, laissant de côté les ectivités moins rentebles où pourrait, à le limite, fonctionner du cepital dévalorisé en leissant nationaliser des entreprises exercant ce type d'activité (exemple : le British Leyland Motor Co.).

Ce démembrement ou « démantèle-

ment - de ta production d'automobiles coneiste à introduire des rapports marchands interentreprises à la place de rapports techniques à l'intérieur d'une viser à accélérer la rotation do capital.

Trois éléments de la stratégie des constructeurs

La présance parmi les entreprises concornées per la construction automobile de grande groupes monopolistes tele que PUK ou Saint-Gobein n'est sans doute pas étrangère à ce mouvement, étant donnà qu'ile ont des exigences différentes quant à le rentabilisation du capital. Ce démembrement est dans le ligne directa de la politique de « redéploiement industriel - dont le corollaire est l'accompagnement de le récession de certains secteure qui ne sont plus les secteurs d'accumulelion priviléglés,

Le développement de la coopération antre firmes automobiles pour le fabricetion de certains composants des véhicules est à enalyser dans ce cadre. L'Idée de créer des sociétés coopératives comme il en existe dala plusieurs dont celle qui fabrique les moteurs aix cylindres pour Volvo, Paugeot et Renault - n'est rendue possible que par la tendance à le banalisation des connu une évolution telle que ce qui feit vendre une voiture n'est r'us tant le moteur (ou eutre organe technique essential) que l'image de marque du constructeur et les caractéristiques du confort, etc., al bien que l'on peut vendre plusieurs modèlee de marques différentes ayant le même moteur.

Cette stratégie de le coopération et l'évolution du produit qui le sous-tand modifient donc redicalement les données de le concurrence. Perallèlement, elle conlère aux ectivités de commercialisation une place encore plus importante, Ce processus de sélection et d'isolement

de plages rantables a donc des conséquences importantes. I' est lié à l'inter-

Le mouvement d'Intarnationalisation de la production est directement lié à la crise structurelle que connaît cette branche et eccompagne le processus de damembrement que nous evons analysé plus heut. D'autre part. Il correspond à une stratégle du capitalisme monopoliete des pays industrialisés face à le crise. Si ce mouvement n'est pas nouveau, il constitue à l'heure actualle un élément stratégique de première importance.

Une analyse historique rapide est nécessaire pour comprendre ce qui se passe maintenant. L'importance des échanges extérieurs pour l'industrie automobile française ne commence à se manifester qu'après guerre. Pendant la phase de reconstruction, la priorité e àté donnée au marché intérieur : en 1950, la France n'exportait que 24 % de tations étant essentiellement destinées aux pays coloniaux. Ce n'est que dans les années 50 que les exportations prirent une place importante dans le polltique des constructeurs. Anticipant la création du Marché commun et l'abaissement des barrières douanières, l'Etat favorisa la conquête des marchés extérieurs. A partir de 1956, le taux de croissance des exportations devient supérieur à celui des ventes sur le narché intérieur : 31,6 % par an de 1954 à 1960, baisse de 1960 à 1965 liée à l'achec eur le marché nord-américain. 15,5 % par an à partir de 1966. En exporté 56.6 % de sa production.

Le premier marche d'exportation est l'Europe : 48,2 % des exportations en

FLUCTUATIONS DE L'HISTOIRE

La naissance l'essor et la remise en question

P

507 don ja::

°C:-3

ment Paris

Par JEAN-JACQUES CHANARON et PATRICK FRIDENSON *

DES son premier numéro, en novembre 1895, la première revue américaise spé-cialisée dans l'automobile, Harseless Age, acrivait : « Ceux qui ant pris la peine de rechercher sous la surface les grandes tendances de notre époque savent qu'une Industrie géonte lutte pour venir ou monde. Tous les signes Indiquent que le véhicule à mateur est la sulte nécessaire des méthodes de loco-motion déjà établies et approuvées. Les besoins croissants de notra civilisation exigent sa venue; le public croît en lui et attend avec le plus grond intérêt son application pratique à lo vie quotidienne de lo plonète. >

De fait, jusqu'à 1973, l'histoire de l'automobile o justifié ces espairs initiaux. Elle est possee par quatre phases successives : l'invention d'un partent les successives :

tioa d'an nauveau moyen da tronsport; le développement da produit; l'expansian ropide; l'ère de la demande de remplacement. L'Amé-rique du Nard a atteint ce dernier stade dès le miliea des années 20. L'Europe occidentale est à peina en traia d'y porvenir, alors que les pays socialistes et le tiers-monde abordent tout juste la troisième phase.

Mais l'Amérique du Nard a'est pas arrivée d'emblée an premier plan. Certes les Améri-colns avaient expérimenté des véhicules auto-

propulses an même temps que les Enrapéeus, entre 1860 et 1890. Mois ils ont commis l'erreur collective de eancentrer leur énergie sur la fabrication de voitures électriques ou à vapear, dont ils ant produit plusieurs milliers d'exemploires. L'Europe a donc remporté la première macche, en misant résolument sur l'alliance d'aae soarce d'énergie légère et

"J.-J. Chanaron est chercheur à l'Institut de recherche économique et de planification, U.E.R. de l'université des sciences sociales de Grenoble. P. Fridenson est maître-assistant d'histoire à l'université de Paris X. Nanterre. Cet article résume les conclusions de l'ouvrage la Révolution automobile, Edit. Albin Michel, Paris 1975, dont J.-J. Chanaron at P. Fridenson sont co-suteurs ovec J.-P. Bardoo et J. Laux.

mobile (coptée por le moteur à combustion interne) et d'un robuste váhicule routier. La voiture à essence est réolisée en 1886, grâce à l'Allemand Karl Benz, mais c'est l'industrie française qui traduit toutes ses virtualités et impose l'automobile au monde. L'Amérique reprend le dessus ea dévelop-

pont uae demande massive pour une voiture bon marchá. Fard en soisit toutes les implications en quatre tamps. 1908 : c'est le laccement d'un modèle unique produit en groade série, la Ford T (quinze millians d'exemplaires jusqu'en 1927), 1911 : Ford devient ane sociétà maltinationale, après un premier jalon au Cacada en 1905, ea instal-lant des usines de montage à l'étranger. 1913 : Fard met au point le travail à la chaine, qui substitue aux coûteux ouvriers professionnels travaillant sur mochines aniverselles une masse d'auvriers sans qualification qui serveut de façan répétitive des machines apécialisées (d'aŭ lenr nom d'ouvriers spécialisés, les O.S.). 1914 : Ford porte le salaira de des auvriars à 5 dollars por jour, soit le double des taux coaraats dans l'iadustrie, pour une journée de travail réduite à 8 heures. Après avoir fargé les outils de la production de masse, il donce cinsi cux cuvriers les moyens d'une coasommation de masse. Les innevations de Ford arientent d'une manière décisive la

société américaiae vers la consommatiaa. Ford avait résalu les problèmes de la pro-duction en grande série. Mais c'est General Motors qui, moins de dix ans plus tard, découvre l'organisation aécessaire pour s'adapter aux à-coups et aux changements de la demaade. Entre 1919 et 1925, sous l'impulsion d'Alfred Sloan, elle adopte ane nouvelle politique du prodait : offrir à la clientèle politique du prodait : offrir à la clientele une gamme complète de voitures de grande série s'échelonnaat en prix et en qualité et dont les modèles seraient renouvelés tous les ans. Elle transforme aussi sa structure, qui est désormais constituée par des divisions autanames et décentralisées, mieux à même de faire fuce à la multiplicité des táches. Enfia elle élabore un système de prévision da la demande nt de placification des fabrications qui, assorti de la création d'un contrôle financier de gestion des divisions centralisées, lui donne la totale maîtrise de ses opérations face à une conjoncture mouvante. Dès lars, General Motors parvient à détrôner Ford, et

L'Europe cependant dut à la crise des années 30 de comprendre qu'il lai restait une carte ariginale à javer, celle de la petite voiture. Aux prises avec une clientèle dotée do revenus moins éleves que les Américains et affrontant un prix de l'essence et ane fiscalité supérieurs, plusieurs constructeurs en conclureat qu'il leur fallait s'orienter vers la production de vaitures populaires, D'où la creation significative de Volkswagen (la « vaiconvergente loncés par Austia, Morris, Flat, Simea. Quant à Citroën, so 2 CV était prête pour le Salon d'octobre 1939, où elle devoit

être lancée. Parallelement, l'Europe construievolution fut couronaée après guerre por le ralliement des autres constructeurs à la petite voiture at la concentration de l'industrie automobile eurapéenne sur ce type de modèles jusque vers 1960. A partir de 1956, la dévo-loppement de la maltimotorisation (1) assura aux a petites européeanes », meilleur marche et d'antretien plus économique, un saccès crolssant sur le marché américain au point d'inquiéter les constructeurs locaex. lis répliquent des 1959 en lancant leurs modèles « compacts ». Grâce à l'étendue et à la paissance de soa réseau commercial, Valkswagen fut le seal à survivre à cet bolocauste. Une relative Inorganisation, alliée à ana certaine mécoacaissanca des difficultés de pénétration da marché américoia, expliquent la déroute des autres constructeurs européeas, Renault et Fint plus

La fin de l'euphorie

L'ANNEE 1961 marque le débat d'une ère acuvelle. L'accélération de la croissance de la productioa automobile mandiala recauvre un ensemble da phênomènes nouveaux qui baaleverseat les règles du jea établies par les constructeurs accidentaux. grands constructeurs occidentaux.

1) Un certain nombre de poys à économie libérale tals que le Japon, le Brésil et l'Espogae, et de pays socialistes, natamasent l'U.R.S.S., a c c è de a t an rang de grands constructeurs. La progression da Japon est, fulguronte : 26 % por ag entre 1960 nt 1973 (Test l'annual progression de l'apponent par l 1973. C'est l'expansion ropide d'un marché intérieur longtemps très protègé qui a permis aux constructeurs japonais de rattroper les alveaux de productivité et la qualité technique da leurs homalagues occidentaux et de placer da leurs homalagues occidentoux et de placer avaatageusement leurs produits sur l'ensembla des marchés internationaux. Ils sont ainsi devenus de redautables concurrents, jusqu'à inquiéter les constructeurs américaias et européens sur lears propres marchés intérieurs. La conception des véhicules japonais est proche da modèle auropéen. Mais, contrairement aux fubrications brésiliennes, espagooles et même soviétiques, qui sont le fait de marques et da techniques étrangères, elle est d'inspiration estiarement locale. d'inspiration estièrement locale.

L'Union soviétique a longtemps fovorisé la production des véhicules industriels, nécessaires au développement da ses transports intérieurs et de son économie, et qui tranvaient d'inté-ressants déba a e h às dans les pays du Começoa, C'est sealement à portir de 1970, pour faire face à l'aggmentation sensible de la demande de voitures particolières, que les planificateurs ont décidé de loncer les bases d'une production de masse et, pour ce faire, ràclamé l'assistance technique de constructeurs expérimentes, en l'occurrence européens, essentiellement Fiat et Rengult. Mais l'ochat d'une voiture nécessite de la part du consommateur soviétique patiance

les délais de livraison sont très longs — et Jigouli, version locals de la Fint 124, représente, seion les modèles, de trois à quatre ans de solaira ouvrier moyen.

2) L'interpenétration des marchés européans,

encoaragée par la suppression des barrières donanières et par l'harmonisation des fisculités et des narmes techniques, est à l'arigine de l'expansion ropide de ces marchés et des constructeurs locaux, notamment des filiales américaines, et de l'homogénéité technique et marphologique de leurs fabricotions.

3) Le développement spectacoloire des chaînes de montage assure, en grande partie, l'internationalisation de la construction naturalisme de la construction de la construction naturalisme del construction naturalisme de la construction naturalisme de la co

4) Se développent aussi des mouvements de contestation des conditions du travail à la chaîne. Les réponses des constructeurs occiden-taux — élargissemant et enrichissement des tâches — aboutissent à une recomposition da travuil, mantrant qu'il est possible de remettre en cause le modèle d'organisation créé por Ford et Taylor.

5) On assiste à l'apparition de nauvelles technologies — notamment le mateur rotatif
— et au renouveau des recherches sur le
véhicele électrique. Ces techniques peuvent,
un jour, se poser en concurregtes du moteur

6) Dans les zones urbaines des pays indus-trialisés, les nuisages de l'automablle — pollution, broit, insécurité et encambrement —

technologie automobile. L'industrie automobile mondiale s'est, de-puis actabre 1973, installée dans la crise la plas laague et la plus profaada qu'elle ait cannaa depuis 1945. Sous l'effet d'aae diminution générala de la demande, la production a chuté portout, sauf au Brésil et en U.R.S.S. a chute portout, saut au Bresil et an U.K.S.S.
Sans pour autont condamner l'indastrie automobile, la guerre d'octobre 1973 semble uvoir mis fin à l'expharie des trente dermières ennées. Elle marquera probablement le début d'une période nouvelle. Pares que les graads marchés actuels — Etats-Unis, Europe peuvent ne pas retrouver les rythmes de progressian antérieurs et parce que les ropports politiques, économiques et financiers entre pays producteurs de motières premières et poys industrialisés qui les importent se sont modifiés, le « centre de gravité » de la construction automobile s'éloignera de ses implantations traditionnelles, condaisont les graupes américains et européens à s'expatrier sinon à se recogvertir en diversifiant feurs activités.

Ainsi, paradoxalement, la remise en couse do l'automobila et la criso que traverse actuellament son industrie risquent-elles de rendre l'automobile eacore plus universelle...

(1) Plusieurs voitures par ménage.

U RECHERCHE M SHOVE SOUTH

4 9 9 1

....

ومحا والمستعيدة والروار

1.0

Innovation technologique et fonction sociale

The state of the s

Many of the form the Arms place of the contract of the contrac

1955, 82,5 % en 1973, dont 55,5% pour le C.E.E., et seulement 3,8 % pour les pays eocialistes. L'Amérique latine et l'Afrique représentent chacune environ 6,5 % des débouchés.

Ces chiffres montrent blen les fimites de l'internationalisation des marchés pour l'exportation de voltures finles, dans la situation de concurrence oligopolistique. Les débouchés sur le marché européen no se développerent sans doute plus beaucoup, étant donné le nivaeu d'interpénétration déjà etteint et considéré comme relativement d'ificile à dépasser. C'est donc vers les marchés des pays en vole d'indus-trialisation et les pays socialistes que les constructeurs françale, et européene en général, e'orientent da plus en plus.

C'est aloro que le nature des problèmes change. Les automobiles servant à atimenter ces marchés ne sont plus construites en Frence male produites, eu moins en partie; eur place. L'interavac le délocalisation des activilés production. En effet, pour gagner un marché, le constructeur doit implanter dans le pays une usine de montage ou de fabrication partielle des véhicules sous peine de perdre la marché au bénéfice d'une firme concurrente. On se situe là directement au niveau de le concurrence inter-impériellate, alors que las rapports de forces à l'échelle mon-

La redistribution des activités est aussi une manifestation de le volonté de développor une stratégie injernationale eutonome d'industrialisation des pays en vole de développement C'esi pour cette raison qua les directives da M. Jacques Chirao pour la VIIº Plan Precisent :

- La piace du tiera-monda dans nos relations extérieures est appaiée à s'accroître; le développement écono-mique de cartaine de ses membres oblige é prévoir une redistribution des activités et à réliéchir aux évojutions souhaitables des formes de coopération. =

La division internationale du travail dans ce contexte ne concerne plus (ou pas seulement) le division matières premières-produits finie mets le division industries de base-industries de points. En effet, la « redistribution des ecti-

délocalisation da certaines ectivités productrices : celle qui permet d'alléger la composition organique du capi-tal et da profiter d'un réservoir de main-d'œuvre plus tacliement exploitebla. Par contre, les pays du «cen-tre » conservent te maitrise de l'ensemble da la production en étant matiras da la recharche technique, du sa-volr-laire, da l'ingénierie, des circuits de financement (eu moine partielle-ment) et de la production des biens

Cette internationalisation de le production revient danc à étendre le mede de production capitaliste au tiers-monde, cous la domination du centre. Elle suppose qu'un pari est fait eur la passivité des travailleurs du tiers-monda. C'est pourquol, lace à l'internationalisation de la production. dolt e'organiser l'internationalisation des luttes ouvrières.

La diversification

A diversification est également un élément stratégique, qui n'est d'ellieurs pes indépendant des deux eutres que nous venons de présenter. dans cette période critique. La encore. elle n'est pas nouvelle, mals elle prand une importance sans précèdent. Il n'est besoin pour e'en persuader que de remarquer l'insistance avec taquelle les

constructeurs affichent des objectifs ellant jusqu'à 50 % de diversification

dans le moyan terme. Qu'en est-il aufourd'hut? Seul te groupe Renauli esi raellemeni diversifiè. li est présent dans divers domeines suivant une certaine logique:

- Les domaines liés à le construction des automobiles ou mettant en œuvre des techniques de production cembiables, dapuis les tondories jusou'aux moleurs de toutes sortes, en passant per la machine-cutti et les roulements à billes, sens oublier l'Ingé-

-- Les domaines liée aux transporte : poids lourda et autobus, tracteurs, locomotives, bicyclettes, location da voltures, etc.;

- Enlin, des récentes prices da parlicination qui ne cont pae de la divereification (au sene strict) mels ont un caractère financier, comma dans la Gé-

Mais cetto diversification ne représente encore qu'un faible pourcentage du chiffre d'affaires consolidé du groupe (environ 20 % al l'on élimine tout ce qui participe à le production automobile, dont 10 % pour les poids

La stratégie de diversification des groupes samble osciller entre deux tendances. Une première tendance ralève plus de le etratégle financière et vise à élargir la base de profit, mais pour maintenir une ectivité principalement centrée our l'automobile. Une deuxième tendance ralève piutôt de le diversification-reconversion et s'appule sur deux analyses. D'une part, pour conserver une meltrise dans le construction des automobiles, il faut investir, dans la recherche, dans les biens de production (machinesoutils, etc.), dans l'ingénierie, einsi que dane le domaine de la production d'énargia autre que pétrollère. Ca dernier point est, en effet, névraigique car, einon, il se pourrait que les véhicules propulsés à l'électricité par exemple solent développés par des groupes Industriels tout à felt étrangers à la construction des automobiles. Par allleurs, certains constructeurs cherchent à fonctionner plus en tant que productaurs de moyens de transport qu'en C'est ce qui les amène à développor des activités dans tout le champ des Iransports en tabiant sur le fait que l'automobile, dens l'avenir, ne sera plus le mode dominant.

En conclusion, il paraît clair qua l'industrie automobile entre dans une nouvelle phase da son développement, sous la pression d'un grand nombre da facteurs, dont la crise de l'énergie n'est eans doute pas le plus important. Ce virage conduiro à tarma ou déclin du polds relatif de le production d'aulo-mobiles dans les économies capitalistes. Cette politique de redéplolement sere rythmée par l'Intervention des pou-voiro publica tant pour leciliter les mutations que pour s'edapter aux exigences de le concurrence internellanele.

La question n'est pas tant de savoir e'il y aura déciln mais comment et à

quel prix se fere ce déclin. JULIETTE NICOLAS.

Quand l'outil se retourne contre ceux qui l'ont conçu

UELQUES jours après le démarrage de la grève des O.S. du Mans — grève dite de l'enthousiasme i — et après les nombreux mouvements qui avaient seconé les différents ateliers de Billancourt, un délégué C.F.D.T. croit pouvoir affirmer que c'est a l'organipouvoir aritmer que c'est a rorgani-sation du travail » qui est remise en cause par les ouvriers de Renault, par les plus exploités et les plus nombreux, les O.S. Mais bien vite les nombreux, les O.S. Mais bien vite les fronts vont s'organiser: direction d'un côté, qui compte sur la sagesse de la C.G.T.-Renault et sur son respect de la nationalisation, de l'autre les ouvriers spécialisés du Mans sous la direction de la section locale C.G.T.

Les mots d'ordre se précisent : 250 francs pour tous, L'organisation du travail ne sera plus remise en cause ni même discutée, surtout pas à l'occasion d'une négociation sur les classifications. La forme de lutte adoptée par les O.S. du Mans reste exemplaire, impitoyable pour le ca-pital — public ou privé — et c'est le coulage des cadences qui est en ini-même porteur de la dénonciation du processus de production automoC'est devenu tellament manifeste aujourd'hui que l'on ose à peine rappeler ces évidences que toute grève chez Renault met en lumière : en mars 1973, trois cent soixante-treize O.S. des presses peuvent paralyser plusieurs usines du groupe Renault. En mars-avril 1975, les O.S. du Mans peuvent hloquer toute la production de la Régie. Et euparavant, Saint-Jean-de-Maurienne, Le Mans encore, etc., cela s'appelle une grève-bouchon. Mais qu'est-ce qu'une grève-bouchon? C'est la manifestation exemplaire d'un système de C'est devenu tellament manifeste tion exemplaire d'un système de production basé sur le taylorisme depuis ses origines et qui ne cesse de pousser toujours plus loin :

- la décomposition d'un produit en éléments simples ; - la réduction du travail complexe en travail simple. Le taylorisme comme modèle d'orPar JEAN RABART

ganisation du travail dans les usines automobiles répond à la logique d'accumulation du capital, comme l'a si souvent démontré A. Gorz: e La contestation de l'organisation capitaliste du travail implique la capitaiste du trevai impique la contestation du système dans son ensemble. Ce n'est qu'en rendant cette contestation explicite et autonome qu'on empêchera la réduction et la récupération réformistes de la résistance ouvrière au despotisme d'usine (1). »

Nons allons examiner les manifestations actuelles de l'organisation capitaliste du travail dans l'eutomobile, avant d'analyser les éléments qui se dégagent des luttes ouvrières contre cette organisation.

Accélération des cadences et sous-traitance

L'intomobile, c'est d'abord des chaînes d'assemblage pour lesquelles les techniques sont inchangées. A Lordstown (Ohio), usine Vega de la General Motors, l'architecte indus-

triel déclare à la revue Automobile Neus: « A Lordstown, même le système des chaines est unique. Il est à quatre niveaux et sa hauteur varie entre 35 continetres et 1,80 mètre, selon le type des opérations,

de jaçon à présenter le travail de la jaçon la plus commode pour l'ou-

Luttes ouvrières contre l'organisation "scientifique" du travail

wier. 3

Henry Ford, dans My Life and Work, déclarait déjà: « Au début de 1914, nous avons rehaussé la chaine de montage et adopté la politique du travoil « à hauteur d'homme ». Nous avions une chaine à 655 centimètres du sol et une cutre à 612 centimètres du sol et une cutre à 612 centimètres (2).

autre à 61,2 centimètres (2). n Quel que soit le pays capitaliste concerné, les chaînes automobiles sont fondées sur la loi du chronométrage et l'accèlération des cadences. Tout temps mort dolt être éliminé : di chaque ouvrier de Renault accelère son travail d'une seconde par heure, la Régie économisera près de 500 000 francs en un an 1

La chaîne, c'est l'assemblage final pour donner le produit fini. Mais les éléments qui sont assemblés sur la chaîne sont produits dans les différents ateliers (blocs moteurs, châssis, portas, fenétres, circuita électriques, etc.). Certains sont déjà des produits semi-linis, qui ont été assembles, soudés, d'autres non.

Actuellement, les grandes entre-prises de l'automobile disposent à l'échelle de chaque nation, mais de plus en plus à l'échelle internationale, d'un ensemble complexe d'ete-liers, de filiales, d'usines sous-trai-tantes, où les différences de statut, de rémunération, de conditions de travail sont enormes.

Les sons-traitants peuvent éviter la dépendance à l'égard d'un seul constructeur en s'organisant ou en monopolisant la production d'un composant (Bosch en Allemagne, les pneumatiques, les phares, etc.). Pour 1971, une étude du CRESAL (3) a estimé la sous-traitance entre 17 et 20 % du total des achats pour les constructeurs de voltures particu-lières (Renault, Peugeot, Citroën, Chrysler-France), à 17 % pour Seviem et à 30 % pour Berliet. Le total de la sous-traitance pour le secteur automobile représentait un peu moins de 4 milliards de francs. (Life la suite page 12.)

(1) Les Temps modernes, n° 314-315, septembre-ostobre 1973.

(2) Citations extraites d'un article d'Emma Rothschild dans The New York Review. 23 mars 1972.

[3] Centre de recherches et d'études sociologiques eppliquées de la Luire (CEREGAL), 6, piace de l'Hôtel-de-Ville, 42 - Saint-Etienne, Etude réalisée par Brudo Vennin et Etienne de Banville en mai 1973.

A LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

<u>.</u>. . .

.

Innovation technologique et fonction sociale

'INNOVATION technologique est-ello en mesure de foursir un nouveau souffle au váhicule automobile ?

La question a'est pas aeuve. La prise de conscience per le popolation des problèmes d'environnement a largement contribué à poser les problèmes du l'avenir technique de l'automobile. Celle-ci apparait en effet créatrice de manx nombreux qui, dans certaines ugglo-mentions, attaignent des seuils d'inaccepta-bilité. Les accidents de la circulation, lu pollution, les nuisouces esthétiques, la destruction d'un cadre géographique de vie, le bruit, voire l'arbanisation elle-même constituent autant d'ugressions, considérées de plus en plus comme intolérables.

Et pourtent, malgré tout, l'automobile res-tait demandée, paisqu'elle constituait la seul moyen de transport réellement udapté au mode de vie. Ce c'est évidenment pas un hasard. L'objet a, en l'aspace d'un demi-siècle, forcé un nouveau trate d'accomissaire de la forgó un nouveau type d'organisatina du tra-vail, un gouveau mode de vie, induit de mille et une manières la croissance économique dans les pays accidentaux développés.

Cepeadant, la question de l'ayeuir techno-logique du véhicule automobile a pris depuis deux ans une scuité nouvelle. Les ungemente-deux ans une scuité nouvelle. Les un destideux ans une acuité nouvelle. Les augmenta-tions importantes des prix d'uchat et d'utili-sation de l'automobiln depuis le fix de l'année 1973, le baisse généraln du pouvoir d'achat consécutive à l'inflation nt à le crise, ont atteint durement le secteur automobile on créant un fléchissement de la demande. La creant un rectusement de 10 demande, La question reste posée de sayoir si c'est par l'innovation technologique que le secteur par-viendre à résondre ses difficultés.

Or, une des corectéristiques de secteur fuible depuis 1910. Comme l'écrivait M. Tessier du Crox, en constate que « l'automobile n'o pas falt de progrès significatifs depuis 1910, date à laquelle la volture moderne était déjà inventée ». L'inservation a consisté essentiellement à adapter de mieux en mieux l'objet au mode de production, à en généraliser l'arage, à forger autour de lui auc idéa-

Cette adaptation de l'objet à un mode de vie apparoît de manière significative quand an compare l'évolution du véhicule solon les pays et les situations économiques. Ainsi, jusqu'on 1920 cavirou, il n'y u pes de différences majeures entre l'automobile américoine et l'automobile européenue. Ce a'est qu'à portir de cette date que les divergeoces apparaissent. Nal doute que celo tieut à des différences dans l'évolution du système écoaumique et social. Comme l'e très justement moutré A. Nicolon (1), les variables expliquant ce phénomène résident durs « les différences de dimension et d'organisation de l'espace (distances, types d'urbanisation, réseau rou-tier, etc.); les différences de niveau et de structure de revenus ci en définitive les différences de structures sociales; les différences de fiscalité sur l'automobile et sur les carburonts : les différences dans la structure de stric outomobile elle-même; un ensemble de différences, enfin, qui relèvent de l'idéo-logic et da la culture ».

Bies sûr, l'innovation technologique a pénétré la secteur automobile. Des perfectionne-ments importants ant pu être apportés sur le plan des freins, des pneamatiques, de la sécu-rité, etc., mais la système technologique est resté le même. Ce qui c'est pos le cas pour l'aéronautique por example.

L'invention de l'O.S.

L' N foit, c'est uux exigences commercioles L que sa sogmettre avant tout le sectour automobile na poursuivent, comme abjectif fondamental, la communation de masse, donc rondemental, le communation de masse, donc standardisée. L'innovation porte sur l'adaptation de la gemes à des demaudes porticulares, tout en s'efforçant de mauière permanente de réduire les différences pour des raisons de rentabilité. Autrement dit : uffrir le plus uvec la moins. Elle porte aussi sur l'aspect « design », monière d'adapter les véhicules à la psychologie du consommateur. Elle porte enfiu et sortout sur les techniques da protion. C'est dans ce domaine que l'innovatiou sera la plus marquente : l'invention du travail à la choins, lo subordination totale de lu forma du travail à la réduction des coûts de production, bref « l'invention des l'O.S. ». constitue certainment sue des principales innovations du secteur.

Cette absence d'innovations technologiques tient à plusiours éléments qui se ramènant

finalement tous à la action de risques éconores. En effet, l'industrie untomobilo es fortement copitalistique. La mise co place de nouvelles techniques exige det lavestissements conteux et un reneuvellement en capital, relativement risqué dues un secteur au la consurrence est très forte. Or cotte concur-rence oligopolistique se porte essentiellement sur les prix. Cette concurrence por les prix entre un petit nombre de producteurs limite l'iunova-tion. En effet, l'useger est assex pou sensible à l'incovation technique, souf pour un public poor lequel l'ucbat d'un véhicule no constitue pas ca sei une dépense importante et pour lequel existe une forte sensibilité à l'image da marque de la technique de poiute. Compte tenu des coûts d'investissement, le risque technologique est immédiatement un risque économique. Les exemples de Citrosa et de Mastrati sont à cet égard significatifs. Des lors, comme le acte André Nicolon, « le principal moven (sinon le seul) de diminuer de tels risques est de choisir une évolution technologique qui procède par touches successives dans la direction principale des habitudes de consommation, et en demeurant dans le champ de filières technologiques bien maitrisees ». On constate oinsi le leateur du la diffusion technologique et la cheix porté sur l'amilioration plutêt que sur le bouleversement

L'évolution de la technologia aux États-Unis est à cet égord porticulièrement révélatrice. En 1970, les Etats-Vois ont adopté le Clean Air Act qui vise à rédoire de manière très forte les pollutions omises par les automobiles. forfe les pollutions ómises par les actomobiles. Cette décision est l'uboutissement d'une compagno menée dopuis 1950, lorsque le California Instituta of Technology avait réussi à montrer lu rosponsabilité des gaz de dégagement dans les brouillards de Los Angeles. Dès 1954, les constructeurs, inquiets de l'impet que de telles révélations avaient sur lu population et les responsables, passèreut nutre oux un accord qui stipulait que toat brévet pour un système d'épuration, construit per pour un système d'éparation, construit par l'an d'antre eux, scrait livré à tous les autres, seas confreporties. C'était le une mauière de freiner la latte onti-pollation en empêchant l'exercice de la concurrence dans ce demuiu Ce u'est eu fait que dans les années 1968-1970, à la suite des compognes de Rulph Nader, que la prise de conscience de l'apiaion publique obliges le gouvernament fédéral à prendre des mesuros. Elles visaient à réduire prendre des mesuros. Elles visaient à réduire de 90 % les émissious nocives on manoxydes de carbone, d'hydrocarbures, d'oxyde d'azote par le recycloge d'une portie de l'échappement dest le sarburateur, la mise an pluca de systèmes outipalluants sur le pot d'échappement, Or de telles mesures non seulement ne se révètent pos d'une très grando efficacité, mais surtout nugendront des coûts très élevés à la production et à la consommation (fragilité des véhicules, besoin intergétique, etc.).

La solution qui consisterait à rechercher une innovation rodicole u été mise de côté por les constructeurs au nom d'una impossi-

bilité de mener eo même temps des études un nouveou véhicule. En fait, ou s'aperçoit que le système technologique de l'automobile est peu modifiable : l'amblioration d'an élèment so troduit por des pertes sur d'autres. Pur exemple : la lutte unti-pollution u pour effet l'augmentation de la consommution d'énergic. Il ne foit pas du doute que, dans la logique actuelle, la solution pour les constructeurs conduit à rompro l'inertie propre un secteur et à envisager une innovation radi-

Les conditions uctuelles de la production nt de la consommation du véhicula automobile nt de la consommation du véhicula automobile conduiseut donc à envisuger des bouleversements dons le technologie du véhicule iudividuel. Ceux-ci viendront probablement de l'atilisation du véhicule électrique dont les recherches sur l'hydrogène comme vecteur d'éaergie accélérent la mise au print possible. Mais si les uvantages que coafèreroit l'utilisa-tion de la traction électrique sont nombreux sur le pleu de la acisonce, il fuut noter que les exigences que réclume le processus sont nombreuses. Elles supposent que les constructeurs limitant au maximum le risque économique, et pur conséquent qu'ils s'appuiout sur uu mouvement de consommation. Autrement dit, il est nécessoire de foire naître un besoin. Le jour où le constructeur automobile va critiquer la production traditionnelle du secteur est proche. Et ce n'est pas ua hasord si Figt. des aujourd'hal, propose des modèles « qui durent dix ons » alors quo josqu'à présent les constructeurs s'efforçaient de réduire la durée

Limiter le risque économique conduit aussi à rechercher de uouvelles conditions d'orgunisation du secteur. Elles so tradairont inévitablement per de acuvelles concentrations horizontales, certes, per l'illimination des entreprises plus fuibles, verticales surtent peut-être, per l'intégration d'entreprises d'autres secteurs (électriques per nsemple). Ces perspectives de restructuration sont, en systeme copitaliste, un facteur important d'émer-

Cela étant, si l'innovation de la truction electrique peut être un aosveca procédé pour porpétuer l'utilisation du véhicule individual et les fauctions actuelles de l'outomobilo, mais uussi pour réactiver un secteur en difficalté, il u'en reste pos moins qu'elle ae modifie en rinn les données faadamentales qui renvoieut non pas à la technologie propre du véhicula, mais à la fonction économique et sociale que joue le véhicule individuel, ubjet de consemmation do masse de nos sociétés.

(1) A. Nicolon, e L'industria automobile et l'innovation technologique », Journées de forma-tiou-production des transports et formation des villes, Moutpeiller, octobre 1974. A. Nicolon et J.J. Chanaron, L'innovation dans la construc-tion de madériels de transports terrestres. IREP. Grandle, juillet 1973 (recherches offectuées pour l'IR.T.).

(Suite de la page 11)

Cette sous-traitance interrégionale à l'intérieur d'un pays donne com-mence à s'internationaliser et des plans de fabrication à l'échelle internationale seraient prêts pour 1980-1985, profitant de la division du travail à l'échelle mondiale, et inté-grant les pays de l'Est européen dans ce procès. A l'occasion de la première grève des O.S. du Mans, le recours à une sous-traitance en Espagne avait très concrètement permis aux travailleurs en lutte d'en comprendre le risque. Du point de vue du capital auto-

mobile, l'intérêt de la filialisation et Décentralisation des responsa-bilités de gestion et de maitrise (du personnel essentiellement); les accords de la maison mère ne sont pas applicables aux sous-traitants ;

- Répercussion des contradictions du « marché » sur de petites ou moyennes unités : non-garantie de l'emplot, conditions de travail mauvaises, niveaux de salaires bas, fixation autoritaire des prix de livraison, non-prise en charge des problèmes sociaux à l'échello du groupe (pas de C.C.E., formation.

 Contrôle (par le financement et les cahiers des charges) de l'entreprise filiale ou sous-traitante. Jusqu'à présent, les luttes des travailleurs directement employés par les constructeurs n'ent que très rarement pris en charge la revendication d'intégration au groupe des filiales et sous-traitants. Sauf lorsque

Deux moyens de diviser les travailleurs

'ORGANISATION du travail chez L 'ORGANISATION du travail chez les constructeurs automobiles c'est enfin un moyen de réduire le prix de la force de travail. Cela confirme tontes les analyses de Marx sur l'accroissement de la plus-value relative et les économies dans l'emploi du capital constant.

Depuis de nombreuses années mais aujourd'hui de façon plus évi-dente, c'est le mécanisme de la « déqualification » de la main-d'œnvre qui est caractéristique du mode de production capitaliste dans l'automobile. Aux usines Rensult-Billancourt, dans le secteur « carros-Billancourt, dans le secteur « carros-serie-montage », entre 1953 et 1965, les O.S. (ouvriors spécialisés) ont augmenté de 45 %, passant de 6 495 à 9 394 ouvriers, tandis que les O.P. (ouvriers professionnels) dimi-nuaient de plus de 35 %, passant do 2 162 à 1 403 euvriers.

En dehors de Billancourt, les ouvriers des autres usines de fabri-cation de la régle Renault ont évoine de façon caractéristique :

	1953	1965
- O.S. + O.P.	5 181 7 839	14 469 17 632
- Pourcentage d'O.S	67 %	82 %

Ces chiffres sont d'excellents indi-cateurs de la tendance à la déqualification ouvrière en cours dans l'ensemble de la métallurgie, et en particulier dans l'automobile. Ce mouvement général n'est pas aussi linéaire qu'il y paraît :

— Les effectifs très qualifiés d'ouvriers professionnels croissent beaucoup plus et plus vite que l'en-semble des ouvriers professionnels (P3 et P2 outilieurs : e l'aristocratie ouvrière »);

- A la croissance rapide des ouviers non qualifiés — dits spécia-lisés — correspond un développement de « super-O.S. », ou petits profes-sionnels que sont les P1 ou régleurs, chargés de surveiller ou de régleur les machines des O.S.

A cette contradiction O.S.-O.P., qui permet d'entretenir et de développer la division entre travallleurs par l'organisation supposée « scien-tifique » du travail, s'en superpose une autre qui est devenue la carac-téristique de l'industrie antomobile aujourd'hui : le recours à une force de travail immigrée pour les postes d'O.S. Deux exceptions apparentes à cette règle sont confirmées par la pratique : les Etats-Unis et l'Italie.

En Italie, les O.S. viennent du Mezzogiorno, et, s'ils ont la nationalité Italienne, ils n'en constituent pas moins une force de travail importée des zones « sous-développées » — comme les DOM-TOM en France — et les conditions de cette fraction et les conditions de cette fraction de la classe ouvrière s'apparentent très exactement à celles que connais-sent en France les O.S. immigrés, y compris au niveau du logement et de la ségrégation sociale.

Aux Etats-Unia, de même, si les Noirs constituent la base ouvrière Noirs constituent la base ouvrière de l'industrie automobile, celle-ci est complétée par l'immigration portoricaine, jamaïcaine, mexicaine, etc. Quei est l'intérêt pour le capital de l'industrie automobile de recourir à une force de travail peu préparée au « travail industriel » et importée de régions rurales ? Il est de trois ordres :

- Au niveau idéologique, ceci ajoute à la division O.S.-O.P. une barrière supplémentaire : entre Français et immigrés, mais aussi immigrés de diverses provenances : - An niveau du prix de la force de travail dans l'usine, les taux de rotation du personnel, extrêmement des grèves dans ces entreprises — Saint-Jean-de-Maurienne, pour Re-nault — rendent éclatants les diffé-rences et les mécanismes d'exploitation.

rapides - entre deux et quatre ans en moyenne chez tous les construc-teurs automobiles, — permettent des gains non négligeables (primes d'an-cienneté, otc.) et un engagement dans le travail physique (cadences) à des taux que refuse la classe ou-mière française. vrière française ;

— Socialement, le prix de la re-constitution de la force de travail est plus faible que la moyenne française (célibataires dont la famille reste au pays, mode d'habitat collectif, foyers, etc.).

Mais, pour que ces avantages demeurent, il faut qu'à la rotation rapide du personnel dans l'usine (de nouvelles troupes « fraîches » pour

L'HISTOIRE récente, c'est aussi l'histoire des luttes ouvrières contre cette organisation du travail, contre l'augmentation des cadences, contre la baisse des salaires et du pouvoir d'achat. Ces luttes ont, de-ruis 1858 pris une certaine appleur

pouvoir d'achat. Ces luttes ont, de-puis 1968, pris una certaine ampleur avec l'apport des nouvelles formes de lutte, pius dures, souvent plus claires dans leurs objectifs sous Tangle des rapports de classes, plus démocrati-ques (assemblées générales, élections do délégués révocables, comités de grève, etc.). L'organisation du tra-

greve, etc.). L'organisation du tra-vaii se retourne alors contre ceux qui l'ont conçue, et ces luttes sont souvent victorieuses (partiellement comme au Mans) parce que tout arrêt d'un atelier bloque le travail-do dizaines de milliers de travail-leurs. Les deux grèves les plus signi-

Réformisme syndical et récupération patronale

ficatives sont celles des presses en mars 1973 — département 12 Billan-court — et celles de « l'enthousias-me » au Mans en mars-avril 1975.

les chaînes) corresponde au niveau de la société une rotation organisée : c'est l'objet des circulaires Marcellin-

Funtanet et la politique d'accords bilatéraux mi se en œuvre par M. Postel-Vinay, puls par M. Dijoud. Sous-traitance, déqualification, im-migration, telles sont les caractéris-

tiques de l'organisation dite scienti-fique du travail dans les usines

antomobiles en 1975, organisation qui applique toujours les principes de base du taylorisme : « En 1884, à la Midvale Steel Co...

e En 1884, à la Midvale Steel Co-les ouvriers étaient payés aux pièces à raison de 50 cents par pièce. La production moyenne journalière était de cinq pièces. Après l'analyse du travail el la détermination du temps le plus court pour chacune des opé-rations élémentaires, je jus convain-cu de la possibilité de produire dix pièces par jour. Au lieu de 50 cents, il jui alloué aux ouvriers 35 cents par pièce s'ils produisaient dix pièces

par pièce s'ils produisaient dix pièces ou plus par four et seulement 25 cents s'ils en produisaient moins (4). s

Mais ces grandes grèves, qui se recoupent avec d'autres en Allema-gne ou aux Etats-Unis, ou chez Fiat en Italie, no sont que les moments forts, speciaculaires, d'une lutte permanente entre ouvriers et patrons de l'antomobile et en particulier entre onvriers spécialisés et directions. Cette intie permanente est ponctuée par des grèves localisées, multiples, variées, où les syndicats, et la C.G.T. en particulier, jouent un rôle essentiel pour canaliser les revendications, mattriser les mouvements et éventuellement e casser » les ganchistes. Le mouvement maoîste

à Billancourt, de 1968 à 1973, a réussi à organiser la e révolte » ouvrière contre les cadences, contre l'organisation du travail, contre les e petits chefs ». En s'opposant a priori à la C.G.T., il s'est condamné malgré des succès indéniables dans l'avancée de la prise de conscience des travailleurs et en particulier des O.S. de l'île Seguin.

Ces luttes multiples, variées, contre l'organisation du travail ne sont ni coordonnées ni prises en charge par le mouvement syndical organisé, dont la mouvement syndreat drames, cont la base de classe reste les ouvriers professionnels français, et ce sont les directions qui, elles, au nivean idéologique, reprendront certaines revendications pour les détourner de leur véritable but; la destruction des rapports de production capitaliste dans l'usine.

Ainsi les discours de la direction de Renault sur les « expériences » d'enrichissement on d'élargissement d'enrichissement on d'elargissement des tâches répondent à certaines pratiques de contrôle ouvrier réalisé par le « Comité de lutte Renault » en 1971 : « Tournons sur les postes dans les ateliers et sur les chaînes pour éliminer toutes les divisions contre l'après de la contre del contre de la contre del contre de la contre de la contre de l entre nous. >

De même, en Italie, Fiat est allé trop loin dans la recherche de la participation syndicale an contrôle de l'organisation du travail, pour briser l'auto-organisation des travailleurs sur les chaînes et dans les atellers.

La lutte onvrière contre l'organisation « scientifique » du travail dans l'automobile se heurte de plus en plus aujourd'hui au réformisme des organisations ouvrières et à l'atitude patronale toujours partagée entre répression et récupération idéologique des Inttes.

JEAN BABART.

(4) Taylor, cité par Leclère dans les Méthodes d'organisation et d'engineering.



(Photo Sygma.)

the training and

· Lesen

Caram.

de montes

CHAINE D'ASSEMBLAGE EN ITALIE La remise en cause des méthodes et modalités de la production

SOMBRES PERSPECTIVES D'AVENIR

P:

25-

*C:::

Préte.

217 :

n i'u

3243 £

ment

Pe-13.

Une nécessaire mais difficile restructuration

Par P. JEROME

DES la fin des années 60, la multipli-cation des grèves d'O.S., les perspectives de saturation des grands marchés, la déelin des profits, l'essor des revendications en matière de pollution et de sécurité, devaiant amener le potronat de l'automobile à rechercher des issues plus on moins inédites et efficaces aux apuvelles difficultés rencontrées. A ces difficultés multiformes, les réponses déjà appartées ou en voie de l'être sont extrêmement diversifiées : coccontration des capitaux, accords de coopération industrielle, internationalisation de la production, transfermation du prodait automobile, diversification de l'activité en debors du socieur d'origine, réorganisation des tâches ogyrières. Y o-t-il là de quoi remettre en caose les thèses en vogae sar l'irrésistible déclin de l'automobile? Toute période de crise dans le monde

capitaliste est d'abord marquée por des mouvements de concentration. Melgré son gigen-tisme, l'industrie automobile n'y a pos échappa tant en ce qui concerne les voiteres de tourisme (regroupements Valkswagen-Audi-NSU, Volvo-Daf, Peugeot-Citroën) que los véhiculas utilitaires (fusion Saviem-Berliet, rachat por First de l'Altement KHD, association entre le Japonais Isuxu at General Motors). Mais ce gigantisme industriel impose désormois des limites ou des modelités nauvalles oux opéra-tions de concentration. En Grande-Bretagne, c'est l'Etat qui a dù venir au secours de l'empira B.L.M.C. en ple in a déconfiture. Chrysler, le troisième grand américain, n'io-térasse aucun acheteur capable on désireux de prendre en charge une situation si difficile. la fusion Peageot-Citroëa ne pourra avoir lieu que grêce à une injection massive de fonds publics. La concentration de capital a'est sans daute, dans la décennie ea cours, qa'ana issue secondaire poor faire face à la

Parallèlament aux regroupements chez les on a beaucoap parlé des prises de participation de capitaux petroliers dans l'industrie outomobile. Les Algériens se sont un moment intéressés on rachat de Chrysler-France. L'Iran s'est toorné vers Mercedes et Fiat, Dans oucus cas, de tels projets n'ant abouti. D'una manière générale, les constructeurs occidentoux ant à l'occasion manifesté une remarquoble xénophobie.

Plus que les vostes opérations de conceotratiaa au les prises de porticipation spectacoloires, ce sont les entreprises commones dons des domoines précis et limités qui ont marqué et marquerant encore très fartement la bronche industrielle. L'exemple typique nous est fourai per la fillale créée en common por Volvo, Pougeot et Renault pour la pro-duction du moteur V 6 qui équipe les modèles de haut de gomme des trois fabricants. Sans une telle ossociation, le seuil de fabrication

rentable des mille moteurs por jaar n'aaraît pu être attelat. Mais le cas du V 6 est loin d'être isolé. C'est alasi que Valvo, Saviem et KHD out réalisé ensemble les études et achats d'équipements, que les moteurs Diesel de bos de gamme sont étudiés caajoiatement par Fiat, Saviem et Alfa-Romeo. Toutes ces entreprisas communes vont dons le sens d'une uniformisation plus poussés, teut particulière-ment à l'échelle européanne, des composants de base des véhicules. Ellus entrainent des économies de capital et des gains de produc-tivité aan négligeables. Mais la coopération industrielle progresse apparemment moins vite que les difficultés de la branche.

Les limites de la « délocalisation »

A délocalisation des productions automobiles à la périphérie des grands pays l'adastriels a été souvent présentée comme le politatif par excellence à ces difficultés. Les coûts de la force de travail étant spechaculainent bos dans les nations pouvres, on en a déduit que la préoccupation majeure des grandes firmes était de s'implanter à marches orcées vers les zones à bas saloires.

Rores sont cependant les fabricants qui se sont résolus à produire les composents de leurs véhicules à l'étranger. Cela tient à taute uce série de raisons : coûts de transport. problèmes d'opprovisionnement, sécurité des iovestissements, résistance des syndicats, etc.

Mais l'une d'entre elles mérite ana attention particulière. La fabrication des composants automobiles o atteint un tel degre d'automatisation que les économies liées à l'utilisation d'une moio-d'œuvre surexploitée dans ce domaine no sont pes évidentes.

Si l'on considère, mointecant, non plus le febrication des composants, mois les opérations d'assemblage et de montage, l'argument des coûts de maio-d'œuvre retrouve toate sa voleur. C'est sur de telles opérations et plus

particulièrement au montage final que l'automatisation est peu développée. Or, que cans-tate-t-on? Dans l'immense majorité des cas, le patronat des pays indastriels dispose sur place (Noirs américains pour les Etats-Uais) aa fait venir limmigrés da bossin méditerraaéea et d'Afrique pour l'Europe) une main d'asuvre à bas prix. Les coûts de transport et les charges d'investissements lors d'age délocalisation à la périphérie ne poroissent pas suffisamment compensés por les diffé-rences des coûts de main-d'œuvre.

Certes, les usines da montaga teadent à se développer en debors des zones tradition-nellement riches. Mais il s'agit essentiellement d'unités fonctionnust pour le marché local ou régionel. Les usines Volkswagen ou Brésil tournent pour le marche brésilies et peut-être pour les marchés environnants. Mais pas pour le marché allemand, ni même américain. En d'autres termes, c'est saulement dans les pays où les canditions sociales et politiques nécessaires à l'existance d'un marché capitaliste ont été créées que l'on voit les grands constructeurs s'installer. Alors, les gains liés oux coûts rédoits de main-d'œuvre se trouvent souvent compensés por d'autres désevaatages. Forts de la concurrence entre constructeurs qui tieagent à prendre plad sur des morchés jugés, à terme, prometteurs, les goovernements des pays hôtes parviennent parfois à imposer des coefficients élevés d'intégration de la production. Coefficients qui oe correspondent pas nécessairement oux critères de rentabilité aptimolo pour le firme. Là où les marchés sont les pins prometteurs, le coût d'accès et d'implantation devient de plus en plus élevé et les perspectives de rentabilisation des iovestissements s'éloignent en consequence dans la temps. On peut se demaoder, par exemple, si one affaire comme lo Renault dispose adjourd'hui d'ace assise financière suffisante ponr prendre sa place on Brésil. Le ropatriement des profits, quant à lai, soulève toujours et à plus ou moins

en en en la co

Armin of

·* ·* .

i naggy

I return to be

be for a

والرائي مريادهم

Transfer to the State of the St

معدوبون بالماء

·

.....

Marine Complete

may g

مرحه وود و بعضه

All Articles

Angel Harman

Property and

Summery of the

4 marks 2 بينها فعاصرت $\Psi_{r} = \alpha_{\theta + 1}, \omega_{\theta \theta}^{*}$ ۽ _{سان}يونون ومع شيده

Treasure.

SEASON SHOWS

ASSAGE d'un mauvais cap, remise en cause d'une situation ecquise ? C'est le question posée à l'indus-trie automobile. Les réponses ne sont pas claires. Les grande constructeurs affirment le caractère conjoncturel de la crise, mais, en même temps, la plupart d'entre eux recherchent une diver-elfication de leurs activités. D'un côté on minimise donc la portée de la crise, mais de l'eutre se développe une stratégie qui paraît intégrer une mutation plus profonda peur l'industrie automo-

En réalité, il c'egit de faire fece à la chirie de le demande, alors qu'à plus long terme se dessine une plus grande « insécurité » pour ce secteur. Peut-il demeurer un vecteur prioritaire de la croissance et par là même conserver une place importante dans les pays industriels? Au contraire, s'agit-il de préparer un repli pour les ennées à

da la dynamique des àconomies capi-talistes au coura des vingt derniàres ennées. La diffusion massive du véhicule individuel et le rôle important de ce secteur dans la production sont eignificatite d'une période de l'évolution des

Pourquoi cette place é l'eutomobila ? Tout d'abord, et nous n'insisterons pas eur ce point, elle e été considérée comme un élémant de promotion sociale. L'empressement des consommateure et la possibilité d'une production de masse ont ainsi fait de cette production un

secteur tout é fait dynamique.

Male cette épproche sociologique na suffit pas. L'automobile n'est pas et n'e pas élé uniquement un blen de consommetion. Les conditions de sa production et sa fonction de moyen de transport donnent plusieure clefs pour comprendre es piece dana le croissance économique des vingt demières années.

Un < moteur > de l'expansion

A reconstruction des pays européen après le guerre et leur industrialisation e'eccompagnent, é quelques variantes près, de la croissance du secteur automobile et da l'eugmentation massive de la motorisation. Parce qu'elle demande beaucoup de maind'œuvre, parce qu'elle felt appel à le on de secteurs-claia (sidérurgie, industrie mécanique), l'industrie

automobile a été retenue dans les modéles de développement d'après-guerre. Et ceci d'eutant plus qu'il y evait l'exemple amédicain.

Les conditions de production ont permia une poursuite et une accaléra-tion de sa croissance. La production de massa tout d'abord e parmia des gaina de productivité importants. Une dimi-nution des prix relatifs de l'automobile

Par CHRISTIAN LEMAITRE *

e permis de soutenir eon rapide mou-

Les exigences de la production de messe et ses avantages ont conduit à une concentredon poussée. Les économies d'échelle et les gains de produc-tivité s'en sont d'autant renforcés. Les constructeurs ont ainsi maintenu leurs taux da profit en profitant de la balsse du prix relatif qui élargissait ainsi le marchà potentiel

Dans ce cadre, on peut affirmer que le escteu: eutomobile a atteint, mieux que d'autres, ses objectifs. En ce sens, Il était perticuliérement edapté à un niveau de développement donné des aconomies occidentales. Même les pays économiquement les plus vuinérables (Italie, voire France) ont pu se doter d'une industrie eulomobile compétitive.

Si, eu coura des années 50 et 60, le secteur automobile a été un élément dynamique de la croissance, les modi-fications da l'organisadon acciale et les exigences de l'eccumulation ont fait de le volture un moyen de transport de plus en plus privilégié. En France notamment, il y e su concordance entre le période d'ouverture aur l'extériaur et d'Industrialisation (impératif industriel, après la créstion de le C.E.E.) et la période de motorisation Intensive. Cette époque (les années 60 pour sim-

* Laboratoire de conjoncture et pres-pective.

pliffer) connaît un bouleversement dane l'organisation de l'aspace. Les migradone vera la villa, la croissance urbaine ont exigé une multiplication des nou-veaux lieux d'habitat. La banileue parielenne (male c'est vral aussi pour toutes les métropoles régionales) en témolone L'automobila e'est elora façonnà un quasi-monopola pour les déplacements.

Le volonté da fimitar les investissements et les d'àpenses collectives (non productives) ont intardit pretiquement toute transformation eignificative des transports publics. Ils sont restés en l'état et sont devenus moins adeptés.

L'effort a été concentré sur les infreatructures routiares, moins coûteuses puisqu'alles na demandent eucune immobilisation an matériel roulant ni eucume dépense de tonctionnement.

De plua, le choix da l'automobile était cohérant even une urbenisadon seuvage. La apéculetion fonciéra (utila pour l'ac-cumulation da capitel) voyalt ainsi son

Dans ces conditions, la véhicula individuel est devenu indispensebla pour une plus large part de la population. La consommation individually l'emporte alors eur les équipements collectifs.

Difficultés et contraintes

L ES dérapages se manifestent é d'if-férents niveaux à mesure que l'automobile assure sa domination. Le plus souvent antérieura é la crise de 1974, c'est à ce moment qu'ils seront repris en partie dans le discoura officiel.

Dans le cadre de la production tout d'abord, maigré le recoura élargi à una main-d'œuvre immigrée, le remise en cause du mode d'organisation du trevall s'amplifie. Les revendications sur les salaires, eur les conditions de trevail (mouvement des ouvriers spàcialisés) ont conduit é des augmentations de coût de production, L'industrie automobile e dû les compenser par des hausses de prix pour maintenir des taux de profit relatifs dans ce secteur. En 1974, cas hausses ont dépassé le teux d'inflation globel.

En même temps, lea coûts d'utiliastion de l'automobile ont égalemant crû. La tarification da certaines infrastructures, celle du stationnement et, bien entandu, le hausse du prix des carburants vont dans ce sens. Apparaissent einsi les contraintes inhérentes é le satisfaction individuelle d'un besoin collectif de déplacements. Une nouvelle diacriminadon par des colts d'utilisation croissants remplace celle qui était fondée euparavant sur la possession ou le non-possession de l'eutomo-

Plus important encore, il apparaît que les quelques opérations qui visalent (lemporalrement) à repousser ces contraintes sont elles-mêmes remises an question. C'est le caa du super-périphérique ou encore des voles express dans Paris. Explicitement ou implicitement, le recul des pouvoirs publics à ce propos montre l'échec des « solutions - edoptées pour assurer les déplacements et l'impossibille de poursuivre dans le même direction.

Constat d'échec quant au mode d'utilisation actuel de l'eutomobile, ramise en cause des modalités de la production et hausse des coûts, telles sont eujourd'hul les questions posées. Est-ce pour eutant le fin da l'automobile ?

Les perepectives de solutions d dent de plusieure facteure, qui relévent à la loia de la puissance publique et des constructeurs.

La politique de l'Etal (en matière d'urbanisme, à propos des eutres modes de transport) est déterminante pulaqu'elle influe sur l'évolution des besoins de déplacement. C'est de cetie politique que dépend pour partie l'évolution du marche en France A cet égerd, quelques précisions quant eux contraintes qua I'on rencontre. Tout d'ebord, compta tenu de l'organisation ectuelle de l'espace, l'eutomobile demeure et demeurera un moyen de transport Indispencable. I uthenisation extensive out a prévalu ne peut se passer du véhicule Individuel : même dans l'hypothèse d'un développement des transports collectifs, gerderalt une place essentielle.

Cependant a'il ne peut y evoir, dana nos structures ectuelles, de bouleversementa importants, des adapiations du eyetème des transports apparaissant indispansables. La plus inàluctabla est une réglementation accrue de l'utilies-tion de l'eutomobile. Le coût grandissant des infrastructures routières dans un espace denae, maia eussi les revendications aur l'organisation de le ville. Interdisent un accroissement généralisé des capacités de le voirie. Et il feudre bien limiter le racoura à l'eutomobile. La seule question : comment rendre cette limitation le moins diecriminetoire possible? En effet, feute d'une politique d'ensemble (investissements dans les transports collectifs), on peut craindre que les moins favorisés n'en fassent les fraie : repoussés dans des banlleues où les sarvices collectifa sont insuffisants. lls euralent à supporter un coût d'usage élevà pour le seul moyen de transport a leur discosition.

Quoi qu'il en soit, é travera ces réalltés se dessine una certaine normalisation du secteur eutomobile. Qu'est-ce à dira? En France (et plus généralement en Europe), un merché intérieur moina dynamique et surtout une probabilité beaucoup plus laible de voir le produit ee diversifier. L'apparition et le développement de véhicules très epécialisés (véhicules urbains, par exemple), ne sont guera envisagaables, en raison des coûts mais aussi parce qu'ila ne résoudrelent rien. Dans ces conditions, la piece de l'industrie automobile ne saurali demeurer celle d'un leader de la croissance comme dana les années passées. Plus, il serait très dangereux de trop miser sur une telle ectivité moina bien adaptée é notre stade de développement. La concurrence sur les nouveaux marchés (espoir de tous les constructeurs) risque, en effet, d'étre vive. En tout cas, elle impliquera des nouvelles modalités de production leussi blen de localisation que de structura financière des firmes). C'esi bien une reconversion et une diversification d'une partie des cape cités de producido de ce secieur qui s'impose. Est-elle engagée eu mieux? La sclution da la - crise - Cilroen que les pouvoirs publics ont retenue ne porte pas é le croire. Elle n'esi plus d'époque et un seul groupe français eural) élé mlaux ermé pour cette recon-

version partielle. Plus iondementalement, la réponse é cette question dépend de le délinidon d'une stratègle pour le redéplolement Industriel. Qua faire ? Pour qualta place da la France dans le monde ? Pour quel projet de société ? Autant d'interrogations qui exigent plus qu'un aimable diacours. A ce lour, on ne peut qu'êtra





NOUVEL ATELIER DE TRAVAIL EN EQUIPE EN SUEDE pourrait faciliter une restructuration dans les vieux centres industriels.

Sans parier des luttes de classes et de l'instabilité politique dans les pays d'accaeil, Fiat et Renault en ant fait en Argentine la cruelle expérience. Au total, la délocalisation des productions et de l'investissement dans les pays da tiers-monde ne constitue nallement un pactole pour les grandes firmes des pays industriels. Nan plus qu'ane voie majeura pour la solation de leurs difficultés présentes et à venir. Pourtant, ce qui est vrai pour le tierz-monde l'est peut-être moins pour l'Europe du Sud et la Sud des Etats-Unis. Un leut glissement du Nord na Sud s'opère assurément dans la géographie automobile des principales paissances industrielles. Proximité ateur final, coûts moins éleves du consommateur final, coûts moins élevés de la main-d'auvre, terrains libres, aides des pouvoirs locaux : tout se conjugue ponr danner oux zones sud de nouveaux ctouts. Le plus fart développement notomobile en Europe n'n-t-il pas été celni de l'Espagno?

Si le mythe d'une émigration outre-mer des firmes automobiles mérite d'être déganflé, le cliché selon lequel nons verrons bientôt les poys neufs déverser à flots leurs exportations automobiles sur les riches marchés occidentaux deit lui aussi être corrigé. Oa s'est èmn rècemment de voir les Fiat polo-naises vendues à bas prix sur les marchés européens : les quantités sont marginales. On n agité l'époquantail d'une Union soviétique devenu le grand constructeur du continent et son premier exportateur : à moins d'un changement radical de la politique rejnévienne, les nouvelles capocités do production mises en place avec l'nide de Renoult et de Fiet seront, pour de longues nunées, soturées par la demande intérieure. Quant à l'Iron ou à l'Algérie, la difficulté de maîtriser la technologie antomobile, sans parler des autres problèmes, exclut feur présence sar les marchés occidentaux d'ici la fin de la

Dans l'nutomobile, comme dans les autres bronches d'industrie, la division interactionale

du travail est bien loin de progresser de mnalère linéaire. La période de crise généralisée que connaît le monda occidentol pourrait se tradoire par des recals significatifs propres à remettre en question l'existence même de certains fohricants. Les mastedontes numéri-cains sont visiblement incertains quant nu rôle à assigner à leurs diverses filiales européennes : spécialisation nacrue na na contralre nutonomie croissante ? Laurs traditionnels rèflexes en fayeur da protectionnisme ee cossent de se renforcer pour conserver an marché intérieur sur loquel ils out jasqu'à présent réalisé leurs meilleurs bénéfices. La guerre concurrentielle avec élimination radicole des copitaux les plus faibles appareit à présent, et conformément à la vieille tradition capitaliste, cammo l'issue de secours la plas large

Transformation du produit ?

S I les grands constructeurs se peuvent trouver dans la division interanticaale les ramèdes espèrés par certains, pourquoi as pas miser sur na renouvellement prafond du produit-marchaadise nutomobile? Un tel renouvellement, provoquant l'absolescence nccé-lérée des véblcules sur les principoux marchés mondinux, no constituerait-il pas le plus sur moyen de créer de nouveaux déboaches?

Disons tout da saito que la substitution nn moteur à explosion classique de nouveaux types d'engins, notamment électriques, n'est guère envisagenble sur une granda échelle avant la fin du siècle. Les principeux obstacles techeiques n'ont pas été susmontés et, dans le cas où la technique ferait uu bond en avant, il a'est pos da tout sûr qua la branche automobile soit le mieux placée pour son axploi-tution industrielle,

Il reste alors la possibilité de voir apparaître

robustes et donc durables, équipes de dispositifs antipollution assez évolués, offrant des conditions de sécurité et de silence biee meillenres. Les industriels paraissent fort peu tontés da s'engager dans one voie anssi pleine da risques. Le nouveau modéle récemment sarti par Fiat a fondé sa publicité sur una durée de vie de dix ans. Or, les enquêtes effectuées en France montrent que cette darée est généralement supérieure I Seules des normes édictées par voie étatique en matière de bruit, de sécurité et de pollution sont à même de créer les coaditions d'une évolution importante da produit automobile. Sous la pression de l'opinion et des associations éco-logiques, le gouvernement américain n été nmené (rejoignant, por un basard sur lequel nn pont s'interroger, les soucis protectionnistes des constructeurs) à édicter des cormes beau-coap plus sévères. Mais la pression de l'opinion risque de s'atténuer à partir da moment où le prix des véhicules attaindra des seuils juges prohibitifs. Dans le cadre social et économique que nous connaissons, l'évolutice a toutes les chances d'être très lente. Le ranchérissement des produits pétroliers, loin de l'accèlérer, lacite les constructeurs des États-Ueis à investir lenrs moyens financiers dans la réalisation des modèles compact et sub-compact. Une telle politique ne peut avoir d'autres conséquences qu'una nggravation de la cuncurrence ser les marchés mondinux et un gespillage accéléré des ressources.

Diversification

I ES tentatives de diversification des firmes automobiles se trouvent directement liées aux impasses précédentes. Mais à ce sujet, et contrairement aux opinions si facilement émises au cours des derniers mois, il importe de souligner combien le sert des constru se joue d'abord et avant tout sur les « quatre

lens intention de réaliser dans un délai de dix nos la moitià de leurs recettes en dehors de l'automobile, ils parlent des véhicoles individuels. Dans cette moitle fignrent pour nna port essentielle les autobus, nutocors, véhicules utilitoires, éventoellement le maté-riel forrovinire. Por nilleors, force est bien da constater que les deux graapes français et italien, nuxquels na pent odjoindre peut-être Volvo, se présentent comme des exemples relativement isolés. Generel Motors et Ford, les mieux placés sur le plae fianncier pour sontenir une politique de diversification, ne se montrent gnère actifs en la matière.

Et si la voie royale de la restructuration antomobile passait finalement por une trans-formation prefonde des métiodes de travail et de production dans les vieux centres ladastriels occidentaux? La révolution nutomobile on début du siècle n'o-t-elle pos pris pour base les nouveaux modes d'exploitation de lo force de travail nuvrière inventés par Taylor et Ford ? Les luttes das travailleurs a'ont-elles pas mis à l'ordre du jour le dépossement du taylorisme, dépassement que les industriels peuvent capitalises à leur profit?

Les diverses expériences d'élargissement et d'enrichissement des tâches protiquées dons les divers pays industriels, ninsi que la discrétion potronale observée à leur sujet, incitent à des conclusions prodentes. Des goins de productivité ont été un pen portout enregistrès. Ils semblent loin, cepondant, da corres-pondre nux acannenies de tomps foudroyantes jadis obtenues par le taylorisme. Cela se récase cartes pas leur application future à plus granda échelle, mais les avantages idéologiques et socioux seraient nlors, ponr le patronat, peut-ètre, plus substantiels que les gnins en copital.

Un bref regard ser l'evolution automabile permet d'écarter les prévisions les plus catestrophiques. Il laisse sceptique quont à la force des romèdos más en œuvre pour sortir de la

La lutte contre les diverses formes d'exploitation aux États-Unis

UNE GAUCHE AU PLURIEL

IX ane après les « troubles de Ber-keley » qui signalent le début du mouvement étudiant eux Etate-Unis, la naissance de le » nouvelle gaucha -, la découverte du raclama quotidien dans le Sud, le conscience da l'Immorelité de le guerre au Viatnam, Il est fréquent d'antendre dire que le gausont calmes, les ghettoa pacitiés at la contestation - récupérée - Pourtant, depuia la début des années 70, le malaisa se précise : les greves - sauvages - se multiplient dana les cantres induatriala; é l'Intérieur dea syndicats, la base a'oppose de plus an plua violammant é athniques regardent au-delà de leure nstionelismes reepectits; à l'université, mma é l'usine, on étudia Marx, Lénine, Mao ; dans les quartiers, la résistanca s'organise contre les monopoles qui creent la psychose da le pénute etin d'sugmenter les prix. La cojare des managéres interrogées en direct à la télévlaion gane les - mass media - qui — Ilbéreliame obliga — ee croient obligés d'orgenieer des forume publics sur l'infletion. On estime qu'un treveilleur sur huit est sens amploi adéquat et que près da 40 % des citoyena ont un revenu iniériaur au minimum fixé par les earvicae gouvernementaux. Le mieère est eu coin da le rue. La fin da la guerre en Asie accroît la tellexa Isolationnists en même temps qu'elle développe le conscience que la lutte contre le systèma doit être manée eur pisce, an Amérique.

Lea libéreux se réconlortent en affirmant que la crisa du Watergate n'eet qu'un eccident de parcours, qua les traclatione tinancières de Rockefellar onl des précédents hialoriques, que le nouveau Congrès va mattre fin aux emplétements

da l'exàcutif, car l'Intérêt da l'estabilahment est de preserver un eystème à taçada démocratiqua. D'autres pensent, au contraire, que les eignes du prototasciema se multipliant : vagues da violence raciale à Boston, par example, où les pauvres Blancs e'affirment an relusant l'Intégretion scolaire; regain da mysticisme et de fanetisme religieux de type réactionnaira comma celui du révérend Moon qu' remplit Madison Square Garden; muttiplication des groupes d'autodélense e aubetituant à une police impulsanta devant la criminalité galopante.

A gaucha, on e'accorda générelement é dire que les conditions objectives d'un chengement radical sont réunles pour la première fois depuis les années 30. Les ment radical sont réunles pour la Times signalent da eérieuses fissures : il n'est pas un jour sans que soit révélé tiqua ou social. Les conditione subjectivee sont plus difficilea à évaluer : chacun est da plua en plue conscient que, dane un eystème de capitalisme monopoliste, lea riches deviennent plus riches et les pauvres plus peuvres, mais chacun salt également qu'il a qualqua chose à perdre — un emploi, un rôla social, una ellocation de châmage. L'anticommunieme des années 50 s'est atténué avac la politique de « détente », mais le vielon socialiete n's pas fait un grand nombre d'sdeptes : le socialisma apparaît généralamant comme una utople, é moine d'étre associé au totalitarisma bureaucratique ou é une pretique enarchique. Pour tant, lee volx da la résistance at les voix proposant des « altametives « sociales concrètes se font entendre. Des voix multiples, des voix plurielles qui ont dàpassé l'orihodoxie des années 30 et l'attactività des années 60.

Les acquis des années 60

NEE de la révolte étudiante contre le mechine universitaire directement dépendante de l'industrie, des londationa et du Pentsgone, la « nouvelle gauche « des années 60 e'étail inscrite contre la viella gauche - des années 30, dominée par le perti communiete. A l'evant-garde des luttee (ouvrières) pendant la premiar quart du elécie, le parti communiste se laisse séduire par les rélormes da Roosevelt dont il cautionne le politique « so-cisi-démocrete «. Quelques années plus tard, il relègue la lutte contre la cepitalisme su profit exclusif de le lutte contre le lascisme et soutient l'entrée en guerre des Etsts-Unie. Dans l'un et l'autre cas, il est « coupable « d'abandonner le lutte révolutionnaire et de s'sflier eu libéraux du New Deal, pule à ceux du kennédieme. Enfin, la légendaire discipline du parii apperati comma l'émancipation totale da la personne. Avant d'être victime de la répression du meccarthysme, le paril evait perdu le plus gros de ses lorces at la conflance de le gauche. Aujourd'hul, il regroupe paniblemant cinquante mille voix lors des électione générales et tire son quotidien, le Daily Worker, è trente mille exemplaires, dont una partie, exporiée en Union soviétique, est utilisée, dit-on, par les lycéene pour apprendre l'englels. Quant à la gauche, la gauche Indépendanie, le gauche non alignée, ei nombreuse aux Etets-Unie, ella a apprie, dane da se phobla enti-organisationnelle. engendrée en partie per la pratique du

Les acquie des années 60 ? C'est, d'abord et toujoure en opposition à l'enclanne geucha, la veloriestion de le spontanéité. La « radicalisme » n'est pae l'affaire d'una élile chargée de diriger

 \mathbf{P}^{T}

Sign of

1145 1

ment Parit.

d retre

le conscience politique du peuple, mais le problème des masses qui mênant ellesmêmes la lutte contre l'oppression. L'action directa (violente el non violente) ee aubstitue é la etretègle par-lamentaire : les leeders émargent au coure des combats, l'idéologie se précise eu contact de l'ennami. Aujourd'hui, à l'heure de l'eutocritique, la geuche est nélté : éparpillement des efforts, inetficecité à long terma, enfermement dans des etratégles « de pointe » (le terrorieme des Weathermen et, plus récemment, du S.L.A. Symbionese Liberation Army) ou récupération des aspects inoflensits des luttes. « Pouvoir noir », » pouvoir étudiant », » pouvoir rouge », » pouvoir téminin », finissent par ne plus rien eignilier. La leçon est double : oul eu mouvement de masse ; non à la dilution

Le second acquis des années 60 est la priorità donnée aux luttes concrétes, plus ebstraits. Les ectivistes de le décennis e'organisent autour de trois situations distinctes : les libertés (politiques) des étupaix en Asie. Lá ancore, la geuche reconnaît autourd'hul les limites d'une etratégie qui a'est opposée à toute forme cedent, es chevauchent partois, maie rerement un lien est établi entre les différents combets. L'idéologia des groupes les plue politises tele que le S.D.S. (Student for a Damocratic Society) est d'une déconcertante naïveté. Aujourd'hui, t'analyse qu'il teut reller ces combats ponctuels à une etretègia globale de lutte contre riqua, comme en Asie ou dane le tiersPar PIERRE DOMMERGUES

Un eutre acquis des luites passées est la voionté de donner le pouvoir à - la base - La prise da décision devient un problèma central. Les républicains, tes démocrates et la viailla geuche partagent le même conception du pouvoir : les décisions sont prises par une élits, à guichet fermà, à la place des masses. La peupla est invité é antériner ces décisions ou, eu mieux, à se situer par rapport aux décisions proposées. La passivité est ancouragée : et l'apathie einst créés justifie la prise da décision par les spécialistes au pouvoir. C'est ce cercia que

la geuche a voulu briser. La sncore, les positione sont aujourd'hul plus nuancées : conacienta des abus que peut entraîner la démocratie directe (une forme de super-élitisme où la décision risque d'être prise par ceux qui eurrivent à le longueur des débats), la gauche eccapte un système de représentation fondà sur la rotation das têches al le responsabilité, à tout moment, à l'égard de l'électeur. Mais elle continus à penser que la déceiton doit être collective at qua ta décentralisation permet la partage du pouvoir ; elle encourage toujours l'ection locala dans les quartiers et les mouvements de base (« grass-root movements ») à l'usine, à l'école, dans les syndicats.

Porter le combat dans les "entrailles du monstre"

A U-DELA des divergences paralysantes, en particulier le clivega en 1968, da la principale organisation nationale, le S.D.S., qui consacre la rupture de la gauche indépendante evec les trotskistes (Progressive Labor Party) et la tandance « révolutionneire « des Westhermen, un nouveau consansus commence é émerger : combettre t'ennemi clairement idendità (les multinationales, l'impérialisme) lci même, aux Etsta-Unie, dans « les entrallies du monatre » (selon la tormule du Cubain José Marti à le fin du siècle darnier), et mener des luttes quotidiennes, multiples et coordonnées.

Des actions plurielles, souvent humbles male efficaces, se substituent à l'action unique at apectaculaire. L'ère des manitestations grandioses, telle que la marche aur la Pentagona qui regroupe, en 1967, plusieure centaines de milliers d'opposants à te guerre au Vietnam, fait place é una atratégie de harcèlement où chaque combettant e e n g a g e personnalisment. Dans la décennie précédente, les actes d'héroisme individuel n'étalant pes rares et Il tallait du courage pour désarter, male c'était une forme d'idéalisme ebatrait qui poussalt à l'action : on manifestait ou on désertait pour eignaler son opposition à un impérialisme lointain e'exerçant en Asie, on soutenait une lutte da fibération lointaine, cella du peuple vietnamien; al on oubliait que les recines de l'impérialisme étaient aux Etats-Unis, que le lutte devalt être menée auest — peut-être principalement — an Amérique, Au tieu d'étre perçu en termes politiques et économiques, le pro-blème était vécu en termes moreux : chacun condamnalt une guerre inhumaina (et colleuse pour le nation), mais les luttes ouvrières centre les conditions de travail et les grèves sauvages apparaissalent comme dérisoires au regard de le grande

des conditions de vie : désormale l'accent est mis sur la nature du systèma économique et sur les luttes sociales é l'intérieur de la nation. En ca qui concerna le « question nationale -, l'évolution est non moins significative : les deux anciennes thèses sont renvoyées dos á dos - ceila du parti communiste pour qui les minorités ethniques n'importent que dans le mesure où les Noira, les Chicanoe, les Porioricains, les Indiens, les Asietiques constituent une vaste fraction de la classe ouvrière, et celle des - netionalistes - des années 60 qui voyalent dana les luttes de libérstion séparément menées par les divers groupes ethniques is principale torca révolutionnaire. Chacun reconnait, aujo d'hul, que l'oppression de raca est inséperable de l'oppression de classe. Che-

cun admet également qu'une femme

appartenent à un groupe ethnique est

victime d'une tripla oppression - en tant

que Noire (ou Portoricaine, ou Chicano,

croisade contre le Pantagone. Au début

des années 70, on assiste à un toument

décisit, lié en pertie é la dégradation

etc.), en tant qua travailleuse et en tani

qua temme. Les divergences réapparaissent lorsqu'il e'agit de hiérarchiser les éléments constitutifs de l'oppression : les « purs « classe : les - Indépendants - tendent é refuser toute priorité systématique. Les S.W.P. (Socialist Workers Party), font preuve d'un certain opportunisme : hors des Etate-Unia, ile condamnent la « stratégia en daux temps », ils déplorent que les Vietnamiens alant, d'après eux, mené - successivement - at non pag - de Iront - le tutte pour la libération de leur territoire et la lutte pour la sociallame : é l'intérieur des Etats-Unie, oubliant leur dogmatisme et devenant pragmatiques, ils encouragent toutes les formes de lutte, sane tenter de les relier : lls favorisent, par exemple, la création da partie nationalistes chicanos et de puissants mouvements féministes qui pourront, ultérieurement, se regrouper au sein d'une organisation netionale et - pourquol pas ? - de leur perti.

Du côté des minoritaires, et à leur Initiative, on assiste é une eutre évolution, encore plus importante. Alore que, dane les années 60, les minorités

ethniques étaient avant tout à le recherche de leur identité nationale, e'enfermant ainsi dans leurs cultures et leurs luttes particulières, alles charchent eujourd'hui é se rencontrer, à mettre leurs forces en commun efin d'affronter l'ennemi evec une afficecilé eccrue. Il y a encore deux ou trois ans, les Noire se heurtaient aux Portoricalns à l'Est et aux Chicanos dans le Sud-Ouest, afin d'affirmer leur personnainé nationale et sussi de e'emparer de la plus grosse part possible des fonds fédéraux destinés à le lutte contre la pauvreté. Aujourd'hul, les uns et les sutres savant qu'un lien protond les unit, qu'ils partagent la même oppression, qu'ils sont les dérisoires bénéficiaires d'un système qui ne leur donne qua des miettes et institutionnalise leur pauvreté. Encore tout récemment, le nationalisme noir débouchalt sur le panefricanisme, le nationalisma chicano menait è la mystique de l'Aztlan (univers culturel partagé par les Chicanos - eméricaina - et - mexicains «), le nationalisme indien se proposait da restaurer le spiritualisme ances-

Aujourd'hul, sans pour autant oublier leur origine africaine, les Noirs americains considèrent qu'il ne suffit plus de s'identifier é l'Afrique, de souteuir les luttes da libération africaines, mais qu'il est primordial de mener la combet en Amérique avec laurs allés - naturels -, les autres surexploités. A Newark, Noirs et Portoricains menent ensemble, pour la premiéra toia, le lutte contre la répression at la brutalité policière imposée - ironia de le situation néo-coloniale - par un maire noir, Gibson, élu en 1970 é t'apoque où l'on croyait encore qu'un élu - noir serait, par définition, tavorable à ses trères de couleur. Une solidarité concrète est en train de se développer. non plus entre un groupe d'opprimés amé-(l'Afriqua, l'Asie, ou certains pays d'Amérique latine), mais entre ceux qui se considèrent désormais comme les représentants du tiers-monde à l'Intériaur des Etats-Unis. Noirs, Portoriceins, Indiene, Chicanos. Asiatiques, aont unis dans un mêma

Créer un parti de masse

A U moment où les àlàments les plus progressistes des minorités ethniques commencent à se regrouper sutour d'une analyse markinto at dans une perspective socialiste, la gauche blanche prend consciance de la nécessité d'une coordination nationale; elle envisage même de créer un parti da masse. Non pas un nouvesu parti - social-démocrete », mais un perti ouvertament socialiste où toutes les forces radiceles seralent regroupées au-delà de l'appartenance reclaie. La élape importante dana la geuche indépendante, el profondément dominée par le tradition libertaire. Il y a encore un an, un Dava Dellinger, comme d'ailleure la plupart de ceux qui ont organisé les manifestatione contre la guerre au Vietnem, euralt considéré un tel projet comme une trahison du redicalisme américain, comme une régression en direction de le visille geuche, celle du parti communiste. Aujourd'hui, la ligne de partage est moine antre ceux qui proneni la spontanélié et ceux qui pronent t'organisation qu'entre les partisans d'un « nouveau « parti communiste et les partisane d'un « nouveau «

Peu nombraux, parfaitement armés sur le plan théorique, maia etteints par le virus divisionniste de la « correction » politique, les marxistes-icininistes militent en faveur d'un nouveeu parii communiste. Ile se recrutent parmi les étudianie (Revolutionary Studeni Brigada qui publie Fight Beck), les ouvriars noire (les diveraes fractione Issues du Black Workers Congress), certains trevailleurs manuele et intellectuele (Revolutionary Union at October League), d'enciens militants du parti communiste, sinsi que quelques membres de t'encienne « nouvella geuche « en quête da disciplina intellectuelle et politique.

- Le parti, précise t'un d'eux, est tondé rr la pansée de Marx, Lénine et Mso Tse-toung, l'idéologie et la ecience révo-lutionnaire du profétarial international. En lani qu'avant-garda du proiétariat, le parti mène la combat pour éteblir la socialisme et la dictature du prolétariat. Ce but na peut être atteint que par una lutte politique qui culmine, au momant coportun, par una insurrection armée. . Diotature du prolétariet, evant-gardisme, centralisme démocratique sont les maîtres mots. Plus nuancé, trwin Sliber, rédacteur en chef du Guardian, l'hebdomadaire le mieux tnlormà de te geucha, précise que le proiétariat est « multi-nati (il est constitué d'ethnies dont il feut respecter le epécificité); que le parti doit rester en rapport permanent evec les masses dont il emane et qu'il Inspire tout è la fole; que la lutte pour les droits démocrellques et l'emélloration de la via peut et doit s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, en marge du « msrécage de l'économisme «. Les nouveaux communistes no vaulent imposer aucun modèle historique (ni Marx fil Mao) : la - ligne - se définit dane la pretique quotidienne et dans la cadre de principes netiement définis.

Les pertisans d'un nouvesu parti socialiste se recrutent parmi les élémants les plus politisés de le gauche indépendante des armées 60 euxquels se joignent les victimes racentes de l'inflétion et de le récession. Les contacts se multiplient avec les associations de consommateurs, les locataires d'H.L.M., les vieillards, les syndicalistes qui tentent de reprendre le pouvoir confliqué par le bureaucratie. Le besoin se précise d'un parti ouvertement socialiste (par opposition eux précédentes vagues populistés), permanent (par opposition au mouvement progressiste de Henry Wallace en 1948) et global (par opposition aux juttes éparpillées des précédentes années).

dance sont délà visibles : le Peoples fondé par le D' Spock, un ancien de la lutte contre la guarre en Asia, qui soutient les troisièmes partis progreseistes (partout où lis surgissent dans le pays), notemment dans sa publication nationale qui porte le titre révéleteur de Grassroof, le base, N.A.M.(New American Movement), créé en 1972, regroupe autour de Franck Ackerman et Harry Boyte des radicaux prêts é sa fondre dans un « parti de masse - souclaux de préserver les droits des minorités ethniques, politiques et des femmes. Ces groupes, et quelques autres (comme la fraction dissidente do perti socialiste), ont l'appui des personnalités qui ont incamà la résietance contre le guerre (Noam Chomsky, par exemple) et des organisations qui ont soutenu les déserteurs - la War Reslatance League, en particuller, qui, selon Dave McReynolds, un de ses responsables, dolt recentrer as lutte contre l'impérialisme, e'allier è le classe ouvrière, organiser une lutte quotidienne contre les manifestations quotidiennes du capitalisme eméricain. Personnalità plus ambigue, Michael Harrington (qui avait fait découvrir é J.F. Kennedy et é ses concitoyene la pauvreté de l'Autre Amérique) apporte l'appul d'un groups qu'il vient de créer au sein du parti démocrate afin da - réàtablir une présence socialiata dans la via américaine «, an passant « du systême d'assurance sociale à la méde socialisée, da la réforma da l'impôt à la redistribution des revenue, du libéralisme è le restructuration accialiste ..

Mals c'est Arthur Kinoy, l'un des avocats les plus brillants du - mouvement -, un vétéran des gauches indépendantes toujours renaissantes, qui est la porteparole la plus éloquent du nouvesu parti de masse : 1º En plus de la détaits milltelre en Asie, le destruction de l'Impérialiema impliquant celle de l'Etat, le première tàche du parti est la prise du pouvoir de l'Etat et sa remise dans les mains du peuple ; 2º Cette ection dott être menée da front avec une lutte contre le hiérarchie en général et l'élilisme politique en particulier, car, précise Kinoy, adeptant la lormule de Mao, « c'est le peuple, non la parti, qui leit l'histoire .; 3° Le concept de - double appartenance - est introduit pour respecter les différences : en menant son combet spécifique (en tant que Noir, travailleur, temma, etc.), chaque groupe radical perticipe à la lutte générale contre le capitalisme ; 4° L'électorelisme paut être un moyen, parmi d'eutres, d'acquerir aur la pien local le contrôle de l'école, de la police, de le municipalité condition que la combet s'insère dans le vision d'un socielleme qui liquide à is fois les actuelles structures économiques,

automobiles
PEUGEOT

Bistributeur afficiel pour la vente :

aux Memores du Corps Diplomatique
au des Organisations Internationales

RUE CAMBACERES ● 75362 PARIS CEDEX 08 ● 🛣 742.77.39 ● Télex Peujoxa 280.426

مكذلهن زيمل

• eux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations speciales CO et TT

nque (en tani que na, etc.), chaque à la lutte générale 4° L'électoralisme , parmi d'autres, ocal le contrôle de le municipalité — note telnaire dans ne qui liquide à is ures économiques,

المحال

a fascisa

×

LURIE

La geucha des années 70 est loin d'être unifiée : les partisans d'un nouvaeu parti communiste et caux d'un nouveau parti eocialiste se heurtent su départ à prepos da la conception même du parti. Elle est constamment menacés par la sectarisma des premiara et la populisme des esconds. Sa force numérique réelle est insignifiante — quelques milliers da mili-tants, quelques dizalnes da milliers da sympathisants. Pourtant, à la différence da la geucha des années 60, la gauche d'aujourd'hui e réhabilité le coci réintrodult la notion de classe et introduit la concept de téminisme.

Par son silance, la geuche de te précédante décennis ceutionnait le glissement d'une enetyse da classe (féodaliema, capitalisme, socialisme) vere une analyse d'étapes (société préindustrielle industrielle, post-industriella) d'où était exclus la tension capital-travait comme moteur de l'histoirs au profit d'une théorte de l'intégration progressive des travailleure dans une société désonnais fondée aur ta statut social. Une idéologie da l'égalité dans la consommation, jointe à le giorification da le « méritocratis », assurée par l'éducation pour tous, devait tiquider les différences de classe, rempiscées par des différences d'échelon que chacun pouvait gravir en son temps. Libéraux et redicaux déploraiant le dépersonnallestion du travall : les premiers cherchaient à déve-lopper des techniques de pacification socials, les seconds s'efforçalent d'accroître la conscience de l'ellénation, mais les uns at les eutres s'installelant dans la voté d'une participation, en marge de la lutte de classe.

Les radicaux des années 70 admettent que l'amélioration des conditions économiques s entraîne l'Intégration de certains secteurs ouvriers, mals ils s'opposent é la confusion créée entre les epparences d'égalité (éducetion, revenus, mode de vie) st la réalité du rapport da classe : « C'est le piece d'un groupe dans le production, en tant que salarié, et dans una structure donnée d'autorité et de contrôle, qui détermino, en lin de compte, les relations sociales et le conscience da classe. Même a'il imite les comportements de le classe moyenne, le travalllaur continue à être socialisé dans une famille et une ecole qui, en reprodulsant les relations da production dominantes, contribuent é le maintenir dans sa classe.

Sur ce point, les nouvesux radicaux s'opposent à Marcuse, einst qu'é Baran et Sweezy, ils reconnaissent qua le classa ouvrière américaine a été dépolitisée par l'action conjuguée du patronet et des syndiceta, meis lis refusent de sulvre l'auteur de l'Homme unidimensionnet lorsqu'il affirme que le potentiel révolutionnaire se situe désormais parmi les margineux et les groupes périphériques des superpauvres. Ils repoussent égalemant la thèse de Baran et Sweezy eelon laquelle la lutta da classe n'existe plus aux Etats-Unis, qu'alla a été exportée dans les « sweat-shops » des pays eous-déva-loppés, que la profétariat est désormais tors des frontières américaines. Pour les nouveaux radicaux, non seulement la classe ouvrière subsiste aux Etats-Unis dans son rapport à la classe dominante, mala on assiste à un nouveau processus

En effet, les employés de bureau et des services publics et para-publics (poste, hopitaux, banques, éducation), les ven-deurs, tes secrétaires, bref les « cois blancs « ont un travail da plus en plus esmblabla é celui des « cols bleus ». Leurs saletres sont comparables pulequa celui des ouvriere industrieis a'améliore légèrement alore que celui des cols biancs esi stationneirs ou en légére diminution. Pourtant, cette nouvella classe ouvrière est narveuse : son reletif bien-êtra ne fait qu'accroître des besoins, par défini-

tion jamais satisfaits. Mieux éduquée afin ds répondre aux exigances technologiques des monopoles, elle ressent amèrement ta disparija entre l'éducation racua et l'absence de responsabilité au travail, l'absence da pouvoir. Selon les théoriciana de la « nouvelle classo ouvrière » (B. Denitch en particulier), la distinction a'estompe entre travallieurs manuels at intellectuels, les luttes étudianles sopareissent comme las premiars balbutiaments d'uns classe en formation, les greves a cauvages - prennent une algnification d'autant plus importante qu'alles e'accompagnent da l'exigence da l'autocestion. Stanley Aronowitz, is lutte contre la disciplina industriella est aussi importante que le lutte pour les améliorations écono-miques, at l'une at l'autre doivant se situer dans une perspective de « trans-candence « et non da réformisme. Et toujoura l'allénation du travailleur est liée à le structure mêma du capitalisme, non

Les temmes, agents historiques

de la transformation du monde

«LES sorcières, rappelle Shulamith Firestone, doivent être considérées comme des temmes tuttant pour laur indépendance polidque . en moins de deux siècles, au Moyen Age, plus de huit mil-tions da temmas turent brûlées sur les bûchers de l'Eglise - le religion élati la politique de cetta époque. » Les socialistes utopiques et scientifiques n'attribuant aucun rôle historique eux femmes, méma s'ile soutiennent le principe de l'égalité des luttes pour la conquête, par exemple, du droit de vote. La « nouvella gauche « des années 60 ne reconneit eucune fonction particulière eux fammes rèdulles sux actions réformistes d'une Betty Friedan qui revandique les droits civiques da la femme - maintanent (N.O.W., Nationst Organization of Women, est la nom du groupe qu'ella anime) ou sux sctions spectaculairement entimasculines d'une Valéria Solania dont l'organisation s pour sigle S.C.U.M. -Society for Cutting Up Men, Ce n'est qu'au début des années 70 que commence à s'éleborer un « féminisme socialiste » ou un « socialisme féministe « qui, non eeulement apporte une nouvella dimension palitique, mela modifie fondamentalement l'ansiyse de la eociété contemporaine, les objectifs du socialisme et les formes

Pour faire comprandre leura positions, ces femmes utilisent l'analogie des Noirs. Comme les Noirs, alles sont une des

contradictions fondamentales de l'Amérique : produita non pas d'un colonialisma importé dans le mère-pairie, mais d'un colonialisma atructurallement implanté dans la « père-patrie ». Comma les Noirs. siles cont victimes du système hiérarchique : « L'homme blanc est la père. is tamma blenche l'épouse-mère ; les Noirs, comma les enfants, sont se propriété. Cetts hiérarchia de pouvoir crés is psychologie du recisme, comme elle crée, dans la famille nucléairs, la psychologie du aexisme. » Et Firestone conclut : Remattre en question les relations fondamentales snire les cexes el entre les parents et les anfants, c'est g'atlaques à la recins du schéma psychologique de

Comme les Noirs ausst, les femmes considèrent que leur esclavage est l'un des fondements du capitalisme : 1º Lorsqu'alles travaillent hors de la meison, siles' cont cous-peyées : 2º Leur traveil mériagar, non rémunéré (ancora comme celui des Noirs avant l'abelition de l'esclayage), est la condition nécessaire de le productivité du mari, rendu alnsi disponible pour le travail salarié: 3º La prétendue passivité de l'épouse modèle est également productive puisqu'alle sent de réceptable à l'oppression de l'homme, et da ecupape au système d'exploitation.

Comma l'ouvrier, la temme participe è la formation da la plus-value, notamment par le ralaia du travail ménager non rémunéré affectué pour l'homme et imposé par da la classe ouvrière na découle-t-elle pas, Davé ? Et si l'on rappalla, avec Barbara assura orstuitement le reproduction de l'espèce, on peut s'étonner, evec Shaila Rowbotham, qua la problème de la famme ah étà considéré comma un probléma « moral - et non politiqua at que ta gaucha ait refusé, jusqu'à tout récemmant, agent historique da la transformation

En 1867, Sojourner Truth prophetisait :

« On parle beaucoup d'accorder des droits aux hommes de couleur, mals on ne parle pas des temmes de couleur. St es de couleur obtiannent feurs droita et el les temmes da coule n'obtiennant pas tes teurs, vous verrez que tes hommee de couteur deviendroni les meltrae da leurs épouses et tout sare aussi misérable qu'avant. Volta pourquoi le propose d'aller plus loin, tant que les chosas bougent. « E) il aura failu plus d'un eiècle pour que la geuche entende le messaga de l'abolluonnisie Angeline Grimka : « L'esclava peut ètre ilbéré et la lemme rester où alla asi, mais li n'ast pas possible qua la femma soit libérée et qua l'esclave reste où il est. ..

Pour une politique de la vie quotidienne

TAMAIS le geuche américaine n'a fait una anelyse aussi lotalieanie. Jameis tes actions ont été aussi vartées, authentiques et humbles. Jamels, non plus, elles n'on) até si mal connues : à le conspiration du silence des moyens de communication de masse s'ejouta la fait que ces actions n'ont rien de spectaculaire - ce qui fail auesi leur lorce, il faut une campagne électorale pour que, par exemple, ta télévision eccords qualques heures d'antenne à un groupe qui, permi tant d'autres, a « organisé » las trevailleurs, les femmes, les éludiants, les chômeurs, tes méres de famille contre les acciétés multinationales qui - coloniaant - leur Etat -- en l'occurrence le Vermont.

Crèé en 1970 par qualques Vermontois le Liberty Union Party charche moins à conquérir les municipalités qu'à radicaliser la population. Ls programma? 1º Supprimer les aubventions eccordées par le gouvemament à l'industrie (dégrévements fiscaux, tarifs prélérentiels pour l'anargie, etc.) et attribuer les fonds du Dévaloppement économique à des coopératives de production contrôlées par les travalleure; 2º Garantir le droil su travail et un revenu minimum à tout citoyan; 3° . Réaliser l'égalité absolua entre la lemme et l'homme pour l'emploi, le salaire et le responsabilità ; 4º Supprimer la gaspillega des dépenses militaires, source d'inlietion, et intarrompre le soutisn financier aux dictatures dans le monda : 5º En finir svec l'exploitation des matières premières et de le maind'œuvre du tiers-monde ; 6° Accroître les dépenses dans les secteurs sociaux : moins d'autoroutes, olus d'hôpiteux. Et l'un des leaders de ce mouvament, Michael Peremi, précise : « Noire objectif esi que le peuple devienne propriétaire des ressources et des richesses nellongies atin qua notre travail prollie au public al non à una poignée de sociétés privées avidea de profits. «

Pour ce groups, comme pour des centeines d'sutres organiestions, l'assentiel est la tutte quotidienne menée en dehors des périodes électoreles : le parti organise un boycottage d'uns compagnia da télèphona qui augmente aes tartis de 23 % en un an a) atteint einsi un profit record. La controverse est reprise par la presse, le radio, le télévialon, et la Compagnie de téléphone du Vermont june fillale da A.T. & T. contrôlée par la Chase Manhattan Bank) ee volt refuser l'autorisation de relever ses tarifs car elle n'accepte pes de rendra public le rapport sur les coûts de production justifiant l'augmentation damandée.

On assiate parallalement à la naissance d'une multiplicité de publica radiceles de haute tanue intellectuelle souvent créées par un groupe (« caucue ») de radiceux à l'intérieur d'une association professionnelle conservatrice : Politics & Society. The Insurgant Sociologist, Crime & Social Justice, The Review of Radical Political Economica, Workinge Papers, qui s'ajoutent é Liberation, Radicel America. Sociel Policy, etc. Destina é un public moins académique, Liberation News Service est une agence de presse qui diffuae les nouvelles « oubliées « par les mass media. Neuf psrsonnes (dont six femmes) assurent collectivement l'enaambla du travail : recherche de l'information, rédection, dactylogrephie, impression, agraphags et expédition. A tour de rôle, checun est le coordonneteur, la rédacteur so chef de le quinzaine.

Ce que checun cherche dans les années 70, c'est une politique de le vie quotidienne fondée non pas sur la restauration de l'harttaga démocretique traditionnel meis sur une elternative systématique. Car les libertés démocratiques ne sont qu'un mythe dans le cadre d'institutions autoritaires el d'un système fondé eur l'idéologie du profit.

PIERRE DOMMERGUES.

La fascisation de l'Université chilienne

(Suite de la première page.)

Autre danger, vite perçu et vite jugulé par la Junte : l'eulonomile des univereités Des consells universitaires élus par les professeurs, un recteur élu par aes pairs : le ver était dens le fruit. On e dono dissaus les conseils universitaires et suporimé le recteur élu. Et comme l'enseigrement est une chose trop sérieuse pour la laisser eux mains des civila, des généraux ou des amireux ont été nommés à la lête des universités. Ces officiers supérieurs dépendant du ministre de l'éducation nationala, qui est lui-même un amiral. Ils cumulent lous les pouvoire détenus précèdemment par les recteurs élus et par les conseils d'université.

Le principal pouvoir des recteurs délé gues est, évidemment, da veiller à la pureté des esprits. Mais, dana cette táche, le ménéral ou l'amiral est aidé ou éclaire par un « tiscal ». On appelle einel un tribunal présidé per une personna nommée directement par la Junte. Ce « 1/scal », qui siega en permanence dens l'université, recueille les dénonciations, dinga les enquêtes, entend les suspects et décide sans appel de leur sort, qu'ils soient prolesseurs, étudiants ou membres du personnel administratif. Et quend on pense qu'eujourd'hui, au Chill, étre chassé de t'Université, cela peut, te lendemain, conduire le banni à la prison, à la torture, è l'Internement illimité ou è une « dispetition », on conçoit que le présence d'un « tiscal » dans chaque univeralté n'est pas faite pour eider à la séré-

A lire ces textes et é méditer ces ectes, l'état d'esprit de le Junta est parfaitement clair : à la limite, quiconque étudie menace l'Etat. Chez tout esprit qui s'ouvre e'engoutfrant les meuvaises idées.

A l'Université du Chill, la sanorite encargeda da nuestra bibliotece (la bibliothécsire) n'achèle plus de livres : elle dresse la liste de ceux qui soni destinés eu bûcher. Son choix est, si le puis dire, très catholique, pulsque figurent sur la liste les Pertie pothiques, da Maurice Duverget, el la Nouvel Efat Industriel, de John K.

La Junta e fait salair et détruire chez l'imprimeur un essai intitulé l'idéal de l'Histoire. Son auteur, pourtant, offrait toutes geranties : ex-député démocratechrétien, Cleudio Orego evalt combattu Allende avec achamement. Quel étall donc son crime? Son livre analysalt les responsabilitée du laccisme dane la deuxième guerre mondiale. Aucuna référence n'y était lalle au Chill, mais le Junte n'e pas trouvé bon qu'on pertet de corde dans le maison d'un pendu.

Censurer les papes

L Es papes eux-mêmes sont censurés. Ordre oral est donné aux journalistes da ne pas citer les passages les plus délicats de Quadragesimo Anno. Mater el Magisira, Populorum Progressio et Rerum Novarum, Certes, les papes ne soni pas marxistes, mais il leur est arrivé d'évoquer, fut-ce en termes très enveloppes, les grandes questions sociales de

Lisez

Le Monde des Philatélistes

- 7, rue des Italiens, PARIS-9" -__ C. C. P 18.382-12 PARIS ---ABONNEMENTS FRANCE: 1 an F 39,00 ETRANCER: 1 an F 26,88 Le numéro : F 2,50

notre tamps. C'est un tort. Même un pape peut trop pensar. A ce remuement indécent des problémes, le Junte prétère le

L'hérésie libérala peut d'ailleure se glieser partout, même sous le pourpre. L'Opus Dei, qui Inspire la Junte, n'e pas tait de fleur aux écoles catholiques : on les e, alles aussi, esporelisées. Le contre-amiral Jorge Sweet qui, en lant que rectaur délégué, tient d'une main farme la barre da l'université catholique pontificala du Chilt, a exputsé, pour des reisons budgétaires, cent ciquante-deux prolesseurs qui pensaient mai. Une eutre charrette est prévue, qui portera é trois cents le nombre des exclus. Dans cartsines disciplines, notamment en biologie, l'université catholiqua ne paut déjà plus fonctionnar.

D'aillaura, n'est-ce pas la l'idéal ? Un corps enseignant réduit à una poignée da professeurs. Des dépertementa fermés. Du laboratoire sans crédits. Et des étudienta en nombre décroissant

En affet, pour eccélérer le processus, le Junte a décidé qu'à l'evanir les universités a'autofinanceraient dans une large mesure. En conséquence, on a dú aug-menter les droits d'inscription de 1 000 %. On a supprimé la gratuité da l'inscrip-tion pour les àtudiants pauvres, et remplacé les bourses d'études par des préta

bancaires que les banques n'accordent

pas, bian sor, 6 n'importa qui... En 1974,

pour inscrire son fils dans une université. una familia chillenne doit se saigner da 300 000 escudos. C'est una somme énorme quand on pense qua le saleire de base d'un fonctionnaire est de 100 000 escudos. Agner a alcul. e f versitaire se fait d'abord par le fric.

Mais la leunesse est un êge généreux eu cours duquel même le fils de richa peut e'ouvrir aux Idées de gauche. On a donc prévu, à l'antrée des universités, une commission de sélection dont les critères sont caux qu'on devine.

La senora Pinochet, is « prima dama « de ce qu'on ne peut plus eppelet le Republica, e'est penchée sur le sort des jeunes filles instruïles qui, feule d'escu-des, na pourront tranchir le sauil de

Un Etat

< chrétien-fasciste >

Une excellente analyse de la polltique économique de la Jente, des témoignages récents sur la vie quo-tidienne dans en régime de dictature, une étude sur les formes de la répression policière, les fonde-ments historiques et théoriques de l' « Etat chrétien-fastiste » justanté par les militaires, un examen sans complainance de l'attitude de l'Egilse catholique : tel est, pour l'essentiel. le contenn du numéro que la revus managulle Croissance des jeunes nations (1) vient do consacrer au Chill.

Les documents ainsi rénnis sont d'autant plus saisissants que lo ton do feur présentation reste d'ono par-faite sobriété. Les analyses, dans leur rigueur, échappent à la sécheresse des exposés technogra-tiques : des statistiques, extes, mais sussi des hommes au langage vni. Un poème de Violetta Parra est cité : Dans les jardins ont fait pousser
Des fisure de trahison... •

(1) Croissance des jeunes nations, septembre 1975, 163, boulevard Ma-lesherbes, Paris-17°. Le numéro : 5 F.

l'enseignement supérieur. Ella e fondé pour elles une écola qui tara de ses éléves des « aides lamilieles » efficaces : kücha, Kirche, Kindar. Les aldes familiales loueront leure services eu domicile des riches ou à l'houre. A ce momentlà, rien ne les distinguera plus, sauf le nom, des - employées da maison - ou des « femmes de ménege ».

La militarisation n'attaint pas que tes universités. Elle quadrille aussi les écoles, publiques ou non, de la plus grenda é la plus pelite. Un sous-officiar, ou, s'il officier, y fonctionne quotidiennement comma les yeux et les oreilles de le Junta. Rettaché à des Instituts militaires. cet inoutsiteur galonné surveilla tout à le fole les élèves, les parents d'élàves, les ensalonante et le directeur.

Ses pouvoirs soni irès élendus, il peut epparaître é n'importe quelle heure du jour dans n'importe qual coin de l'écola. Exiger de l'administration qu'elle lui remette les programmes et les emptois du el écouter les cours. Assister é l'improviste aux réunions des professeurs. Convoquat le directeur é le caserne pour ful donner ses diractives et, au cas où le directeur les suivrelt avec tiédeur (tibieza), demander sa révocation. Les enselgnants sont convocables de la même manièra à l'heure de son choix, par exemple le d)menche malin, eorès le diane. On peul leur reprocher d'avoir employé en classe - à l'heurs où les oreilles de l'inquisiteur trainaient dans les couloirs - des mots tels que « libarté », « démocratia », - président de la Républiqua -. On paut ausel les blamer d'evoir les cheveux trop longs ou, e'll s'egit d'une enseignante, d'être maquillée ou da mettre trop de tentaiste dans en vêhum

Meis ce ne aonf là que vétilles. La tache essentielle da l'inquisiteur est de eusciter les dénonciations politiques, de les recueillir et de varifier leur blen-fondé. C'est surtout dens ces anquêtes qu'il devra montrer les qualités exigées de lui : meni. - L'enquête, une lois commancés, peut remontar d'un élève jusqu'à ses parents, at sortir, par conséquent, des limites de l'école. A partir de cet instant, ce sont

tous les Chillens qui sentant aur eux

On n'a jamais tani hissé le drepeau chifian dans les écoles qua depuis qu'il est devenu dans le monde le symbole d'une tyrannie. Le salut aux couleurs se fait cheque lundi, fous les élèves rassemblés. Et jous assisient obligatoirement é des cours de - sécurité nationale -, où la nationalisme, à défaut de socielisme, isur est fenetiquament inculqué. On espère torger einsi, é coups de lrique, une nou-vella jeunesse chillanna, libérée des empreintes étrangéres et déberrassée des problèmes de conscience

En ettandani l'événament de cette Pinochetjugend qui, la chevau court at l'œli dur, marchara, comma l'autre, au pas da l'oie, l'Indice d'Infiellon atteint le chillre fantastique de 375 %, 20 % des Chillens sont chomeurs et le misére du peupla est comparéa par un prélet é un - /en/ génocide -. N'importe. S'il reste encore un peu d'ergent eu Chill, on sait de quel côté il va tomber en pluie, et de quel autre eu goutte è gout

L'Opus Dal ve pouvoir êtra fier de son œuvre : dens quelques années, i) na aers plua nácessaira de tirer son revolver quand on entendra au Chili la mot « culture «. Elle sera morte, de toute façon, et l'Université euesi.

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE (Président-Pondateur et Directeur des Recherches : Gaston BOUTHOUL, Secrétaire Général et Sous-Directeur des Becherches : René CARRERE.)

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES Nº 18 - OCTOBRE 1975

Au sommaire :

Eric MURAISE: Relations de la polémologie et da la géopolitique.
 Goston BOUTHOUL: La quadraple surchauffe.
 Jacques VAN RILLAER: L'humour et la non-violence.

Hervé SAVON: Evolution actuelle de la Pagce Resparch. René CARRÈRE: Activités extérieures de l'Institut (1974-1975). Gaston BOUTHOUL et René CARRÈRE: Le défi de la guerre (1740-1974).

Yvanne ROUX : Sociologues de langue françoise, I.F.P.: Chronique de la violence (mai-juin 1975).

Le numéro, Prance: 10 F; étranger: 31 F. - Souscription de soutian: 500 F.
Abonnement à 4 numéros i un ani, France: 35 F; étranger: 42 F.
ETUDES POLEMOLOGIQUES, 7, rue Gutenberg, 75015 PARIS
(Téléphona: 577-94-67). C.C.P. 33.034-01 La Source

A paraître début 1976 :

LE DÉFI DE LA GUERRE

Deux siècles de guerres et de rávolutions 1740-1974 (366 conflits ormés majeurs analysés avec ardinateur et interprétés; essai de prospective pour la séquence 1975-2000). « Tartuffe », acto IV. 1.

monde et, le Conseil de sécurité des Na-

tione unles, par douze volx pour et trois abstentions (Etats-Unis, France et

Grande-Bretagne) evalt edopté une réso-

lution favoreble à Panema, qui ne fut invalidée que per le veto de Washington.

les négociatione, Panama a jouà, en

toutes circonstances, cartes eur table :

dans le presse internationale, eu cein des

Natione unles, de l'Organisation des Etals américains, dene toutes les confé-

rences Internationales (Alger, Lims, etc.).

Le point de vue panaméen est connu de

tous, et les négociations, salon les commu-

niqués de Washington et de Panama, ont

progressé Jusqu'é atteindre , il y a peu, un point culminant.

trouvait, en effet, à Panama eu coure

des premières semaines de esptembre, en

contact constant avec les négocieteure

panaméens, pandant qu'eu même mo-

ment le général George Brown, chet de l'état-major général des Etats-Unis, après

s'être entretenu avec le général Torrijos

à Panama, déclarait officiellement que le

département de le défense et le heut

commandement des forces armées nord-

américaines étalent partisans des négo-

cietione et d'un arrangement avec Pa-

Tout paraissait indiquer qu'on était

parvenu é une solution de justice pour les

Panaméens. Pourtant, une fois de plus,

certaine Indices Inquiétants apparaissent

e Weshington. Per un jeu ambigu, le

Meison Blanche, le département d'Etat et

le Congrès se renvolant de l'un à l'autre

le responsabilité de tout retard, dans le

but de gagner du temps, de confondre

l'edversaire, ou même de le menacer e'il

le feut, pour lui imposer ses conditions.

rante-eix voix contre cent eobrante-quatre,

d'autoriser toute dépense concernant les

négociations our le canal. Pendant ce

temps, les séneteurs Storm Thurmond et

McCiellan obtiennent le signeture de

trante-six de teure collègues visant à

empêcher toute modification du etatu quo

supérieur à celui qui est nécessaire pour bloquer le ratification d'un traité ou d'un

eccord International, Selon le New York

Times, - cette attitude du Congrès est une

déplaisante manifestation de cheuvinisme

Le sénateur Thurmond et ses collègues

estiment (2) que le zone du canal appar-

tient légalement aux Etats-Unis perce qu'île

l'ont achetée il y a solxante-douze ans. De son côté, le sénateur McClellen estime

Herrera ne pourrait ni défendre ni admi-

nistrer le canal de manière efficece et

qu'il pourrait, au contraire, exiger des

Cependant, felt troublent, c'est un ami

intime du président Gerald Ford, le chef

de le campagne pour sa réélection, M. Howard Callagay, qui e résumé de manière brutale le thèse hostile à Panama :

- Dans ce paye, dit M. Callagay, existe

le sentiment que Teddy Roosevelt alde les

Panaméens à obtenir leur indépendance,

négocie le traité, paya pour l'obtanir, vain-

quit la flèvre jeune et apporta eux Pana-méens leur unique source de richesses.

passage des bateaux nord-américains.

les exorbitentes pour le droit de

al d'irresponsabilité = (1).

Le 26 juillet dernier, par deux cent qua-

Chambre des représentants refuse

Depule, pendant que se poursuivaient

E 8 septembre dernier repreneient les négocietions entre les Elais-Unie et Panema eur la question de ta zone du canal. On pensait, généralement, qu'elles étaient entrées dans leur phase lécisive. Il semble, cenpendant, que nombre de réticences se manifestent à Washington où l'on s'en tient aux traditionnelles positions prétendument « luridiques ». Il evait fellu les tragiques évéleure blessés panaméens pour que Washington eccepte da négocier de nouvezu avec Penama. Les Etats-Unis offrirent ensuite, en 1967, qualques concessions qui n'eltéraient pes fondamantalement leur domination aur la zone du canal puisqu'ils exigeaient d'en conserver le contrôle lusqu'en l'an 2067.

Peu après avait lleu le coup d'Etat militaire d'octobre 1968 qui, par le suite, devalt donner le pouvoir à celul qui n'était alors que le leune colonal Omar Torrilos Herrera. Du jour eu lendamain, les groupes conservateurs étant exclue du pouvoir, Panama adoptait une posirapidement, certaina services secrets, considérant que « la démocratie es trouvait en péril », organisalent, par colonel interposé, un contre-coup d'Etat qui échoueit en quelques heures, la gerde netionale et le peuple paneméen restant fidèles é Torrijos. Dès lors, celui-ci renforçalt son pouvoir et radicelisait se politiqua face oux Etats-Linia

La négociation restait alors le seule voie. Plus tard, lorsque M. Henry Kissinger devint secrétaire d'Etat, on crut que la raison et le justice allaient triompher. En vérité, conséquence de l'eventure catastrophique du Vietnam, les Etats-Unis evalent besoin de soigner leur image, et le spectacle du Golleth de Washington dialoguant à égalité evec le David panaméen, allalt dans ce sens.

100

 $\mathbf{P}^{:}$

1213 125

20000 cun :

n p Nan c

n l'u

5525 5

ment Porca

directo.

fairait

L'essentiel de la position de Paname se résume ainsi : les Etats-Unis ont assuré leur domination eur le zone du canal per le force et l'intrigue en se fondant sur le traité de 1903 qui ne fut jemais négocié par Panema. Cette situation est insupportable. La zone est territoire panaméen. Les Etats-Unis, qui ont retiré du canal des avantages fabuleux, dolvent abandonner Panama pour que la zone revienne à son légillme propriétaire : le peuple panaméen.

Blen qu'on ne connaisse pas tous les détalls de le négociation. Paname envisage d'eccorder un laps de temps convenable pour que les Etats-Unis retirent peu à peu de la zone leurs écoles, leurs universités leure tribuneux, leurs postes et tout leur apparell administratif, à mesure que le direction et le fonctionnement du cenal, tout comme, en bonne logique, le défense de la voie Inter-océanique, reviendralent

L ES premières conversations eurent pour résultet, en 1974, le déclaration de principes Tack-Kissinger, à laquelle un voyage éclair du secrétaire d'Etat è Panama donna un certain retentissement. L'ancien ambassadeur à Salgon, M. Elisworth Bunker, se chargere par la sulte des négociations proprement dites, é partir du principe de la souveraineté de Panama sur la zone.

Déjà, en 1973, Paname avait réussi à obtanir l'appui de tous les pays du

C'est pourquot nous avons le santiment que le Canal e une énorme valeur, que nous payons pour lut el qu'en conséquence il noue appartient - (3). Ce qui fut dit, et mleux, blen avant lul:

EN peu de mois, les eutorités américeines ignorant ou veulent ignorar la vérité historique. Washington envisage tous les problémes d'un point de vue immédiat, hic et nunc, cans passé ni futur, sana mémoire historique. Car quels cont les « fondements juridiques » des drofts - des Etats-Unis eur la zone du canal? La trame invraisemblable des evénements de novembre 1903 est connue (4), mais il est toutsfols nécessaire de résumer loi, brièvement, l'ori-

ROOUE JAVIER LAURENZA *

ding et las conditions dans lesquelles fut signé entre les Etats-Unis et Paname le traité de 1903.

Le 3 novembre 1903, Panama se prociame Indépendant de la Colombie. Les agenta américales à Panama auggèrent aux Panaméens de nommer comme leur représentant diplomatique à Washington M. Philippe Bunau-Varille (de le famille qui possède le journal parisien le Metin) Compagnie trancaise du canal (qui avait ladis obtenu, au temps de Ferdinand de Lesseps, les droits légeux pour la construction d'un canal), dont il détient

un ame paquet d'actions. Le 6 novembre, les Etats-Unis reconnalssent le nouvel Elat. Panama, cegendant, se rendant compte que c'est une erreur de se faire représenter par Bunau-Varitia, décide d'envoyer é Washington une délégation vraiment panaméenne munie de pleins pouvoire pour négocier le traité. Pendant ce temps. le 9 ou le 10 novembre, le secrétaire d'Etat, John Hay, ee met d'accord avec Bunau-Varille pour faire vite et éviter toute véritable négociation. C'est ainsi que, le 15 novembre, le cecrétaire d'Elet présents à porte, entre autres choses, une augmentation de 60 % de la superficie de la zone du canal, sugmentation ecquise par le simple remplecement du mot kilomètres par le mot milles. Le projet ne parle pas

de le souveraineté paneméenne. Le 17 novembre, à son tour, Banau-Varille présente un contre-projet contenant une clause en vertu de lequelle Panama reconnall que las Etats-Unia pouvoirs et autorilé qu'ile exerceraient, comme s'ils étalent les souversins du territoira, à l'exclusion totale de Panama... ». L'explication d'une telle clause se trouve peut-être dans le fait que la Compagni française avait demandé plus de 100 milllons de dollars pour l'abandon de ses droits légaux en faveur des Etate-Unie. pendant que ceux-ci offraiant 40 millions de l'époque. Bunau-Varille avait peur de perdre cetta somme si le Sénal refusait de ratifier la traité.

Le 18 novembre, le secrétaire d'Elat John Hay fait savoir à Bunau-Varilla que

Diplomate et journaliste panaméen.

le délégation panaméenne est arrivée à New-York, mais qu'elle sera retardée de telle sorte qu'alle ne puisse arriver à Washington que tard dans le soirée. Il demande donc è Bunati-Varilla de vantr à sa résidence privée vers 18 heures, car le texte définitif ne sera mie au point qu'à la fin de l'après-midi. Ce même jour, à 18 h. 40, au moment de la signature Bunsu-Verilla n'a pas de scesu pour ecaliar, comme li est de rigueur, la Convention du canal, véritable titre du trait5 de 1903. N'importe, John Hay, qui est amateur de souvenirs littéraires, possêde un anneau ayant appartenu à tord Byron. C'est svac ce bijou que John Hay et Philippe Bunau-Varilla, eu nom du prèsident Théodors Roosevelt, acellent bases « juridiques » des droits des Etats-

Le soir, vers 21 h. 30, lorsqu'arrive la délégation panaméenne, les Jaux sont faits. Pour le première fois, un Panaméen peut lire cette phrase, qui résume déjé tout l'esprit de l'affaire du Watergate: -La République de Paname accorde à perpétuité l'usage, l'occupation el le contrôle d'une zone de terre..., etc. «

Theodors Roosevett et John Hay avaient parfaitement conscience de l'injustice du traité avec Panama. Dans une lettre du 20 janvier 1904, ou séneteur Spooner John Hay après avoir déclars que le traité U.S.A. -, disait : -el, nous devons l'edmettre avec une cartaine honte, pas très avantageux pour Panama...».

R EVENONS à le deuxième quinzaine du mois de septembre dernier. Au moment même où l'ambassadeur Bunker et le ministre Juan Antonio Tack discuslent à Panama, daux nouveaux faits alemants soulignent blen l'ambiguité constante de la politique des Etzis-Uois. C'est ainsi que, dans une information « officielle » en provenance de Washington, datée du 16 aeptembre, le New York Times écrit que, lors de es dernière réunion du 9 août dernier, le Conseil national de sécurité e décidé de considérer comme un compromie entre les thèses de Panama et de Washington le polution suivante : « La direction el le fonctionnement du canal resteront su pouvoir de Washington jusqu'en l'année 2000 et la présence militaire des Etats-Unis dans la zone sere meintenue pendant encore quarante ans. >

tions de Panama et se trouve en contradiction brutale de la déclaration de MM. Teck-Klasinger de 1974. C'est pour-

side le Conseil national de sécurité. Ce même 18 septembre, à Orlando (Floride), un dialogue entre M. Kissinger et le gouverneur de l'Alabama, le tragique et pittoresque M. George Wallace, porte l'ambiguité nord-américaine à un degré aupérieur, puisqu'il semble remettre en quesoutes les conversations qui ont eu lleu les deux années précédentes entre Panama et Washington. Le gouverneur Wallace demande en effet à M. Kissinger el les Etais-Unie projettent de renoncer au contrôle du canal de Panama. La réponse est la sulvante : « Les Etats-Unis doivent maintenir unilatéralement le droit de longues ennées... Personne n'est partisan d'abandonner notre défense du canal ou M. Klasinger parle donc de décision unilatérale », comme si des négociations n'étalent pas en cours, comme e'il ignorait la « déciaration de principes » qu'il e lui-même paraphée solennellement. Pour accroître la confusion, le secrétaire d'Etat, dans sa réponse à M. Wallece, déclare auss) qu'il faut toutatois » trouver une nouvelle formule grâce é statut, parce que, dana le cas contraire, Panama pourrait devenir un terrain priviiégié de guérille... » (5).

tant le même M. Henry Kissinger qui pré-

Panama réagit très vivement à ces propos. Le 21 septembre, une dépêche de Washington, pour calmer les choses, dit qu'il s'agit d'une erreur de langage de la part de M. Klesinger. Il voulait dire mi'll faut trouver une formule permettani de maintenir pour plusieurs décennies contrôle de son fonctionnement...

Pour couronner le tout, l'ambassadeur Bunker vient de déclarer qu'il lui est impossible de prédire à quelle date un traité pourra être aigné. Dans le presse américaine, le voix de l'extrême droite c'élève une fois encore, plus intransigeante que jamais. Le journaliste William Buciey Jr., dans son éditorial du 19 septembre, publié dens l'International Herald Tribune, va jusqu'à suggérer l'amploi de la force pour mettre les Panaméens au

Ainsi. Panama a pius que jamaie besoin de soutien international. Dans les circonstances présentes, ses principales armes (Il lui en resie naturellement d'autres pour un cas extrême) sont d'ordre moral. Le conscience des Etate-Unis les rend particultèrement sensibles à la réprobation du monde, car:

Il c'agil pour les Penaméens d'une quesilon cepitale qui ne peut se régier à coups de dollars. C'est une question qui relève de l'Identité d'un peuple. Ce n'est pas un problème de calones, mais blen de dignité. Le problème se pose en termes ontologiques: Panama e besoin de posséder eon propre destin et aon histoire eans décendre des autres. C'est ce qu'ont compris le général Omer Torrijos Herrara et l'actuel gouvernement panaméen. Il ne peut y avoir de personnailté panaméenne tant que les Etats-Unis resteront implantés our ce territoire et agiront, de plus, en mettres. Le fonction militaire - défendre le zone du cenal - est un attribut de le souveraineté nebonale et ne peut être

Le problème ne peut edmettre ni solution partielle ni ambiguité. C'est ce qu'a voulu dire le gouvernement de Panama en

déclarant le 20 septembre demler : « S/ le vole des négociations se ferme, il faudra chercher d'autres movens de libération ... » Nous savons aujourd'hul qu'il qui ne pulsse entreprendre une campagne de libération netionale. L'Amérique latine se lesse d'une grande puissance qui, à confond son intérêt avec la justice, la raison avec ses préjugés et l'éthique avec une morale alliant constamment le eubterfuge et l'ambiguité.

(1) International Herald Tribune, 11 septembre 1975. (2) The Economist, 19 juillet 1975. (3) Time, 28 juillet 1975. (4) Of. Is Monde diplomatique, evril

(3) International Herald Tribune, 17 septembre 1975.

Le Monde del'éducation

Au sommaire du numéro d'octobre

• CROQUIS: < Menssien Alcide et sa libraire ».

• ETUBE : les injustices de l'intelli-

• REPORTAGE : la Corse et son école.

OPINION : renégecier la formation continue?

• ENGUETE : la télévision scolaire

en Gûte-d'Iveire. • NOUVELLES BE L'ETRANGER : ren-

trée de crise en Europe. • QUOI DE NEUF POUR LA RENTREE

• INFORMATIONS PRATIQUÉS :

UNIVERSITAIRE?

- L'organisation de l'enseignement secondaire.

- Les programmes des émissions

éducatives de la radio-télévision.

- Les métiers de l'emplei. Abonnement (11 numéros per an) : France, 50 F. Etranger (vois normale) : 68 F.

Dans les revues...

Ell'année dernière, à la même époque, paraissait le premier uuméro de CONTINENT, dans une double édition russe et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitayne, il a fallu eux éditeurs français un an d'hésitation ou de délais ; pourtant, cette publication ne saurait être une mauvaise affaire. « Eavue littéraire, socio-politique et religieure », CONTINENT épouse étroitement les positions de Soljenitayne, ou se rencoutre avec elles (N° I, Gallimard, Paris. - Cette revue, qui se donne pour taile, mais pour laquaile ne sont précisées ni périodicité ni conditions d'abonnement, doit étre provisoiremeut considérée comme un recueil périodique.)

E POLITIQUE AUJOUED HUI, qui est. elle, une revue de gauche, publis un numéro double (n° 7-8) très critique, sous le titre : « Les questions du stalinisme ». Les collaborateurs, comme ceur de Continent, appartiennent tous aux pays de l'Est et sont des opposants, mais qui a'opposent eux-mêmes à l'« opposition réactionnaire » (dans laquelle, d'allieurs, ils distinguent). Les « d'illemmes de l'opposition » sont expoés de façon très instructive pour le lacteur occidental on ne craint pas de mettré en cause la « responsabilité du léninisme ». Sur le plan économique, l'infistion dans les pays de l'Est, la non-croissance, le « déficit », l' « évolution négative » sont mises en évidance ; et démoncée la « corruption partout ». La conclusion est éout naturellement un débat sur « Le marxisme introuvable» de Lindeoberg. (Juillet-soût 1975, himestriel, ce u°: 17 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75018 Paris.)

E LA NOUVELLE CRITIQUE (nº 8-267). sons la pluma de son directeur F. Cohen at de B. Di Crescenzo, apporte un tablesu tout opposé, avec la minutières étuda illustrant « l'écart (qui) se creuse » entre l'Est et l'Ouest. Face au monde capita-liste, « la communauté socialiste constitue un pole de stabilité et de progrès ».

J. Brière, pour sa part, dégage des principes pour un bon unage de la crise.
(Septembre 1975, mensuet, 18,59 F. 188, rue du Temple, 75883 Paris.)

augmentation de la plus-value.

suraccumulation du capital, baisse du taux de profit: Christian Goux présente ainst, dans La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE (n° 12-13). l'enchaînement des faits qui, dans l'histoire récente du capitalisme — et du capitalisme français en particulier, — ont conduit à la carise à. Une démonstration rapide et claire des limites de l'exploitation du travail productif en France, compte tenu de la structure du capitalisme et des luttes ouvrières dans ce paya (25 F. – 12, cité Malesherbes, 75069 Paria.)

El En prévision de la rentrée; Henri-Tinog smalysait dans la revus FEGJET (uº 38) les rapports entre les deux grandes centrales syndicales françaises, C.G.T. et C.F.D.T. L'évolution de l'« alliance conflictuelle » conduit l'auteur à conclure à la possibilité réelle d'une unité d'action, mais sous la prééminence plus affirmée de la C.G.T. (Septembre-octobre 1573, meunel, 8 F. – 14, rae d'Assas, 75006 Paris.)

E Les CAHDERS DE L'ERLS, ont consact un numéro spécial à l'autoges-tion. (N° 15, dix numéros par an, 5 F. -18, bd Poissonnière, 75009 Paris.)

51 Dans BIOGENE (nº 91), Hichem Distresquisse uns introduction à uns histoire compatée — vaste projet — de l'Europe et de l'Islam (Trimestriel, 29 F. - Gallimard, Paris.)

Gallimard, Paris.)

B Sur un ton badin, risquant de faire passer au second plan la gravité des inverêts en jeu, Louis C.D. Joos pose le problème linguistique dans l'Europe des Neuf, ou plutôt à l'intérieur de ses institutions communes, dans l'organe mensuel des Communes, dans l'organe mensuel des Communes européannes: 30 JOUES PEUROPE (n° 206). Une plaisante critique de cette nouvelle « tour de Babel », qui parait surtout crientée contre les positions confortables que s'est assurées le français. (Septembre 1975, monsuel, 3 F. – 61, rue des Belles-Feuilles, Paris 16°.)

E Dans FINANCES ET DEVELOPPE-MENT (vol. 12, nº 3), que publient en commun le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, deux articles à signaler sur les euro-monnaies : le rôle du

marché des euro-monnaies, par Eisuke Sakakibara, et l'évolution de ce marché, par Paul de Grauwe. (Septembre 1975, trimestrial, abomemant gratuit. – Inter-national Monetary Fund Bidg, Washing-

tou D.C. 28431.)

El Dans deux articles, Jean-Noël Jeannansy traite sur deux plans différents,
l'un général, l'autre particulier, d'un
même sujet, souvent pudiquement voilé
blen que la périods de référence soit
déjà historique: « êur la vénalité du
journalisme financiar entre les deux
guerres », — qui ne fut pas sans incidence
sur la presse même. (REVUE FRANCAISE.
DE SCIENCE POLITIQUE, août 1975,
himestriel, 20 F. - P.U.F., 11, rue de
Beanvais, Paris 5°.) Dans la REVUE
HISTORIQUE, l'anteur illustre son propos, « Finances, presse, politique », par
une étude, qui ne laisse rien dans
l'umbra, de l'affaire de la Banque industrielle de Chine, en 1921-1923. (N° SIA,
trimestriel, abonnement: 78 F. - P.U.F.,
Paris 5°.)

E Dens LA NOUVELLE REVUE BES DEUX-MONDES (nº 7). Bernard Simiet, suteur d'un besu livre sur Suez, dégage

le sans historique de la récuverture du canal. (Juillet 1975, mensuel, 18 F. 15, rue de PUniversité, 75017 Paris.)

El RESEAUX, « Revue interdisciplinaire de philosophie morsle et politique » (u= 25-27), publis les actes d'un colloque tenu sur l'initiative de l'Association internationale de science politique, où ont été présentés les travaux d'un groupe de recherche créé au sein de oetre association par A. Philippart et portent sur les rapports de la politique et de la science et sur leur influence réciproque. (Trois numéros par an, 14 F. » Université de l'Etat, 17, place Warocqué, B. 7600 Mons.)

E Christian Metre expose l'état actual de sa réflexion théorique dans deux textes passionnants et difficiles : « le Signifiant imaginaire » et « le Film de fictiou et son speciateur », que public COMMUNICATIONS (no 23) dans une livraison entidarament consacrés à l'étude des rapports entre psychanalyse et cinéma. Elle fera date. On y trouve, eutre autres, des articles de Roland Bartines, J. Kristeva, F. Guattaxi, C. Ecoclato, Daniel Parcheron, E. Beidour... (Semestriel. – 6, rue de Tournou, 75006 Paris.)

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande 7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

. Ab.

. .

 $\gamma + 4.5 \pm 5.0 \pm 5.0$

de Calibai

Politique et littérature

La culture de Caliban

Par GERALD MOORE *

ANS son Caliban, cannibale (1), le poète cubán Roberto Fernandez Retamar demande avec eloquence : a Que sont donc notre histoire et notre culture, sinon l'histoire et la culture de Caliban? » La question s'adresse aussi bien à ses compatriotes latino-américains qu'aux Européens. Au fond de la conscience créale blanche, Retamar interpelle l'Ariel (2) qui sommalle et le Prospèro en puissance, en bref tout ce qui revendique nostalgiquement une filiation européenne ou recherche un destin différent de celut des peuples américains « indigènes ». C'est ce courant qui a jusqu'ici dominé la culture officielle de cette région du monde et que Retamar repère dans les œuvres d'auteurs consacrès tels l'Argentin Jorge Lnis Borges et le Mexicain Carlos Frentes.

Tournant le dos à de tels exemples,

los Fueries.

Tournant le dos à de tels exemples, Retamar regarde une fois de plus dans le vaste miroir de la Tempété de Shakespeare et y saisit quelques images qui lui sont familières. C'est uniquement, semble-t-il, par le blais d'un souièvement pop n la i re généralisé, comme celui de la révolution cubaine, qu'il sera possible d'inciter Ariel et Caliban non seniement à unir leurs efforts, mais à se fondre dans un personnage unique, celui de l'Amériefforts, mais à se londre dans un personnage unique, celui de l'Améri-cain indigène, fier et rebelle. Car, comme nous le rappelle Retamar, les interprétations antérieures du symbo-lisme de la pièce sont aussi diverses que les préoccupations de ceux qui lenaient le miroir.

tenalent le miroir.

Ernest Renan, ayant sombré de l'humanisme dans la réaction la plus orthodoxe, annonçait en 1878 dans Caliban, Suite de « la Tempête », drame philosophique, que Caliban était un communard. L'Uruguayen José Enrique Rodo voyait en lui, au début du siècle, l'image de l'impérialisme des Etats-Unis par opposition à l'esprit d'Artel d'une Amérique du Sud de culture supérieure. Pour O. Mannoni (3), Caliban était l'expression d'une conscience colonisée et assujette, qui aspire à la liberté, mais ne peut se débarrasser de la « psychologie de la dépendance ». Un peu plus tard, le Martiniquais Frants Fanon (4) allalt ridiculiser cet aspect de la théorie de Mannoni. Pour Fanon, la nature de l'esclave n'est pas quelque chose d'une, de donné une fois pour toutes; elle est un résultat, la conséquence d'un conditionnement et non pas un trait racial. C'est la psychologie de la domination de Prospèro, et non pas la crainte de la liberté chez Caliban. commation de Prospero, et ital pas la crainte de la liberté chez Caliban, qui empêche l'homme de se réaliser pleinement, il s'ensuit que le fascisme n'est pas une aberration inexplicable dans l'éblouissante courbe ascendante dans l'éblouissante courbe ascendante de la civilisation européenne, mais le point culminant logique de tendances qu'elle recélait depuis longtemps. On pourrait en dire autant — et Fanon n'y aurait pas manqué — de l'équipée américaine an Vietnam.

La même idée est reprise par Aimé Césaire en 1969 (5). Cette fois, Prospèro est tellement prisonnier de son rôle de dominateur colonial qu'il ne qu'its pas son ile (la Martinique ?) à

quitte pas son île (la Martinique ?) à la fin de la pièce, contrairement au héros de Shakespeare. Au fur et à

mesure qu'il vieillit, il devient de plus en plus irritable, cependant que Cali-ban disparaît progressivement dans la nature. C'est à peine si ses cris cou-vrent le chant des oiseaux :

a Eh bien, mon vieux Caliban, nous ne sommes plus que deux sur cette ile, plus que toi et moi. Toi et moi! Toi-Moi! Toi-Moi! Mais qu'est-ce qu'il jout? s Eurlant

Dans l'œuvre de Césaire, Calfhan est Dans l'œuvre de Césaire, Calihan est dépeint comme l'esclare noir travailiant anx champs, Prospèro comme l'archétype du pisnteur colonial, et
Ariel comme le mulatre qui joue les
intermédiaires : l'intendant d'autrefois, le politiclen élitiste néocoloniai
ou le fonctionnaire d'aujourd'hui. Le
théâtre de l'action reste l'île, encore
que cette dernière soit plus spécifiquement caraîbe que celle de Shakespeare,
située dans un lieu imaginaire quelque
part entre Tunis, Milan et les Bermudes.

C'est au romancier barbadien George Lamming qu'il revient d'avoir amene Cailban à la ville Quittant l'île où l'histoire l'avait abandonné, il arrive Caliban à la ville Quittant l'île où l'histoire l'avait abandonné, il arrive à Londres (6) en quête de cette liberté intérieure — Il berté des cruelles contraintes du passé — que ne lui a pas apportée une émancipation toute formelle. Le Caliban de Lamming, maintenant écartelé entre trois rôles différents, se voit contraint d'assumer le personnage de l'homme des villes d'aujourd'hui. Tantôt acteur, peintre ou musicien, il habite dans le quartier à la mode de Hampstead et évolue aux confins de la culture « métropolitaine ». Cependant son acte d'imitation se termine en acte de rébellion. Sa fuite de la violence ancestrale s'achève en une débauche de violence moderne, souvent autodestructrice, au cours de laquelle les archétypes de Prospéro, Miranda et Caliban infmème sont mis en plèces. Le mère de Mirandà — personnage que Shakespeare, de façon significative, a ignoré — n'échappe pas au carnage. C'est alors qu'apparaît une liberté possible pour Tecton-Caliban :

« Il regardait, là où une caverne

possole pour trecton-Calinan:

Il regardait, là où une caverne
de seu commença à déchtrer le clei,
Calme, tu es si calme. Il était si calme.
Je suis, s'esforçait-il de ne pas dire,
tellement calme. One trinité de voir
monta du sond de l'océan. Calmé,
Tecton était prêt à bouger : et il était
tellement calme.

plus ingénieuse est celle de l'écrivain haitien Max Dorsinville qui utilise l'image de Caliban comme clé des rapports entre les Canadiens français et la communauté anglophone majoritaire. Il y a des limites à l'exploitation de l'analogie, qu'il relève dans son Caliban sans Prospéro (1974), entre le Canadien français et le Noir américain, tous deux perçus comms colonisès de l'intérieur dans l'Amérique anglo-saxonne. En effet, du côté canadien, les différences sont plus linguistiques et culturelles qu'ethniques. Cependant, l'ouvrage de Dorsinville est un exemple de plus de la permanence et de la vigueur du pouvoir de sugplus ingénieuse est celle de l'écrivain et de la vigueur du pouvoir de sug-gestion de la Tempète.

La quête d'un autre monde

O UELLE que soit leur valeur intrin-O séque, aucune de ces interpréta-tions ne saurait prétendre être fidèle aux intentions de Shakespeare. Il ne fait toutefois aucun doute qu'une partie des matériaux de la pièce propartie des royages de découverte de l'époque, et une autre partie des spe-culations, caractéristiques de la Re-naissance, sur les tendances de l'houme à l'état de nature, qu'elles aillent vers l'utopie ou la sauvagerie

Professeur à l'université du Sussez.

Plus centrale à la démarche shakes-pearlenne (comme on peut facilement le voir en comparant la Tempéta avec le voir en comparant la Tempête avec des pièces telles que Conte d'hiver et le Songe d'une nuit d'été) est l'idée d'un « autre monde ». L'île restitue ce qui a été perdu dans le « vieux monde » de Milan; pas seulement le duché de Prospèro, mais la possibilité de la grace et de la régénération pour tous les personnages qui y ont pris pied. Certains d'emire eux, comme Sébastien et Antonio (7), peuvent encore résister à cette chance de régé-



ROBERTO FERNANDEZ RETAMAR, VO PAR LE CARICATURISTE CUBAIN DAVID. Pour un destin différent des peuples américains « indigènes ».

nération mais ne mettent pas en cause sa réalité. L'intégrité de l'amour char-nel elle-même est restituée à travers

nel elle-même est restituée à travers l'impocence primitive de Miranda et la réapparition de Ferdinand, porté disparu dans l'océan, perpétuelle source de renouvellement.

Les intentions de Shakespeare ne peuvent ni ne doivent empecher les générations successives de lire des images multiformes dans son miroir complexe. S'efforçant d'établir quelques-unes des connexions sémantiques du nom de « Caliban». Retamar remonte à leur source première, le Journal de mavigation de Christophe Colomb, où le capitaine-général indique qu'on lui a signalé dans la zone carabe l'existence d'un peuple cruel derit les membres ont der musies de dont les membres ont des gueules de chiens, un aspect repoussant et se

chiens, un aspect repoussant et se dévorent entre eux :
« Cette image caraibe cannibale contraste ovec l'autre image de l'homme oméricain qu'ofre Colomb dans ses pages : celle de l'Arawak des grandes Antilles — notre taino tout d'obord — qu'il présente comme pactique, dour et même craintif et lâche. Ces deux misons des abortognes amé. Ces deux visions des aborigenes amé-ricams vont se répandre vertigineusement en Europe et connaître de singuliers développements: le taino deviendra l'habitant paradisiaque d'un monde utopique: Thomas More en 1516 publie son Utopie, dont Ezequiel Martinez Estrada o souligné, presque jusqu'à l'obsession, les impressionnantes similitudes avec l'île de Cuba. Le Caraïbe, quant à lui, donnera le connibale, l'anthropophage, l'homme bestial stiué irrémédiablement en marge de la civilisation et qu'il faut combattre ò feu et à sang (8), »

L'un des traits les plus originaux de l'œuvre de Shakespeare est le change-

l'œuvre de Shakespeare est le change-ment qu'il apporte aux possibilités d'utopie perçues par des auteurs anté-rieurs dans la découverte aux Amè-riques de l'homme « à l'état de nature ». On sait l'influence de Monnature s. On sait l'influence de Mon-taigne sur Shakespeare, non sculement en raison de la popularité notoire des Essais dans l'Angleterre élisabéthaine, mais aussi par l'exemplaire que nous possédons — semble-t-il annoté de la propre main de l'auteur de la Tem-pête — de la traduction des Essais en anglais réalisée par John Florio. La paraphrase de certains passages de l'essai Des cannibales, par Gonzalo, le vieux conseiller de Ferdinand, à la scène 1 de l'acte II, en fournit une preuve supplémentaire : preuve supplémentaire :

« Si cette ile était de mes plantations, seigneur... Et si fen étais roi, que ferais-je? Dans la chose publique firais tout à rebours Régiant toutes choses: car il n'est sorte de trafic Que jy admette; nul nom de magistrat : Les lettres n'y seraient point connues; de richesse, pauvreté Usage de service, point... Toutes choses servient en commun produites par la nature

Sans sucur ni effort: tradison, félonie, Epées, piques, couteaux, canons, emploi d'aucun engin, Je n'en roudrais point soir : mais la nature porterait De son chef toute foison, toute abondance Pour nourrir mon peuple innocent (8).

Le moment choisi par Shakespeare Le moment choisi par Shakespeare pour placer ces jugements dans sa pièce est doublement ironique : le discours de Gonzalo s'adresse à un groupe de courtisans qui, les habits encore trempés après avoir miraculeusement échappé à l'océan, et maigré les possibilités apparentes de régénération que leur ofire l'île, se mettent aussitét, par « la trahison, la felonie et l'épés », à ourdir un plan visant à éliminer à la fois leur rol légitime et Gonzalo lui-même. Toutefois, l'ironie dramatione la plus secrète réside dans dramatique la plus secrète réside dans le fait que Shakespeare a sciemment isolé les spéculations de Comzio de la présence du véritable indigène (et

peut-être propriétaire légitimes de l'île, Caliban, que Gonzalo n'a pas encore vu et dont il ignore même l'existence. Gonzalo envisage une plantation de l'île et non pas une utopie naturelle, qui naîtrait spontanément de son état d'innocence naturelle. Il cherche à « exceller l'âge d'or » non pas en découvrant une île où il existe encore, mais en prenant le contrepied exact de tout ce qu'il a conque dans exact de tout ce qu'il a connu dans le monde de Milan: dans ce monde corrompu, violent et oppressant qui a formé ses citoyens potentiels. Cepen-dant, suffit-il de se transporter sur une nouvelle terre pour retrouver l'innocence d'avant la chute?

La musique du rêve

L A comparaison de la tirado de la Gonzalo avec l'essai de Montaigne Des cannibales permet de mesurer à quel point Shakespeare a déplacé le centre du débat. Alors que le cannibale de Montaigne était de toute évidence un Amérindien, une crésture de chair et de sang, dont la cuiture évoquait le paradis par contraste avec une France déchirée par le fanaisme religieux. Shakespeare a comé Cuiffan religieux, Shakespeare a coupé Caliban

« Esclave plein de mensonge, Sensible aux coups de fouet mais non à la bonté! » Shakespeare est trop fin dramaturge pour ne pas laisser à Caliban son propre point de vue et la capscité de l'exprimer. Néanmoins, la tendance générale de la Tempète va dans le sens de la croyance de Prospéro dans la nature, plutôt que dans la perfec-

de toute vision paradisiaque. Selon lui, même si le lecteur moderne a du mai a l'admettre, son cannibale Caliban est a l'admettre, son cantibale Caliban est « sauvage et difforme ». Bien qu'elle soit implicitement critique do caractère tyrannique et irascible de Prospèro, la pièce u'invite pas le public à rejeter son argumentation selon laquelle Caliban est réfractaire à tout enseignement, sauf à être asservi et contraint par la force :

tion d'une nature sans entraves.

Et pourtant il existe un élément de paradis perdu dans le souvenir de Caliban des jours d'antan. On croirait lire une chronique abrégée de la première phase de la colonisation européanne des Amériques :

of Quand vous êtes d'abord venu
vous m'avez caressé, faisant grand cas de moi, vous me donniez
de l'eau où vous metitez des baies...
Alors je vous ai aimé
Et je vous ai montré toutes les vertus de l'Ue,

Les sources douces, les saines, les lieux arides et fertiles : . Que je sois maudit d'avoir ainsi jait ! >

Pius significatif même que cette possibilité, entrevue mais perdue, d'harmonie sociale aussi longtemps que Caliban conservait un rôle de guide, est son accès à une vision privée d'harmonie céleste. Prospèro peut obtenir de son agent des airs Ariel qu'il fasse de la musique à n'importe quel moment, mais rien n'indique dans la pièce qu'il soit le moins du monde sensible à la musique innée qui appartient en propre à l'île. Les oreilles de cet impérieux prince de la Renaissance n'entendent pas ces choses qui ravissent Caliban:

« N'ayez pas peut, l'île est pleine de De sons, d'uirs mélodieux qui charment et ne jont pas de mal. Parjois la vibration de mille instru-Bourdonne à mes oreilles : et par fois (des voix Qui, si je m'étais alors réveillé après [un long sommeil, Me jeront rendormir ; et puis en rêve, Les nuages, eùi-on dit, s'ouvraient et [montraient des richesses Prêtes à descendre sur moi, si bien [qu'à mon rèveil [un plession de reners par mon se pail] J'implorais de rêver encore. »

Est-ce là une vision de tout ce que Caliban a perdu, à cause de son esclavage et dont il ue peut maintenant se soovenir qu'en rève? Elle est fort différente de la construction ration nelle qu'est la communanté de Gonzalo, dans laquelle l'homme abandonne consciemment les arts de la civilisation et se met au diapason de la nature généreuse. Ici, c'est cette générosité elle-même qui s'adresse à l'oreille assoupie de l'homme, devenue à nouveau sourde lorsqu'il se réveille. Pent-être cette vision est-elle le fondement sur lequel la culture de Caliban devra être construite? Peut-être sa redécouverte sera-t-elle l'essence même de son histoire?

L'une des difficultès que soulévent

L'une des difficultés que soulévent ces questions réside dans la nature composite du Caliban de Shakespeare, différent des Amérindiens brésiliens de Montaigne (10), Caliban est en partie un être lie aux éléments, une aucune référence à la couleur de Prospéro si l'on excepte l'unique re-marque de Prospéro. « cet être de ténèbres, c'est mot qui le reconnais mien », où l'on peut supposer qu'il s'agit de ses ténèbres spirituelles pré-sumées. C'est tout le contraire pour Othello qui revieut lui-même souvent, comme le font aussi les autres, sur sa couleur de peau. sa couleur de peau.

L'un des aspects les plus carieux de la Tempéte, et qui a servi de point de départ pour les autres auteurs que nous avons étudiés, c'est l'absence d'intérêt de Shakespeare pour le sort de Caliban une fois le rideau tombé. Prospéro le tance sevérement en lui accordant son parien finel est autiliant par les autiliants son parien finel est autiliant son parient so accordant son pardon final afin qu'il » poursuive sa grâce », mais il se retrouve apparemment seul occupant retrouve apparemment seul occupant de l'île, comme avant l'arrivée de Prospero. Il sera à l'abri de l'influence corruptrice des courtisans, des exigences de service domestique de Prospero et même de la beauté de Miranda. Fourra-t-il entendre cette « musique » qu'il n'a connue jusqu'alors qu'en rêve? Le noble sauvage est une image très différente de celles qui sont venues par la suite, telle celle du rebelle vengeur cherchant dans la violence sa libération spirituelle. Et cependant, si sa culture et son histoire doivent se développer dans leur spécificité et leur élan propres, et ne pas rester prisonnières d'une étreinte dialectique avec l'Occident, peut-être trouveront-elles leur fondement dans cette vision unique de beauté et d'abondance spontanées qui appartient à Caliban et à ini seul.

(1) Paris, Maspero, 1973, traduction J.P. Bonaldi.

(2) Les principaux pérsonnages de la Tempéte de Shakespeare sont Prospéro, duc te Milan et magicien, banni de son duché et réfugié dans une île avec se fule; Atonso, roi de Naples; Ferdinand, fils d'Alonso; Miranda, fille de Prospéro; Ariel, e esprit des airs » et auxiliaire de Prospèro, et enfin Caliban, premier habitant de l'ûle, « esclave sauvage et difforme ». La tempéte suscitée par Ariel a jeté is navire d'Alonso et de sa euite sur le rivage de l'ûle.

(3) Psychologie de la colonisation. Paris. le Seuil, 1950. 141 Peau notre masques blancs, Paris, Seuil, 1985, deuxième édition, (5) Une tempéte. Adaptation de « la Tempéte » de Skakespeure pour un théatre nègre. Paris. Gallimerd, 1982. (6) The Pleasures of Exfle, Londres, 1960.

(7) Sécastien est le frère d'Alonso, roi de Naples, Antonio est le frère de Pros-pèro à qui n a usurpé le duebé de Milan. (8) Caliban, cannibale, up. cit. p. 21. (8) Naus avons repris icl is traduction of Jean-Jacques Maynux (Editions Auter-Montaigne). Les extraits suivants de 1 Tempéte seront pris dans cette traduction particulièrement remarquable. (10) Montaigne avait réellement ren-contré des aburigènes présillens lors d'une visite à Paris.





98, FAUB^e ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO BOUL RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS PTE MAILLOT PARIS

Un sultanat anachronique en Asie

BRUNEI **ENTRE DEUX AGES**

Musée du colonialisme britannique un Etat de poche islamique et puritain, riche en pétrole et convoité

Reportage de MICHAEL MORROW

de cent ans da présence britannique? dire? », riposte le secrétaire d'Etat à la langua et à la littérature, flairant un piège Imaginaire. Il recule, le daigt painté comme un « kris » dégalné ; Je vaus tuerai! > s'exclame-t-II. Ja prends congé en sourlant de mon mieux. Le secrétaire d'État m'a certifié que taut musulman est prét à mourir pour la cause. Nul ne saurait trahir impunément ses propos pour donner une Impression défovorable des affaires à Brunei. Je lui ai assuré que je farois très attention...

Le sultanat de Brunei s'était quasiment désintégré sous l'impact de l'impérialisme occidental et de sa propre décadence, mais, fidèles à euxmêmes, les Britonniques ont estime qu'un sultan sous hégémante britannique valait mieux que pos de sultan du taut. Ce ne fut pas un mouvois calcul, car si Brunel est un des royaumes les plus minuscules, les moins connus et les plus autocratiques, ses réserves pétrollères en font aussi un des plus riches et un des meilleurs Investissements jamais réalisés par l'Impérialisme. C'est aujourd'hui l'un des ampires de la Royal Dutch Shell, la seconde société pétrolière du

miqua autanome, Etat associé du Commonwealth britannique. Le sullan, Sir Hassonal Balkiah, agé de 28 ans, n'a pas de harem, à l'inverse de la plupart de ses prédécesseurs, mais une Lambor-

ghini bleue et una piste de karting devant son polais. Un terrain d'atterrissaga tout neuf de 4 000 mètres, l'un des plus longs et des plus surs d'Asia, lui permet de retrouver d'un coup d'aile la vie nocturne de Hongkong, de Singapour, de Londres ou d'ailleurs. Il dispose désormais d'un des réglments d'infanterle légère les mieux équi-pes d'Asia du Sud-Est et Il possédero blentôt une ligne aérienne, la Royal Brunei Airline.

Des canons aux derricks

BRUNEI fut judis une puissance en Asie du D Sud-Est, Il connut très tôt les canons; ses bateaux de pêche devinrent une redoutable flattille de guerre. Ses dirigeants vivolent antourés de leur cour, dans une spiendeur toute arientale, gardes par des hammes revêtus de « soia dorée convent leurs attributs sexuels, armés da dagues à manche d'or orné de perles et da gemmes pré cieuses, et les doigts charges de bagues ». Puis vinrent les Espagnols, qui mirent à soc, par deux fois, la capitale. Les Britanniques coulèrent la flattille, s'emparerent des canons qu'ils firent fondre pour leur campagne de Crimée. Leurs mercenaires remontérent en boteau l'estuaire de Brunel et, en vue de Bandar (la capitale), annexèrent de vive force la majeure partie du Nard-

Les vestiges du coloniglisme subsistent ici plus que dans tout outre Etat sauveroin de la région.

Des afficiers britanniques occupent des postes supérieurs dans l'armée at dans la palice (y compris dans la « special branch », la service de la sûreté nationale), au Trésor et dans la plupart des autres services fonctionnels du gou-vernement. Un batallion de Gurkhas est stationné on permanence dons le pays et une compagnia de troupes régulières britanniques assure une rotation à partir de Hangkong. A l'exception d'un consul honoraire hollandais, seuls les Britanniques ont afficiallement accès à la cour du sultan. Les affaires étrangères sont confiées à la Grande-

Brunei a une superficie de 5765 kilomètres carrés, si l'on ne tient pas compte de ses prétentions, hautement contestées, à la souveraineté sur le bassin du fleuve Limbang. Le Limbang, qui est occupé et administré par le Sarawak dans le cadre de la Fédération de Malaisie, sépare Brunei en deux enclaves équatoriennes entre le quatrième et sixième degrés de latitude nard. Il s'agit en majeure partia d'une zone de marols et de jungle qui s'étale en fronces vertes et humides au-delà de la ceinture de sable blanc des rivages de la mer de Chine. C'est tout ce qui reste d'une bien plus voste suzeroineté rognée par la diplomotie de la canonnière du siècle dernier. Les bâtiments — fermes ou hangars pour le latex — que l'on peut apercevoir d'avion sont l'exception qui confirme la règla. Brunel est voué à la monoproduction. Sans les derricks qui surgissent en mer près des rivages, Il n'y aurait pas de revenus.

mais mettre en évidence des panneaux annonça que la nourriture qu'ils servent n'est pas préparée

La grande ambition des Chinais est en général d'émigrer au Canada. Le service d'immigration canadlen envoie chaque année un représentant spécial pour s'occupér du flot de demandes. « Si vous êtes Chinois, pas d'avenir », dit un vieux Chinois qui vient de quitter la Shell après trente ans da service et qui part avec la totalité de sa pension, 40 000 dollars. Il espère rajoindre bientôt son fils en Colombia britannique. Celui-ci a oppris à la Shell la technologie cryogénique et a volon-tiers répondu aux avances du recruteur canadien.

Le reste de la population comprend les tribus de Bornéo, pour la plupart non musulmanes, ainsi que des Européens, des Arabes, des Indiens, des Pakistanais, atc. Les Ibans, bornéans travailleurs provenant en majorité du Sarawak voisin, fournissent l'essentiel de la main-d'œuvre non qualifiée. .lls sont recrutes — et parfois exploités — : par des contracteurs chinois qui leur versent sept à selon les critères régionaux. Ce sont d'anciens chasseurs de têtes, dont certains se sont convertis au christianisme et ils ont la réputation de s'entendre assez blen ovec les Britanniques, 5'adoptant assez facilement aux machines, beaucoup trovallient sur les puits de farage coff-shore » de la Shell ou sur les chantlers de construction. La, ils aggnent ce qu'ils peuvent pois rentrent chez eux à l'expiration de leur contrat. A la différence du Sarawak voisin — d'où proviennent la plupart des travailleurs migrants de Brunei — ils ne forment pas encore un graupe politique dissident. La Shell est sans conteste la principal

employeur privé du pays, bien qu'elle n'occupe quere plus de trois mille personnes vivant avec leur famille à Serio, une ville de la compagnie bâtie à l'occidentale, trayées d'habitations mélant oux installations « on-shore » de la Shell; à l'extrême pointe occidentale de l'Etat. Si la compagnie traite son personnel assez blen, il existe un gouffre entre les employés recrutés localement et les trois cent cinquante « expatriés », pour la plupart Britanniques et Hollondais, vivant en communauté fermée, dans le luce coutumier à l'industrie pétrolière : climatisation générole, piscines, machines à sous, terrain de golf (le seul qui existe dans le pays)...

Les citoyens et les autres



 $\mathbf{P}^{:}$

3745 0

ment Parti

diere

forzait

Le sultanat d récemment annoncé que les revenus de l'Etat — dant plus des neuf dixièmes proviennent du pétrala — dépassalent 400 millions de dallars en 1974 et approcheroient les 500 millions en 1975. Compta tenu

du fait que Brunel a cent quatre-vingt milla habitants, on peut danc estimer la revenu par téta à 2 800 dollars paul cette année. Cela ne suffit pas à placer Bruna royoumes pétroliers du Procho-Orient, mais cela en falt, sur la base du revenu par tête, la pays

Mais cet argent n'est pos réparti de façon égale. En 1973 (les statistiques pour 1974 font ancore défaut) la « liste civile » du sultan dépassait un millian da dollars, chiffra qui ne comprend pas les qualque 400 000 dallars destinés couvrir ses dapanses à l'étranger et les frais d'éducation des enfants royaux. Les dépenses prévues paur 1975 en matière de sécurité doivent être le double de calles qui sont affectées à l'éducation et dépasserant la moyenna annuelle des dépenses gouvernementales prevues au titre du nauveau alan quinquennol.

Environ 65 % de la population (et la plupart des citoyens de l'Etat) sant des Malais. Ils parlent malais at pratiquent l'islam. Ils occupent la plupart des emplais gouvemementaux mais peu d'antre eux ont une qualification technique. Beaucoup sont des pécheurs ou des paysons qui gagnent juste assaz pour survivre mals roras sont ceux qui sont prêts à s'employer à plein temps comme travoillaurs manuels dans le sectaur moderne de l'économie. La population malaise se divise grossiérement en doux classes : les jouissent de pensions de l'Etat at d'autres privilages; certains sont riches et puissants. Quant aux seconds, on les trouve frequemment dans les amplais gouvernemantaux qui leur conviennent, mals le toux de chômage est alevé dans leurs rangs. Education et soins médicaux sont gratuits et le gouvernement s'est efforcé d'en amáliarer la qualité. Les révoltes de l'una et l'autre classe ont ponctué l'histoire de Brunei. Au dix-neuvlème siècle, les Britanniques ont tiré parti des révoltes des pengirons contre le sultan pour obtenir de vastes concessions territoriales. En 1962, une révolte populaire, plutôt tournée contre les Britanniques que contre le sultan, fut réprimée : près du quart de la population adulte male de Brunel fut incarcérée. Depuis lars, les autorités accordent un peu plus d'attention à la plèbe. Toutefois, les aspirations craissantes des jeunes Malais mlaux éduqués posent au sultanat un de ses problèmes politiques les plus

Un autre quart de la population est chinaise, Les Chinais sont en contact avec Boméo depuis ou mains mille cinq cents ons (le second souverain islamique de Brunel, ou gulnzième siècle, aurait pris une apouse chinaise). Toutefols, la majeure partia de la population chinaise octuelle est venue dans le pays au cours de ce siècle. Les Chinais sont des citayens de second ordre. Plus précisément, la plupart ne sant pas citovens du tout car très peu d'entre aux réussissent l'épreuve de langue malaise requise pour acquérir la citoyenneté de Brunel. Ils occupent

les emplois qualifiés à la Shell et au gouverne ment, et tlement boutiques et affaires. Ils viennent des provinces septentrionales de la Chine - ou, plus directement, des Etats malaislens voisins de Sabah et de Sarawak où leurs parents au leurs-grands-parents s'étaient établis. En générol, ils travaillent dur, étudient beaucoup et thésaurisent — la plupart appartiennent à la classe moyenne - mais ils vivent sur la défensive. Le gouvernement a coupé les fonds aux écoles chinoises, dans l'attenta de leur nationalisation. Les restaurants chinois doivent désar-

"anciens" et les "modernes"



Il n'est pas facile de s'informer à Brunei, Ni la gouvernement ni Shell ne sont très coopératifs. Le premier ministre comme le directeur de la Sheli refusent les Interviews. Après

nisation du bien-être capitaliste.

avair tenté pendant quatre jours de voir le princi-pal parte-parale économique de l'Etat, son secrétaire au Trésor, M. John Lee, ja n'ai même pas au droit au « no comment » habituel de la part de sa secrétaire, qui jugeait fort incorrect qu'un journalista (assurément un des rares qu'elle ait igmals vus) se présente dans le bureau du parteparole économique du gouvernement sans avoir mis ses questions par écrit et en demandant des réponses ropides. Ecrites, mes questions n'ont jamais recu de réponse.

Si bien que l'étais tout reconnaissant au secrétaira d'État à la langue at à la littérature d'avoir bien voulu me recevoir. Il devint vite évident tautefols qu'il ne m'aimait guère et que te lui inspirais encore mains confiance. L'interview se déroula mai. La mosquée blanche et respiendissante derrière la fenêtre, me donna une inspiration. Le secrétaire d'État peut-il me parler de la mosquée? « Vailà que vous recommencez, s'écrie-t-il. Vaus avez des préjugés. Vaus considérez cette mosquee comme une église chréticano. Yous voulez savoir quand ella n été bâtie et tout ça - vous ne voniez rien savoir do Dieu. Or. rien de tout ea n'est important. » Le problème, ce sont les valeurs occidentales. L'Occident est hédoniste et exploiteur. L'Occident s'effondre. Brundi retiendro ce qu'il lui faut et laissero le reste. « Nous, nous nous dirigeons vers le paradis », soulignera-t-il avec emphase. Je n'étais guère en postura de mettre so parole en doute...

De fait, Brunei est bien un État islamique et. récemment, les outorités se sont grondement Inquietées de la santé religieuse du pays. L'aéroport international a supprime le porc de ses

menus. Les jalies filles ne parent plus de leurs grâces les évolutions noutiques qui saluent l'anniversaire du sulton; même les danses traditionnelles malaises marquent mal désormais. Les serveuses dans les cafés doivent porter des robes cachant jusqu'à leurs chevilles et la faction des « traditionalistes » fait pression pour qu'il en allia de même pour toutes les écolières. Néonmains, simultanément, de plus en plus de citayens da Brunei voyagent à l'étranger et les « moder-nistes » s'efforcent d'importer les us et coutumes du matérialisme occidental et les modes d'arga-

Cette opposition entre « anciens » et « mo-dernes » définit les termes de la contradiction sons doute la plus laurde de signification pour l'avenir du pays. Jusqu'en novembre 1972, par exemple. Brunei n'était accessible que par propulseur à fiélices. A présent, avec l'ouverture du gigantesque aéroport construit dans la cadre du précédent plan quinquennal, n'imparte quel avion à réaction peut y atterrir. Les modernistes parlent avec enthausiasme d'une industrie touris-tique, mais les traditionalistes s'inquiètent de l'introduction de valeurs étrangères au pays. Le premier hôtel de classe internationale à Brunei pourroit être construit dans les cinq années à venir. Pourtant, note un cadre de la Shell, « ils na sont pas vraiment-sûrs de vostoir un afflux de touristes... Ja pense qu'il y aura un compromis : les gens qui viendrout se reposer lei — disons des retraités australiens — devront se sotisfaire

do ce qu'ils trouverent, un point c'est tout ». A l'oéroport, les passeports sont glissés un par un dans une cabine en forme de confessionnol. Ils ressortent par un guichet où un officier d'immigration en uniforme les tamponne. De la mezzonine, des hommes en civil scrutent attentivement chacun des passagers. Pas question sans doute de réserver damoin le même traitement à une fournée de touristes débarquont d'un jumbo-jet. L'usine de liquéfaction de gaz naturel de Brunei est équipée de coméros de télévision en circuit fermé aul balayent son enceinte. Les unités navales du régiment royal fant l'exercice en prévision d'une éventuelle attaque de maqui-

sords contre un puits de forage aff-shore. Mais la sécurité n'est qu'un aspect du problème. Plus Important est le fait que les contacts croissonts de Brunei avec la monde extérieur devraient hàter le développement d'une réaction populaire l'explaitation par la Shell des ressources pétrolières du pays. Les jeunes technocrates se deman-dent déjà pourquoi tout le gaz et tout le pétrole sont exportés sous forme brute ; pourquoi . Il n'y a ni roffinerie, ni usine d'engrais, ni complexe pétrochimique; pourquol Shell pala oussi peu pour la pétrole qu'il produit. Le responsable de la Shell à Brunei, un Anglais qui vit dans une imposante villa protégée à la pointa occidentale du pays, a refusé de nous recevoir. Un porteparole de la compagnia n'a voulu répondre à aucuna question qui ne concernait pas directement les problèmes pétroliers. La compagnie a néormolis beaucoup à gagner — ou à perdre de l'évolution du pays.

Party of Property

Settle and the

On a beaucoup parlé de la nécessité de diversifler l'économie et de ventilar les revenus depuis la découverte du pétrole par la Shell en 1929. Quelques rares mesures ont été prises. Le gouvernement fournit à tous un service médical quasiment gratuit ; l'éducation est gratuite pour les citoyens de l'État, Toutefois, blen qu'on ne rencontre guère cette extrême pouvreté répandue dans les régions les plus déshéritées de l'Asie, la majeure partie de la population est fort mal latie. Deux plans de développement ont été menés à terme jusqu'à présent. Le plus récent, qui a pris fin l'an dernier, avait pris deux ans de returd. Mais le gros des dépenses est allé à des réalisations de prestige, pas toujours très utiles pour la transformation du pays, vaire complètement inutiles. Même les projets valables ont été mis à mai. Par exemple, on a inauguré en mars 1973 un port en eau profonde à Mugra, à une trentaina de kilomètres de la capitale, qui allait, selon les déclarations afficielles, accueillir des bateaux ayant jusqu'à 10 mètres de tirant d'eau. Mais la chenal de 3 kilomètres creusé à travers le promontoire pour permettre d'accèder au port ne tarda pas à s'envaser, si blen que le tiront d'eau est da moins de 7 mètres et que

Brunei continue d'être ignoré par les gros cargos. Le chenal est appelé par dérision le « canal de Suez de Brunei »

On dit que Somerset Maugham javait bridge sous la véranda du Brunei Yacht Club, un vieux et confartable bâtiment en bois sur les bords de la rivière de Brunei, et que certains des personnages de ses nouvelles malaises (Sortièges malais, etc.) lul furent Inspirés por des Britonniques rencontrés à Brunei. Mais ces affirmations continues ses affirmations de la continue de la con matians sont aulourd'hui mises en doute. Le sair au l'étais au Yacht Club, la communauté britonou l'erais au rache Ciup, la communaure principalité de sairée de sairée de soire de soir un méchant film de promotion des vols directs sur Londres de la British Airways. Si les mânes du vieux Maughan hontaient ces parages, sans doute était-ce pour portager la bière en fût angloise que la compagnie avait importée avec des pommes et du fromage bleu pour mieux célébrer le bon vieux temps.

Anthony Burgess est le seul auteur conten porain dant le nom soit associé à Brunei. Il y fut professeur du lycée. S'il est plus connu pour des romans tels que Clockwork Oroage, un des volets de so Trilogie molaise, Devil af a State, tut inspiré directement par son expérience de Brunel. semble qu'il n'y ait pas été très heureux. Dans un de ces restaurants chinals au on vous sert de l'alcool dans une tasse de thé pour ne pas encounir les foudres de l'Etat musulman, j'ai rencontré une ancienne connaissance de Burgess, un vieux monsieur chinois qui s'exprimait dans cet anglais châtié et méticuleux qui oppartient oux seuls maitres des écoles coloniales. « Burgess n'était pas heureux ici, m'a dit ce directeur d'école retraité,

il ne pouvait cantrôler sa femme. »

Il ne pouvait cantrôler sa femme. »

Dans son ramon, Burgess raconte l'histoire de Francis Lydgate, un contrôleur des passeports

Francis Lydgate, un contrôleur des passeports dans l'Etat mythique de Dunla, qui est lui aussi en butte à des problèmes conjugaux (il a trais femmes). Par bonheur, la vie déprimante de ce fonctionnaire aublié est égayée par les facéties de deux tailleurs de marbre Italiens venus participer à la construction d'une mosquée. Ils n'hésitent pas à pietiner la propriété victorienne de la communauté étrangère, le sens du sacriléae du sultan (au demeurant plus élastique) et la notion communément admise que les auvriers n'ont pas le droit de se mettre en gréve, surtout quond ils tapissent de marbre un édifice national. Ces Italiens sauvérent Burgess de la dépression. Peut-être aussi enseignèrent-Ils à Brunel une leçon dont li avait grand besoin - mais on se dépêcho de l'oublier : le roman est Interdit dans le sultanat.

La mosquée existe vraiment, Elle a été construile -- de fait avec l'aide d'auvriers italiens dans les années 50, du temps du précédent sulton, Sir Omer All Seifuddin III.

Sir Omar a abdiqué en 1967 en faveur de son fils, le sultan Hassanal Balkiah, mals il

Brunel

dont le titre depuis

qu'il a renoncé au

trône est celui de

sulton Serl Bego-

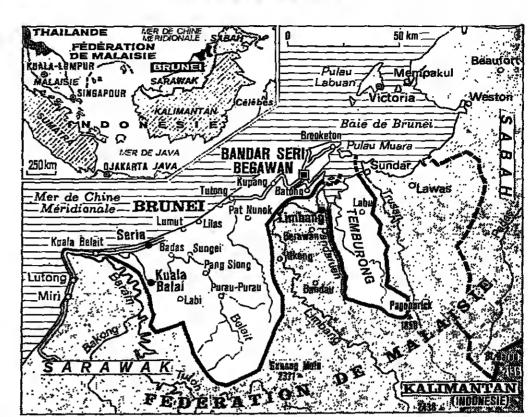
won. Bandar est

demeure le véritable patentat du pays. Un ancien haut commissaire britonnique le définit un jour comme « an grand temporisateur doté d'un sens chatonilleux de ses prérogatives ». On n'a jamais très bien su ce qui avalt mativé sa possotion des pouvoirs. Il n'a guere que solxante ans et pornit en assez bonne santé. A l'époque, le jeune heritier était étudiant à Sandhurst ; il intercompit ses études pour monter sur le trône. Selon les uns, le jeune homme n'en faisait quère qu'à sa tête et son père ourait vaulu l'abliger à prendre des responsabilités plutat que de le laisser corrompre davantage par la vieille Europe. Selan les autres, Sir Omar, qui pourrait bien être un politicien beaucoup plus astucieux qu'an ne le dit, voulait se défaire de la pompe officielle pour mieux se consocrer à préparer l'avenir de son pays à un moment au il devenait de moins en moins évident que la Gronde-Bretagne pourrait et voudrait continuer de jouer un rôle pratecteur. Quoi qu'il en soit, tout le monde s'accorde à dire que le père continue de tirer les ficelles derrière

Qu'arrivera-t-il quand le pouvoir effectif pas-sera du père au fils? Certains pensent que le jeune sultan n'a pas le sens politique de son père et que la pompe officielle le fatigue. Récemment, dit-on, il a montré des signes d'Impotience vis-à-vis du cérémonial et peut-être aussi de la tutelle paternelle. Le pouvoir du sultan pourroit fortement diminuer à la mort de Sir Omar, despote ariental de l'ère post-coloniale.

Anglophile natoire, nourrissant une admiration particulière pour Winston Churchill, Sir Omar est paurtant intervenu dans le domaine palitique pour s'appaser à la volonté des Britanniques. En 1963, alars que la Grande-Bretagne tentoit d'édifier un solide rempart contre l'influence indonésienne en Asie du Sud-Est en proposant la création de la Fédération malaise (les Etats malais, Sarawak, le territaire de Nard-Barneo, Brunei et Singapour), Sir Omar se tint sur la réserve. Un des problèmes de l'époque était le retour du Limbong, la langue de territoire cédée par les Britanniques ou « roj » de Sarawak en 1890, et l'affaire n'a fait qu'emplrer depuis, les Britonniques, qui assurent toujours les relations extérieures de Brunei, s'apposent aux prétentions de Sir Omar et refusent de les foire valoir. En dépit de cette situation emborrassante, Sir Omor s'abstine, soulignant que, aux termes de la lai islamique, Sarawak, qui est à présent un Etat intégré à la Molaisie, devralt restituer ce bassin fluvial couvert de jungle et faiblement peuplé qui divise Brunei en deux enclaves.

Dans son message d'anniversaire l'an demier, le sulton faisait écho à cette préoccupation : « Brunei ne cédera pos ses droits... » En octobre 1974, Brunei annonçolt que le sulton avoit créé un fonds spécial d'un montant illimité destiné à la défense, et le premier ministre por



intérim déclarait : « Si, à Dieu ne plaise, une urgence se produisait, des fonds seroot immédiotement disponibles eo deburs de ceux qui soot déjá alloues, pour assurer la sécurité et préserves l'harmonie des citoveus. »

L'an dernier, les relations entre Brunei et la Malaisie se sont encare tendues, notamment en raison des élections en Malaisie. Le gouvernement de Sarawak, qui fai) parlie de la coalition au pouvoir, se heurtoit à une opposition plus forte que dans taut autre État de la fédération. Appuyé por le premier ministre de Malaisle, Tunku Abdul Rahman, le premier ministre de Sarowak, Abdul Yakub, fit un thème de compagne des prétentions de Brunel sur le Limbong, s'en prenant ou carac-tère despotique et colonial du sultanat. Un des dirigeants de l'opposition au Sarawak - dont le parti n'avait cessé de progresser — fut même arrêté sous prétexte qu'il était soutenu par des intérêts de Brunel, Aujourd'hui, il n'est pos évident que les relations entre les deux Etats vont s'amé-

sero elle. » A Bandar, on foit des allusians voilées à l'existence de factions de jeunes afficiers et de technocrates mécontents de l'inefficacité gouvernementale, de l'explaitation et de la domination britonnique et impotients de faire leurs preuves. A l'origine du malaise, dit-on, le mélange contraire du nationalisme islamique et de la puissonce britannique à bout de souffle.

A Bandar, on parle encore, discrètement, des exploits des ouvriers Italiens que Sir Omar avait fait venir paur botir la mosquée. Selon les archives de Brunel, ces marbriers étaient originalres de Vicenza, la ville d'Antonia Pigafetto, personnage lié à l'histoire de Brunei. Ce marin fut le chroniqueur de Ferdinand Magellan dans son voyage autour du monde. Selon James Ongkili, historien bornéan qui enseigne à l'université de Malaya à Kualo Lumpur, Pigafetta « consigno le premier témoignage clair et personnel goi nous soit parvenu sor le sultanat de Brunei a. Pigafetta visito Boméo en juillet 1521, peu après la mart de Magellan, tué sur l'ile de Moctan aux Philippines. « Les maisons sont toutes construites eo bois et surélevées sur de hauts piliers, écrivait-il. Lorsque la marée est houte, les femmes vont en bateau vendre de cabane en cabane les articles nocessaires ao maintien de la vie. » La description que fait Pigafetta de Kampong Ayer n'a guère vieilli.

Les Italiens ont depuis beau temps quitté le sultanat. Mais, seuls ou en groupe, les Lydgate à la Burgess sont toujours là, tuant nuit oprès nuit au bar des deux hôtels de Bondor ou sirotont leur alcool servi dans des tasses à thé dans un des restourants chinois trés respectueux de la prohibition mals encore plus soucieux de satisfaire les goûts de leur clientéle. Ils y font leur temps, à la manière staique des Britanniques, se réconfortant à la pensée que leur salaire est plus élevé de moitié au plus qu'il ne le serait en métropole, qu'ils n'ant pos à croindre ici de grève des mineurs de charbon — ni quelque gréve que ce soit d'ailleurs — et que, Dieu merci, an ne pale pas d'impôts l

lier musulmon quelque peu déplocé en Asie du Sud-Est et qui, cependant, ne s'en est pas encore désolidarisé. Une réputation qui chorrie une ambience de lagune languide et oubliée, à la souverainete quelque peu suspecte, et où les étrongers au mains en sont réduits à des défis bénins aux ennuyeuses réalementations de l'aristocratie locale, du hout commissariat britannique et de la branche de la Rayal Dutch-Shell. a C'est comme Abu Dhobí il y o vingt ons », dit un banquier qui fut en paste en Proche-Orient, Réputation qui n'est pos taut à fait imméritée,

(Lire la suite page 20.) (i) Des représentants du perti du peuple ont demandé le 15 juillet au sous-comité de la décolo-nisation de l'ONU d'appuyer la demande d'iodépeu-dance faite par leur parit, « représentant légitime de la population opprimés de Brunei » (N.D.L.B.).

Le "statu quo" sur le alan militaire, combattit l'influence britan-La capitale de nique à Brunei et dans le nard de Boméo au s'appelle à début des années 60. Des discours enregistrés présent Bandor Sert Begowan, en l'hon-neur de Sir Omar,

de dirigeants du porti rakyat ouraient été soisis et des militants appréhendés. Le porti ovoit obtenu une écrasante majorité jors de la seule et unique élection parlementaite de l'Etat en 1962 (1), Préserver le « statu quo » ne fut oas toujours une

partie de plaisir pour les Britanniques. Au début de décembre 1962, des rebelles du Tentora Nasional Kalimanton Utara, ou Armée de libération du Nord-Barnéo, s'emparèrent de la majeure partie de Brunei. Entraînés secrètement dons des endraits discrets lain des villes, ils n'étaient armés que de carabines et de fusils de chasse et néatigérent de s'emporer de la station de radio. Ils ne devaient pas résister langtemps face aux Gurkhas et aux troupes britanniques venues de Singapour et de Hongkong. Au prix d'une centoine de tués dans ses ronas, la rébellian fut écrasée. Toutefois elle devalt contribuer à alimenter des combats de jungle entre forces oppuyées par les Britanniques et forces sautenues par les Indonésiens sur une autre section de la frontière du Nord-Barnèa, conflit coûteux et prolongé qui allait hâter la renonciation des Britanniques à leurs engagements pour la défense de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.

La rébellion de Brunel mit fin à sa brêve expérience de monarchie constitutionneile, entreprise á la demande des Britanniques en 1959. Le parti Rokyat, la formation voguement socialiste qui venait de remporter hout la main les premières élections parlementaires, fut proscrit. Certoins de ses dirigeants, impliqués dans la rébelllon, furent emprisonnés. A.M. Azahari, qui avait été élu premier ministre et se trouvoit oux Philippines ou moment du soulévement, ne rentro pos à Brunel. L'état d'urgence est en vigueur

L'armée, agent de changement?

F IN décembre demier, le sultan recommandait la vigilance : « La sécurité sous taus ses aspects est l'affaire de tous afin que les éléments indésirables qui aimeralent semer la désunion échouent dans lears tentatives. » Le budget de l'armée et de la palice devait quasiment daubler en 1975 (pour atteindre prés de 60 millions de dollars), la majeure portie de l'augmentation allant à l'équipement d'un second bataillon mobile d'infanterie légère des forces armées combinées de Brunei, le Royal Brunei Molay Regiment, Huit cents nauvelles recrues parteront les effectifs du régiment à deux mille cinq cents hommes.

De source proche du service de sécurité de Brunei, on fait valoir en privé que l'agitation politique actuelle est entretenue en sous-main par des agents malaisiens, qui appuient les enne-mis du sultan. En juillet 1973, dix prisonniers palitiques, détenus sans jugement depuis la rébellion manquée de 1962, parvinrent à s'échapper et à se réfugier en Malaisie, au on leur occordo le statut de réfugiés politiques. Parmi eux se trouvait le principal théariclen politique du parti Rakyat, Zalni bin Haji Ahmad, un diplômé de la London School af Economics qui était devenu le bras drait de l'anclen chef du parti, A.M. Azahari (lequel se serait retirè à Djakarta). Le gardlen qui aurait facilité l'évasion des détenus travaillait paur la « special branch » malaisienne, affirme-t-on à Brunei.

Berakas Camp est un complexe militaire britanique, tracé au cordeau, situé non loin de la copitale, sur la côte. C'est le quartier géné-ral du Royai Brunel Malay Regiment et ce

qui se rapproche le plus d'un ministère de la défense. Son commandant, le colonel B.F.L. Rooney, est un anden afficier gurkha qui a été fait « datuk » de Brunei pour son rôle dans la liquidation de la rébellian de 1962. Un de ses principaux adjoints, le lieutenant-colonel Pengiran Ibnu, est l'un des deux seuls officiers de Brunei à avoir atteint ce grode. Militaire de comère âgé de trente ons, forme en Gronde-Bretagne, en Austrolie et en Malaisie, Ibnu provient d'une des grandes familles de Brunel; son frère oiné est dejà chef de la police à Bandar Seri Begawon. Certains observateurs estiment qu'il finire por prendre la relève de Rooney, et qu'il est oppelé jouer un rôle important dans l'avenir poli-

L'hélicoptère arrive : le lieutenant-coionel Ibnu,

menacé

tique du poys.

juvénile et othlétique, ottend déjà. « Allons-y 2, dit-il, agitant san élégante badine. Ibnu m'a Invité à l'accompagner dans la petite enclave extérieure de Brunel, le Temberang. Le Bell Jet Ranger décolle, piloté por un jeune avlateur de Brunei formé au Canada. L'appareil se dirige vers la baie de Brunel paur survoler la périphérie de la zane contestée du Limbang. Une énarme antenne se dresse au sommet de la plus houte colline de Limbang, surmantont Bandar Ser Begawan. Elle fonctionnera bientôt, permettant de mieux arroser Brunei avec les émissions de radia et de télévision de la Malaisle. Le jeune lieutenant-colonel hausse les épaules et sourit. Il préfère contempler les étendues de jungle qui tapissent la plaine de la rivière Temburong. « Il y a toot de choses la-bas qu'on pourrait développer =, dira-t-il d'un air songeur un peu plus tard, alars que nous déleunons de « somba udang », de curry et de concombre, sur la table unique du mess des afficiers dons l'avant-poste du régiment à Temburang. « Brunei pourroit se soffire ea riz si sculement quelag'un vouloit bien

faire le premier mouvement. » Brunei a récemment construit une route tout autour de la zone de Temburana. Ses soldats y viennent par campagnies, à taur de rôle, et possent le plus clair de leur temps à effectuer des randonnées dans la jungle et à visiter les villages disséminés. Cette zane, traditionnellement négligée, servait de base de repli aux rebelles en 1962. Sa frontière avec le Limbong est très auverte. Récemment, le gouvernement de Brunei a débioqué des fonds impartants pour répondre aux besains des quelques milliers d'habitants de la région. Ces demiers mais, on s'est mis à patrouiller la frantière de nuit. En dépit de ce surcroit d'activité, la siluation au sol est bien lain d'être aussi tendue que ne le suggérent les échanges rhétariques au niveau politique. « Per sounellement, dit encore ibnu, je pense qu'il fout agrair vivre avec ses vaisins; j'espère qu'an jour vicedro au oa pourra se rendre en voiture à Kaching, la capitale du Sprewak, sons autres formalités, »

Avec neuf hélicoptères, neuf potrouilleurs, un haveccraft, plusieurs véhicules de reconnaissance et un système de communications « Clansman » ultra moderne, le Brunel Royal Malay Regiment dispose d'un équipement bien impressionnant paur une farce d'infanterie légère qui est seulement en Irain de se dater d'un second botaillan. Mais, à vrai dire, cette farce jeune, petite et înexpérimentée, n'aurait pas la maindre chance contre les troupes malaisiennes s'il devait y avoir un affrantement. Est-ce une éventualité? S'il existe une menace, elle provient des « éléments indésirables ». Si le régiment dait avoir un rôle, c'est celui de maintenir le « statu quo » inteme. Mais il se pourrait bien que l'armée elle-même soit justement un agent de changement.

« Quoi qu'na en pense, dit un jeune afficier, l'ormée est l'arganisation la plus forte de l'Etat ; si une organisatina doit faire quelque chose, ce

LE MONDE DIPLOMATIQUE

JACQUES PAUVET CLAUDE JULIEN Rédactrice en chef adjungte : MICHELINE PAUNET

Pris de l'abonnement enquet (en francs)

Prance. D.O.M., F.O.M., ex-colonies

Etranger 73 PAR AVION
(Abonnement et tayes)

Surope (3 compris Turquie d'Asie,
Açores, Chypre, Madère), Aigèrie,
Maroc et Tugisie

Afrique francopoune Guadeloupe. Guyane française. Martinique, Réuninn

Guyane Trançaise Martinique, Rémainn du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Educion du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Educion du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Educion du Sud, Nouvelle-Educion du Sud, Nouvelle-Educion, Valle et française, Ca en bodge, Saint-Pierre-et-Miquelou, Wallie et Futune 116

Arable Saondite, Iran, Irak, Israél, Jordacie, Liban, Libya, Egypte, Syrie 101

Birmanie, Chine, Corée, Hougkong, Jepon, Indonésie, Marao, Malasse, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Timer, Thatlande, Vietnam do Nord, Australie, Nouvelle-Zélende, actres paya d'Océanie 140

Autres paya d'Afrique, d'Amé-

Rédection et administration : 5, rue des Italiems, 75427 PARIS CEDEE 09 (Chèque posta): Paris de 4207-23) Tél Rédaction: 770-91-29 Tél. Publicité: LAP 05-02 Télex: Le Monde 650 572 Paris Adr. télégraphique: Jourmonde E

appellate.

une ville sons prétention, avec environ quarante mille habitants. La mosquée du sultan Omor All Saituddin, une des plus belles hors du Proche-Orient, la domine taut entière. Le dôme, couvert de tuiles d'or, surmante la partie occidentale de

gens - et des moins jeunes - chaque soir. Les deux cinémas vetustes affichent des films de troisième ardre. Les mélodromes Indiens fant le bonheur des dames. Pas de quatidien - bien que le gouvernement envisage de bâtir cette année sa station de télévision en couleurs. La Straits Times, médiocre quotidien gouvernemental, assure à lui seul le lien avec le reste du monde. Ses vendeurs n'ant jamais entendu parler du Mande, de l'International Herald Tribuoe ni même du Times de Londres. Il n'y a d'ailleurs pas de kiosque à proprement parler. La Chartered Bank affiche à l'extérieur son exemplaire du Financial Times, fixé avec une chaine...

la ville ainsi que l'antique Kampong Ayer, le

village flottant qui est le cœur de la civilisation

Bandar vit repliée sur elle-même, coupée du

reste du mande. Les matches de faotball sur le

« pedang » sont le posse-temps favari des jeunes

de Brunei depuis plus d'un millénaire.

Le soir, la mosquée brille des lumières multicolores installees par les auvriers italiens; on dirait la Noël à Rame, « Qu'est-ce que vous vonlex foire quond vous quitterex l'école? demandé-je à un groupe de garçons attrou-pès devant une échoppe de tailleur et qui plaisantent les jeunes couturières. « Aller en Proche-Orient m'engager dans l'armée arabe », répond l'un d'eux. Pourquoi? « Il se se passe rien ici. » Tout est si calme. « On verra ça dans deux, trois ans », s'exclame en riant un des garçans, s'adressant en malais à son copain. Bandar Seri Begawan s'enorguelllit de posseder

le seul musée national au monde dédié à Winston Churchill, le Churchill Memorial Gallery, proche de la mosquée. Sous une statue du premier ministre à l'entrée, on peut lire cette inscription ; iration pour les réalisations de Winston Spencer Churchill, Se Grandeur le sultau de Brunei u fait édifier ce Mémorial paur dancer exemple et inspiration à la jeunesse d'aujaurd'hui et de demain. » e li n'est pas danné aux plus intelligents et aux plus colculateurs des martels de sovoir avec certitude aù se trouve leur intérêt... > De fait, la jeunesse de Brunei pourroit bien décider que son Intérêt est alleurs.

En juin 1974, vingt-deux étudiants de la très respectable école secondaire Sir Omar Ali Scifuddin se sont enfuis de Brunel et réfugies en Majaisie. Ils auraient distribué des tracts à Bandar appelant à soutenir le parti Rakyat (le parti du peuple) interdit et à exiger le retroit des traupes etrangères. Au grand dam de Brunei nt les autorités assurent être prétes à pardonner les étudiants qui rentreraient - la Malaisie s'empressa de leur accorder l'asile politique et de le faire savoir. En ooût 1974, plus de cent personnes originaires d'un village proche de la frantière du Sarawak s'enfuirent également en Malaisie, craignant, semble-t-il, d'être arrêtées pour activités subversives.

Une source proche du service de la sûreté de Brune: fait état d'une tentative de résurrection du Tentara Nasional Kalimanton Utara (T.N.K.U., au Armée nationale du Nord-Boméo), qui, jauls-sont d'un soutien moral certain bien que limité

Les promesses du pétrole et de la finance

Brunei, toutefois n'est pas aussi déplacé qu'il le poraît parfois, C'est un Etat de poche, mois

il occupe une position intéressante sur l'une des dernières grandes frontières terrestres et maritimes du monde. Kalimanton, comme s'appelle aujourd'hul Boméo, ne campte guere que quotre millions et demi d'hobitants sur ses 750 000 kilometres currés de montagnes et de jungles riches en minerais. Le plateau bornéan, de Sarawak à Sabah, a d'importantes réserves de pétrole et de gaz. L'ovenir politique de Kolimantan est tout en paints d'interrogation. Le plus important sans doute est celui des relations entre Brunei d'une part et, de l'autre, Sabah et Sarawak, (adis porties integrantes du sultanat mais oujourd'hui Etats rattuchés à la Maloisie.

« Branei fera partie d'un ensemble dans quatre ou ciuq une », déclare en privé un leune dirigeant politique de Brunei. Quel ensemble ? Et comment ? Deux possibilités, qui ne sont pas necessairement contradictoires au demeurant : Brunei finira por rejaindre la Malaisie d'une façon ou d'une autre ; ou bien Brunei, Sabah et Sarawak formeront à eux trais une entité politique. Ou encore, Brunei et Singapour pourraient être conduits à s'associer par le jeu d'intérêts financiers et politiques communs. Les troupes de Singapour ant commence à s'entraîner à Brunei, cor elles ne peuvent le faire dans la cité-Etat.) Le transfert effectif des pouvoirs de Sir Omar à son fils pourroit apporter des éléments de réponse.

Etroitement lie ou Kolimonton, l'ovenir poli tique de Brunei l'est tout autant ou pétrale. Ce petit pays offre aujourd'hui ou Japon une salution de remplacement pour ses importations pétrolières du Proche-Orient, et à la Royal Dutch-Shell la possibilité d'oméliorer so position sur le marché éner-gétique japonois. C'est fin 1972 qu'o commencé a fonctionner la plus grande usine de liquéfaction de goz naturel du monde, une entreprise mixte de Shell et Mitsubishi, avec une porticipation de 10 % du gouvernement de Brunei. Celui-ci n'ayant guère poussé à une révision des accords d'exploitation malgre la hausse des prix mondiaux du pétrale. Shell et Mitsubishi disposent à l'heure actuelle d'une source de goz porticulièrement profitoble (0,63 dollar por million de B.T.U., compore aux deux dollors récemment négocies por l'Indonésie). Le complexe géont, dont la canstruc-tion a couté 300 millions de dollars, pompe le goz liquéfié jusqu'à une jetée de 3 kilomètres plus loin, au une flotte toujours plus grande de tonkers cryogéniques de construction française l'emparte vers les centrales et les usines de Honshu. C'est oussi vers le Japon que vont les cent quatre-vingt mille barils de petrale à faible teneur en soufre qui sont produits quotidiennement (et ouss), opparemment, acquis à des prixplanchers records) por la Shell.

Brunel est riche, certes, mols pourrait le devenir plus encore si son gauvernement négocialt des contrats d'exploitation plus avantageux. Le sultan, qu'il solt satisfait de san sort ou assez réaliste pour comprendre qu'une confrontation avec la Shell risquerait de saper les bases de son propre pouvair, ne se plaint pas. Les discussions sur la

construction d'installations pétrochimiques — à laquelle s'appose la Shell sous le prétexte qu'il n'y a pos ossez de pétrale pour satisfaire ses exportations et rentablliser le projet - laissent penser toutefais que les jeunes technocrates méditent au mains sur la façon de tirer un meilleur porti pour Brunei d'une ressource qui n'est pos éterneile. Ils pourraient bien recevair des encouragements de l'exterieur, por exemple du Japon et de la Malaisie. Blen que certaines concessions de la Shell aillent au-delà de l'an 2000, la compagnie et, de façon plus générale, les Intérêts britanniques pourraient rencontrer des difficultés bien avant cette date.

Au service de Sa Majesté

POUR les Britanniques, l'utilité de Brunei va bien au-delà de ce qui peut accroître la contribution de la Rayal Dutch-Shell à la bolonce des palements du Royaume-Uni. Leurs intérêts les plus importants sont d'ordre militaire et bud-

Selon l'accord de 1971, renauvelant les accords de défense entre la Grande-Bretagne et Brunei, non seulement le sultanat est tenu de recruter et de financer ses propres forces pour le mointien de l'ordre intérieur, et d'être en première ligne pour la défense extérieure, mais encare il doit règler les frais d'entretien des troupes britanniques et gurkhas à Brunel.

En faisant venir à tour de rôle leurs soldats de Hongkong, les Britanniques donnent à leur troupe un entraînement de jungle à peu de frais, taut en allègeant le trop-plein de leur garnison de Hongkong. Les gurkhas, basés près du quartier général de la Shell, à l'extrémité occidentale de Brunei, ont d'obord pour fonction de préserver les intérêts britonniques, et Brunei règle la note.

Ils constituent également une force de réserve qui n'est pas entretenue sur les fonds britanniques mois qui pourrait, le cas échéant, être rapidement transportée à Hongkong ou ailleurs. Ces considérations sont d'autont mains négligeables que la Grande-Bretagne a entrepris de se passer des facilités militaires dant elle dispase à Gon et o Singopour.

En outre, les engagements pris por la Gronde-Bretagne sont assez élastiques. Les diplomotes britanniques sont prompts à faire remarquer que la Grande-Bretagne a l'abligation de consulte Brunei sur les problèmes de détense, non de le défendre outomotiquement.

Les marchandises britanniques jouissent d'un tarif préférentiel à Brunei. Les soloires ouvriers étant, on l'a vu, relativement élevés pour la réglon, les Impàts inexistants, et beaucoup d'avantages sociaux subventiannés par l'État, une masse considérable d'argent est en circulotion. Le style de vie oisée d'un fort noyou de familles expatriées attachées oux opérations pétralières, au haut commissariot britannique ou au gauvernement, oinsi que de l'oristocratie de Brunei, foit du poys un marché attrayant en denit de son étroitesse. Ainsi, bien que Brunel n'alt que 400 kilomètres environ de-routes sèches, Il compte quelque vingt-cinq mitte véhicules à mateur (l'essence ardinaire coûte seulement 35 cents le gallon impérial). Cela fait pratiquement un véhicule à moteur pour huit personnes, monifestement plus que dans n'importe quel outre pays d'Asie du Sud-Est. Les automobiles britan-niques sont taxées à 10 % seulement, ce qui les rend moins chères qu'en Angleterre; c'est un article très demande par le consommateur

Brunei a traditionnellement détenu la majeure partie de ses réserves manétaires en sterling et les a laissées en dépôt à Londres ouprès du trésorier de la Couronne, bien que l'intérêt soit des plus modestes et que la Grande-Bretagne n'ait pas geranti leur parité-or. Ces réserves sont, bien sur, sons commune mesure avec celles en provenance du Proche-Orient, mois elles ant joué leur rôle pour le soutien de la livre. Cette loyauté leur role pour le soutien de la livre. Cette loyaute est aujourd'hui remise en questlon par la faiblesse de la livre et par la décision de la Grande-Bretogne, effective depuis le 1° janvier demier, de retirer la seule garantie protégeant les avoirs afficiels en sterling entreposés à Londres, à savoir la promesse de maintenir la parité vis-à-vis du doilar. Mais Brunei n'oura rien à y perdre en importance dons le monde de la finance du Sud-Est asiatique. Ses réserves s'accroissent, tout comme se précisent ses perspectives de devenir un centre financier régional

Relais bancaire et évasion fiscale

E N effet, le dollar de Brunei continue de prendre Le de la voleur por rapport ou dellar américain et il maintient sa parité avec l'or fin à 0,290200 gramme. Le dollor de Brunei s'échange à un contre un sur le marché libre avec le dollar singopourien, en vertu d'un orrangement monétoire spécial qui remante à l'époque où les deux États disposaient de la même monnoie caloniale britannique; il soutient actuellement son cousin singapourien contre la récession qui frappe le secteur manufacturier de l'île, tourné vers l'expartation, et fournit le « boilest » pour les gratte clei de la haute finance que l'an construit actuellement te long de Shenton Way à Singapour,

qui tend à devenir le Woll Street de la région. Dans les milieux bancaires, on signale que Brunel a commencé à rapatrier ses avoirs déposés Londres, qui ne lui rapportalent que 5 %. La méthode la plus fréquemment utilisée consiste à obtenir le ropotriement anticipé des fonds prévus pour les investissements. On propose alors aux banques internationales ayant une représentation à Singapour de solliciter cet orgent pour des dépôts à quatre-vingt-dix jours, La banque qui affre le taux d'intérêt le plus fart l'emporte. Selon un banquier britannique à Bandor, l'orgent est alors « vendu » à une succursale de Singopour por la succursale de Brunei et, de là, li passe directement sur le marché monétaire interboncaire de Singapour pour des prêts à court terme rop-portont de 9 à 12 %. Un banquier américain en poste à Singapour estime qu'il y a ainsi en permanence en circulation entre 25 et 30 milllors de dollors. La communauté boncaire s'attend à voir croître cette somme, du fait de l'accroissement des dépenses pour le développement et des difficultés que continuera de connoître la livre.

Le bruit se répand lentement parmi la communauté aisée du Sud-Est asiatique, en particulier parmi les hommes d'affaires chinois qui détiennent souvent leur fortune dans des trusts fami-lioux vaguement structurés plutôt que dans des sociétés sur le mode occidental, que Brunei affre de merveilleuses perspectives pour l'évasion fiscole. Le sultanat ne perçoit pas d'impôts sur les revenus des porticuliers, pas plus qu'il ne taxe les simples associations ou d'outres farmes d'associations commerciales n'ayant pos leur siège social sur place. N'importe qui peut se rendre dans une bonque de Brunei, y déposer son argent à un toux d'intérêt concurrentlel ovec celui de Singapour, sans pour outant devoir payer d'impôt sur le capital ou sur les Intérêts. Les groupes d'offaires peuvent établir à Brunei des associations leur permettant d'y fixer leur capital et emprunter ensuite à ces associations, ou titre du e passif » plutôt que de l' a actif ». Un homme d'affaires comu, grand spéculateur sur les terrains à Singapour, o même établi sa propre banque pour faciliter de telles opérations. En général, les banques accueillent ces evosions fiscales, qui leur permettent de « vendre a leur orgent en retour sur le marché monétaire de Singapour ou d'augmenter leur pénétration à Brunei.

"De nouvelles Bahamas"?

A:VANT 1947, Bandar n'avait pas une seule banque commerciale ; elle en a huit aujourd'hui - deux de plus que de cofés - et lo finance n'y relève plus des tractations sous une poillate, comme du temps où la Hongkong and Shanghal Bank y ouvrit sa première succursale. Ce n'est même plus une offaire uniquement britannique. Les Etats-Unis, la Malaisie et Singapour y ont chacun deux bonques représentées et une septième o son siège social à Brunei. Les banques américaines, la First National City Bank et la Bonk of America, sont les plus agressives. La première, principal portenoire financier dans la construction de l'usine de liquéfaction de gaz naturel, a réussi la le plus gros « coup » de la jeune histoire bancaire de Brunei, « Nous mous précipitans avant qu'ils ne ferment la porte », dit un responsable de la F.N.C.B., soulignant que cette dernière o désarmais trais succursales à Brunei, Fin 1973, M. Edward L. Palmer, président du comité exécutif de la F.N.C.B., s'est rendu à Brunei pour y suggérer une restructuration des lois sur le copital qui feroit du poys un centre financier à port entière. « Vous semblez disposer de tous les éléments qui pourraient faire de vous de nauvelles Bahames », a-t-il fait valoir au

Les intérêts américains à Brunei s'accroissent. La question est de savoir jusqu'où ils iront. Les Britanniques, roppelons-le, ont imposé leur pra-tection sur Brunei en 1888, en partie pour repousser l'emprise américaine. Mais la Grande-Bretagne n'est désormais plus guère en état de se battre ; d'allieurs, ou fur et à mesure que s'entrecroisent davantage les filets des capitalistes sur le monde; s'agit-il encore de se battre? On ne saurait écarter désormals la possibilité d'une porticipation americaine à des accords futurs sur la sécurité de cet Etat de poche. En avril 1974, deux canonnières américaines, la Tacoma et la Welch, ant remanté la rivière de Brunei, visite inhabituelle, symbole de la diplomatie telle qu'on la pratiquoit volci un siècle, mais qui vaut peut-être aussi pour demoin...

(Copyright Michael Morrow et le Monde diplomatique.)
(Dessits de PLANTU.)

Correspondance

M. Herbert R. Southworth, outeur de la Destruction de Goernica et d'outres ouvrages sur l'Espagne contemporaine, nous odresse la lettre suivante:

En 1921, José Ortega y Gasset publia un important ocurage intitulé España invertebrada (l'España gu e invertébrée). L'anteur se donuait poor tâche d'analyser ia e décadence espagnole ». Le thème principal faisait ressortir le fait que la perte des territoires composant l'empire espagnol — perte dont le point de départ est situé par Ortega en 1550 — ue se termina pas avec le désastre de 1598, qui vit le détachemeut des dernières colonies telles que Porto-Rico, Cnba, les Philippines, etc., mais se continua par la désagrégation de la métropole elemene. Ortega remarque que le prodigieus effort ceutripète qui, après l'unification de la Castille avec l'Aragon, avait réalisé l'empire e'arrêta et qu'ensuite s'entama la réaction centrifuge qui ne put être frelués et se poursuivit par les mouvements autonomistes catalan, basque, galicieu, etc.

 $\mathbf{P}^{:}$

re:: isas ės:

2.000

7<u>.</u>- 1

n. . u

1995 : men. Paris

dieste

faiteir

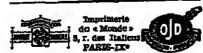
Calendrier des fêtes nationales

15-31 OCTOBRE 21 SOMALTE 24 ZAMBIE

Fête nationale Fête de l'indépeu-dauce Fête nationale Fête nationale Proclamation de la République 26 AUTRICHE 26 IRAN 29 TURQUIE

NOVEMBRE Fête nationale Fête de l'indépen-dance Anniversaire de la révolution d'Oc-7 U.R.S.S.

Edité par la S.A.B.L. le Monde. Gérants :



Reproduction interdite de tous arti-cles, sauf accord avec l'administration.

Francia invertebrada?

Cette analyse pessimiste de la situation espaguole, plus de vingt ans après la défaite de 1898, c'était, de la part d'Ortega, qu'une constatation. Mals de jeunes Espagnols qui acceptaient cette analyse tout en eu refusant la conclusion pessimiste allaicut fooder le mouvement fasciste espagnol dans le but avoue d'arrêter la désagrégation de la métropole et, ensuite, de reconquérir l'empire peridu. Ils voulaient remettre en marche le mouvement centripète dont les rois catholiques avaitent été les instigateurs.

Ce fot l'un des bots avonés des mili-taires qui déclevebèrent la guerre civile de 1936-1939: l'anéantissement des mon-vements d'actonomie régionale. Pour atteindre ce but, tous les moyens, même les pius vioients (y compris l'exécution par les armes do chef catalan Luis Companys, pris en France par la Gestapo eu 1946), furent préconisés et pratiques par la droite espagnole.

L'histoire de l'Espagne depuis 1936, dans les territoires occupés par les nationalistes espagnuls, et dans toute l'Espagne dépuis 1939 est l'histoire d'une rioleute répressiou de toute manifestatiou de « régionalisme ». Pendant de longues années, lee langues e séparatistes s' fureut mises à l'index, et r'ext seulement dans la décennie actnelle qu'une presse quotidienne a po s'exprimer dans une autre langue que le castillan.

Hepuis des années, un tribunal mili-taire d'exception siège à Burgos pour juger et condamner les antogomistes basques (devenus mainteuant ouvertement « séparatistes »). Le refus par le gouvernement central de Madrid d'enta-mer le dialogue avec les régionalistes qui réclamaient le « home-rule », c'est-à-dire le droit de se gouverger, s'est révéié un échec total.

L'analyse tirée de l'histoire espagnole est-elle valable pour d'autres nations européannes qui passent par les déchire-meois provoques par la e nudité s terri-toriale de l'époque post-impériale."

Les moovements centrifuges de décolo-nisation vont-ils s'arrêter aux frontières métropolitaines de la France, de l'Angie-terre, par exemple? Peut-être, mais li faut admettre que, dopuis que l'Angie-terre a perdo ses colonies, elle a conno la renaissance des nationalismes écossais et gallois.

Et en France? Est-oe on hasard si te moovement de a ilbération a de la Ere-tagne a pris de coovel essor depuis quelques années? Il est vrai que la Catalogne française et le Pays basque français sont relativement calmes; mais cette altuation peut s'expliquer par le fait que ul Catalans ul Basques un veulent lotter sur deux froots à la fois. Le centralisme qui domine la pensée administrative de la nation espagnole et de

la nation française a une raison profonde.

historique; mais il existe également une raison historique — l'histoire d'Espagne de ce siècle — pour comprendre que la répression n'a jamais résola le problème souleré par les aspirations d'un peuple à s'occuper lui-même de ses affaires. Cette formule d'implique par décessairement le démembrement d'une cation. Le lait que le gouverneur de Californie soit élu par les citoyens de l'Etat de Californie et nou pas dommé par Washington n'a jamais affaibil la nation américaine. Il y a, à cela, d'antres raisons historiques.

Il pout survenir un moment où, après que le sang a été versé aboudamment et fréquemment, le démembrement devient alors inévitable. Il est certain que les tribunaus d'exceptiou et de justice expéditive qui siègeot depuis des semaines à Biadrid pour juger les Basques s'éparatistes a ne funt sans doute que retuire l'Espague invertébrée plus probable.

L'histoire de l'Espagne, la faillite de sa politique envera ses régions depuis soisante-quinze ans, ce penvect-elles pas servir d'avertissement aux pays qui, depuis la fin de la seconde guerre moudiale, se trouvent confrontés avec le problème que l'Espagne counnt en 1895; arrêter le monvement centriloge, soit par le violence et la répression, soit par le respect et la compréhension de la a différence régionale s?

correct de ONNO COSSOLOROS

 A l'occasion du trentième anniversaire de la République démocratique du Vietnam, l'ambassadeur de la R.D.V. et Mme Vo Van Sung ont donné une réception le 2 septembre.

• M. Omar Esse Mohamed, charge d'affaires a.i. près l'ambassade la République arabe libyenne, a offert une réception, le 3 septembre, à l'occa-sion du sixième anniversaire de la révolution du 1º septembre.

 L'ambassadeur du Canada et Mms Leo Cadieux ont donné une réception, le 4 septembre, à l'occasion de leur départ

 A l'occasion de la fête nationale, M. Ivan Boudinov, ambassadeur de la République populaire de Bul-garie, a offert une réception, le 9 sep-tembre, dans les salons de l'ambassade.

 A l'occasion de la fête nationale des Républiques centraméricaines, l'ambassadeur du Nicaragua et Mme Julio Quintana Villanueva, l'ambassadeur du Guatemala et Mme Sal-vador Oriega, l'ambassadeur d'El Sal-vador et Mmo Azziefa Peralia, l'ambassadeur du Costa-Rica et Mme Do-bles Sanchez ont donné une réception

le 15 septembra. M. Mirko Zaric, conseiller de presse pres l'ambassade de la République socialiste fédérative de Yougos-lavie, a offert un cocktail le 15 sep-

 M. Ok Sakun, chef de la mission M. Ok Sakun, chef de la mission du gouvernement royal d'union nationale de Cambodge, a organisé, le 16 septembre, une projection do film sur le nouveau. Kampuchéa « Un peuple hérolque », placée sous la présidence de M. Jeng Sary, vice-premier ministre chargé des affaires étrangères près la présidence du conseil des ministres du GRUNK. pistres du GRUNK

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Mexique et Mme Carlos Fuentes ont offert une réception le 16 septembre.

Nécrologie

♣ Le poète Saint-John Perze, Prix Nobel de littéreture 1960 et, sous son vrai nom, Alexis Saint-Léger Léger, ambassadeur de France, est décède le 20 setembre dans sa maison de Giens (Var)

(Communique) Découvrez un grand CHATEAUNEUF DU PAPE VIEUX A UN PRIX JEUNE en écrivant directement ou DOMAINE DE BEAUCASTEL .84350 COURTHEZON Réf. eM.D. a nº 25

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement,

à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux. se tient à leur entière disposition pour

tout renseignement

qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP-DE-MARS S.A. Télex:TT CITRO-24833 - Tél. 587.99.20 - 783.52.76

CITROEN *

9 ...

100

.

wire les resurga

La dissolution de l'OTASE

DU PACTE MILITAIRE A LA SPHÈRE DE "PROSPÉRITÉ" CAPITALISTE EN ASIE DU SUD-EST

"ORGANISATION du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASIE) a virtuellement cessé d'exister le 24 septembre. Estimant que l'alliance avait rempli sa mission, les représentants des six pays membres (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Anstralle, Nouvelle-Zélande, Philipplines et Thallande), réunis à New-York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies ont en effet décidé que l'Organisation, mise en place il y a deux décennies par les Etats-Unis pour « contenir la pousée communiste dans la région », devait être progressivement dissoute au cours des deux années à venir. Certaines activités de l'alliance, notamment celles qui ont un caractère technique et économique, seront transférées à d'autres organisations bilatérales ou multinationales.

L'issue de la seconde guerre d'Indo-'ORGANISATION du traité de

L'issue de la seconde guerre d'Indochine a certes vidé de sa substance
une organisation née an lendemain
de l'effondrement français dans la
péninsule. Mais il serait faux de penser, blen que l'agence Tass e'en
félicite, que la dissolution de l'OTASE
reflète un changement décisif de la
stratégie occidentale — au demeurant
d'essence américaine — dans cette
partie du monde.

Créée à Manille le 8 septembre 1954, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est porte la marque d'une épo-que dominée par la pactomanie de John Foster Dulles, alors chef de la diplomatie américaine, et la volonté

de Washington de « contenir » (contain) les forces socialistes. Il s'agit alors de circonscrire le communisme au Vietnam du Nord, considéré comme « perdu », et à la Chine.

En dépit de son nom, l'OTASE est une alliance essentiellement conque par les Occidentaux à leur profit. D'une manière significative, d'alheurs, les pays asiatiques qui y adherent sont tous, à des degrés divers, dépendants des Etats-Unis. Les motivations des signataires « blancs » ne sont pas concordantes mais toutes empreintes des inquiétudes engendrées par les accords de Genève qui ont consacré la fin de l'empire colonial français en Asia. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, déjà dans le giron américain après la signature du traité de l'ANZUS, ne sont évidemment pas opposées à un nouveau pacte anti-communiste. La Grande-Bretagne, réticente avant la signature des accords de Genève mais inquiète d'une éventuelle contagion révolutionnaire en Malaisie et à Singapour, souscrit aussi an projet. La France de M. Mandès France, qui s'est toujours opposé à l'internationalisation du condit indochinois, se raille aussi à la conception d'une défense collective: Paris, qui a di capituler devant Ho Chi Minh, n'en conserve pas moins l'espoir de maintenir ses positions au Vietnam du Sud, au Laos et an Cambodge, L'aide américaine lui paraît alors indispensable pour cette entreprise.

Un traité sans substance

Un fraité sa Universal de l'OTANE L'OTASE au bloc sino-nord-vietnamien. Il Foster Duiles aurait voulu créer une réplique de l'OTAN. L'OTASE n'en fut qu'un pâle reflet, puisque aux termes du traité chaque membre devait définir souverainement la nature de l'action à entreprendre « pour juire jace au danger commun ». Aucune clause ne stipulait d'engagement automatique. De toute façon, l'OTASE ne disposait pas de troupes organisées sous un commandement unique comme l'OTAN. Peu de temps après sa création, un observateur devait d'ailleurs déclarer à Bangkok: « Nous venons de construire une voiture avec une joile currosserie, mais sans moteur » (1). Dépourvu de mécanismes militaires collectifs, l'OTASE va se heurter en outre à un type de guerre « subversive » qui rend d'autant plus ambigué la définition des conditions d'intervention.

Tous ces facteurs vont vite faire apparents le memorar de selections d'intervention. Tous ces facteurs vont vite faire apparaître le manque de substance du

traité de Manille. L'évolution de la situation internationale, notamment traité de Manille. L'évolution de la situation internationale, notamment la division du camp socialiste qui rend caduques les analyses de Dulles, et le nouvel embrasement en Indochine, que l'écrasante intervention américaine ne parvient pas à juguler, y ont certes contribué. Mais plus profondément il s'est rapidement révâlé que l'OTASE ne pouvait jouer aucun rôle dans les querelles qui allaient éclater dans la région. Le traité de l'Asie du Sud-Est n'a pui être évoqué ni lors de la tension entre le Cambodge et la Thallande ni dans l'affaire de la Nouvelle-Guinée occidentale, ni lors de la confrontation entre l'Indonésie et la Malaisie ou le conflit entre Kuala-Lumpur et Manille à propos de Sabah. La seule intervention de l'OTASE concerna le Laos en 1962. Alors que le Pathet-Lao poussuivait son ofiensive, M. Dean Rusk demanda une action conjointe de l'OTASE dès mars 1961 : tous les Par PHILIPPE PONS

ministres des affaires étrangères des pays membres soutinrent cette propo-sition, sant la France. En mai 1962, Wellington, Canberra, Londres et Washington dépêchèrent sur le Mékong des unités qui, en fait, n'intervinrent pas.

pas.

L'affaire laotienne est importante car elle dévoile l'inefficacité et, partant, la véritable nature du traité de Manille. D'une part, il apparaît clairement que les signataires du pacte sont en désaccord (la qoerelle entre Washington et Paris le prouve); d'autre part, et surtout, elle révèle que les Etats-Unis entendent entrer en scène sans s'embarrasser des réactions de leurs autres partanires. en seène sans s'embarrasser des réactions de leurs sutres partenaires, même occidentaux. L'O'TASE n'avait pas de « moteur »; les Amàricains ont rapidement pallié cette défaillance: les traités sont oubliés, Washington intervient quand bon lui semble. A partir du printemps 1964, les raids aèriens amèricains, d'abord sur le Laos puis sur toute l'Indochine, vont ee succèder pour cesser le jour où Washington décidera de se retirer. La France, en désaccord avec la stratégie américaine, devalt renoncer à participer aux activités de l'O'TASE en 1967 et arrêtait toute contribution financière en 1974. De son côté, le Pakistan quitte l'Organisation en 1972. L'O'TASE apparaît alors comme

L'OTASE apparaît alors comme une simple articulation entre la période purement coloniale et celle de l'intervention et de l'extension de la présence des Etats-Unis dans la zone. An départ, les anciens colonisateurs (la Grande-Bretagne et la France) s'allient aux Etats-Unis pour essayer de préserver des bribes de leur empire. La France cutt pouvoir mainteur sa La France croit pouvoir maintenir sa présence dans une partie de l'Indo-chine et, pour Londres, il n'est pas encore question de retirer ses troupes à l'est du canal de Suez. Rapidement à l'est du canal de Suez. Rapidement cependant, l'OTASE, qui n'a d'autre force d'intervention que celle des Etats-Unis, devient « tout au plus », comme le note M. Kissinger, « une base juridique pour des opérations essentiellement buntérales » (2). Et, en fait, Washington invoquera le traité de Manille pour « justifier » l'intervention an Vietnam (3). Dans d'autres occasions, les Etats-Unis ne feront aucun cas du traité: notamment en signant avec la Thailande en 1965 un « engagement secret ». Tout porte à croire que les autres alliés n'ont été ni consultés ni informés de l'existence de cet accord.

Mais le conflit indochinois va clai-rement montrer que le type d'inter-vention écrasante et vaine pratiqué par les Etats-Unis, en invoquant occasionnellement l'OTASE, est péri-mé. L'opinion publique américaine tolère mai désormais le sacrifice de la vie de « boys » dans des guerres

contre - insurrectionnelles prolongées en Asie. La future stratégie améri-caine devra donc être fondée sur un emploi plus rationnel et plus restreint des forces militaires. Dans une telle perspective, l'OTASE, cadre juridique moribond, n'avait plus de raison d'être.

Les nouveaux gages de stabilité

Les Mouveaux control pas Les Mouveaux control pas Les Etats-Unis ne renoncent pas pour autant à leurs visées dominatrices dans la région. Washington cherche moins désormais à intervenir directement sur le continent asiatique qu'à contrôler les voies d'ean stratégiques de l'Asie. De là, l'accent mis sur le développement de la flotte américaine et le repli sur la chaine des grands archipels (Japon, Okinawa, Philippines, Indonésie) avec des extensions à Singapour et à Diego-Garcia dans l'océan Indien, A cette stratégie navale s'ajoute une parapolitique fondée sur le dollar, plus efficace, estiment les Américains, qu'un traité militaire qui n'en finis-sait pas d'agoniser.

efficace, estiment les Américains, qu'un traité militaire qui n'en finissait pas d'agoniser.

Le Pentagone est conscient que la liberté des capitaux ne va pas apporter une réponse « définitive » à la subversion, mais qu'elle n'en a pas moins des conséquences stratégiques importantes. En encourageant un accroissement des échanges entre les pays du Pacifique (en cela le Japon et l'Australie peuvent jouer des rôles importants) et en facilitant l'industrialisation des pays du Sud-Est asiatique, les Etats-Unis renforcent leur dépendance à l'égard du marché capitaliste et les rendent plus que jamais tributaires de le « libre » circulation sur les mers, — dont les Américains ont la clé. Pour Washington, en investissant dans la région, Tokyo, et dans une moindre mesure les pays européens, accélèrent l'insertion des sociétés concernées dans la sphère de « prospérité » capitaliste et parter accentiser de le « prospérité » capitaliste et parter accentiser de le « prospérité » capitaliste et parter accentiser de les parter de le « prospérité » capitaliste et parter accentiser de les parter de les parters de les sphère de « prospérité » capitaliste et, partant, accroissent leur vulnérabilité partant, aceroissent leur vulnérabilité aux sanctions économiques (4). Dans cette perspective, le renforcement des liens économiques au sein de l'ASEAN (Association des nations et l'ASEAN (Association des l'ASEAN (As

aux rébellions. Les nouveaux mécanismes mis en

place par Washington ont en outre l'avantage de permettre aux poussées nationalistes — de Manille ou de Baugkok notamment — de se manifester. Membres de l'OTASE, les Philippines et la Thallande ont ces derniers mois (5) clamé qu'il fallait dissoudre cette alliance. Ce qui leur est donné aujourd'hui n'est qu'une satisfaction sans portée réelle. Manille et Bangkok peuvent sans doute faire satisfaction sans portée réelle. Manille et Bangkok peuvent sans doute faire valoir auprès de leur opinion publique une volonté d'indépendance. L'OTASE disparaît certes, mais jamais les Philippines n'ont autant dépendu des capitaux étrangers et jamais la Thailande n'a autant redouté que des troubles ne dissuadent les investisseux étrangers.

troubles ne dissuadent les investisseurs étrangers.
L'alliance entre des régimes de
droite, à quelques nuances nationales
près, et les intérêts étrangers semble
un gage de stabilité.
Mais le calcul pourrait être erroné
à plus long terme. En vingt-cinq ans
d'intervention en Asie, il semble que
les Américains n'ont rien eppris. Ce que
les traité de Manille baptisait « subversion communists » demeure, avec la
même formulation, le mai qu'il faut
détruire sans sommation. Personne à
Washington ne semble comprendre détruire sans sommation. Personne à Washington ne semble comprendre que les peuples asiatiques ne pourront pas accepter éternellement l'écart croissant entre ville et campagne, entre un secteur industriel tourné vers l'exportation et une économie traditionnelle stagnante; que ceux qui se révoltent aspirent simplement à une vie d'homme et voient, à tort ou à raison, dans le « communisme » le seul moyen d'y parvenir.

politique étrangère américaine. Fayard, Paris, 1970.

(3) Point de vue développé par M. Dean Rusk devant le Sécat américain le 19 lévrier 1966 (voir le Monde du 21 février).

(4) Cf. l'artiele de Michael T. Klare dans le Monde diplomatique de septembre 1973 et e le Japon et l'Asie a. Ph. Pons, Monde en développement. 4 trimestre 1973.

(5) La Thallande demandait la dissolution de l'Otage depuis trois ans.

CHINE

Un mouvement d'étude de la dictature du prolétariat

Contre les résurgences bourgeoises, la lutte des classes continue

NE compagne révolutionnaire e pris naissance en Chine au mois de tévrier : le mouvement d'étude de la dictature du prolétariet. Elle prolonge le critique de Lin Plao et de Confucius qui e occupé les trois ennées précédentes. A moins de deux mois du dixième anni versaire du déclenchement de le révolution culturelle, la politique intérieure chinoise reste marquée per un intassable esprit

militant Le mouvement actuel souligne l'importance de l'étude théorique et de la lectura des classiques du marxieme, mais ses implications pratiques sont nombreuses. Elles touchent aux domaines de la poliuque, de l'économie et de la culture.

Pourquol faut-il que les Chinois étudien: la théorie de la dictaturs du prolètariat ? Parce que, semble-t-il, le parti demeure traumetisé par l'effeire Lin Piec. qui l'e secoué il y e cinq ans, et dont les remous no sa sont apalsés que lentement. L'ex-maréchal, aujourd'hui décrit comme un « révisionniste contre-révolutionnaire ». e'était élevé au rang de vice-président du parti. Or. selon la presse de Pékin, il a'en fallut de peu qu'en 1970 se conjuration n'aboutisse au renversement du régime. Lin Piao fut donc d'autant plus dangeresp: qu'il avait au habilement cacher son jeu. A l'ave dr. pour tenir en échac sembiables manœuvres, il importe de savoir distinguer le « vral » marxisme du « faux ». Comme la théorie de la dictature du prolétaries est su cœur du marxisme, ti est nécessaire d'en avoir une connaissance epprotondie. De plus, selon les communistes chinois, sont d'authentiques marxistes ceux-là seuts qui admettent que dictature du prolétariat doit s'exerces L'accent mis sur t'adverbe pourrait

indiquer que la presse prépare le population à l'adoption de nouvelles mesures radicales Le rôle directeur du parti com-muniste sera vratsemblablement réaffirmé dans tes milieux culturals. C'est là en effet que les intellectuele exercent l'es-sentiel de leurs activités et c'est dans leurz rangs que les influences idéolo-giques — celles du marxisme comme celles du révisionnisme - e'exercent avec ampleur et raffinement. Tout récemment le peys a été invité é la critique du célèbre roman du quatorzième siècle Au bord de l'eau, car trop de Chinoia publicient qu'il porte le marque de l'idéologie téodale et que certains personnages

D'autres Indications tandent à montrer que le système des salaires et plus gânéralement les normes de répartition sont contestés et pourralent être modifiés. Cele découle de la conception du socialisme et de l'Etat en vigueur à Pâkin.

Un article du Drapeau rouge de mars, Intitulé : - De le dictature intégrale sur la bourgeoisie », en donne une présentation élaborée (1). Il porte la signature de Tchang Tchouen-klao, membre du bureau politique, qui fut un des dirigeants de la révolution culturelle é Changhal. La lecture de cet erticle, d'une rigueur et d'une ciarté rare- dans le presse chinoise, est Indispensable é le compréhension du mouvement en cours.

Ce texte analyse cans completeance le situation des classes et les luttes de classes dans la China actuelle, car l'insl'opposition du prolétariat et de le bourgeolele. Elle cuvre une très longue période de transition vers le communisme, où la lutte se poursuit sous des formes ditférentes. En effet, la projetariet occupa désormals une poeition dominante, c'està-dire qu'il exerce sa dictature sur la bourgeoisie. Or il feut se garder de croire que la bourgeoisie ainsi renversée et dominée va disparaître. Elle conserve une force idéologique sans repport avec se situation économique et sociale car tout le poldu de la tradition joue en es faveur. En outre, et c'est lé un point capital de l'article de M. Tchang, une néo-bourgeoisie renzit quotidiennement, y compris parmi les ouvriers et parmi les cadres du parti et de l'Etat. C'est là le plus grand péril. . L'embourgeoisement d'une partia des communistes et des cadres dirigeants est susceptible de nous causer la plus grand tort », affirme le texte. Cette thèse n'est pas nouvella, mais elle est exposée lei evec une grande nette Elle ouvre la voie é une ensiyse plus riche des bases matérielles et sociales du révisionnisme et renverse le tendance précédente é abuser des notions de complot al d'intervention étrangére.

En raison de ce renouvellement constant des éléments bourgeois, le lutte des classes durare longtemps : - Même quand les propriétaires tonciers et les bourgeole de le vielte dénération seront rous devenus poussière, cette lune na finire pas et il sere encore possible que des Lin Piec talisme -, ecrit l'auteur. C'est que le sociatisme porte les «etigmates» du capita-

lisme, situation favorable à l'éclosion de la néo-bourgeoisle. Tchang Tchouen-klao est fort clair : par rapport è l'ancienne eoclisté, seul le réglime de propriété a change. Tout le reste : les rapports entre les proupes sociaux, les normes de répartition, notamment, demeure dana la aphère du droit bourgeols. Le président Mao e déclaré à ce sulet : « Maintenant

Par JEAN DAUBIER

encare, on ,ratique le eystème des salaires é huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange monétaire, et tout cele ne différe guère de l'ancienne société. »

E régime de le propriélé socialiste E régime de le propriélé socialiste tul-même n'est pas homogène. Il se présente sous dans formes : le propriété collective, majoritaire dans l'agriculture, et le propriété dite « du peuple entier (nationalisée), prépondérante partout elileurs. Il faut noter que 90 % des céréales proviennent de l'économie collective. La pari de ta « propriêté du peuple entier », c'eat-à-dire ici des fermes d'Etat, est Encors faut-il distinguer les cas où cette

propriété publique eocialiste est de pure

forme, le pouvoir réel pouvant être locale-

ment conflequé par des élèments bour-

geole, L'article affirma sinsi que Liu Chec-

chi al Lin Pieo ont, é des degrés divare, et toute la presse chinoise cite é satiété le président Mao, qui n'e pas craint d'affirmer ceci : » A en juger par ce qua f'al vu, ne disons pas dans le totalité ni l'écrasante majorité, mais, je le crains, dans une majorité assez grande des usines, 'a direction n'est pas eux mains de Corane on le voit. l'hours n'est pas, en Chine, aux chants de victoire, et la déclaration du président, bleo qu'elle date du 9 avril 1969, n'en est pas moins citée comme devant e'appliquer en tout point à le cituetion présente. Mao Tse-toung e également souligne le tait que le système l'importance des catégories monétaires est prépondérante. M. Tchang en conclut pour sa pari que l'infrastructure écono-miqua n'est pas consolidée tandis qu'en

valent des idées et des normes bourgeoises. Aussi explique-t-il qu'en ces circonstances Il eerait facile é des gens comme Lin Piao de resteurer le cepita-

Article inhabituel donc, surprepant & plus d'un titre. Il met en garde contre fragile, Instable, et aeul l'exercice vigoureux de le dictature peut lui permettre de se développer. Maie, et c'est lé un pointcié. Il s'egit moins de réprimer (2) que d'aller vers davantage d'égalité et de briser les cloisonnements et les hiérarchies séparant cadres et techniciens, ouvriers el Ingénieurs, edministrateurs et adminis

Les déclarations précliées de Mao Tseloung eemblent suggérer que cot effort devra se concrétiser en metiére de salaires. L'éventail déjà faible des rémunératione pourrait être réduit. Les troubles obscurs récemmant signalés à Hangchow pourraient alors découler de revendications formulées dans ce cedre et jugées é tort ou é raison intempestives.

Le mouvement d'étude de la dictature du prolétariet, comme tous les mouvements de ce type, est systémetique relié aux problèmes concrets oul se poseni dans chaque entreprise industrialle et egricole et chaque administration. Ses implications sur la vie politique et économique du pays sont donc par moment sensibles. Trait caractéristique da la politique intérisure chinoisa: certaine conflits sont souhaités, voire stimulés, pour amener à maturation des contradictions ou des enta-

'ARTICLE de M. Tchang, dans la style indirect et vollé propre à la presse chinoise, fait d'ailleurs allusion à des résistances é la campagne en cours, et même & des » activités de sape - et é une » lutte implecable », « La bourgeoisle, écrit l'auteur, tait mina d'accepter te dictature du proiétariet, maie n'en travaille pas moins, dans ses actes, 6 resteurer la sienne propre. » « N'est-ce pas ce qui s'est passé en U.R.S.S. soue l'égide de MM. Breinev et Khrouchtchev ? », demande Tchang Tchouen-klao, quì dénonce sana les nommer des agents de le bourceoisie analogues. Leur sollicitude va tout parti-cullèrement à le nouvelle génération, à laquelle lis prêchant que » ta stimulant matériei (primes, sur-primes, heuts salaires)

sent fort, n'en est pas moina savoureux ». Cetta métaphore, elle-même sevourause. Indique, une fols técrypiée, qu'il y auralt dena une partie de le jeune génération un courari favorable é le hausse raoide

D'eutres allusions visent l'établissemen des jeunes diplômés dans les zones rurales, mesure systémeliquement appliquée da le plusieurs années et qui ran-contro des difficultés II y e deux ens. La presse dut plors réaffirmer evec ineletance la nécessité de cat établissement.

C'est que le productivité des jeunes gena einsi dépêchés dans l'agriculture est felble. Les paysane evaient donc tendance é voir en eux des bouches supplémentalras é nourrir. L'hiver venu, ils les renvoyelent dans leurs families pour qu'cles assument cette cherge, geste évidemment peu apprécié. Les intéressés étaient donc batiottée d'un androit é l'autre et leur situation matériella était précaire. Cele aurait même encendré une certaine délinquance dans leurs range, telt absolu-Ces difficultés sont eplantes eujourd'hul, male le texte laisse penear qu'alles subobstacles concrets peul rencontrer le créetion d'une société nouvelle.

Tchan; Tchouen-kizo aligmatise sussi les activités antisocialistes de » certains individus essottés d'honneurs et de richesses = et qui - veulent tout convertir en marchandises, même leur propre per-sonne ». Il est difficile da savoir qui est vieé par ces tignes fort sibyilines. Dn peut pependant risquer l'hypothèse qu'it postes de responsabilité, car c'est souvent sous le couvert d'organisations officielles rue se pratiquent le spéculellon, la concussion et le vol, elpai que l'indiquent d'autres allusions Cette partie délibérément obscure de l'article reste néanmoine assez suggestive pour taire entrevoir un grouillemant de confilte, de résistances al de troubles. L'impression générale demeure toutefols que les torces les plus pris t'initiative et dominent largement b

(1) Voir Pékin Information, nº 14, 7 avril 1975. (2) Ce que confirme la réhabilitation d'appliens dirigeants critiqués, qui se pour-suit, et la libération au mois de mars dernier de criminels de guerre smendés. USQUE dans son titre — qui doit avoir plus de force en espagnol — évoquant la vie au passé (1), ce livre est un pen les Mémoires d'ontre-tombe de Neruda, mais dans un rythme acceléré, quelque peu syncopé, qui est celui de ce temps, surtout quant au déroulement de l'écriture, se substitue le eours de la parole saisie par le magnétophone. D'oû, aussi, de larges vides dans l'histoire, des transitions brusquées, des espaces de silence, des intervalles d'onbli, volontaire on involuntaire. Des Mémpires d'outre-tombe, enfin, où la politique et même la diplomatie — qui fut le second métier du poète — trouvent, somme toute, et cela peut surprendre, beaucoup moins de place que dans leur illustre modèle. USQUE dans son titre — qui doit avoir plus de

Ila poésie l'emporte done : dans l'écriture, ce qui va de soi, mais aussi dans la préoccupation ; elle est le tissu même de la vie, où l'engagement politique apparaît, du moins iei, à peine comme une trame. Cela tient sans doute à la perspective du livre et à son caractère antobiographique. An vrai, parlant de tant d'évenements, d'hommes — et de femmes — de pays et de voyages, à travers eux et à travers tout, Neruda parle surtout de ini-même. Depuis l'enfance imprégnée, paradoxalement à nos yeux, non de soleil mais de pluie, dans la forêt d'où il partit s cheminer et chanter à travers le monde », jusqu'à sa mort liée à un désastre bien plus grand que ces tremblements de terre qu'il évoque, et qui ne ravagera pas moins sa maison, avant que son corps même l'ent quittée.

D'E ce « cheminement » et de ce « chant » dont îl retrace le double ltinéraire. îl est à la fois impossible et malaisé de séparer le combat politique. dont on sent la pensée présente mais qui n'affleure que par moments. Très tôt, pourtant, se manifeste le « militant politique et littéraire » qui connaît les matraquages de la police de Santiago, cependant qu'il publie ses premiers poèmes. Puls commence, tôt uussi, la carrière consulaire qui sera interrumpne par l'engagement, peu diplomatique, et quasi subversif en cette époque paradoxale, aux côtés du gonvernement espagnol contre la rébellion. Carrière d'ailleurs vite renouce, grâce aux variations de la politique chilienne : et le livre redevient cette suite en allegro de voyages, d'enthousiasmes lyriques et d'aventures amoureuses.

Les plus « politiques » de ees voyages sont ceux de Moscou : en 1949 seulement (l'adhésion au parti com-muniste est relativement tardive : 1945) ; puis en Chine. En Union soviétique, l'adhésipu de Neruda est totale. sou ardeur intense: elles seront franchement réservées à Pékin, et la réserve ne cessera de eroitre par la suite. C'est qu'il a été échaudé. Il ne s'en cache pas : « Il me fut impossible d'avaler pour la deuxième fpis cette pilule amère, » La pilule, ce n'est pas la révolution. il va sans dire, ni même son prophète et créateur : c'est ce qu'il appelle le « maostalinisme ». Lul qui était passé avec un regret discret — petit œuf parmi ceux qu'il faut casser pour faire l'omelette — sur la « clandestinité » poétique à laquelle se condamnait alors par prudence son ami Ehrenbourg, lequel n'a jamais passé pour un opposant, il rapporte avec une vibration indignée l'histoire de son antre amie, la romancière Ting Ling, e ebef de file de la littérature chinoise », présidente de l'Union des écrivains, « condamnée à servir les repas au restaurant de la même fondation », — et un silence, bien entendu.

CEST évidemment le témolgnage sur le Chili qu'on cherche dans ces pages où il est un peu dispersé, sauf à la fin. Il est vrai que l'histoire de Neruda et de son pays est celle d'une alternance où se peignent les destins de l'un et de l'antre : tantôt représentant officiel à l'étranger et sénateur, tantôt exilé, traqué, fugitif (une fois, très romantiquement et dangereusement, à eheval à travers les Andes glacées). Sa vigoureuse peinture du Chili nazi pendant la guerre est tronbiante, et très instructive pour les suites lointaines de l'histoire. Mais, emporté par une passion bien légitime. l'auteur de l'Incitation au nixonicide parle du s Nixon de l'époque : un certain Hitler »; ce qui est une façon de se montrer bien indulgent envers celui-ei, en le réduisant tont de même beaucoup.

Les maîtres de cette s patrie dans les ténèbres » que le poète e emporte avec (lui) », le poursuivent, où qu'il aille, par de tenaces persécutions policières et diplomatiques. Quelque lumière, quoique tronble, revient pourtant, dans le calme et la gloire des quinze dernières années, où Neruda connaît, en 1969, son couronnement politique : le parti communisto chillen le désigne comme candidat à la présidence de la République. Il se désistera pour Allende, dont l'élection est sa propre victoire. Deux semaines plus tôt, il fôt mort heureux. Il lui resta tout juste le temps d'écrire « ces lignes hâtives » sur son ami et son pays, qu'il tint pour également assassinés, « Mon peuple a été le peuple le plus trahi de notre temps. (...) Le Chili a une longue histoire qui compte peu de révolutions et beaucoup de gouvernements stables, conservateurs et médiocres. (...) Allende fut assassiné pour avoir nationalisé le cuivre. Les militaires pratiquèrent la curée. (...) L'œuvre réalisée par Allende est la plus importante de l'histoire du Chili. » Il y a quelque chose de prémoultoire dans les dernières lignes; elles pourraient s'appliquer, quelques jonrs plus tard, à celui qui les écrit : « ... le cadavre qui partit vers sa tombe, accompagné par une femme seule, et qui portait toute la douleur du monde ».

(1) Gallimard, Paris, 1975, 470 pages, 48 F.

ÉCONOMIE

LES SOCIETES MULTINATIONALES. — Alain Sabatier.

* Editions dn Centurion, Paris, 1975, 169 pages, 17 F.

Votel, sous forme de questions et de réponses claires et brèves, l'essentiel des connaissances actuelles eur les firmes muitinationnies et les conséquences que leur développement entrains sur l'inflation, le système monétaire, l'indépendance écoromique des pays et leur souverainets nationale. Les réactions des travailleurs, l'organisation (et la division) du syndicalisme mondial sont traitées avec un certain détail. Les questions sont décomposées le plus pocable pour permettre une progression facile de la lecture, ce qui donne au livre d'Alain Sabahar l'aspect d'un manuel d'auto-enseignement.

Naturellement, la nécessité de limiter

pect d'un manuel d'auto-enseignement.

Naturellement, la nécessité de limiter le sujot et de faire passer un certain combre de connaissances conduit l'auteor à c'arrêter à des notions dont le pouvoir expliratif est, lui oussi, limité. L'indépendance économique, lo souveraineté notionale sont des cotions dont le contenu est nécessairement fluctuant en lonction des nécessairement fluctuant en lonction des nécessaires de la reproduction du système capitaliste. De méme, si les multinationales ont un côté « monstrueux », co o'est pas eo raison de leur taille. N'est-ce pas plutôt parce qu'elles appitquent à l'échelle internationale la vieille form ule de l'exploitation de l'homme par l'homme, dans son acception capitaliste?

MULTINATIONAL COMPANIES AND THE THIRD WORLD. — Louis Turner.

Hill and Wang, New-York, 1975 (2° édition), 294 pages, 3,45 dollars. chitton), 234 pages, 3,45 dollars.

Paru pour lo première fois en 1973, cet ouvrige restees probablement comme un classique du genre. Sur la besa presque exclusive d'articles de journaux. Louis Turner décrit les formes de lo domination qu'exercent les multinationales eur le tiers-monde, l'émergence du nationalisme économique, les nouvelles atratégles des firmes, l'impact sur le développement, les problèmes que posent our pays développés lo Tuite de leurs industries vers Hongrong ou Singapour, le rôle « subversit » de l'industrie du tourisme. Un chanttre particulier est consacré à l'Affique du Sud. L'inexistence, ou la fabliesse, des études statistiques nationales ou internationales sur ces firmes, encore plus évidente à l'époque où écrivait l'auteuit. donne à la presse un caractère trremplaçable comme source d'informations. Un livre hien écrit bourré d'exemples concrets. L'ENTREPRISE, SOCIETE FEODALE — Guy Courtieu * Edition dn Seuil, call. e Combats s, Paris, 1875, 203 pages, 25 F. SINEMIA

POLITIQUE

Paris, 1875, 203 pages, 25 F.

A l'houes où la réforme de l'entreprise est à l'ordes du jour dans certaines instances, ce livre vient rappeler peportunément que « le respect des normes tigues existantes serait déjd un progrès sensible et, en soit une véritable réjorme «. Reprenant et racontant de nombreux eas on le sacro-saint « mérêt de l'entreprise », apprécié discrétionnairement par les seul employeur, a entrainé les abus lès nius criants (salarés renvoyés pour nue maternité hors mariage, pour s'être remariés après divorce, pour s'être présentés aux élections municipales, pour avoir distributé des tracts, etc.). Guy con tian démontre sans peine « l'inefficanté actuelle de nombreuses distributions de notre droit du travail « et la libeit de doct disposent les patrons pour passer outre aux droits de l'homme les plus fondamentans.

Familiers aux étudiants en droit (les

plus fondamentanx.

Familiers aux étudiants en droit (les professeurs Camerlynck et Lyon-Caen sont acuvent cités), les cas de jurisprudence sociale présentés ici gagneraient en effet à être mieux connus du public et en particulier des saiaries. Le situation de l'employé de l'Etat, enumis lui acusi à l'arbitraire et moins bien protègé par le droit, ourait mérité d'être davantage soulignée.

P. L.

LA FLEXIBILITE DANS LE FINANCEMENT DD

* O.C.D.E., Paris, 1975, 83 pages, 14 F. * O.C.D.E., Paris, 1975, 83 pages, 14 F.
Catte brève étude technique concerne
essentiellement les conditions financières
de l'accession à la propriété du logement
et non le marché ini-même. Les experts
du comité des marchés financiers de
l'O.C.D.E. y étudient en particulier dans
quete mesure les institutions ou systèmes
de financement de l'accession à la propriété s'adaptent, dans les pays occidentanx (notamment aux Estas-Unis, au
Canada, em Italie, au Danemark et en
République fédérale d'Allemagne) aux
effets da l'infintion prolongée.

HISTOIRE

ARMENIE 1915. ON GENOCIDE EXEMPLAIRE. - Jean-Marie Carzou * Flammarion, Paris, 1975, 254 pages, 36 F.

L'histoire contemporaine a connu trola génocides an sens atrict du terme : julis et riganes durant la seconde guerre mondiale. Arméniens pendant la première. A cette époque. l'Empire ottoman, qui as surrit dans des structures archaiques at opprime diverses nationalités, malgré les espoirs créés par la révolution Jeune turque (1903), est allié aux puissances centrales. Arguant de la tranquillité intélieure et de la défense extérieure du pays, les dirigeants tures (Talaat, Enven. D)emai) ordonocot le « déplacement a des populations arméolennes d'Anatolie orientale vers les déserts de Syrie et de Mésopoiamie. Cette déportation u'est tien d'autre que la nise en œuvre systématique do génocide. Les notables sont

tematique do genocide. Les notables sont exécutés, la conscription, étendue de 16 à 70 ans, disperse les hommes tandis que femmes, enfants et viciliards sont déportés par convois. Ce processus com-mence le 24 evril 1913 : moins de deux sus plus tard, un million environ d'Armé-niena sont liquidés eur les deux millions à peu près qui vivalent dans un empire dont le gouvernement evait décidé d'en

dont le gouvernement evait décidé d'en finir evec la question arménienne. cont le gouvernement avait decide d'en finir avec la question arménienne.

Les grandes puissances de l'époque n'interviennent guère; mais des voix, individuellement, témoigneot et protestent (1). Cependant, le prohlème est réglé; après 1923. Il n'y a plus d'Arménie en Anotolie et quelques disaines de millions d'Arméniens tout au plus. L'oritialisté du génocide évoqué par J.-M. Carzou est qu'aux yeux des gouvernements turcs — de Mustapha Kernal à nos jours — celui-ci o'a pas eu lieu. Il est exemplairs parce que non reconnu. A l'échelle de l'opinion publique internationale, oéanmoins, il n'est pas oublié (les Nations unies n'ont-elles pas voté en 1968 une convection sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des rimes contre l'humanité?) et, cette année, le 34 avril est devenn aux Etate-Unis « journée nationale pour les victimes de génocide ».

G. C.

(f) J. Lepsius: Bericht üben die Lage des Armenischen Volker in der Turket, Potsdam, fpl7. — Arnold Toynbes: Armenian Atrocties, The Murder of o Nation, Londres, 1917. Volr oussi: Bive Book: the Treatment of the Armenians in the Ottoman Empire, Londres 1916, et Livre faune, ministers des affaires étrangères, nouvelles sèries, volumes 39-90, Paris.

ASIE

Perm

LES PARTIS COMMUNISTES INDIENS. -Violette Graff

★ Armand Celin, a Travaux et recherches de sciences politiques c. Paris, 1975, 334 pages. 120 F.

ches de sciences politiques c. Paris, 1975, 134 pages, 126 F.

Le mouvement communiste en inde n'a cessé de connaître des hauts et des bas, de fulgurantes progressions et de décevants échecs. Il est d'abord notoire pour son fractionnement. Et pour sa diversité : du pariementarisme réformiste à l'ultragauchisme sectaire, qui recoupe et débords largement les grands clivages du communisme mondial. Chercheur au Cootre d'études indiennes, associée ou C.E.R.I. Violette Graff connaît bleo l'Inde et ses principaux mouvements politiques — du moins au niveau des tertes : outant elle se moître scrupuleuse, documentée, e universelle » sur le C.P.I. et le C.P.I.(M.), analysant ovec probité et clarté leur histoire, leurs structures, leurs programmes, leurs contradictions et limites, entant ce qu'elle à dire du C.P.I.(M.L.) et, plus généralement, du mouvement oaxalite e'avère discret, insuffisant Cette limite admise — jointe aux nécessités de l'édition qui oni ohigé l'auteur à arrêter sa documentation à la fito 1971, — cet cuvrage n'en est pas moins um nulle, quolque onéreux, ontil de traveil pour tous ceux qu'intéresse l'évolution politique de l'Inde contemporaine. M. Eg.

AMÉRIQUES

DU CANADA FRANÇAIS AU QUEBEC LIBRE, Histoire d'un monvement séparatiste. — Jean-Claude Robert

* Flammarion (Coll. o L'Histoire vi-vante »), Paris, 1975, 325 pages, 36 F. e La situation est maintenent claire : l'avenir du Québec passe par t'indépen-dance nationale et par le socialisme, si l'on veut éviter lo récupération national'on veut éviter le récupération nationa-liste et la persistance de l'exploitoiton sous le couvert de la nation. » Avant d'aboutir à cette conclusion, Jean-Claude Robert montre pourquoi et comment, au sein de ce qui est eujourd'hai « un groupe de cinq millions de francophones persiu ou milieu de plus de deux cent vingt millions d'anglophones », on est passé d'un nationalisme culturel et linguistique

la longue aspiration à l'indépendance nationale a commence dés le leudemain de le cooquète anglaise, eo 1760, et pas seulement depuis la création de l'Union d'i Haut et du Bas-Canade de 1840, qui définit la configuration du Quêtec. La locque et précise évocation historique difus — et, seloo lui, mystificetsur dans ses eurvivances — à uoe reveodication indépendantiste québécoise. Pour l'euteur,

DE L'AUTRE COTE DE L'ECRAN. - Henri Lassa

CINÉMA

★ Editions Denoël, Paris, 1975, 176 pages, 32 F.

Depuis 1971, les données écocomiques ct financières du cinéma eo Fraoce ont été bouisversées par la restructuration de l'exploitation des films; en parliculier depuis la reprise du sectent d'Etat par un groupe privé (U.G.C.) et le développement des multisalles. Heori Lassa, dans cet ouvrage remarquablement documents se propose de décrire la situation actuelle tparriant à exposer avec clarté les mécanismes économiques qui permettent e lo fronsformation d'uns fide en un film ».

fronsformation d'une tide en un l'im s' fronsformation d'une tide en un l'im s' L'ooteur sualyse les priocipeux pronièmes que connaît actuellement l'industrie cinématographique et révèle que la concentration de l'exploitelion est lelle que trois groupes soulement (U.G.C. Gaumont-Pathé et Parafrance) contrileot la programmatico dens l'immense majorité des sailes du pays. e leur adhésion ou feur hostilité à un film ou d'un projet de film a pour conséquence immédiale, indique-t-il, une grande carrière ou un acortément complet s. On mesure les conséqueoces d'une telle coocentration sur la liberté d'expression. L'agressivité et le voracité de ces groupes sont telles qu'un pen entier de la profession cinématographique (la distribution) est manacé d'absorplion puisque, en France, signale l'anteur, e il n'existe aucune loi antimonopole ou antitursi s.

Par ailleurs, Henri Lassa rappelle que

ct propose un cartain nombre de mesures qui garantiralco! le liberté d'expressio et diminucralent les contrainies financières ; création d'un ministère des moyent d'expression oudio-visuels, auquel seraicot rattachées les chaloes de télévision; création d'une bapque du cinéme; opposition à toute concentration horizootale ou verticale... Le cinéms pourrait ainai mieux résister au développement de la télévision par câble.

depouche sur une analyse du Québec contemporain, tel qu'il a pris conscience de son lécutité depuis le début des années 60 : celle de le discrimination, celle d'une entrure aujourd'bui florissante mais menacée d'être réduite à un rang folklorique. Un plaidoyer qui eboisti a entre le retour d'une survivance débui-fonte sur tous fes plans et un éponouissement d'travers in vrive en main du destin

SOCIÉTÉ

ANTHROPOLOGIE ET IMPERIALISME. Textes choisis et présentés par Jean Co-

* Maspero, Paris, 1975, 473 pages, 50 F. L'anthropologie est fille de l'impéria-isme, Ses origines sont en effet à recher-L'anthropologie est fille de l'impériatisme. Ses origines sont en effet à rechercher dans les conceptions bumanistes du
slècie des Lumières, mais c'est surtout à
ta fin du dix-neuvième elècie qu'elle s'est
constituée en tant que discipline univerattaire et a cienca moderne. C'était
l'époque où l'Europe triomphante s'employait à soumettre à son contrôle politique st écocomique is quesi-totalité des
pays non occidentaux, si blen que la
plupart des travanx etbnologiques s'eflectusient dans des territoires récemmant
conquis. En dépit d'une certaine croyance
à l'indépendancs des sciences sociales à
l'égard de tout système de valeurs. les
anthropologues de cette époque sembient
s'être assez blen scommodés d'une altuation qui e prévalu jusqu'à la seconde
guerre mondiale : même lorsqu'ils preoaient leurs responsabilités et pratiqualeot ce qu'on a appaié l'anthropologie
eppilquée (amélioratinn dn sort des noputations indigénes), leur action aliait
toujours dans la sens d'une assistance
de pays riche dominant à pays pauvre
dominé.

Cette position de confort intellectuel

Cette position de confort intellectuel dialt changer dans les années 50, au cours desquelles les profonds bouleversements résultant de la seconde guerre mondiale avaient créé dans maintes parties du monde une altuation révolutionnaire ou proty-révolutionnaire. Dès 1967 l'école authonologique améticales s'est ottablés anthropologique américaine s'est ottachée à revéler la situation délicate des cher-beurs tiralliée entre trois sèries d'obli-gations difficilement compatibles : celles qu'lis cootractent à l'égard des popula tions étudiées, calles qu'ils ont vis-è-vis d'eux-mèmes et de leur discipline, et cofto les obligations qui les lient aux universités ou eux organismes finançant leurs recherches.

Le problème auquel sont confrontés de nombesus chercheum, américains ou eu-ropéens, peut désormais se formuler en uoe simple questioo : que doit, que peut faire un anthropologue dépendant d'un gouvernemeot cootre-révolutioonaire dans un moode de plus en plus révolutionosire? Dans le présent dossier, dif-lérents spécialistes s'emploient à répondre à cette question.

AFRIQUE

DOSSIERS AFRICAINS. SECHERESSES ET FAMINES AU SAHEL (I. Ecologie, Dénutri-L'ECONOMIE AFRICAINE EN 1975. * Société africatoe d'édition, Paris, 1975, 180 P. tion, Assistance ; II. Paysans et nomades). Sous la direction de Jean Copans

* Maspero, Paris, 1975, tome I, 144 pages, 24 F; tome II, 160 pages, 24 F.

La sécheresse qui affecte l'Afrique sabèlienne depuis ume décennie a montré avec éclat le peu de place que l'Afrique noire et ses populations occupalent dans l'échelle des valeurs et des intérêts de l'opinico publique occidentale. Nons avons déjà souligné (1) les limites de la solidarité internationais en cette occasion dramatique, el nous ne pouvons que conseiller aux lecteurs intéressès par ce problème de se reporter à ce nooveau dessier consacré à la famine eu Sahel, ils y trouveront notamment une réflexico Ils y trouveront notamment une réflexico sur les racines et les mécanismes du déséquilibre mis an place depuis plus d'un demi-siècle dans cette partie de l'Afrique.

demi-siècle dans cette partie de l'Afrique.

Si l'opinion publique e été littéralement bombardée par les mass media d'images atroces de corps humains squelettiques et de carcasses de bétail mort, elle ignots en effet le plus souvent que les sociétés archafques connaissaient la sécheresse de longue date et savaisnt y faire face avec l'aide des moyens traditionnels. C'est la mise en dépendance coloniale et l'exploitation capitaliste qui ont suscité des transformations irréversibles entrainant le déséquilibre de ces dernières années. Le revere inéluctable de cette politique, qui s permis l'approvisionnement du marché international en matières premières à bes prix, est d'avoir placé l'agriculture vivrière de la plupart des pays du Sahei au bord de la ruine. Il faut donc se garder d'attribuer à lo seule « fei alité« une catastrophe dont les causes ne sont pes senlement d'ordre météorologique.

POUR LA REVOLUTION AFRICAINE — Frantz

★ Maxpero, Paris, 1975 (3° édition), 216 pages, 9,58 F. 216 pages, 9,58 F.

Les textes politiques de Prantz Panon publiés dans ce volume couvrent la période la plus active de sa vie. de la publication de Peau noire, masques blancs, en 1952, à celle des Damnés de la terre en 1961, qui devait coincider, à quelcues joure près, avec la date de sa mort. Déjà publiés pour la plupart dans diverses revues et périodiques, ces textes étalent devenus quasi introuvables len carticulier ceux d'El Moudjahidi, et le mérite de cet ouvrage est de les avoir regroupés dans l'ordre chronologique, ce qui parmet de suivre l'évolution de la pensee de leur anteur.

J. C.

1975, 180 F.

Le oustrième édition de l'Economic africate vise un double objectif : d'une part fassembler én un volume maniable tout ce qu'il est indispensable de connaitre sur les différents pays de l'Afrique noire appartement, on ayant appartenu, à la zone franc : d'autre part, faire le polot pour chacun des pays concernés des principales productions, de la politique économique suivie et des aldes apportées ou titre de la conpération. ou titre de la coopération.

L'ouvrage se présente sous la forme d'une série de monographies intéressant euccessivement les pays du ficuve Sénégal (Sénégal, Mauritanie, Mali et Guinée), de l'Enseute (Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Dahomey, Togo) et de l'UDEAC (Cameroum, Gabon, République populairs du Congo, Centrafrique et Tchad). Les lecteurs y trouveroot oussi une analyse détaillée de la coovention de Lomé signée le 1s' lévrier 1975 à Bruxelles entre les neurs Etats de la C.E.E. et quarantequaire pays d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique.

SANTE ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RU-RAL AFRICAIN. — Guy Belloncle et Dr Georges Fournier.

* Editions onvrières, Paris, 1975, 24p pages, 34 F.

pages, 34 F.

Les problèmes de santé dans les pays du tiers-monde offrent un exemple esisissant de l'inadaptation des modèles occidentaux à des sociétés différentes. Déjà en hotte à de nombrauses critiques, les métoodes médicales occidentales aboutissent en effet très souvent dans les pays en vois de développement à réserver le bénéfice de la médecine aux classes urbanes privilègiées.

le bénéfice de la médecine aux classes urbames privilégées.

L'expérience relatée dans cet ouvrage montre qu'il est possible de prendre efficasement le cootre-pied des usages occidentaux, sans qu'il soit besoin pour autani de disposer de moyens considérables. Quelques médecins du Niger, aidés par les services d'animatico rurale, se sont convaincus qu'il fallait rempiacer is médecine classique, individnelle et curative, par nue médecine de masse, préventive et éducative. Il s'agissait, an fait, de faire prendre en charge par la population elle-même la création. la formazion et le soutieo d'hygiénisten-secouristes et de « matrones», tous membres de la communanté villageoise.

Souteous par divers organismes internationaux cette orientation est rapidement devenue une des options londamentales du gouvernement du Niger, mais blen entendu alle dépasse de beau-coop en intérêt le cadre géographique où eile c'est déroulée. Ells fournit an tout cas un modèle de réponse efficace et peu codteux aux problèmes sanitaires du tiers-monde.

J. C.

ÉDITIONS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

THE ARMS TRADE WITH THE THIRD WCRLD (Penguin Books, Harmondsworth, 1975, '62 pages, I livre) : récdition, re-manues et résumée, d'une étude publiée en 1971 par l'International Peace Research Institute de Stockholm.

• LE LIVRE D'OR DE LA BRETAGNE, par Philipps Durand (Seghers, Paris, 1975,

327 pages, 44 F) : du cinquième siècle à nos jours, l'histoire et les trésors littéraires de la Bretagne.

IDEOLOGIE

• L'UNION EST UN COMBAT, par Etistus Fajon (Editions sociales, Paris, 1975, 127 pages, 7.50 F): Les problèmes de l'anité de la classe ouvrière, textes el documents de M. Thorez, W. Rochet et C. Marchais présentés par l'auteur.

でに :::::

Drése.

te ma

Paris.

direcie

foice

£

Par ailleurs, Henri Lassa rappelle que la produciso est dominée per un petit nombre d'entreprises soutenues per les trusts nord-américains. Il crilique le type d'infervention des pouvoirs publics, qu'il aimerait plus poussée et plus cohérente, et propose un cartain nombre de mesures

Cuvrage au tou voloptsiremeot didactique, so style d'une agréable clarté, le livre d'Henri Lassa met pour l'instaut un tarme oor discussions fumeuses sur le mytbe de « le crise du cloéma » et ramène celle-cl aux véritables dimensions économiques d'uoe lodustrie maladroitement soutenus par l'Etot, périlleusement concurrencée par la lélévision,

Expressions régionales

TIERS-MONDE DE L'INTÉRIEUR

ots de peupla et de culture constituent le socie de diffé-sur leguel se bâtit une manufacture le socie de différenciation sur lequel se bâtit une pratique révolutionnaire efficace dans une lutte de libération. Savoir que l'émergence de ces pays est, à elle soule, l'une des grandes révolutions culturelles du siècle et que c'est en leur sein que s'affoctuent les changements fondomentaux de potre temps, c'est comprendre que la se situe la seule, l'authentique modernité.

Pour quelques cinéastes des peuples minoritaires de France,

ces évidences, qu'ils ont pu rattacher elsément à leur prepre his-toire, ont déterminé à la fois un choix politique et un discours filmique. En se proposant de témoigner sur la réalité et la situation de leur peuple, ils se sont trouvés d'emblée confrontés eux résis-tances des pouvoirs centraux, aux critiques des élites finaecières locales et au mépris de le capitale. Leer travail déraege, en effet, prinqu'ils dannent la parole directement, dans des films à carac-tère essentiellement documentaire et informatif, à la classe auvrière et sertout à la paysamerie, qui restaurent, par le récit du leurs expériences ou la représentation de leurs gestes quotidiens, la mémoire perden des luttes ouvrières et le port eublié, dique, des

Cas cinéastes reilitaats - Alsociens, Basques, Bretons, Cataloss, Corses, Flomands, - tiers-moedistes de l'intérieur, sentent qu'ils vont dans le sens de l'histoire et da leurs pays, qe'ils coasi-dérent comma dépendants et colonisés; ils contribuent par leurs films à reconstruire, à expliquer la notion-clé da culture. Ils rejoi-gnent ainsi le cinéaste théoricien et milituat latino-américain Fer-nanda E. Solanas, qui propose aejourd'hui comme définition dyna-mique du concept de calture « l'ensemble de l'activité libératrice du couple, c'arté-dire l'accepte de faite de l'activité libératrice du peupla, c'est-ò-dire l'ensemble des fatts et gestes qui contribuent à nous rapprocher de notre but final, d'au naitra une véritabla culture décolonisée, une culture notionale at populaire permettant à l'homme de se libérar da toutes les appressions » (1).

IGNACIO RAMONET

F. E. Scianas, « Le troisième cinéma aujourd'hui », dans acontres internationales pour un nouveou cinéma, or 3, Montréal.

Geste et parole en Occitanie

ANS le monde bouleversé où nous vivons, et en déhors des métropoles industrielles et urbaines, l'Occitanie (1) ressemble de plus en plus à un pays « colonisé », en vole de désertification, voué aux bases et aux camps militaires. Très souvent contraintes à l'exil, faute de trouver des emplois sur place les solvent contraintes a lean, lause de frouver des emplois sur place, les populations occitanes vivent dans une insécurité matérielle, psychique et cul-turelle. Dépossédées d'elles-mêmes, ces populations se trouvent dans des situations critiques, parfois intenables...

Et dans ce lieu privilégié de la parole qu'est l'Occitanie, reprendre possession de soi-même, retrouver son identité, sa culture, ses racines, éprouver un sentiment d'« appartenance », comme le disent les québécois, cela s'est cristallisé sous une forme originale: la chanson. Empruntant une langue vigourense qui passait pour un patois anachronique, les chanteurs occitans (2) ont crié tout ce qui fasqu'aux années 60, était refoulé: l'oppression, le piliage, le sous-emploi, l'exil, les horreurs de la « croisade des Albigeois », les manifestations viticoles de 1907, les luttes actuelles. Et dans cette percée opérée par la chanson, le théâtre et le cinéma se sont, à leur tour, fravé un chemin. comine si le verbe avait précédé l'image; chemin pius difficile pour le cinéma, car il nécessite d'importanta moyens matériels, qui sont concentrés dans la région parissenne.

L'existence d'un courant d'inspira-tion occitane est une constante du cinéma français. Rappelons seulement Farrebique on les quatre suisons de G. Ronquier (1947), qui retrace la vie d'une famille paysanne du Ronergue. C'est un film-somme, la « Bible » de nombreux cinéastes, notamment du Québècois Pierre Petrault. Les tentatives de francs-tireuts comme Fléchet ou Eustache étaient encore isolées. de se multipler aujourd'hui, et l'on assiste au développement d'un cinéma consciemment occitan; le Larzac, qui ne cesse de cristalliser des préoccu-pations profondes, a déjà inspiré pas

Il n'empêche que par son ampleur, le champ d'activité du cinéma occitan est pratiquement vierge. Son problème fondamental est ceini des argences. Sous forme d'enquêtes, les cinéastes commencent à explorer la réalité dans sa foisomante diversité, dévollant ce qui a té occulta par les effets d'un qui a été occulté par les effets d'un pouvoir centralisateur, certes, mais aussi les contradictions souvent profondes de cette réalité, afin d'en libérer les potentialités qu'on discerne ici et là... Pour cela, les cinéastes se mettent à l'écoute des êtres, de leurs problèmes, mais aussi de leurs joies et de leurs loisits. Sans oublier les urgences. Ils ne dolvent pas nécessairement courir après les événements.

En Occitanie le geste est intimement lié à la paroie. An cinéaste de les saisir dans leur environnement quotidien. Dès lors, à partir de repères aisément identifiables, il pent établir une complicité, instaurer un véritable dialogue entre l'écran — ca qu'il donne à voir et à entendre — et le spectateur, accoutumé aux produits standardisés d'un cinéma cosmopolite yéniculant l'idéologie dominante. Ainsi

appris seul à maîtriser cet outil qu'est une caméra super-8 et filmé ce qu'il voyait, là où il se trouvait. Et nous connaissons peu d'entreprises eussi neures que celle-là. Au cœur même de l'action, y compris quand ça « chauffe », Maillet a su montrer aussi



(Photo Michel Langrognet.) VILLAGES DU LARZAC > (1970) DE PRILIPPE HAUDIQUET Visite d'Indians Peaux-Rouges au village de La Blaguière.

devenir un instrument d'auto-connaissance, favorisant mises en ques-tion, réévaluations, désallénation.

On peut déjà entrevoir trois direcmobilisation militarite : le documentaire ethnographique et historique, qui rétablif la fillation présent-passé, sans pour autant mystifier le second ; le film de fiction, expression de l'ima-

On assiste aujourd'hui, en Occitanie, un fourmillement de tentatives comues. Nous n'en citerons qu'une, en guise de conclusion provisoire, celle d'un agriculteur du Larsac. Bricoleur, cinéaste « amateur », Léon Maillet a

l'intimité d'une maison et les danses celéturant une des victoires qui jalun-nent une lutte inlassablement pour-suivie depuis hientôt cinq ans. Ses protagonistes : une poignée de paysans fiers, assurés de la justesse de leur cause et un pouvoir autoritaire, mais qui, pour cela même, ignore qu'il a révelllé une grande force : l'imagina-

PHILIPPE HAUDIQUET.

(1) Trents départements au sud de la Loire.

(2) D'Alan Ward & Claude Marti. . (2) Pour mémoire, consulter le no 293 e la Espus du Cinéma, consecré eu de la Revus du Cinema, consecue de cinème des minorités ethniques (tévrier

Images de la lutte des Corses

ANS Terre corsa (Terre corse), Ph. Cossard cherche principalament a exalter la lutte du peuple corse pour la conquête de son autonomie politiqua at économique et la recouvrement de son identité culturelle. Symboliquement, il suit les pérégrinations d'un jeune Corse déborquant, sa guitare à la main, pour finalement la rejeter et ceindre le bandeau moure.

Désireux de ne pas se substituer oux Corses, Ph. Cassard a construit le commentaire de son film en articulant certains extraits des cours donnés à la pre-mière université d'été de Corte, durant l'été da 1973, et des interviews de paysans, bergers, archéologues, athnologues, techniciens nationaux. Si le film gagne en authenticité, il y perd en clarté et surtout ne parvient pas à maîtriser. l'ensemble du problème économique et palitique corse. Par de nombreux traits, Il souligne cependant la colonisation de l'île par le copital étranger. Il excelle surtout dans la défense et l'affirmation de l'identité culturelle et nationale des Corses. Les premiers, ou dix-huitième siècle, ils ont su accomplir une révolution bourgeoise dans leur pays, se doter d'une Constitution, instaurer le suffrage universel et la démocratie parlementaire. Taut cela leur fut volé por les Français. A la fin du film, un autonomiste, dans une longue declaration, réaffirme le droit du peuple corse à disposer de luimême, tandis que le commentaire célébre la révolta des classes populaires corses désireuses de retrouver la maitrise de leurs conditions d'existence. Cette ambiguité est typique de la confusion dans laquelle se débat encore la question corse. Entre la revendication autonomiste et l'accomplissement de la révolution socialiste, l'unification reste à faire.

Récilisé dans un style documentaire, la Colère corse, de G. Troeller et Ci. Deffarge, constitue par contre une remarquable analyse des origines économiques et sociales de la vague d'at-tentats déclenchée en Corse depuis plu-

sieurs années. Le film fait le procès de la situation de dépendance de l'île. Il montre la disparition progressive des usines, la désertification de l'intérieur, l'absence de débouchés pour les produits locaux, le chômage et l'exade massif (95 % des jeunes). S'y ajoutent aujourd'hui

l'explaitation franchement coloniale des e pieds-noirs » riches et des grandes banques continentales. A l'aida de copitaux prêtés par la Fronce et bientôt changés en dons, les « pieds-noirs » ont transformé les terres à fourrage de la plaine arientale (Impropres à la production du vint en vignables de mauvaise qualité. La réputation du vin corse en souffre. Les bergere doivent importer la nourriture d'hiver de leurs bêtes. Les banques confisquent des baies et des presqu'iles entières, construisent sons les Corses des villages de vacances stéréotypés, exportent la tatalité des bénéfices. Quant aux Corses, ils se vaient refuser les prêts qu'ile saillcitent. Chômage massif, exode, choix d'un développement qui sacrifie l'économie indigène au profit du capital étranger, il s'agit bien d'une situation néo-colo-

Edmond Simeoni, leader de l'ARC, dénonce le blocus de la presse françalse sur les événements corses et la tactique du gouvernement français qui, incapable de résoudre les problèmes corses, laisse les actes de vialence (de plus en plus nambreux et spectaculaires, tous politiques) se multiplier sons les réprimer, de crainte de voir exploser la colère papulaire, cependant inévitable. Mais, au-delà de la revendication auto-nomiste et des plastiquages, il ne dit rien sur le programme de l'ARC et sur sa stratègie. Si le film n'hésite pas à montrer les contradictions internes au peuple (certains Corses ne veulent pas de l'autonomiel au aux partis d'opposition (un membre du parti communiste corse se déclare hostile à l'autono-mie), il ne permet pas d'appréhender de façon réelle les arganisations et les partis politiques, ni les forces sociales qu'ils regroupent. Quels Intérêts exacts servent-ils? Quel type de société appelreste à faire. Apparemment, l'ARC na semble oos désirer outre chose au'une seconde révolution bourgeoise en corse.

La Colère corse s'achève sur le spectacle du peuple, mais surtout de bour-geois et de petits-bourgeois, armés et prêts pour un affrontement, dont la film, en 1974, étoit ainsi prémonitaire. Mals la violence, même armée, ne suffit pas à foire la révolution.

DANIEL SERCEAU.

Révolte économique et culturelle en Bretagne

E refus de prendre en considération la réalité sociale et les aspirations culturelles des régione constitue l'une françals pour qui le plus souvant escapisme rime avac perialanisme (ou aiora avec exotisme). Mala depuis quelques années, des militants dont l'action se elme cénéralement dans la llonée de mai

1968 ont entrepris de tourner des films qui rendant compte de le spécificité bretonne. Il semble aujourd'hui que la Bretagne soit, avec l'Occitanie. l'une des provinces à revendiquer avec le plus d'éciat son originalité dens le domaine du

Ce faisant, ses nouveaux cinéastes renouent avec une tradition ancienne. En effet, c'est en 1834 qu'eurait été tourné le premier film pariant 100 % breton : Chanson d'Armor, de Jean Epstein (1). Outre les courts métrages que ce metteur en ecène réalisa en Bretagne, par ailleurs. (Finis terrae, atc.), on relève aussi des films de Jean Grémilion qui, des 1826,

plus terd. Gardiens de phare, à Saint-Guénolé; puis, en 1839, Remorques; en 1948 Pattes blanches et, en 1953, l'Amour Mais cette remontée aux sources améne à se possi le problème da la «bretonni-tude « au cinéme i Suttit-il qu'un cinéaste alle planter sa caméra dans des décors hretons at situs ses personnages en Bre-tagne, fût-or avec talent et amour, pour qu'il puisse être qualifié de «cinéaste Transhumances dans le Luberon (1970). Bésl. : Ph. Haudiquet. 20 mm, couleurs, 10 mm.

Ca n'étalt pas l'avis du Breton Herri Capulasin, qui fonde la maison de production Brittia-Films pour financer is realisation de filme authentiquement - nationeux », tels les Mystères de Folgoêt et l'Enfance de Théodore Boirei.

Outre l'origine ethnique du cinéaste, deux traits majeurs semblent déterminer la caractère breton des films qui sont tournés an Bretagne eujourd'hui : la dénoncistion d'une oppression qui est simulta-nément économique et culturalle et ('exaltation des luttes de résistence qui sont menées dans divers contextes. A cet égard. les courts métrages Goémons, de Yannick Ballon (1948), et Un homme est mort de René Vautier (1951), peuvent sans doute

tournait Tour au large, à Groix ; deux ans

être considérés comme les « ancêtres » le premier décrit l'abrutissement idéologique de quelques habitants d'Ousseant, le second reconla la mort du grévisie Edouard Mazé à Brest, tué par les C.R.S.

Mela c'est 1972 mil est le date de naixsance du cinéma breton d'aujourd'hui, dont le destin repose fondamentalement sur plusieurs collectifs da réalisation. qui se veulent eu service des juttes populaires sur tous les fronts : - Torr e Bann -(dont le nom, qui signifie » casse-leur la tête », était la cri de guerre des Bonnets rouges en 1765), le groupe Celtulaid (2) de Brest, l'Unité de production cinéma

A coups de caméra auper-8 Torr e Benn a entrepris jusqu'ici de briser le crane de toua ceux qui, é un titre ou un autre. exploitent la Bretagne : la direction de l'usine du Joint françaie en grève, cella da l'usina des kaolins de Plemat, les cumulards d'Orvault, l'Education natio-nale, qui rend impossible le Vie dans un C.E.T. at les eccapareurs de terrains (Guera : les tempadaires du coin du pont et les tourmis noires). L'U:P.C.B., par le canal de René Veutier, donne dans Transmission d'expérience ouvrière le parota aux auvriere d'Hennebont pour qu'ils expliquent eux travailleurs de Lip com-ment éviter certaines erreurs. A ce combat, participent parfois des - étrangere -. comme le Front paysan de l'université de Vincennes, qui a toumé le Guerre du lait, an 1972 ; le groupe vidéo les Cent Fleurs qui rend hommage é Ceux do Pedernec (grévistes actifs d'une petite usine d'abattage de poulets), ou Philippe Cassard qui, avant d'exeiter la Tarra corsa, avait décrit le déclin d'une ferma bratonne dans 77 Pri (la Meison da boue), dont la commentaire est dit en breton par Alan

Parce qu'ils es déroulent dans le pays, ces filme témaignent, à leur feçon, de la combativité des Bretons mais ils ne se distinguent pas en profondeur de ceux qui rendent compte de luttes analogues dans d'eutres régions de l'Hexagone.

Le premier long métrage à poser formellement le question bretanne dans le cadre mais aussi par-delà le cadre de la lutte des classes fut la Folia de Toujana, de René Vautier et Nicole Le Garrec, qui, eorti commercialement an 1974, relata la prise de conscience d'un inetituteur breton qu'on avait envoyé diepensar la culture française en Tunisie pendant le guarre d'Algérie. Les auteurs esquissent un parallèle entre les colonisés de l'extérisur e ceux qu'ile appellent « les colonisés de l'intérieur » : é travers la héros positif qu'incame le chanteur Jean Servat, lis appellent directement les Bretons à secous. Isur apathia at é se révolter contre l'oppression spécifique qu'its subis-sent de la part de l'Etal français. Sans militant pour une réhabilitation de la Bretagne sur divers plans, et notamment sur la plan historique : ils préparent d'ailleurs un long métraga intitulé le Drapeau rouge sur le clocher pour le tricentenaire da l'insurrection des Bonnets rouges, chantée déjé par Paoi Keineg dans sa

Cette vole sera-t-ella suivia ? Le développement d'un cinéma breton seralt cartainement bénéfique à l'éclosion d'un cinéma français véritablement national et

GUY HENNEBELLE

(1) Cf. l'article documenté de Philippe Durand dans la Revus du otnéma, no 293 (lévrier 1975). (2) Uf. Interview du groupe Celluidd dans les Cohlers du cinéma, ac 257. (3) Cf. Interview de René Vautier dans Ecran, no 30 et 35.

POUR DES PROJECTIONS DÉBATS

 La Folls de Toujane (1974). Béeli-sation : R. Vautier et N. Le Garreo.
 Transmission d'expérience osprière (1975). Réalisation : René Vautier. (1975). Réalisation: René Vauller.

• DIFFUSION: Unité de production Cinéma-Bretagne: 35. rue
Singer, Paris. Tél.: 224-74-24.

Gern: les Lampedaires et les
Fournis noires. Réal.: Groupe
APIC.

Le Joint françois. Réal.: Groupe
APIC.

APIC.

DIFFUSION: Cinéma libre C/O
Coopest, 22, rue du Paubourg-du-Temple, Paris. Tél.: 355-

On peut également trouver les films bratons autvents : TY Pri (la Maison de Boue), de Philippe Caesard ; Bleun Brug, le Meilleur de ma jeunesse, la ligszère de Folgoet, la Complainte de Morised, de Henry Caonissin, ainsi que des montages audio-visuels à la « Fluvakeudennaouse Vreis » (Cinémethèque bretonne), de création récente, Adresse : 13, rue Guy-Môquet, 15017 Paris. Tél. : 228-37-04.

-- Terra Corsa (1973). 28 ma, coulsurs, 10 mm. Réalisation et diffusion : Philippe Cassard, 49, rue Biériot, 18330 Bmc. 78530 Buc.
La Colère corse (1974). Réalisation ;
Cordian Troeller et Claude Def-tage. 45 mm. coulsum. 16 mm.

DIFFUSION : Claude Deffarge,
59, rue Manin, 73619 Paris.

M.

-- Luberon Mars 70 (1970). Réal. : H. Molina. 15 mn, noir et blanc, 10 mm.

Tocant l'Auripa (1971). Réal. : H. Moline. 22 ma. couleurs, 16 : mm. - Operation Porter ouverter (1972).

Beal.: J.-F. Beauvials et S. Rosenperg. 25 mm, couleurs, 18 mm.

- Completes (1972). Réal.: H. Molina.

32 mn, noir et blanc, 18 mm.

DIFFUSION : Henry Moline, 98, rue Didot, 75014 Paris.

Gerdarem 10 Lorses (1914). Béal : D. Bloch-Ph. Handiquet-L Lévy. 30 mn, couleurs, 16 mm.

- Appeaux de Carpentras. Réal. : J. Arland et R. Quirirey (1974). 70 mm, conleurs, 16 mm.

Réponses à un attentat (1975) Réal : Ph. Bandiquet. 19 mm, noir et bisno, 10 mm. Produite pour Jeter (1975). Réal. : collectif « Cinéma Occitem ». 20 mn, noir et blanc, 16 mm. DIFFUSION: Coprs-Pilms, 12, rue Durantin, 75016 Paris, Tel.: 252-24-92.

Pour des renseignements plus précis sur le cinéma occitan, s'adresser à la ravue CINOC (trois puméros parus) Directeur : Daniel Bagard, bêt. D. Le Parc des Esses, avenue Saint-Lazare, 34000 Montpellier.

Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.). à leur volonté différente permie de s'interroger sur les reletione qui pourront exister entre le C.E.D.E.A.D. et es devancière, le C.E.A.O.

Les objectifs de la C.E.D.E.A.O.

D'UNE manière assez curleuse et peutêtre symbolique, le C.E.D.E.A.D. est dus à l'initiative conjointe de deux pays, le Nigérie et le Togo : le plus grand et le plus peuplé des peys anglophones evec l'un des plue petits et des moins peuplée permi les pays francophones de la zone. Les négociations, qui ont duré près de dix-huit mole et on! Intertéré avec celles qui devalent eboutir è l'eccord de Lomé avec le C.E.E., ont permie d'éleborer un tralté signé per quinze Etsts : Côted'Ivoire, Dehomey, Gamble, Ghens, Gulnes, Gulnes-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Meil, Meuritanie, Niger, Nigérie, Sénègel, Sierra-Leone et Togo.

Du point de vue économique, les diepoeltione du traité peuvent être regroupées en deux grandes cetégories; les unes visant à le constitution d'un merché commun (articles 12 é 27), les eutres é la réalisation d'une certains intégration économique (articles 28 è 52).

Dans une première étape sera progres sivement mise en piece une zone de libreéchange, aménagée en véritable merché commun au terme d'une période trensitolre de quinze ans. Le mise en œuvre de cette politique est assurée per les diverses institutions de le Communauté, le traité semblant eccorder un rôle essentiel eu conseil des ministres et à la commission du commerce. Cependant, la conférence des chefs d'Etat et de goufoie par an, resie le principal orgene de le Communauté. Elle peut en particulier décider d'eccélèrer le sythme de réalisation des mesures d'hermonisation. Un point essentiel n'e capendant pas été explicitement tranché par le traité : celul des majorités requises, tant au nivesu de la conférence qu'à celui du conseil des

La mise en place de la politique commune s'aménage eutour de trois axes principeux :

 L'échange d'informations : Les Etats membres e'engegant notamment é se communiquer des informations reletives è leurs grands projets industriels. Ile peuvent également entreprendre des recherches comprojets industriels inter-Etats.

 L'harmonisation des politiques : Cette hermonisation devreit être Importante dans les divers eecteurs productifs. Dans la domaine industriel, elle vise à éviter l'application de mesures divergentes pour etimulation des investissements; ella devrait se retrouver au nivesu des plans de développement et permettre de réduire effort identique est proposé dans le domaine agricole, blen que le traité reste raît à propos de le politique monéteire financière. Ici, le coopération sera essuree en perticulier par le création d'un comité des banques centrales de l'Afrique

Il est sans douts plus délicel de se faire une idée de es portée exacte. En effet, les conditions d'une véritable intégration économique ne sont pas encore rempties économies eom plus concurrentes que complémentaires. De plus, le succès ou l'échec dépendant de conditions polltiques propres é cheque peys ou lláes l'intégration. De ce point de vue, il est

de l'Duest, l'objectit recherché étant d'agir eur l'équilibre des palements extérieurs et de rendre plus cohérentes les mesures de politique économique. Un domaine Idéel pour ces actions coordonnées est

teur industriel, elles vont da l'échange

enfin constitué per le secteur des commu-

Por MARC PENOUIL*

divergences cont protondes entre des économies libéreles, largement ouvertes sur l'extérieur, et des économies qui ont nationalisé l'essentiel de leurs activités de production et de commercialisation. Les modelités de l'harmonisation des politiques paraissent difficiles à trouver entre des pays où le production agricole est organisée par l'Etat et d'autres où la liberté de l'exploitant est plus grande. Dn voit assez mai comment la Côted'Ivoire pourrait renoncer à te création d'Industries financées par l'extérieur, ni comment le Guinée, te Mell ou le Heute-Volts pourront attirer d'importants flux

stissements privés étrangers. L'inégalité de poids des diverses économies est, d'eutre pert, criante. Par es population, le Nigérie est plus important que l'ensemble des autres Elais membres. Ses richesses cont considérables, male mai réperties. A population égale, ta Côte-d'Ivoire e un volume d'exportations Volta ou du Mail. De même, les écaris su niveau du produit national brut sont

pays voieins ne dépendront pas de varietions des droits de douane, mais blen de l'adaptation quantitative et quelitative de laurs productione aux besoins de ces pays : cels est particulièrement évident pour les exportations de bétail de la

On peut objecter à juste titre que ces observadons sont applicables au commerce actuet, centré eur des matières premières non transformées, maie que la problème réet est celui des échanges de produits industriele élaborés. Echanges eujourd'hol presque inexistants, al l'on excepte quelques exportatione du Sénégal et de le Côte-d'Ivoire. L'obstacle douanier esi-il ici encore déterminant? Les pays de l'Afrique de l'Duest nous présentent un modèle d'industrielleation qui est partout à peu près identique : Industries à prodults pouvant se substituer à des importations entérieures et na nécessitant tité pour être rentable. Il e'agit souvent de merchandises pour lesquelles la coût du transport par repport à le veleur du produit constitue déjè une protection importante, ou de biens fabriques avec des matières premières locales. A ces Industries viennent s'adjoindre ensuite des usines de montage et, très exceptionnel-lement, des industries plus complexes. L'abaissement des droits de douane peut Ici jouer dans te eens d'un certain élargissement du marché, qui peut être un élément favorable pour l'industrialisation, Il ne laut pourtant pas oublier que l'impact des droits de douene n'est pas toujours l'élément déterminant; l'ebsence de s moyene de transport ou leur coût très tetres, la dépendance des réseaux de commercialisation vis-à-vis de l'extérieur sont des éléments sans doute beaucoup

D'autre part, le problème n'est pas d'aménager la structure industrielle exis-tante mais de franchir une nouvelle étape en Implantant en Afrique de l'Ouest des industries qui n'y existent pas encore, male qui peuvent se justifier dans l'optique d'un marché élargi. La politique douen devient alors une condition nécessaire pour une industrialisadon de ce type, mais ce n'est pas une condition suffisante. On peut même penser qu'avec ce type d'industries les vraie problèmes vont se poser : origine des capitaux, qualification de le main-d'œuvre, choix des technolo-gies, localisation qui dépendra en grande capitaux. Dans tous ces domaines, tout reste à faire, parce que te traité de Lagos n'apporte aucune ébauche de solution et na pouvait sans doute pas te faire. Les rapports de force et les choix de politique générale joueront des lors un rôle essentiel dans la future réalité industrielle. A ce jeu le Nigérie et dans une moindre mesure la Côte-d'Ivoire, la Ghana et le Sénégal ont certainement beaucoup plus à gagner que la Guinée (même réconciliée) ou le Heute-Volta. On ne sauralt trop y insister : le traité de Lagos na résout rien ; il peut aimplement permettre d'œuvrer dans le sens d'un développement plus cohérent et peut-être plus juste an Afrique de l'Ouest, et cela à condition que chacun le souhaite. Il est probable que des entagonismes d'intérêts apparatiront sessez vite, l'oposition entre le C.E.A.O. et la C.E.D.E.A.O. en est déjè

Les quinze signataires

	Superficie en km2	Population	Densité	P.N.B. par tête en \$	P.N.B. total en millions de S
Côts-d'Ivoire Dahomey Gamhie Ghana Guinée Guinée-Bissau Haute-Voita Libérie Mali	322 463 112 622 112 95 238 557 295 857 36 125 274 200 111 369 1 1250 800	5 100 000 2 708 600 360 600 3 200 600 2 900 600 2 900 600 5 500 800 1 500 800 1 150 600	18 24 31 38 16 15 29 14	300 90 110 300 120 260 80 240 78	1 534 240 46 2 640 468 143 340 378 320
Niger Nigéria Sénégal Sentra-Léoné Togo	1 267 000 933 768 196 192 71 740 56 000	4 601 800 66 009 800 3 900 800 2 558 900 1 950 800	71 20 25 35	90 110 230 190 140	380 6 740 878 496 278

de techniciens à la projeta Industriels formation et de recyc politique egricole con

En matière monétaire rence é le création d'un système biletéral - puis multiletéral - de règlement et évoque des mesures destinées é assurer le libre circulation des capitaux et à harmoniser les taux d'intérêt. Cependant le mesure la plus eignilicative est sans doute la création d'un Fonds de ccopépement. Ce Fonds a un financement très butions des Etete membres, revenus des entreprises de la Communeuté, recettes provenent de sources multilatérales et biletéreles, ainsi que d'eutres sources étrangères, aubvenlions et contributions de toute sorte et de toute origine ». Il pareit difficile d'être plus eccueillant... Ces ressources doivent servir soit eu financement de projets communs, solt à l'indemnieation des Etats qui subfreient des pertes par sulte de l'Implantation d'entreprises communes ou en reison du leu du traité, soit à gerantir les investis les mains dévalancés

L'Afrique de l'Duest a-t-elle amorcé ainel un toumant décieil et inéversible dens le voie de l'Intégration économique ? Sans nier l'Intérêt et le portée de l'accord manifester certaines réserves.

	295 857 36 125 274 290 111 369 • 1 240 800 1 030 780 1 267 000 933 768 196 192 71 740 56 000	3 900 099 550 080 5 500 880 1 500 880 5 000 880 1 150 000 4 000 800 6 000 800 3 900 000 2 550 000 1 950 000	16 15 20 14 4 1 2 71 20 35	120 250 80 240 150 150 230 110	468 143 340 378 326 178 380 6 740 878 496 278
mise en cer communs. Et ois une politi clege et une v mmune qui so	n agri- que de réritable ont pré-	importants. Its pour le prod le plus riche Or, en règle riches son! les taux de d	iuit par el le p générale eussi ce croissance	tête entre sys le pl , les pay ux qui c s annuelle	e le pays us peuvre, s les plus connaissent a les plus

Des intentions qui restent à préciser

L E traité de Lagos est important dans la mesure où il est une manifestation d'une certaine volonté de réaliser des regroupements économiques à base réglonale an Afrique. Cette politique est sane doute aujourd'hul la seule réaliste, dens le mesure où les intrestructures existantes sont beeucoup trop insuffisantes pour donner une réalité è des ensembles plus larges. Il peut, dès lore, pareître re queble d'evoir pu rassembler des pays eyent eu une hietoire coloniale différente, en ayant hérité d'inetitutions particulières et eyant ople pour des formes souvent opposées d'organisation de leur écono D'autre pert, le traité souligne une évolution nette eu niveeu des régimee polirégime eutocratique dans leguel le - préeldent » détient le totalité des pouvoirs. ici ancore, la contérence des chete d'Etat et de gouvernement a le totalité des pouvoirs, et le traité n'évoque même pes une quelconque instance perlementalre nationale ou suprenationele. On peut valablement es demender el le traité de ples - ou l' - Afrique des présidents ».

Derrière cette façade unitaire, bian des problèmes subsistent : en premier lieu, l'imprécielon du traité. Il s'egit plus d'une décleration d'Intention que d'un modéle d'action. Certes, des Institutions sont créées qui auroni à définir le contenu d'une politique. Mels, pour aboutir è un accord cénérel, de nombreuses questions cont restées dans l'ombre. Comment ne pas remarquer, per exemple, la volonté système économico-politique, é aucune

position révolutionnaire et même à aucuns attitude définie per rapport eux pays développés, a tortlori par rapport eu bloc communiste? Pour obtenir t'edhésion de M. Houphouët-Bolgny et de M. Sekou Touré, il ne falfalt pas évoquer ce qui les sépere. De tait, te plupert des problèmes restent à résoudre et les axes des solutions è rechercher ne sont pas par la politique agricole commune, dont le principe est posé, mais dont le contanu la commission de l'Industrie, de l'agriculture et des ressources neturelles. L'evenir de le C.E.D.E.A.D. dépendre de le volonté de ses membres de conclure des accords successits susceptibles de donner vie eu traité. Dn peut alors se poset deux séries de questions : les économi engagées dans l'eccord sont-elles aisément Intégrables? N'y a-t-il pes des oppositions assez fondamentales qui peuvent se cristalliser autour du problème

du meintien de le C.E.A.O. Une brève comparaison des économies en présence est eignificative. Nous avons dėjė notė l'existence d'options politiques très différentes. Certes, une certaine évolution s'est dessinée eu cours des demiéres années. On peut en partide le C.E.D.E.A.O. sont également parties prenantes à l'eccord de Lome conclu avec le C.E.E. Avec des nuances, l'ecceptation d'une collaboration assez poussi avec les paye européene paraît donc admise et l'influence du bloc socialiste, comme celle des Etats-Unia, n'est ni négligeable ni déterminents. Cependant, les

continent efficain, une dynamique de l'inégalité. Bien plus, la problématique do développement est très différente dans das pays où le premier impératif paraît être la survie par un accroissement des subsistances et dens des régions qui assurent plue ou moins aisément la couverture des besoins vitaux et cherchent dans tion les mor

L'absence de complémantarité des économies de le zone tend à montrer que le problème posé à l'Afrique de l'Ouest est très différent de celui auguel ont été confrontées les nations européennes. Il ne e'egit pas en effet de coordonner des échanges préexistants, male blen de créer ces courants d'échanges. Il n'est pas utile de chercher à coordonner les conditions de lonctionnement d'Industries fortsment implantées, mais de réaliser un amenagement des politiques d'implantation d'Industries nouvelles,

En effet, il ne feut jamais perdre de vue neture des échanges commerciaux entre pays africains. Ila cont ectuellament de deux types : pour certains pays, ces échanges sont extremament timités. Les exportations vers d'eutres pays africains représentent moins de 10 % des expertations totales pour la Côle-d'ivoire, le Meuritanie, le Niger, te Sénégel, le Togo, le Ghans, le Libérie, le Nigéris et le Slarra-Leone. Comme le commerce africale de ces paya est réalisé dans sa quasi-totelité dans la zone ouesi-airicaine, on voit le faible impect que risque d'avoir la polifique douanière proposée. En dehors des produits de l'élevage, te commerciareste en effat très limitée; cele se comprend d'autant misux que ce commerce est également limité à l'intérieur du territoire national tul-même. Duant eux ralement l'objet que d'une consommation réduite en Afrique. La politique douanière sur la commerce que dans ta mesure où une certains reconversion des activités productrices (et peut-être des habitudes de consommation) serait réalisée, en pardomaine industriel. Is politique douanière ne peut étre que le complément nature ne politique d'harmonisation dens l'Implantation des industries nouvelles, de manière à assurer à celles-cl un débouché

La elluation est cependant différente aujourd'hui pour un petit nombre de pays qui ont un commerce intra-africain important. C'est ainsi que la Haute-Volte réalise près de 30 % de ses echets auprès des paye africalns voisina et teur vend la moitié de ses exportations. Si les pourcenteges sont moine élevés eu Dahomey, ile restent très expérieurs à ceux enregistrés dens le premier groupe. Il est certain capendant que el les pourcentages sont importants, le poide réel du commerce extérieur de ces deux pays est très rédult. Leurs exportations vers les

Professeur à t'université de Bordeaux L

Les limites de l'intégration

Y A-T-IL opposition marquée entre les traités créant les deux communautés ou s'egit-il plutôt d'un antagonisme d'intérêts ou de visées politiques ?

Les oppositions entre les deux traités peuvent paraître escondeires. Certes, le déroulement dans le temps des opérations ne suit pas le même rythme. La traité de Lagos parsit impliquer une réaliestion plus repide, mais les fourchettes retenues permettent une harmonisation. Par exempla, pour le C.E.A.O., le mise en piece du tarif extérieur commun doit être réalisée eu cours d'une période de douze ens maximum, alors que pour le CEDEAO cette mise en piace se réalisere entre le huitième et la treblème année. La C.E.A.O. distingue le cas des « produits du cru », pour lesquels l'élimination des droits est totale et immédiate, el les propour less en plece un régime préférentles spécial. Mels, dans le silence des textes, rien n'empêche des solutions volsines pour les membres de la CEDEAD Rien cependani dane le traité de Lagos ne vient se confondre evec le taxe de coopération régionele qui dott trapper les produits industriels fabriqués et échangés eu sein de le C.E.A.O. Or cette taxe joue un rôle non négligesbie dans le système de le C.E.A.O. Selon le traîté de Lagos, elle ne pourrait evoir qu'un rôle transitoire en ettendant l'éventuelle suppression de toue

à l'intérieur de le zone. Le treité présent le C.E.A.O. prévoyait d'eutre part, un ensemble d'actions spécifiques dans divers domaines : egriculture commercielleation de la viende, transports, pēchs, etc. Si l'accord de Lagos est beaucoup moins précis, l'hermoni sation ultérieure des politiques économiques pourra tenir compte des décisions déjé prises. A le limite, rten dans le principes ni dans les textes n'empêche l'application simultanée des deux traités. Pourtant, les falts sont lè d'une adhésion é le C.E.A.D n'e pas été choisie, pas plus que le pure et elmple absorption de le C.E.A.O. par la

C.E.D.E.A.D. n'a été acceptée, Les oppositione entre les politiques souslecentes sont nombreuses et complexes. et d'aucune y verront la volonté de certaine peys trancophones de conserver un système politico-économique eutonome. La distinction des deux treilés est en talt significative d'une double évolution : d'une part, une certaine tendance su dépas ment de t'ancien clivage entre anglophones et trancophones : d'autre pert. existence d'un effet ettractif exercé par le Nigéria sur certains Etats voisins. position du Dahomsy et du Togo visà-vis de la C.E.A.O. est aussi typique é cet egard que ne l'était l'hostilité du

Nous voyons ainsi se profiler une politique nigeriane qui vies à créer une zone d'influence élergle, tant politique qu'économique. Utiliser l'arme de l'unité africaine pour pervenir é cette fin est une stratégé des plus normales, mais le déséquilibre des forces est trop grand pour que ce système soit vieble. Que certains Etats redoutent et combattent un certain - impértelisme » nigérian, cele devient de plus en plus probable, alore qu'en sene inverse certains petits Etats ont pu penser trouver dens le C.E.D.E.A.O. un moyen de réduire l'influence par trop exclusive de certaine partensires francophones.

Si le Sénégal et la Côte-d'Ivoire se font les détenseurs de la C.E.A.O., et ont însisté pour que référence ecit faite aux accords antérieurement conclus, cele n'est

pas non plus un effet do hasard. Le rapprochement Sénégal - Côte d'Ivotre s'est amorcé II y e quelques ennées. Il est le fait de chefs d'Etat dont les options et les orientations politiques se sont é l'usage révélées assez voisines, de leaders politiques d'une même génération face à de plue jeunes riveux, de gouvernants civils face à des pouvoirs militaires, de responsables de pays eyant connu une croissance importante, selon un modèle particulier, face à d'eutres pays à crois-

sance bloquée, ou retardée, et à poten-tialités très inégales. L'avenir de l'Afrique de l'Ouest, tant eu plan politique qu'économique, se joue essentiellement entre quatre pays qui sont seuls en mesure de bénéficier des etructures qui se mettent en piece : le Nigérie est le pays le plus peuple et le plus aujourd'hut dans les range des producteurs de pétrole qui e'enrichissent. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire représentent deux éco somies aul ont réalisé à des énomies différentes un cartain type de croissance. Blen dirigée, la Côte-d'Ivoire poursuit la diversification de ses ectivités et cherche é corriger certains déséquilibres trop criants. La prospérité de son économie. de son commerce extérieur et, d'une certaine manière, de ses finences en fait un Etat Important qui poursult une politique étrangère qui n'est pas toujours conforme eux positions idéologiques du moment male dont le portée n'est pas négligesble et qui répond eussi à une certaine vision - africaine - des relations extérieures. La Ghana, enfin, a perdu de son influence extérioure, considerable et temos de Nichrumeh, male il reste le troisième puissance économique de le zone, evec une poeition géographique qui en fait uo trait d'union naturel entre divers paye francophones. Il y e fort è parier que l'intégration économique et le politique industrielle bénéficieront avent tout é ces pays, qui, seuls, disposent d'infrastructures importantes, qui constituent déjé des mar-chés non négligeables, disposent d'une ine audiance dans l'économie internationale et réunissent les conditions d'un certain type de démerrage économique. Dans cette optique, t'opposition C.E.A.D.-C.E.D.E.A.O. peut revêtir un nouveau sens. En almolifiant à l'extrême, le problème pourreit peut-êtra se poser an ces termes : el le dépassement du cadre netionel est une nécessité économique, al l'Afrique de l'Ouest doit s'organiser, est-ce autour du Nigérie (ecceptation d'un leadership neturel, inscrit dans les statistiques et les Dens le premier cas, le C.E.A.O. disparaitra progressivement; dans le second, elle peut devenir le noyau d'un sous-ensemble ouest-africain qu', sans affronter le géant de l'Est, antendre affirmer son

Dans un cas comme dans l'eutre, les anciens clivages devront disparatire, car le C.E.A.O. ne peut véritablement constituer une force de regroupement face é la pression et à l'ettraction nigériane que si elle englobe des Etats extérieurs à l'ancleane A.-O.F. Le rapprochement lyolroghanéen, actuellament relancé male toujours difficile é réaliser, comme la volonté évidente du président Sekou Touré de réintégrer le Guinée dans cette Afrique de l'Ouest en gestation cont des éléments importants qui peuvent protondément influencer la physionomie politique et économique de l'Afrique de le fin du siècle.

(1) La C.R.A.O. groupe sept Etate fran-cophones : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mall, Mauritanie, Nîger et Sénégal.

-e: 5 20010 na: M ... ni iliya 3545 C mer: Pors. directe

fsist t

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la coopération et le développement

A septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unles, consacrée aux questions de développement et de coopération économique internationale, s'est tenue à New-York du 1° au 16 septembre, Cent trentesix des cent trente-huit Etats membres y étalent représentés, les Maldives et l'Afrique du Sud n'ayant pas envoyé de délégation.

représentés, les Maldives et l'Afrique du Sud n'ayant pas envoyé de délégation.

An terme du débat général, l'Assemblée a adopté par consensus le document final élaboré par sa commission spéciale : il énumère un certain nombre de mesures visant à améliorer la coopération et le développement économique du tiers-monde. Fruit d'un compromis entre les pays industrialisés et ceux du « groupe des 77 », le document reprend certaines demandes formulées précédemment, ou à l'étude dans d'autres instances internationales pour permettre un meilleur développement du tiers-monde. Il met l'accent sur les problèmes du commerce international : la CNUCED est invitée, lors de sa quatrième session, à améliorer les structures des marchés grâce à des mesures de stockage international permettant de stabiliser les prix des produits de base, à l'établissement de contrats à long terme, à l'amélioration du financement compensatoire des fluctuations des recettes d'exportation, etc. Le secrétaire général de la CNUCED est invité, pour sa part, à poursuivre l'étude des plans d'inderation des prix des matières premières et des produits manufacturés.

A propos de l'aide au développement, l'Assemblée reprend l'objectif de 0.7 % du P.N.B. fixé pour l'aide publique fournie par les pays industrialisés. Au plan financier, elle demande aussi que le rôle des monnaies de réserve nationales et de l'or soit réduit, au profit des droits de tirage spéciaux. Elle recommande la négociation d'un accord sur la création d'un fonds fiduciaire financé par les ventes d'or du F.M.L et par des contributions.

D'autres mesures concernent la coopération industrielle, l'alimentation et l'agriculture et les échanges scientifiques et techniques avec le

Enfin, un comité a été chargé de préparer pour la trente et unième session ordinaire de l'Assemblée générale, en 1976, des propositions détaillées pour la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations

Après l'adoption à l'unanimité, de ce document par la commission spéciale de l'Assemblée, les Etais-Unis et la C.E.E. avaient exprimé des Etats-Unis et la C.E.E. avaient exprimé des réserves sur certains points spécifiques. Par la voix de leur représentant, les Etats-Unis ont fait savoir, notamment, qu'ils étaient opposés à l'idée d'indexer les prix des matières premières sur ceux des produits manufacturés exportés par les Etats industrialisés, et qu'ils n'acceptaient pas nou plus l'objectif de 0,7 % fixé au montant de l'aide publique au tiers-monde. Le document for péanmoirs adonté par concerns en Assemblée. néanmoins adopté par concensus en Assemblée

Ouverture de la trentième session ordinaire de l'Assemblée

Le 16 septembre, s'est ouverte à New-York la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale, dont le président élu est M. Gaston Thorn, ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur du Luxembourg. Trois nonveaux pays ont été admis au sein de l'ONU: la République du Cap-Vert, la République démocratique de Sao-Tomé et Principe et la République populaire du Mozambique. Deux des cent trente-insit trats membres n'avaient pas envoyé de délè-Etats membres n'avaient pas envoyé de délé-gation : le Maldives et la République Sud-Africaine. Le débat général s'est ouvert le 23 septembre.

Dès le 13, le premier vote est intervenu à propos de l'admission des deux Vietnams. Par cent vingt-trois voix contre zéro et avec neuf abstentions. l'Assamblée a, en effet, demandé au Conseil de sécurité de réexaminer « tamédiatement et factorablement » les demandes d'admission de la République démocratique du Vietnam et de la République du Sud-Vietnam.

ENTRETIENS SUR CHYPRE. — En l'absence de propositions concrètes, les entretiens intercommu-nautures sur Chypre aut été afournés sins die le 10 septembre. M. Waldheim est resté en contact avec les parties.

avec les parties.

DESARMEMENT. — Dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations unies, adopté fin août au terme de su session 1975, le comité sur la conjérence mondiale du désarmement recommande à l'Assemblée d'exammer l'opportunité d'une poursuite de sa mission. On sait que le comité est chargé d'enquêter sur la possibilité de convoquer une conjérence du désarmement réunissant tous les Etais.

COMITE DE LA CHARTE. — Le comité ad hoc pour la charte des Nations unies a achevé su session le 22 août Dans son repport à l'Assemblée. Il ne propose aucuna mesure visunt à accroître l'efficacité de l'ONU meis se contente de résumer les points de rue exprimés par les délégations. En fait, il existerait des divergences fondamentales entre les membres quant à la nécessité de procéder à une révision de la charte.

PROTECTION DES MINORITES. — Le sous-commission de la lutte contre la discrimination raciale et de la protection des minorités a siègé d Genère du 25 soût au 12 septembre. Ses travoux oni porté principalement sur les problèmes de l'exploitation de la main-d'œuvre per un tratic ulteure et clandestin et de la protection des droits de l'homme gour les varsonnes oni ne sont pas de l'homme gour les varsonnes oni ne sont pas de l'homme pour les personnes qui ne sont pas des ressortissants de l'Etat dans lequel elles vivent. La sons-commission a aussi discuté de la situation

au Chill, en Angola et à Chypre, et de l'assistance accordée aux régimes racistes et colonialistes de l'Africue australe. DISCRIMINATION RACIALR. — Le comité pour l'âlimination de la discrimination racials a terminé su douzième session its août. Il a examiné les ropports soumis par onze Etats, dont Chypre et le Chili.

APARTHEID. — Dons le rapport à l'Assemblée générals qu'il a adopté le mois dernier, le comité spécial contre l'apartheid suggère de réunir en 1976 une conférence en Amérique latins avec le participation de l'O.D.A. et des mouvements sudagricains de libération.

africaine de libération.

RAMUBIE. — Le conseil de la Namible estime que le problème du territoire dont il est chargé est entré dans une « nouvelle phase d'action » : dans son repport d'Assemblée pénérale, il estime qu'avec l'élimination du colonialisme en Afrique australe de nouvelles pressions sont nécessaires pous jorcer l'Afrique du Sud d se retirer de la Namible.

Nomine.

DECOLONISATION. — Lu comité de décelonisation u terminé ses travaux de 1975 le 21 août. Ses dernières résolutions concernent les Seychelles ut l'application par les orysnes de l'ONU de la déclaration de 1969 sur la décelonisation.

ration de 1960 sur la décolonisation.

CONSEIL DE TUTELLE. — Au début de septembre, le Conseil de sutelle a mis l'in seus objection d'accord de sutelle a mis l'in seus objection d'accord de sutelle sur la Peponasie-Nouvelle-Guinée, qui devait denenir indépendants le 16 du même mois. La Peponasie-Nouvelle-Guinée était administréu par l'Australie. Un seul territoire reste désormais sous tutelle internationale : les lies du Prolitique, administréu par les Estat-Unis.

L'Australie a cessé de laire partie du Conseil, qui se composera uniquement des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Su prochaine sestion aura lieu à New-Tork du 25 mai au 18 juin 1976.

PREVENTION DU CRIME. — Le cinquième congrés des Nations mies sur la prévention du crime et le tratement des délinquants, qui a siègé à Gendre du 1° au 12 septembre, a adopté un projet de déclaration contre la torture qui sera soumis à l'Assemblée générale des Nations unies. Les autres questions traliées portaient notamment sur l'appropation de la délinquance, le « crima-entreprise » et le crime économique.

ETABLISSEMENTS HUMAINS, — Le constié charpé

ETABLISEMENT'S HUMAINS. — Le comité chargé de préparer la conférence des Nations unies sur les établissements humains (habitat), qui doit se tenir du 31 mai au 11 juin 1378 à Vancouver, a terminé ses travaux début septembre en adoptant un projet d'ordre du jous. Le représentant du Canada a fait savoir que cet État entendait assumer toutes les responsabilités de pays hôte.

e REFUGIES. — Le haut commisseriat des Nations unies pour les rétugiés a nommé le 1° septembre M. Cesars Berta (Suise) chef de son bureau régional en Asis du Sud-Est d Bangkok. D'autre part, des accr-de ont été signés acc Singapour (le 15 autt), la Croix-Rouge malaise et l'Organisation musulmans malaise du bien-être social (le 19-août) en rua d'organiser l'aide humantaires en faveur des personnes déplacées venues d'Indochina.

Le haut commissaire u laned le 3 septembre un appel en vus d'obtenir 12,4 millions de dollars pour financer l'austriance aux Cambodgiens, Lactions et Sud-Victnamiens. se trouvant en Thallande.

COMMINSTON EGONOMICUE DES NATIONS

Sud-Victnamiens, as trouvant en Thallande.

• COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La comité du charbon de le Commission économique des Nations unies pour l'Europe (G.E.-ONU) s'est précecupé de l'évolution de la production churbonnière dans l'évolution de la production churbonnière dans l'ensemble de l'Europe un cours de sa soizante et outième session à Genève, du 22 au 25 septembre. Le production en Europe (seuf en U.R.S.S.) a diminué de 4,5 % en raison de la lemeture prévue de vines dans la C.E.E. Mais la baisse n'a pas été aussi accentuée que prévu apont la crise du pétrole. En revanche, les prix du charbon ont doublé depuis lors.

— Les ressources en écu de l'Europe ont été au centre des travaux du comité des problèmes de Feau de la C.E.E.-OEU, qui a tenu sa septième session à Genève, du 29 septembre au 2 octobre.

UNESCO

Au conseil exécutif : le déficit budgétaire et la situation au Chili

L'a situation financière de l'Organisation est le point principal à l'ordre du jour du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, le science et le culture (UNESCO), réuni à Paris depuis le 15 septembre. Selon le directeur général, M. M'Bow, le budget de l'UNESCO, en dépit de mesures très strictes d'économies appliquées au cours des dix derniers mois, accuse un déficit d'environ 5 millions de dollars pour l'année 1976, en raison de la fluctuation du taux du dollar, monaie de compte de l'Organisation, et du taux de l'infiation en France, où l'UNESCO réalise la plus grande partie de ses dépenses. D'autre part, le conseil exécutif a adopté une résolution demandant aux autorités chillennes de prendre « toutes les mesures nécesune resolution demandarit aux autorites chi-llennes de prendre e toutes les mesures néces-saires pour rétablir les libertés et sauvegarder les droits de l'homms et les libertés jondamen-tules, ainsi que pour assurer le fonctionnement normal de toutes les universités, écoles, insti-tutions scientifiques et culturelles ». (Voir en première page l'article de Robert Merie.)

Les travaux de la présente session doivent se poursuivre jusqu'à la mi-octobre.

BUREAU INTERNATIONAL DE L'EDUCATION. —
Près de quatre cents délégués et observateurs de quatre-oringt pays, réunis à Genève du 27 août au é agricambre, se sont préoccupés, à l'occasion de la trents-orinquième session de la conférence du Bureau international de l'éducation, de l'évolution du rôle des maîtres et de ses conséquences sur leur formation.

JOURNES INTERNATIONALE DE L'ALPHABUTI-SATION. — Au sours de la neuvième Journée inter-nationale de l'alphabétisation, célébrée le 8 septembre par l'UNESCD. Les prix Reva Pahlevi et Nadejde Kroupskola ont élé rémis respectivement d. M. Paulo Frètre (Brésil) pour sa milhode d'alphabétisation jondée sur les préoccupations des adultes et d. M. A.M. Abukar (Somalie) pour sa transcription de le langue de son pays et l'organisation de cem-pagnes d'alphabétisation.

Agence internationale de l'énergie atomique

Dix-neuvième session de la conférence générale

TES délégués de quatre-vingt-cinq Etats
L'membres de l'Agence internationale de
l'énergie atomique (ALEA) se sont réunis à
Vienne dans la dernière semaine du mois de
septembre pour participer à la dix-neuvième
session ordinaire de la conférence générale,
consacrée comme d'habitude à l'examen du
projet de budget de l'Agence (37 millions de
dollars pour l'exercice 1976) et des progrès
réalisés dans le développement de l'ènergie
nucléaire. Les problèmes qui font l'objet d'un
débat public dans les pays consommateurs et
producteurs d'énergie nucléaire ont aussi retenu
l'attention : risques inhérents à un accident de
réacteur et fiabilité des réacteurs nucléaires en
tant que producteurs d'èlectricité ; élimination
des déchets radio-actifs ; contrôle des matières
nucléaires (surtout du plutonium) dans le but
d'empêcher leur détournement à des fins militaires ou terroristes.

Dés l'ouverture de la session, le nombre des

Dés l'ouverture de la session, le nombre des pays membres de l'ALEA, avait été porté à cent neuf avec l'admission des Emirats arabes unis, de la Tanzanie et de Gatar.

PROCHAMME DE FORMATION. — L'Agence atomique a mis au point un nouveau programme de formation destiné aux cadres supérieurs des pays en voie de développement qui ont
décidé de foire appel d'énergie d'origine nucléaire
ou qui sont sur le point de le faire. Un premier
cours, qui réunit quarante participants originaires
de vingt-deux pays, s'est ouvert le 8 septembre au
centre d'études nuclaires de Karisruhe (Allemagne
jédérale).

Etat et perspectives du commerce des produits

des produits

S ELON la revue Rapport et perspectives sur les produits, 1974-1975, publication annuelle de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) parue en septembre, la valeur des exportations mondiales des produits agricoles de première nécessité s'est accrue de 19 % en 1974 et a atteint le chiffre record de 106 500 millions de dollars. Mais cette augmentation a ôté provoquée surtout par la hausse des prix, et le volume réel du commerce a balasé d'environ 4 %.

Les prix des produits agricoles ont généralement continué à monter au cours de 1974, mais à la fin de l'année la plupart d'entre eux avaient commencé à baisser.

En ce qui concerne les perspectives du commerce des produits agricoles en 1975, la revue prévoit que, en raison de la faiblesse des taux de croissance économique et des hauts niveaux de chômage, il n'est guère probable que la demande, pour la plupart des produits agricoles, s'améliore de façon sensible.

PROGRAMME ALIMENTARES MONDIAL.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le Programme alimentaire mondiul (PAM) a décidé d'envoyer d'urgenes pour 1,68 million de dollars de ouvres aux quelque cent quarante mille victimes des inondatums qui ont irappé la Rosmanie en suillet D'autre part, il a lancé, en soit, une apération d'urgence pour venir en aide à quelque cent cinquanie mille victimes d'inondations au Pakistan. En Angola, 55 tonnes de vivres destinées aux victimes de la guerre civile ont été expédiées par avion en coût Enjin des vivres, d'une valeur de 6 millions de dallars, ont été expédiées d'Ethiopie pour être distribuée eux victimes de la sécheresse dans le pays.

• TRAVAIL. — Lu commission du fer et de l'acter de l'Organisation internationale du travail (O.J.T.) r'est réunte d Genère du 16 au 26 septembre pour examiner les répercuezions sociales des progrèt techniques accomplis dans l'industrie du fer et de l'acter.

l'acier.

• BANTS. — Le comtté régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la sonté (O.M.S.) a tenu sa vingt-cisquième session du 2 au 6 septembre à Alger, Les débats ont porté sur le rapport d'autivités pour le période de fuillet 1974 à fuin 1975, sur la place de le médecine au travail dans les actions de santé publique et sur le développement des maladies cardionsaculaires. De son côté, le comité régional pour l'Afrique, qui é'est réuni à Taoundé du 17 au 24 septembre, s'est partituitérement préscupé des problèmes de santé dentaire et du développement des services santiaires dans la région.

— L'O.M.S. a réuni du 25 au 28 août à Bucarest un groupe de travail chargé d'examiner certains aspects du problème posé en Europe par la multiplication des cas d'hépatites virules.

• NAVIGATION MARITIME. — Le 5 septembre,

• NAVIGATION MARITIME. — Le 5 septembre, la République populaire du Congu est desenue membre de l'Organisation interpouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.).

ORGENISMES FIREMENTS

L'ASSEMBLEE ANNUELLE DES CONSEILS DES GOUVERNEURS DU F.M.I. ET DE LA BIRD

La trestième assemblée annuelle des conseils des gouverneurs de Fonds monétaire international (F.M.I.) et du groupe de la Banque mondiale, qui s'est tenne à Woshington du I^{er} ea 5 septembre, s'est bornée à Bretagne, l'Allemagne lédérale et le Jepon, et confirmées par le « comité intérimaire des Vingt ». Cet accord prérait la vente d'un sixième du stock d'ar détenu par le F.M.J. : les plus-values einsi dégagées serviront à finances le fonds fidaciaire spécial (Trast Fund) qui doit être créé des 1976 ea marge du F.M.J. pour accorder des crédits supplémentaires oux pays en voia de déveleppement. D'autre port, les Cinq ont adopté ene convention sur les transactions antre basques centrales visant à supprimer la prix officiel de l'ar et à redonner aux basques centrales, sous certaines controlles pour pour la prix officiel de l'ar et à redonner aux basques centrales, sous certaines conditions, le libre disposition effective de leur stock d'ar : aiesi, les basques centrales pourrout au cours des deux années à venir faire entre elles des opérations sur l'or à un « prix dérivé du marché », à condition que ces transactions ne tendent pay à rétablir un prix fixe du l'or et que le stock métallique global détenu à la fois par les pays du groupe des Dix et par le Fonds d'augmente pos en poids.

L'assemblée e également entériné la définition des nouveaux quotas des pays membres de fonds : ceux des pays arabes passent de 5 à 10 %. Ceux des Etats-Unis restant de 20 % (ce qui leur laisse une minorité de blocage des décisions), certaires pays industrialisés voient les leurs diminum : c'est le ceu du la frança dont le quote parse des decisions des des décisions), certaires pays industrialisés voient les leurs diminum : c'est le ceu du la frança dont le quote parse

des décisions), certaies pays industrialisés voient les leurs diminuer : C'est le cos da la France, dont le quota passe da 5,14 % à 4,92 %, et surtout da la Grande-Bretagne, dont le quota est ramené de 9,59 % à 7,50 %. En revanche, l'occord a'a pa se faire sur la régime futur des changes : François et Américains ont décide de multiplier leurs entratiens afie de parvenir à un accord lars de la procheine réunion du comité intérimaire à le Jamaïque en janvier 1976.

Fonds monétaire international

Quotrième réunion du comité du developpement

développement

I E comité ministériel conjoint des consells

L des gouverneurs du FML et de la BIRD sur
le transfert des ressources réelles aux pays en
voie de développement (comité de développement) a examiné, au cours de sa quatrième
réunion à Washington, les 3 et 4 septembre, un
rapport sur les progrès de ses travaux pour la
période d'octobre 1974 à juin 1975. Le document souligne le soutien apporté par les membres du comité à la mise en place pour un au,
au sein de la Banque mondiale, d'un « troisième
guichet » destiné à prêter jusqu'à 1 milliard
de dollars à des conditions intermédiaires. Le
rapport exprime également l'espoir d'une rapide
mise en place du fonds fiduciaire spécial qui
doit consentir des prêts aux pays les moins
avancés éprouvant des difficultés de balance
de paiements; il prend note de la création d'un
groupe de travall de douze membres sur l'accès
des pays en développement aux marchés des
capitaux, et définit le rôle que le comité compte
jouer pour faciliter les actions internationales
dans le domaine du développement et du transfert des ressources. fert des ressources.

* MECANISME PETROLIER *. — Le PMJ. a amonté le 10 septembre que quatre pays membres avaient effectué des achais de devises au titre du « mécanume pétrolier » 1975 pour un montant total de 682,01 milliens de droits de tirage spéciaux : Costa-Rica, 4,80 millions : Italie, 780,24 millions. Pakistan. 76,36 millions : Tanzonie, 20,61 millions. Le PM 1. rappelle que ces quatre pays avaient déjà rall appel au « mécanisme pétrolier » en 1974. ADMISSION D'UN NOUVEAU MEMBRS. - Gre-nade est devenu le 27 août le cont vingt-septième membre du FMI. Co pays est depenu en même temps le cent vingt-strième membro de la RIRD.

Groupe de la Banque mondiale

Lo BIRD émet un emprunt de 350 millions de dollars

L danque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (BIRD on Banque mondiale) a annoucé, le 19 septembre, le place-

ment, sur les marchés en dehors des Etats-Unis, d'une émission de 350 millions de dollars d'obli-gations remboursables le 15 septembre 1977. Ces obligations, qui ont été acquises par des banques centrales ou d'autres institutions gou-vernementales de soixante et ouze pays et par respirations de la contra del contra de la contra del la cont une institution internationale, sont appelées cobligations de 1975 à deux ans, à échéance le 15 septembre 1977 » et portent un intérêt de 8,40 % payable semestriellement ; l'émission a été vendue au pair.

ABSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOP-PEMENT. — L'Association internationale de déve-loppement (IDA), filiale de la Sanque mondiale, e annoncé, le 9 seplembre, l'octroi d'un prêt de 32 millions du dollars au Yêmen paur l'aider à financer la remisa en service du port d'Aden. Elle a guast accordé, le 18 septembre, au Bangladesh, un prêt complémentaire de 4,6 millions de dullars des-tiné à financer, en partie, les améliorations du sys-tème de déchargement du pétrole dans le port de Chittagang.

On suit que les prêis de l'AID sont actroyés paur cinquante ans sans intérét, avec sculement une commission de service de 8,75 %

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. —
La Société imancière internationale (S.F.I.) a anaone le 16 septembre l'octroi d'un prét de 50 millions de dollars aux actèrics vougoslaves Zenica dans le rudre d'un projet d'expansion de l'industrie sidérurgique d'un coût de 737 millions de dollars.

CENTRE INTERNATIONAL FOUR LE REGLE-MENT DES DUPPERENDS RELATIFS AUX INVES-TISSEMENTS. — Dans son rappart annuel, publié le 22 août, et qui poste sur l'extreire 1974-1975, le Centre international pour le règlement des diffé-rents reistifs aux investissements (CIRDI) signala qu'au 30 fuin 1975 solzante-six Etais étaient mem-bres du Centre et que le nombre des Elais signa-taires de la conventian de 1965 pour la règlement des différends était de solzante et anze.

Banque asiatique de développement

Quatre prêts L A Banque asiatique de développement a annonce, su mois d'août. l'octroi de quatre

— Le 12 août, 20 millions de dollars (sur quinze ans et à un taux d'intérêt de 8,75 % par an) à la Thallande; ce prêt — le troisième accordé par la Banque — sera ntilisé sous forme de cré-

VIENT DE PARAITRE :

ARCHIVES DE POLITIQUE CRIMINELLE

- Systématisation des recherches de politique criminelle
- Le contrôle judiciaire en tant qu'institution de politique criminelle
- Aspects significatifs de la politique criminelle des pays d'Afrique noire francophone

Prix : 50 F H.T.

EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tel.: 033-05-97.

au Pakistan;

— Le même jour, 22,7 millions de dollars (sur vingt ans et à un taux d'intèrêt de 8,75 % par an) à la Malaisie, en faveur d'un projet d'électrification de l'Etat de Sarawak.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Quatre prets

Quatre prèts

DANS le cadre de sou programme de développement de l'infrastructure régionale, la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.LE.) a accordé, le 30 juillet, au gouvernement du Nicaragua, un prêt de 6 200 000 dollars pour financer les travaux de construction de la route Las Mercedes-San Benito.

Deux autres prèts ont été annoncés le 1° août : 1800 000 dollars à la municipalité de la ville de Guatemala pour financer un programme d'urgence d'approvisionnement en eau potable, et 1 million de dollars au gouvernement du Honduras pour l'achat des équipements nécessaires au développement du réseau de distribution d'eau potable à Tegucigalpa.

Enfin, le 15 août, la B.C.LE, a donné un avis favorable à une demande de prêt du gouvernement de Costa-Rica pour financer son projet de modernisation de l'infrastructure du commerce extérieur.

merce extérieur. EMPEUNT AUPRES D'UNE BANQUE AMERI-CAINE. — La B.C.I.E. u signé le 23 août avec la Morgan Guaranty Trust de New-York un accord de prêt aux termes duquel cette dernière institution financière mot à sa disposition un montant de 12 000 006 de dollars pour la poursuite de son pro-gramme de logements sociaux. Le prêt jouit de la garantie de l'Agence américaine pour le développe-ment international.

Banque européenne d'investissement

Emprunt de 100 millions de dollars L A Banque européenne d'investissement a signé à Luxembourg, le 9 septembre, un contrat relatif à l'émission de 100 millions de dollars de « notes » à cinq ans sur le marché international des capitaux.

L'emprunt a été pris ferme par un syndicat international de banques sous la direction de l'Union Bank of Switzerland (Securities) Ltd.

Deux prêts

La Banque européenne a aussi annonce deux opérations de financement le 23 septembre :

— Un met de 43 millions de couronnes danoises (l'équivalent de 6,1 millions d'u.c.) à Dansk Boreselskab A/S, à titre de contribution au financement de deux nouvelles plates-formes de forage pour l'exploitation du gisement a DAN » dans le secteur danois de la mer du Nord (accordé pour neuf ans, au taux de 9 1/2 %

l'an).

— Un prêt d'une contre-valeur de 1,6 million de livres sterling (2,7 millions d'u.c.), au groupe international de commerce Tate Lyle Ltd, établi à Londres, pour contribuer au financement d'une usine de glucose dont la production est destinée à l'industrie alimentaire et à la brasserie (prêt pour dix ans, à 9 1/2 % l'an).

Banque interaméricaine de développement

Six prêts

L A Banque interaméricaine de développement 2 décidé d'octroyer trois prets le

La décidé d'octroyer trois prêts le 11 septembre :

— 7.5 millions de dollars à la Banque nationale de la République de Haiti (pour quarante ans. au taux de 1 % les dix premières années et de 2 % ensuite) pour contribuer au développement des installations portuaires à Port-au-Prince ;

— 16 5 millions de dollars à la République du

- 16.5 millions de dollars à la République du — 16,5 millions de dollars à la République du Nicaragua (pour quarante ans et à 1 % les dix premières années, à 2 % ensuite) pour financer l'électrification des zones rurales; — 30 millions de dollars à la République de Panama (pour treute ans et à 2 %) pour contribuer au financement de la construction du réseau routier rural; Trois autres prêts ont été annoncés le 18 septembre.

tembre :
— 20 millions de dollars à la République du Costa-Rica (pour trente-cinq ans au taux de 2 % l'an) pour améliorer les services de santé;
— 40 millions de dollars à la Banco Central do Brasil (pour vingt ans et à 4 %) pour financer un programme en faveur des petits et moyens agriculteurs et des coopérations rursles.

rurales:

— 17 millions de dollars à la Comision
Nacional de Valores-Corporacion Financiera
Nacional, agence nationale équatorienne pour
le développement (pour quinze ans et à 3 %)
pour aider à financer un programme de crédits
à l'industrie en Equateur.

PREMIER BULAN DES ECONOMIES D'ENERGIE.

— Selon un premier rapport de l'ALE., les programmes de conservation de l'énergie mis en œuvre par les dis-huit pays membres extre octobre 1973 et le 30 juin 1975 permettront certainement de réduire pour 1975 le niveau net de leurs importations de pétrole de 6 % par rapport à 1973. Le rapport note cependant que, malgré leur contribution à la diminution de la demande de pétrole, la plupart des programmes nationaux de conservation offrent encore e des possibilités considérables d'amélioration ».

RECENTES PUBLICATIONS Danemark et Union économique belgo-mbourgeoise, dans la série « Etudes économiques 3.

Conseil international de l'étain

Maintien du contrôle des exportations jusqu'au 31 décembre

COMPTE tenu de l'état des stocks (2393 tonnes au 31 mars contre 142 tonnes (2893 tonnes au 31 mars contre 142 tonnes au 31 décembre 1974) et des tendances du marché, le Conseil international de l'étain, réuni à Londres du 16 au 19 septembre pour sa dix-neuvième session, a fixé à 35 000 tonnes le niveau autorisé des exportations d'étain des pays membres du Conseil pour la période du 1° octobre au 31 décembre 1975. La répartition des exportations autorisées a été fixée comme suit : Malaisie, 15 260 tonnes ; Bolivie, 6 321 tonnes ; Indonésie, 4 798 tonnes ; Thaliande, 4 392 tonnes ; Australie, 1 530 tonnes ; Nigéria, 1 460 tonnes et Zaire, 1 239 tonnes.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

monétaires

Bretagne

Augmentation de prix de 10% REUNIE à Vienne du 24 au 27 septembre, la conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, après de difficiles négociations entre les différents partici-

le problème de l'utilisation de l'or du Fonds monétaire international (F.M.I.), sur celui de

la liberté des transactions en or entre banques centrales, et sur le problème des quotas au

Ils ont longuement discuté aussi de la situa-tion conjoncturelle en Europe, ainsi que des mesures de relance dans les différents pays. Les Neuf se sont mis d'accord pour que les actions de relance solent simultanées et adaptées à la situation de chaque pays. Ils ont constaté que les mesures envisagées représentent déjà de 3 à 4 % du produit national brut (P.N.B.) de chaque pays, excepté la Grande-Bretagne.

Après vingt et une heures de discussions ininterrompues, les ministres de l'agriculture se sont séparés le 10 septembre à l'aube à Bruxelles sans avoir adopté de mesures pour assainir le marché européen du vin et pour aider la France à cerrayer l'afflux sur son marché de vins italians à bea print

A l'issue de ce débat sans résultats, la France a invoqué la clause de sauvegarde prévue dans le règlement organisant le marché du vin pour annoncer qu'elle déciderait de freiner les importations de vins italiens favorisés jusqu'à présent par la dépréciation de la lire italienne. Cette mesure de sauvegarde, qui a pris la forme d'une taxe, serait en application jusqu'à la fin de l'année.

Le ministre italien de l'agriculture, M. Glo-

vanni Marcora, a vigoureusement critiqué la décision française, qu'il a qualifiée d'illégale. De source proche de la délégation italienne, on indiquait que Rome utiliserait tous les moyens de procédure pour s'y opposer.

La clause de sauvegarde invoquée par la France (article 31, paragraphe 2, du règlement sur le vin) permet à un létat membre de se protèger contre des importations lorsque les instruments administratifs nécessaires à la gestion du marché ne sont pas en place.

gestion du marche ne sont pas en place.

La délégation française, a expliqué M. Christian Bonnet, a estimé que cette condition était remplie parce que les Neuf ne s'étalent pas mis d'accord sur la révision du règlement vin. Les ministres, en avril dernier, avaient pris l'engagement de réviser ce règlement avant le 1^{ex} août, mais ils n'y sont pas parvenus en dépit de longues heures de discussion.

La réforme du marché du vin devait tendre

à éviter les excèdents (la production dépasse légèrement la consommation) par une disci-pline imposée aux producteurs : interdiction de nouvelles plantations de vignes, relèvement du degré d'alcool des vins commercialisés, distilla-tion préventive des excédents en début de

campagne. La Commission du Marché commun a exprimé

officiellement le 15 septembre son opposition à la taxe imposée par la France pour freiner les importations de vins Italiens. Mais elle n'a pas fixé de délai à la suppression de cette taxe, ce qui laisse au gouvernement français un certain délai de réaction lui permettant d'apportaire. L'effet d'autres meures anymentes.

écier l'effet d'autres mesures annoncées par la Commission européenne pour décongestion-ner le marché européen du vin envahi par les surplus des deux dernières récoltes.

surplus des deux dernières récoltes.

La Commission du Marché commun, à la suite de la réunion du comité agricole spécial sur le vin à Venise, les 18 et 19 septembre, a décide d'augmenter les restitutions sur les exportations de vins de type italien et français vers tous les pays tiers (sauf les deux Amériques et les dix-huit pays qui respectent le prix d'orientation communautaire du vin).

En communautaire du vin)

En ca qui concerne la deuxième mesure envisagée par la Commission, suppression le 29 septembre du montant compensatoire moné-taire de 12,3 % qui frappe les importations de vins de table italiens et français en République fédérale d'Allemagne, le comité spécial agricole

vins italiens a bas prix.

Echec pour le marché commun du

pants, s'est finalement mise d'accord pour limi-ter à 10 % le taux de l'augmentation du prix du pétrole « arabe léger », prix qui passe ainsi à 11,51 dollats par baril. Le nouveau tarif est valable du 1° octobre 1975 au 30 juin 1976, date à laquelle il fera l'objet d'un nouvel examen. En revanche, la conférence a ajourné sa déci-sion quant au remplacement du dollar par les droits de tirage spéciaux comme momate de patement du pétrole. Le Venezuela a reçu le plein appui de l'oper dans sa politique de nationalisation de l'industrie pétrolière.

COMPERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Une conférence des Nations unies sest ouverte le 22 septembre à Genéve à l'invitation de le Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour renégocier l'escord international de 1972 sur le carao, qui arrivait à expiration le 30 septembre. On trouvera un brei résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

COMMUNAUTE DES CARATERS — 4 travailles de COMMUNAUTE DES CARATERS — 4 travailles de communes de l'account de la commune de COMMUNAUTE DES CARATERS — 4 travailles de communes de la commune de commune de la commune de la commune de la commune de commune de la c

ses transair dans le procedia numero da menda diplomatique.

e COMMUNAUTE DES CARAIRES. — A l'occasion de sa strième réunion à Montago-Bay (Jamaique) les 5 et 6 août dernier, le conseil des ministres du Marché commun des Caraibes, qui evait à écuminer un rapport du groupe de transail sur le sucre, u manifesté son émotion devant la publication, dans ce rapport, d'une carte des pays exportateurs de sucre de l'Amérique latine et des Caraibes où Belize ligurait comme faisant partie du Guatemala.

— Le Comité permanent des ministres de l'éducation des pays membres de la Communauté des Caraibes, réunt à Georgetown (Guyana) les 4 et 5 septembre, a achevé l'étude des mesures d'application de son projet régional pour l'éducation des adultes. Le projet régional pour l'éducation des adultes. Le projet régional se déroulers en trois étapes. Le première, dont la mise au point deva étre terminée à la lin d'octobre, bénéficiera de t'aide du Fonds pour la coopération technique du Commonwealth.

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Au

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. - Az • MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Au cours de sa diz-huitième période de sessions, du 10 cu 12 août, le haut comité pour la restructuration et le perfectionnement du Marché commun centreméricain (M.C.C.A.) a continué d'examiner l'avant-projet de traité-cadre portant sur la création d'une communauté économique et sociale qui devra se substituer aux structures institutionnelles misses en place par le traité général de l'intégration. A la nême occasion, le haut comité s'est penché sur la proposition de le Banque centraméricaise d'intégration économique présentée pur son président en juin dernier et qui a trait à la place de le B.C.J.E. dans le cadre des nouvelles institutions.

GATT

Selon le rapport annuel: une « situation de malaise »

A PRES une période d'inflation et de réces-A sion, l'une et l'autre d'une ampleur « jamais égalée dans l'histoire de l'après-puerre «, la reprise interviendra « peut-être » au deuxième semestre de 1975, estime le secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dans son rapport annuel sur le commerce international, publié le mois dernier. Les gouvernements font face à un « problème ecrasant », déclare le rapport : affecter de nouveau à la production les ressources oisives « sans que cela interrompe ou renverse la ten-dance à la baisse des taux d'inflation ».

La reprise, souligne aussi le GATT, suppose « une adaptation structurelle des économies des pays industriels ».

Le rapport se moutre exceptionnellement pru-dent dans ses prévisions sur les tendances du commerce international.

Le chômage et l'inflation, selon le rapport, ont crée une « situation de malaise » qui « conduit à penser généralement que, cette fois, la reprise a penser generalement que, cette fois, la reprise se fera beaucoup plus lentement qu'on ne pour-rait le penser sur la base de l'expérience des cycles passés. Il est peu probable que la reprise, qui interviendra peut-être au deuxième semes-fre de 1975, ramène les échanges mondiaux au niveau d'où ils sont tombés dans les six premiers mots de l'année ».

Groupe andin

51.45 Cg:

50000

mer.° Þ. . . . directe

f=:3=:0

Programmes d'intégration pour la pétrochimie et l'industrie automobile

COMMENCES le 15 juillet et ajournés dix jours plus tard, les travaux de la dix-septième période de sessions ordinaires de la Commission de l'Accord de Cartagena (groupe

Andin), ont repris le 26 août pour s'achever le 29. Les résultats les plus substantiels de ces rencoutres coucerneut la pétrochimie et l'indus-

rencoutres coucerneut la pétrochimie et l'indus-trie automobile.

Le programme pétrochimique tend à déve-lopper la production, de sorte qu'en 1980 la dépendance de la sous-région dans ce secteur à l'égard des importations soit réduite à une fraction marginale par rapport à son niveau actuel. Quant au secteur de l'automobile, la fabrication sera partagée entre les six pays, chacun se voyant assigner la production d'une catégorie différente de voltures de tourisme ou de véhicules utilitaires.

EDUCATION, SCIENCE ET TECHNOLOGIE. - En EDUCATION, SCHENCE ET TECHNOLOGIE. — En présence des représentants du comité du groupe Andin (la Junta) et de l'Accord e Andrès Bello », le premier séminaire consacré au projet sous-régional sur l'éducation, la science et la technologie, a eu lieu à Lima le 18 août. La réalisation du programme a été confiée au Centre universitaire undin, organisme subsidiaire de l'Accord de Cartagena. Il a pour but d'harmoniser les systèmes nationaux d'enseignement dans les trois domaines de sa compétence, en lancton des objectifs de l'intégration sous-régionale.

Association latino-américaine de libre-commerce

Au conseil de politique financière et monétaire

Le conseil de politique financière et monétaire de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), formé des présidents des banques centrales des pays membres et de la République Dominicaine (dont l'institut d'émission est associé au système des paiements de l'ALALC), a teuu sa douzière réunion ordinaire à San-José (Costa-Rica) du 26 au 29 août, afin d'examiner les recommandations de la commis-siou d'experts des problèmes monétaires qui avait siégé à Moutevideo du 21 au 25 juillet. Le conseil a décidé l'ouverture du marché des acceptations bancaires latino-américaines, dont l'introduction à la bourse des valeurs de la capitale américaine est prévue pour la fin de l'année en cours. Il a aussi élevé le plafond des crédits accordés dans le cadre du système des palements de l'ALALC. En outre, les procèdures d'adhésion à ce système des banques centrales du sous-contineut qui ne font pas partie du traité de Moutevideo ont été définies. acceptations bancaires latino-américaines, dont

partie du traité de Moutevideo ont été définies.

MODIFICATION INSTITUTIONNELLE. — Au cours d'une réance extraordinaire du comité exécutif permanent de l'ALALC à Montevideo, le 20 août dernier, le Chili a annoncé la ratification par son gouvernement du protocole institutionnalismir le conseil des ministres des affaires étrangères des onze pays membres en tant qu'organs suprême de l'organisation appelé à décider de sa politique.

RELATIONS AVEC LE M.C.C.A. — Après le Costanica le Honduras et le Guatemala, le Nicaragua s'est vu accorder le 25 août le statut d'observateur auprès du comité exécutif de l'ALALC. Cette décision constitue un nouveau pas vers le rapprochement du M.C.C.A. et de l'ALALC, amorcé en 1967 avec la oréalen de le commission de coordination ALALC-M.C.C.A., qui, cependant, ne s'est réunic qu'une seule jois depuis cette date.

relance du dialogue avec les pays producteurs de petrole

pour relancer le dialogue entre pays produc-teurs et pays consommateurs de pétrole. Il a décidé de se réumir une nouvelle fois avant le 13 octobre, date à laquelle doit s'ouvrir la réunion préparatoire à la reprise du dialogue. Le comité directeur a poursuivi l'élaboration du

n'a pas, à Venise, été unanime sur cette mesure, qui a provoqué la colère de M. Joseph Eril, ministre allemand de l'agriculture. Plusieurs délégations se sont abstenues. En conséquence, la Commission a engagé sur cette question la procédure écrite. Marché commun Accord partiel sur les problèmes Les ministres des finances et les gouverneurs des hanques centrales des neuf pays du Marché commun ont décidé, le 24 août à Venise, d'adopter une position commune sur les problèmes monétaires, excepté sur la question du régime des changes.

Les ministres sont donc tombés d'accord sur la verblème de l'artification de

Le prix de l'Europe agricole

Le financement de la politique agricole commune coûte de moins en moins cher aux Euro-péens ; dans son rapport financier au Conseil des ministres des Neuf, la Commission du Mar-ché commun indique qu'en termes réels les dépenses du Fonds européen d'orientation et de depenses du Fonds enropeen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ont été moins impor-tantes l'an dernier qu'en 1970, en dépit de l'élargissement de la Communauté. Ces depenses avaient représenté-0.61 % du produit intérieur brut de la Communauté en 1970. Ce pourcentage est passé à 0.38 en 1971, 0.44 en 1972, 0.50 en 1973 et 0.37 en 1974.

Le secteur laitier représente toujours environ 40 % de ces dépenses (6 837, millions de francs français, soit 1 231 millions d'u.c.). Les céréales prennent une place plus modeste : 12,87 % l'an dernier, contre 26,2 % en 1973. Le prix élevé des céréales sur le marché mondial a permis de limiter les dépenses, dans ce secteur, à 2 245 millions de francs français (401 millions

Des économies sont constatées également pour les matières grasses, le sucre, la viande porcine et les produits transformés. Par contre, la mise à l'Intervention de grandes quantités de viande bovine qui ne trouvaient pas acquéreur sur le marché a coûté beaucoup plus cher que par le passé au FEOGA.

La Commission souligne que, depuis 1971, elle a dépisté cent soixante-seize cas de fraudes au préjudice du FEOGA, représentant 15 millions d'unités de compte (84 millions de francs francais). Depuis lors; quatre-vingt-neuf cas ont été réglés et il reste 5,3 millions d'u.c. (30 millions de francs français) à récupérer.

RELATIONS AVEC. LES PAYS DU BASSIN MEDITERRANEEN. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf réunis à Bruxelles le 16 septembre ont décidé de reporter à leur prochaine session en octobre l'examen approfondi des implications politiques que pourrait avoir la conclusion d'accords à long terme, avec l'Egypte notamment, pour la fourniture de denrées alimentaires.

Les ministres ont d'autre part fait le point de a politique globale dans le bassin méditerransen nui ne progresse guère. Ils ont ensuite participé à in consail d'association avec la Turquie.





NICE capitale de la Côte d'Azur centre mondial des congrès



Flugt salles de capacités diverses ;
 Traduction simultanée ;

Traduction simultande;
 Trois ceuts bôtels totalisant pius de dix mille chambres;
 D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.
 Au centre de la Côte d'Assur, descervis par un aéroport international, das liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

expitates
en Toutes Saisons
nice est la Ville
ioeale des congres

OPFICE DE CONGRE SYNDICAT D'INITIATIVE: 22, rus Hôtel-des-Postes — Tél. 85-25-25/26. Télez: Accueil Nico: 460-42.

O.C.D.E.

Satisfaction à l'A.I.E. devant la

Le comité directeur de l'Agence internationale de l'énergie (A.L.E.), réuni à Paris les 17 et 18 septembre, s'est déclaré satisfait de l'initia-tive prise deux jours auparavant par la France programme de l'Agence, qui devrait être défi-nitivement arrêté le 1^{er} décembre prochain.

Ecrire : M. Julien YAICHE, avenue de Verdun, 05700 St-LAURENT-DU-VAR

Second plan de réduction volontaire de la production d'acier

La situation de la sidérurgie européenne est plus mauvaise que jamais. En août, la production d'acter des Neuf a été inférieure de 32 % à celle de l'année précédente, elle-même déjà touchée par la crise. Le recul est de 40 % en Italie, 24 % en France, 25 % en Grande-Bretagne, 32 % en Alemagne, 66 % en Belgique... Durant les huit premiers mois de l'année, les Neuf ont coulé 18 millions de tonnes d'acter de moins qu'en 1974, à pareille époque. Le marché intérieur est maussade en paiem d'acier de moins qu'en 1974, à pareille époque.

Le marché intérieur est maussade, en raison de la crise qui frappe tous les pays d'Europe.

Mais hors de la Communauté aussi les affaires marchent mal Les pays tiers, qui avaient augmenté leurs achats au cours des premiers mois de l'année, n'ont cessé depuis de les diminner.

Cela touche en particulier l'Allemagne fédérale et les pays du Benelux, alors que l'Italie a commu une évolution nettement plus favorable. En France aussi, le rythme mensuel des exportations est redevenn faible, après les bons mois de mars et d'avril. de mars et d'avril.

de mars et d'avril.

La Commission européenne, qui avait été lente à réagir, ce printemps, aux demandes d'organisation du marché émanant des producteurs, notamment des sidérurgistes français, s'est cette fois montrée plus rapide. Elle a rendu public le 17 septembre un second plan trimestriel de réduction volontaire des productions nationales d'acier, demandant aux maîtres de forges d'abalsser leur production d'octobre à janvier d'environ 24 % par rapport à celle qu'ils avaient coulée en 1874 à pareille époque. La réduction, plus forte que celle décidée en juin (15 %) est, cette fois encore, variable selon les pays: plus forte pour les Pays-Bas (— 31,4 %), l'Allemagne (— 28,3 %), le Luxembourg (— 27,7 %), la Belgique (— 25 %) et la France (— 26,7 %); inférieure à la moyenne communautaire pour l'Italie (— 17,5 %) et le Royaume-Uni (— 12,4 %). Pour le Danemark et l'Irlande, îl est même envisagé une augmentation de 17,6 % de la production d'acier hrut par rapport à octobre-décembre 1974.

Ces taux, on le sait, différent assez peu de

hrut par rapport à octobre-décembre 1974.

Ces taux, on le sait, différent assez peu de la situation actuelle, sauf pour la Belgique et le Royaume-Uni où la baisse proposée est plus faible que celle que l'on constate aujourd'hui. On notera que la Commission de Brurelles répugne, comme en juin, à décréter l' a état de crise manifeste a demandé par Paris et pourtant évident vu la situation. Elle ne veut pas être amenée à décréter des quotas de production par entreprise et à restreindre la liberté des échanges d'acier. Il s'agirait là, pour elle, d'une procédure trop lourde alors qu'il est possible de parvenir au même résultat — gérer de manière coordonnée la crise — par la méthode plus souple des « programmes prévisionnels ».

LA SIDEBURGIE FRANÇAISE a décide de réduire de 20 %, ses horaires de travail, plutôt que de recourir our l'eenciements qu'elle avait envisagés initialement. Cela se fera par arrêt complet d'usines ou d'installations, La semaine de travail moyenne passera de 40 heures à 32 heures pour les services continus, de 43 heures à 35 heures pour les montontinus. L'Etat prenant en charge une parile du salaire perdu, cela entrainera pour les solariés une paise de rémunération d'environ 7 %.

LA PRODUCTION DE MINERAI DE FER dans la CECA Ciminue moins via que celle de jonte brute. En un an, elle a baissé de 4,1 % seulement, alors que celle de jonte diminuent de 17 % (calcul jatis sur un semestre). La raison en est que les sidérargistes de la Communauté s'efforcent d'utiliser en priorité le mineral extrait dans la Marché commun. LEXTRACTION CHARBONNIERE DES NEUR «
éte, curant les sept preniers mois de l'année, à peu
vr's égale à celle de l'année prévédente en Allemagne
et en France, inférieure de 8 % en Belgique et rupérieure de 33 % en Grande-Bretogne, où la période
comparable de 1975 avait été gravement perturbée
par la grète des misseurs.

PLAINTES AMERICAINES CONTRE LE DUM-PING DE L'ACTER EUROPEEN. — Les services de Brurelles ont accuellit onec le plus grand sang-Bruzelles ont accuellit avec le plus grand sangfroid its nouvelles attaques américaines contre un
prétenia dumping de l'acier européen. Avant l'action engayée par le U.S.-Steel, pluseurs plaintes
antidumping avaient déjà été introduites sur le
mime sufet au cours des années précédentes, sans
qu'elles dient famais en de suite sérieuse; mais,
depuis la urise en vigueur en 1974 du nouveau Trais,
depuis la urise en vigueur en 1974 du nouveau Trais,
derins la part du département du Trésor. Le société
autéricaine vise la non-application de la T.V.A. sur
l'écler exporté d'Europe. Ce système, soulignent les
milleux de la Commission européenne, n'a aucun
caractère discriminatoire, puisqu'il s'applique évalement eux échanges d'acier — et d'autres produits —
entre les Neuj.

Association européenne de libre-échange

Quinxième rapport annuel

L A récession mondiale rend encore plus néces-saires le coopération internationale et le renforcement du système libéral des échanges, estime l'Association européenne de libre-échanges, (A.E.L.E.), dans son quinzième rapport annuel. L'AFLE, formée le 3 mai 1960, sur l'initia-tive de la Grande-Bretagne, à la suite de la création du Marché commun, comprend aujour-d'hui l'Autriche, le Portugal, la Suède, la Suisse, le Norvège, l'Islande, ainsi que la Finiande en tant que membre associé.

Les pays membres ont subi les effets de la récession mondiale en raison de leur grande dépendance à l'égard du commerce international, souligne le rapport. « Si leur population totale ne représente que i % de la population du globe, ils s'attribuent néanmoins 7 % des exportations mondiales et 9 % des importations mondiales.

» Durant la période examinée, la balance des

paiements de la plupart des pays de l'AELE. s'est détériorée. De plus, la hausse des prix des importations, en particulier du pétrole et de plusieurs matières premières, a inévitablement contribué à augmenter le niveau de l'inflation intérieure.

intérieure.

» Ces circonstances ont renjorcé la conviction des gouvernements de l'AELE, que seule une coopération de vaste portée peut journir des solutions durables permettant d'améliorer le système des patements et de renjorcer le système libéral des échanges qui a beaucoup contribué à l'élévation des niveaux de rie dans le monde » le monde. »

le monde. 3

Le rapport passe également en revue les efforts accomplis au cours de l'année par l'Association pour généraliser le libre-échange (97 % des échanges entre les pays participants sont désormals exempts de droits à l'importation et de contingents) et pour améliorer les accords de libre-échange qui régissent le commerce avec les pays de la Communanté économique européenne (le niveau général des droits de douane sur leurs échanges a été ramené à 40 % du droit de base appliqué en 1972). Le rapport consacre ensuite un chapitre à la suppression des obstacles techniques aux échanges et rend compte de l'assistance apportée au Portugal par les pays de l'A.E.L.E.

la Turquie, a terminé sa missian à Chypre le 6 septembre, après svoir entendu de nombreux témoins et visité deux camps de réjugiés. Un rap-port a été soumis à ce sujet à la commission euro-péenne qui a ouvert sa session le 29 septembre à Strasboarg.

APPAIRES PANTILIALES. — Les ministres des affaires fandiales de diz-huit pays européens ont participé à une conférence organisée par le Conseil de l'Europe à Oslo, du 17 au 19 reptembre, sur le thème de Péquitté entre les hommes et les femmes et ses incidences sur la via famdiale et l'action gouvernementale.

des pays non alignés

mières

A cinquième conférence ministérielle des pays

L non alignés, réunie à Lima du 25 au 30 août,

a adopté un document final qui comprend deux
textes et quaire résolutions. Le premier texte,
sous le nom de « programme de Lima », souligne
l'ordre « injuste » qui caractérise la situation
internationale, qualifie de « brillants » les
résultats de la Conférence sur la sécurité et la
coopération en Europe, et passe en revue un certain nombre de problèmes internationaux. Il
saloe les victoires du Cambodge, du Laos et du
Vietnam, acqueille « avec jois la chute du régime
colonialiste au Portugal », lance un appel au
cessez-le-feu aux mouvements de libération
angolais, prend position dans le conflit chypriote en demandant « le retroit immédiat et
inconditionnel de toutes les troupes étrangères
de File», et dénonce l'attitude à l'ONU des EtatsUnis, de la Grande-Bretagne et de la France en
faveur de l'Abrique du Sud, Le même texte

faveur de l'Afrique du Sud. Le même texte demande à la France da retirer ses troupes des

Comores, appule la position marocaine dans le conflit qui l'oppose à l'Espagne à propos du Sahara, réaffirme le soutien des non-alignés à l'indépendance « immédiate et inconditionnelle du peuple de la côte des Somelis », et demande au Conseil de securité de l'ONU de « prenare

les mesures nécessaires » pour obliger Israel à se conformer aux résolutions des Nations unles

Dans le second texte, les ministres demandent l'application rigoureuse des principes du nou-pel ordra économique international, et plus par-ticulièrement du principe de souveraineté per-manente sur les ressources naturelles, ainsi que

l'adoption d'une stratégie commune d'assistance réciproque ».

La conférence définit ensuite un plan d'action destiné à renforcer la solidarité des pays non alignés et décide : 1° de crèer un fonds de solidarité pour le développement économique et social en faveur duquel chaque pays membre devra verser une souscription de 500 000 droits de tirage spéciaux ; 2° de créer un conseil d'association des rous en pais de développement.

de tirage spéciaux; 2º de créer un conseil d'asso-ciation des pays en voie de développement pro-ducteurs et exportateurs de matières premières; 3º d'établir un fouds de solidarité pour la reconstruction du Cambodge, du Laos, du Viet-nam et des autres peuples d'Indochine; 4º de créer un fonds spécial pour le financement des stocks régulateurs de matières premières et de produits de base exportés par les pays en voie de développement (une conférence qui se réunira, à Geuève en juin 1976 en fixera les modalités). En ce qui coucerne le dialogue entre pays pro-

à Geuève en juin 1976 en fixera les modalités). En ce qui concerne le dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole, les pays nou alignés a notent avec satisfaction l'action solidaire des pays en vote de développement représentés au comété préparatoire de la conférence de Paris sur l'énergie » et décident de renforcer leur action commune lors des prochaines réunions.

Dès le début de leurs travaux, les ministres avaient décidé d'admettre à la conférence la Corée du Nord, le Vietnam du Nord, Panama et l'Organisation de libération de la Palestine.

et l'Organisation de libération de la Palestine, mais avaient rejeté la candidature de la Corée du Sud.

Création d'un fonds pour le finan-

cement de stocks de matières pre-

Conférence

mières

sur le Proche-Orient.

en faveur des parlementaires chiliens détenus depuis 1973 dans leur pays, le conseil a décidé que, en 1976, l'Union poursuivra l'action entre-prise en ce domaine.

Les règlements des différents organes de l'Union ont été modifiés afin que puissent être admis à suivre ses travaux, à titre d'observateurs, des représentations d'organisations auxquelles le statut d'observateur a été accordé par l'Assemblée générale des Nations unies. Le Conseil national palestinien a été invité à ce titre aux réunions de l'Union pour 1978.

Croix-Rouge

Les activités du C.J.C.R. en 1974 T E Comité international de la Croix-Rouge 50 millions de francs suisses à l'aide aux vic-C.C.C.R.) a consarre, en 1974, plus de 50 millions de francs suisses à l'aide aux victimes de conflits dans da nombreuses régions du monde, et, principalement, dans les deux Vietnams (11 millions de francs suisses en moins de six mois), en Proche-Orient (10 millions) et au Chili (5 millions). Mais, comme l'imdique le rapport annuel publiè au début du mois de septembre, l'essentiel des efforts du C.L.C.R. a porté, en 1974, sur la protection des individus et des familles : visite de vingt-quatre milla prisonniers de guerre, inspection de trois cent soixante-dix autres lieux de détention abritant plus de quatre-vingt-dix mille détenus principalement politiques, rapatriement de trois cent seize mille personnes (dont quatre-vingt-dix mille prisonniers de guerre) entre l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, contrôle des quinze opérations de libération de prisonniers à Chypre, organisation de regroupements de familles et de passages d'émidiants en Proche-Orient, acheminement de plus d'un million de messages familiaux, etc.

messages familiaux, etc.

Au cours de l'année 1974, le C.I.C.R. s'est également préoccupé de la protection des individus sur le plan juridique en organisant la première sessiou de la conférence diplomatique sur le droit international humanitaire applicable dans les confits armés, ainsi que la conférence d'experts gouvernementaux sur l'emploi de certaines armés conventionnelles.

OPERATION A TIMOR. — Dans les derniers fours du mots d'août, le C.J.C.R. a engagé uns opération d'assislance aux victimes des troubles qui avaient éclaite dans la partie portugaise de l'île de Timor. Au tatal, dix-huit personnes (médecins et personnel infirmier) travaillent sur place sous l'écide du C.J.C.R. et assurent le seul service médical fonctionnant dans l'îls.

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLAN-TIQUE NORD. — Le représentant de la Grèce u-renouvelé le 17 septembre devant le conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (DTAN) la détermination du gouvernement grec de se retirer de la structure mûtiaire intégrés de l'alliance. La décision grecque apait été prise en août 1974 à la suite de l'intervention militaira turque à Chypré.

ASSEMBLEE DE L'ATLANTIQUE NORD. —
 Près de deux cents parlementaires des quince pays membres de l'Assemblée de l'Atlantique nord ont portrerpé aux travaux de la vingt et unième session de l'Assemblée, que se sont déroulés à Copenhague du 21 au 26 septembre.

au 21 au 26 septembre.

• UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Le comité des présidents, organe directeur de l'Assemblée de l'Union de l'Europa accidentale (O.S.O.) a adopté, la 11 septembre à Parts, un projet de résolution sur l'union curopécuna et la défense de l'Europe à l'intention de M. Léo Tindemans, premier ministre de Belgique, chargé de saumetire un rapport sur l'union europécane au prochain conseil curopéca.

e COMMONWEALTH. — Les ministres des pays àu Commonwealth, réunis à Georgetown (Guyana), ont adopté à la fin du mois d'août une déclaration préconisant l'adoption de mesures visant à réduire iécart entre nations riches et nations pauvres. Cette déclaration, qui reprend les conctusions du rapport à un groupe de âix experis, recommande la mise en auvre d'un propramme tatépré concernant les matières premières qui aurait pour base l'éta-blissement d'un système de stocks régulateure finan-cé par les pass producteurs et consommateurs de matières premières, auxqueis pourraient se fondre les neus exportateurs de miscole. Le remore matières premières, auxqueis pourraient se foindre les pays exportateurs de pétrole. La rapport recom-mande également l'indexation des prix des matières premières sur ceux des produits industriels.

premières sur ceux des produits industriels.

• TRANSPORT ARRIEN. — Les représentants des compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) ont commencé, le 2 septembre à Genève, uns zérie de révintons consacrèes aux tarifs à appliquer à partir du 1º avril 1976, sur l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique. Parmi les aujets à l'ordre du tour tigure la fixation des tarifs applicables paur le supersonique Concords qui doit entrer en service dés le Atways ont proposé à l'IATA de lut eppiquer un larif supérieur da 10 % à celui des e premières classes », tandis que certaines compagnies aériennes demandent un tarif de 20 à 25 % supérieur.

AUTRES ORCANISATIONS POLITICOES Tatinielle a sandania

Organisation des Etats américains

La rávision du système se poursuit

L'A commission générale du conseil permanent de l'Organisation des États américains (O.E.A.) a installé à Washington, le 10 septem-hre, la sous-commission chargée de mettre la dernière main aux mesures de révision de la charte de l'Organisation et au traité inter-américain des solutions pacifiques.

Cette nouvelle étape a été précédée, on le sait, de l'adoption, en juillet dernier, à la conférence de San-José, du protocole des réformes au traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR).

Selon le calendrier établi par l'Assemblée générale de l'O.E.A. la troisième et dernière étape de la révision du système interaméricain ctape de la revisión de système interamentain devra parachever, dans les premiers mois de 1976, les accords sur la charte de l'Organisation, sur le traité interaméricain des solutions pacifiques, enfin sur le traité sur la sécurité économique collective et sur la coopération pour le déve-

Une assemblée générale extraordinaire — ou, à défant, l'Assemblée générale, à l'occasion de sa nouvelle période de sessions ordinaires — entérinera ces nouvelles dispositions.

SESSION D'AUTOMNE DU CONSEIL PERMA-NENT. — Le conseil permanent de l'O.E.A. a ouvert en session d'automne le 3 septembre dernier. Ses travaux ont d'abord porté sur le projet de code de conduits des entreprises multinationales en Amérique latins et sus l'organisation de la dis-huitième ausemblés ennuelle de la Commission inter-américaine des femmes en 1976.

L'AIDE AUX PAYS TOUCHES PAR LA CRISE INTERNATIONALE, — La commission exécutive permanente du Conseil interaméticain économique et social (GEPCIES) s'est rémaie à Washington du 17 au 19 septembre pour considérer les possibilités de création d'un fonds spécial de financament pour parte et cide aux pays membras en pole de derde création d'un fonds spécial de financement pour ventr en aide aux pays membres en vois de déve-loppement les vius touchés par la trisé internatio-

Elle e auest débattu de l'ordre du four de la septième conférence interanterlouine sur l'agricul-ture. Entin. poursuttant l'examen de la situation économique des pass membres, la commission — qui e succédé, on le suit, à l'ancien Comité inter-américain de l'Alliance pour le proprès (CIAP) — s'est ponchée sur la situation de la Bolivie en 1974.

s'est ponenée sur la situation de la Bolivie en 1974. EDUCATION, SOUENCE ET GULTURE. — La sous-commission des programmes et du budget de la commission exécutive permanents au Conseil interapráricam pour l'éducation, la science et la ruiture (CEPCIECC), réusie à Washington le 18 septembre, a approuvé les projets mis au point pur l'Organisation dans le cudre de son programme de développement de l'éducation, de la science et de la technologie en 1975-1976. Les sommes difectées à leur jinancement s'élèveront à 9813 300 doilars, dont 5 900 000 pour les projets scientifiques et technologiques, et 3 333 300 pour l'éducation.

OTASE

Dissolution progressive de l'orga-

ES représentants des six membres actifs de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) — Etate-Unis, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines et Thallande, — réunis le 24 septembre à New-York, ont décidé que l'OTASE ayant rempli sa mission, et en raison des circunstances nouvelles en Asie du Sud-Est, elle devait disparaître graduellement: la dissolution s'étalera sur deux années, affectant surtout les activités civiles ayant un caractère technique ou économique qui pourraient d'ailleurs être transmises à d'autres organisations bilatérales ou multilatérales. Les activités militaires, quant à elles, avaient été interrompues il y a deux ans. Deux Etats membres a'étalent déjà retirés de l'Organisation: la France et le Pakistan.

Le secrétaire général de l'OTASE a été chargé de mettre au point un plan de dissonités de l'Asia Pour l'Asia page 1

charge de mettre au point un plan de disso-lution. (Voir page 21 l'article de Philippe Pons.)

DROITS DE L'EOMME. — La délégation de la commission européenne des droits de l'homme, chargée, le 28 mai dérmier, de mentr une enquête sur les deux réquêtes introduiles par Chipre contre

talières

Union interparlementaire

Conseil de l'Europe Soixante-deuxième conférence à Londres Lo coopération entre xones fron-

P LUS de cent cinquante représentants de régions et de communes frontallères de quatorse pays européens se sont réunis à Innsbruck du 11 au 13 septembre, sous les auspices du Conseil de l'Europe, pour examiner les problèmes particuliers qui se posent aux autorités locales et aux populations de ces régions. Les débats ont principalement porté sur certains aspects de la coopération frontalière : la consultation préalable lors de l'établissement d'installations industrielles (usines polluantes et centrales nucléaires), les divers modèles de planification régionale dans les sones frontalières, l'exemple de coopération entre régions frontalières dans les pays nordiques pour la protection de l'environnement et la coutribution des travailleurs frontaliers à l'intégration européenne. Les conclusions de ce colloque seront transmises à l'Assemblés parlementaire du DEOITS DE L'HOUME — La délégation de la liberture.

armes chimiques et d'utiliser des techniques mo-dernes pour agir sur l'environnement à des fins militaires : la réalisation effective des droits et responsabilités entre l'homme et la femme : le développement et la coopération économique internationale : l'utilisation des moyens audio-viscules de d'utilise tachalunes pour pour parties. visuels et d'autres techniques modernes pour la promotion de l'éducation; enfin sur l'appli-cation intégrale de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colo-

niaux.

Le conseil interparlementaire s'est réuni à Londres les 3 et 12 septembre. Il a admis, comme membre de l'Union, le Parlement de la République arabe du Yèmen et a décidé de suspendre l'affiliation des groupes interparlementaires de la République du Vietnam et du Laos.

Informé des mesures prises par les membres de l'Organisation, ainsi que par le secrétariat,

VILLE D'ART, DE TOURISME

ET DE CONGRES Allie un prestige de ses monuments unciens l'énergie touriente d'une joune cité qui, dens un élon sans relôche, construit son avanir



(Ph ATZINGER.)

PA ATZINGER.

PALAIS DES PAPES: LE PONT SAINTBENEZET, popularis à travers le monde
par la légende et la chancon : ses nombreux
édifices civile et religieux,

LES TRESURE DE BRS MUCESS;

OF MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS
LA PRUVENCE,

SON FOLELORE (danses et vieilles traditions)

tions) , UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet -(5 août: Théatre, chorègraphie, ciwème, mu-

des vins de grande crus (Châtesunsuf-de-Pape, Côtes-du-Rhône, Oigondas, Tavel, etc.; ; LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son

de renament pour toutes les menifestations et coagrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son 100 m au se

parking Visites AVIDNON . La Songeuse ce lois !...

Renseignements Matton du Tourisme. cours Jeus-Jaurès

l'actualite sociale INTERNATIONALE

chaque mois

intersocia

vous apporte

un dossier (l'Europe des Neuf face au chômage, humanisation du travail: une expérience américaine, les "Lip" en Europe, CEE: conditions de travail ...)

des informations, des analyses, des reportages, des interviews, des "brêves" (conditions de travail, emploi, multinationales, politique économique, relations du travail, salairesrevenus, syndicats...)

■ des statistiques — inédites — commentees et un tableau de bord

intersocial

liaisans 75541 Paris Cedex 11 SOCIALES T. 805.91.05

Diffusé par abonnement seulement :- 1 an 11 numeros 400 F Pour les abonnements servis hors de France: 440 F

Numèro spécimen sur demande

HES EUROPEENNE

La forteresse assiégée

Par FRANCIS LECLERC

DASSANT au ras des bosquets jounie par le saison sèche. ['hélicoptère Alouette-III, l'un des cent cinquante prélés par l'Afrique du Sud, foulifie le brousse cieirsemée. Soudain, un guérillero fait un mouvement pour o'entoncer sous l'ebri d'un erbuste L'écleir de son arme ettira aussitôt t'attention du mitralileur, qui puvre le leu Oéséquilibré per le recul du canon de 20 millimètres. l'appareil dèrape sur le côté. Au spl, l'homme ébauche un geste de tuite et retombe, coupé en deux par la ratale Tournant en cercles serrés autour du groupe qui se met à courir dans les heutes herbes, l'Alouette te poursuit de ses tira meurtriers hachant eutour de lui le végétetion. Décimés par les obus explosifs, les partisans parviennent à gegnar un épels couveri. Tandis qu'il communique à la radio la position et l'axe de tuire du petit groupe, le pliote pose son apperell à la lleière Aussitôt, trois com-mandos SAS, le tusit d'essaut FAL à le main, se lencent é le poursuite des fuglités. Oeux neures cade, le reste du groupe de guérilleros est

UMERIQUEMENT faible, l'armée rhodé-elenna, qui se donne l'allura afficace de l'armée taradienne, mise sur le vitessa. le renseignement et le communication. Malgré tes mines de ptuo en pluo nombreusés, les Land-Rover de le - Speciel Branch - la police spéciele, et da l'armée patrouillent sans cesse sur les pistes de zones d'insécurité. Maigré les difficultés d'epprovisionnament en pièces da rechanga. les vieux epparails de l'armée de l'air assurent une couverture mortelte contra les infiltranons de guérilleros Mois, cane les nélicopères sud-atricaina qui constituant l'épine dorsale de sa torce d'intorvention, la capecité da réaction du système de sécurité modésien serait considérablement

Jusqu'à présent, les forces da sécurité nnes avec l'appul des quatre mille policiers sud-africains cantonnés aux tron-

tières, avaient réussi à contenir les infiltratinns des soldats des organisations noires : le ZANU, la ZAPU el le FROLIZI. Les divisions des combattants de le liberté les avalent eervis eutant qu'elles evalent embarrasse le Zamble de Kenneth Kaunda, l'Etat Indépendant voisin qui leur fournissait accueil et soutien togistique. Outre le différend einoeoviétiqua raflété dana l'hostillià des deux mouvements - la ZAPU soutenue par l'Union soviétique et la ZANU armée et entraînée par le Chine, - de vipientes luttes tribales ensanglantalent régulièrement la camp nationaliste. Les efforts de conciliation panafricains entra les Les effints de conciliation panefinains entra les deux mouvements n'avelent about qu'è en créer un troistème, te FROLIZI. Réglant leura différende internes à coups de bombea, tes factions entretenaiant un cilimat d'insécurité dans les pays hôtes. Indignés per l'assassinat, dans des circonstances mai éclaircles, de Chilepn, ta chet militaire de le ZANU, au début da l'année, tes présidents Kaunda, da la Zamble, et Nyerara, de le Tanzanio, finirent par Interdire les mouvements dans teurs pays respectifs, ouvrant ainsi des perspectives do nécocletion.

POURTANT, une reprise des combats, dans les circonstances nouvelles créées par les circonstances nouvelles créées par l'indépendance du Mozambique, pourrait vite s'evérer catastrophique militairement pour ta système de sécurité rhodésien. A part tes 200 kilomètres de trontières communes evec t'Atnque du Sud, la Rhodésie est désormals ontièrement entourée d'Etats noirs. Pour défendra des millers de kilométras contra tes Infiltrations des guéritleres, l'armée rhodésienne ne dispose guéra que de quetra mille hommes d'active or dix mille de réserves. Ses moyens de recrutement sont limités dans un pays qui ne comple que deux cent cinquante millo Blancs contra cinq millions de Noirs : une proportion de un à vingt.

Dans sa force d'intervention constituée de trois régiments, dans unités sont blanches : le R.L.I (Rhodesian Light Infantry, régiment léger d'infanierle), te SAS (Special Air Service. le RAR (Rhodesien Atrican Rifles, te régiment da tirallieura africaina) Bien que les Rhodésions clement bien haut l'ebsolue fidélité de ca régiment, surjout recruté chez les kalangas, certains incidents récents permettent d'en

Une nouvelle unité airicaine cerait en formetion, composée de transfuges mozambl-cains des GEP, ces troupes spéciales de le PtOE, le Gestapo porlugeise, commandos de sinistre mémoire. Recrutés par uno intense campagne internationale, des morcenaires arrivent de tous les points du monde : Américaino vétèrans du Vietnam, enclans légionnaires, ex-paras, soldets de fortune et clochards de l'aventura querrière...

Mals lo nombre très falbio des Rhodésiens blancs et le fregilité de l'économie du pays ne permettent pas une longue mobiliestion dens l'armée. Le soutien de plus en plus conditionnel de l'Afrique du Sud, qui e été le première à tirer les conséquences de la chute de l'empire portugels, prive désormals la fittodésie de son décisit appul militaire. Les quetre mille policiers sud-africaine qui petrouil-leient les frontières ont èté officiellement etirés dans le cadra de la politique de de En fait, si leur présence se fait plus discrète, lemont disparu.

Il samble blen qu'une reprise des hostilités, déclanchées cette fois avec l'appui déterminé et l'expérience du FRELIMO mozambicaln, correspondrait à une inflitration de grand styla : des milliers de guérilleros. L'ormée rhodésienne, qui n'est pas parvenue à détruire les toyers de guérille de groupes souvent mai dirigés et divisés, se trouverait elors incapable de taire tece. Elle no pourrait espérar rétablir ta situation que grâce à une Intervention de l'armée sud-africaine et c'est blen ce que le gouvernoment de M. Vorster semble vouloir éviter.

REGARDEZ l'Attique noire, elle an est à son trente-cinquième coup d'Eter militeire, Nulle part un démocretique. Vous cherchoz dans une langue atricaine un mot qui exprime la concept de chef de l'opposition et ce que

a chef ennemi ». Partout des massacres, le règna de l'injustice, de l'arbitraire et du gespillage. - La moustache blonde soigneusemeni talilée, is voix douce et mesurée, l'officie du gouvernement modésien poursuit : « Il n'est pas question pour nous de noua soustraire à la loi de le majorité. Tous icl savent bien qu'elle est inéluctable. Ca paye deviandra noir et nous ne l'empêcherons pas. Male nous voulons que le passage se lesse progressivement of dans fordre. Les Africains sont trop impatients : Ils veulent tout et tout do sulta. Dans cinq ans, par le jau primal des institutions, lle disposeront da la majorité à le Chambre. Cinq ans, c'est de toute taçon ce qua nos forces de sécurité peu-vent tenir. Alara pourquoi veulent-ils obtenir par le violence ce qu'ile peuvent ovoir paci-fiquement ? - Dane toule la Rhodésie blanche.

Sur l'échina centrale du pays, tes hautes terres, où l'alittude assure un climat tempéré, tes fermes européennes o'alignent les unes eprès les eutres, vastes entreprises modèles oux productions records. Elles se partagent 45 % do la superficie totale du pays et certaines d'entra siles dépassent le million d'hectares. Parqués dans tes basses terres, cinq millions d'Africains s'entassent eur les territoires surpeuplés des Tribal Trust Land, tes réserves Indigènes.

Les fermiers se font fort de rappeler que le Rhodésio est te granier de t'Afriquo eustrale, qu'ils nourrissent de leur production tous les pays de la région. Le Mozambique et l'Angnia mourreient do faim sans eux. Si tes Africaine prenaient teura terres, ils ne feralent qu'étendra ta misère et lo sous-développement : tes terres des réserves indigênes n'étaient pas plus mauvaises que celles des fermiers blancs, c'est te meuvais usage,

- Un Africain n'a jamais pu avoir une ferme, on na lui e jamais domé les moyene d'apprendre. Comment peuvent-ils dire que nous sommes des Incepables, nous n'avons jamalo eu notre chance. - L'Africain qui me parle n'e rien d'un révolutionnaire. Il croît religieusement eux diplômes, à l'éducation, à toutes les régles du monde blanc. Il e'est saigné pour que son fils puisse taire ses études, et maintenant que ceiui-ci est licencié de chimie, il ne peut pas trouver d'emploi parce qu'il y a toujours qual-qu'un qui vient d'Europe et qui prand le place.

PUIS l'époque de la détunte fédération des Rhodèsie-Nyassaland et du geuvernement libèral de Gerfiald Todd, la eltuation des Africains en Rhodésie n'e cessé de se dégrader. les prit subl'une telle succession d'numilierons, de réductions de leurs droits et de promesses no: tenues qu'ile ont perdu toute confiance dans le gouvernement de M. Smith. Malgré les déclarations officielles, le publicité des négocietions avec les chefs traditionnels et le recours systématique à toutes les techniques d'diversion et de manipulation, le gissemont déficielle de l'explaine efficielles desse les comp définitif de l'opinion africaine dans le camp netionaliste ne peut plus être caché.

Dans ce pays, où les Africaine n'ont pas le droit, quoie que soient leurs connaissances techniques ou leura movens financiers, d'eche ter une ferme, où leurs droits de propriété sont à peine tolérés dans tes villes et res treinia é certains quartiors, même le petite bourgeoisie est en train de se raitier é lo lutte armée. Témoin cet homme d'effeires, prospère, cravate à grosse épingle, diament à is chevallère et costume troie plèces sombra qui, au début de l'entretian, pariait réalisme, entente et prograo et brusquement, s'échauffe : « Les Blancs ne réalisem pas combion nous sommes à bout. Ile nous brandissent sans casse à le lace la menece du chaos. Its no nous impressionnent pluo eved leurs arguments économiques et louro calomnies sur les États indépendants. Nous n'avono rian et nous n'evono aucun droit Un homma humilié ot dépouillé n'e rien é perdro. Ils croient nous laire céder en nous massecrant, en nous terrorisant evec leuro chiens et leurs fusile. Ils refusent de voir le réalité, de savoir que nous sommes prêts à mourir, à tout brûter, car nous sommes désespérés. Maintenant, le pire peut arriver, qu'il

'EFFONDREMENT du colonialisme pertugais, entraînant le victoire du FRELIMO révolutionnaire au Mozambique après les eccords de Lusaka de septembre 1974, a provoqué dans toute l'Afrique eustrale un boulevarsemant des rapports de force autour du Zembèze. Cette ancienne frontière du bloc austral blanc, brusquement recuiée d'un millier de kilomètres tout le long de l'océan Indion, n'est plus tenue par la Rhodèsie, désormale presqu'ile entourée par les Etats indépendants et à peine reliée à l'Afrique du Sud par un isthmo atroit.

Au tieu de soutenir, au Mozembique et en Angpla, une aventure « thodésienne » tentée mollement par les - petits Blancs - portugais, lo gouvernement de M. Varster e'est abstenu da loute intervention. A ta vnie « Israélienne » de prise de gage, qui eurait eignifié te consti-tudon par ta torce d'états-tampons l'isolant da l'Afrique noire ot do ses infittrations, l'Afrique du Sud e préféré une sério de ma-nœuvres visant é stabiliser le région per te négociation et la coopération économique.

C'est que le structure du pouvoir y est dominée par de grands intérêts financiers sym-bolisés par Harry Openhelmer, président de l'Anglo American Company, La politique à long torme des grandes compagnies est d'insérer l'Airique du Sud dans le continent. Consciente du fait que te Républiquo eustrale e la capecité de devenir le leader économique du continent et d'y conquerir un fabuleux marché, le classe des affaires est prête à consentir de grandes concessions politiques.

M. Vorsier prétérarait un régime noir autoritaire et conservateur, qui pourrait devenir un partenaire commercial, é l'instar du Malewi du Dr Bande, et ménagor à l'Atrique du Sud une voie d'eccès sur l'Afrique noire, tout en servant d'alibi International et do protection contre les infittrations des guéritteros. Mais sa marge de manœuvre est doubtement réduite : d'une part par l'opinion de son étectorat, des boers ultra-conservateurs et, d'eutre part, par les gouvemements noirs et tes nationalistes modésiens, qui peuvent échapper é son contrôle. Aussi dose-t-il solgneusement ses pressions sur la Rhodésie, tout en exigeant de M. Smith toute une série de meaures de libéralisation qu'it se refuse blen à faire chez

UX Initietives de l'Afrique du Sud cor-A respondait, au même moment, dans te camp africain, une situation exception-nellement favorable, inquiets des divisions étalées au grand jour des trole mouvements de libération, les gouvernements de Zambto, de Tanzanie, du Botswana et du Mozambique les forçalent à s'unir sous la bannière de l'A.N.C. (African National Council), dirigà par l'évêque Muzorewa. Partisan du dialogue, calul-ci répétait alors qu'il y evait une possibilité d'eccord eur un compromie négocté - entre le loi de le majorité tout de suite et le loi de la majorité jamais ». Cette volonté affirmée d'éviter les recours eux extrémités et les confrontations eanglantes correspondait à l' « humanisme » de Kenneth Kaunda, enclin par sa philosophie à souheiter on Rhodésie un régime noir modéré.

Fece à une situation éconpmique qui se degrade evec la chute des prix du cuivre, contraint, eujpurd'hui, d'importer d'Europe des hamprragie de devises, le chef de l'Etat zamblen e un besoin urgant de rouvrir ees fron-tières avec le Rhodésie. Outre l'importante assistance technique sud-africaine qu'assurerett la reprise du dialogue avac Pretorie, une solution rapide du problème modésien permettrait donc à le Zamble do résoudre les difficultés internes dans lesquelles elle se débat. Mais t'arrivée eu pouvoir en Rhodésie d'un régime radical comme celui du ZANU, violemmeni hostile é le présence blanche, pourrait, par contagion, rouvrir en Zamble tes débets clos par l'élimination de Kapwepwe, l'ancien vice-président réputé - tribaliste bembe - et - antiblenc -. Au moins d'eccord sur ce point avec l'Afrique du Sud, M. Kenneth Kaunde prétérerait au teader du ZANU, le révérend Si-thole, celui du ZAPU, M. Joshue Nkomo, ancien syndicaliste, décrit com.ne un • homme lort at réaliete ». Mais, lé encore, le margo de manœuvra du président zambien, de plus en plus menacé, est limitée par le radicelisme croissant des organisations nationalistes du Zimbabwe et la raideur bornée du régime

Dans ce numéro :

 $\mathbf{P}^{\scriptscriptstyle\mathsf{T}}$

220

re::: 15.5

Dráic

soup e

P. 2 et 3 : L' eutoréduction » des tarifs en Italie, par Jean-François Doumic.

LE PORTUGAL SANS MYTHOLOGIE: Jou de massacre et conflit de légitimi-tés, par Gilles Herizog et Bernard-Henri Lévy: crise économique et transition sanglants incidents do Timor servent

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES à usage professionnel

Langues et Affaires, organisation moderne d'espeignement à distance, riche de plus de vingt années d'expérience dans le domaine unguistique, a mis au print des cours de langues étrangères (anglais, allemend, italien, espagnol) spécialement emiqua pour une utilisation professimentée (langue du commerce et des affaires, langue économique et contemporaine)

Quels que soient le rythme de vos activités et votre ueu de résidence, vous pouvez aulvre ces enseignements sans changes en rien vos occupations quotidiennes. Ils constituent, de plus, des préparations efficaces aux diplômes des chambres de commerce étrangères de l'université de Cambridgs (Lower et Proficiency), au BTS de traducteur commercial, etc.

Nombreuses otilisations dans commerce et échanges internationaux, compagnies aétiennes et maritimes, tourisme, administrations, hanques, commerce internatinnal, secrétariat multilingue traduction, interprétation, hôtesses, etc.

Méthodes audio-visuelles tous niveaux (y compris débutants). Département Formation Professignenèle Continue Service Orientation Doc, grat n.º 1473 à Langues et 4//aires [organisme privés, 33 rue Collange, 92303 Paris-Levallois.

Téléphone 270-81-82.

P. 8:

La famino s'étend è Halti, par W. Cadat. - M. Kissinger et l'insécurité economique mondiale, par L Dussex. P. 9 à 13: MOTEUR ET SYMBOLE DE LA CROISSANCE L'AUTOMOBILE EST MALADE : Un nnuveau type do relations dans la production, la consommation et les échanges evec le tiers monde, par Bernard Murel : Trois élèments de la stratògie des constructeurs, par Julieffe Nicolas: Luttes ouvrières, par Jean Rabart: Innovation technologique ot fonction sociale, B. M.; Fluctuations de l'histoire : la naissance, l'essor et la remise en question, par J.-J. Chanaron of P. Fridenson: Use place nouvelle dans une nopvelle forme de croissance, par Ch. Lemaitre : Une nécessaire mais

les visées do l'Indonésio, par Maxima Daublet — Un film sur l' « Angola,

guérilla du peuple », par Ignacio Bamo-

La paix surarmée, par Charles Zorg-

bibe. - Le procès de Stuttgart et les droits de la défense, par Fred Mohr.

net. - Fin de l'article de R. Lefort.

difficile restructuration, par P. Jerome. P. 14 et 15: UNE GAUCHE AU PLURIEL : La lutte contre les diverses formes d'ex-

ploitation aux Etats-Unis, par Pierre Dommergues. Suite de l'article de Roger Merle sur la fascisation de l'Université chilienne.

PANAMA : Les Etats-Unis durcissent P. 16: leur position sur l'evenir du canal, par Roque Javier Leurenza. Dans les revues... POLITIQUE ET LITTERATURE : La P. 17:

culture de Caliban, par Gerald Moore. P. 18 à 20 : BRUNEI ENTRE DEUX AGES, reportago do Michael Morrow. La dissolution de l'OTASE, par Philippa P. 21:

CHINE : Contre les résurgences bourgeolses, la lutte des classes continue, par Jean Danbier.

P. 22: Les livres du mois.

CINEMA POLITIQUE : Expressions regionales, par Ignacio Ramonet. Philippe Haudiquet, Daniel Serceau et Guy Hen-

Deux communautés économiques pour P. 24: l'Afrique de l'Ouest, par Marc Penouil. P. 25 à 27 : L'activité des organisations internatio-

Octobre 1975

Ideolog

and the second s

Andrew States

4.000

1.1.1